



1'134'128

BPU NEUCHÂTEL



32000 000962904

Q 3103 47. 14117.
64. 14. 4

MÉMOIRES

SUR

L'ASSURANCE DES BATIMENTS

CONTRE L'INCENDIE

DANS LE

CANTON DE NEUCHÂTEL



NEUCHÂTEL

IMPRIMERIE MONTANDON FRÈRES

1866

MÉMOIRES

SUR

L'ASSURANCE DES BATIMENTS

CONTRE L'INCENDIE

DANS LE

CANTON DE NEUCHÂTEL



NEUCHÂTEL

IMPRIMERIE MONTANDON FRÈRES

1866

RAPPORT DU JURY

SUR

LES MÉMOIRES RELATIFS A L'ASSURANCE DES BATIMENTS CONTRE L'INCENDIE.

Le 25 novembre 1865, le Grand-Conseil ordonna l'ouverture d'un concours sur la question de l'assurance des bâtiments contre l'incendie.

En exécution de ce décret, le Conseil d'Etat, par un arrêt du 12 décembre 1865, fit publier ce concours dans les termes suivants :

« Le Conseil d'Etat de la république et canton de Neuchâtel en
« Suisse,

« Vu le décret du Grand-Conseil du 25 novembre 1865,

ARRÊTE :

« Un concours est ouvert pour la rédaction d'un mémoire répondant aux questions suivantes :

« 1^o Quels sont les avantages et les inconvénients des deux systèmes d'assurance contre l'incendie, savoir l'assurance facultative avec des compagnies à primes fixes, et l'assurance mutuelle obligatoire?



« 2° Quel est, de ces deux systèmes, celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel?

« 3° Quelles seraient, dans l'éventualité du maintien de l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer les risques, tout en conservant les avantages particuliers de cette institution?

« Un jury, composé de cinq membres nommés ultérieurement, sera chargé de juger les mémoires présentés au concours. Les prix alloués pour les trois meilleurs mémoires seront de fr. 800, 500 et 200. Les mémoires couronnés deviendront la propriété de l'Etat qui se réserve la faculté de les publier.

« Les manuscrits devront être envoyés avant le 31 mars 1866 à la Direction des Travaux publics à Neuchâtel; ils devront porter une épigraphe qui sera répétée sur un pli cacheté renfermant le nom et l'adresse de l'auteur. »

Neuchâtel, le 12 décembre 1865.

Au nom du Conseil d'Etat,

Le Président, HENRI TOUCHON.

Le Secrétaire, GEORGE GUILLAUME.

Le 17 avril 1866, le Conseil d'Etat nomma le Jury chargé de juger les mémoires présentés, et désigna pour en faire partie :

MM. Alfred Dubois, président du Grand-Conseil.

Charles Lardy,

Louis Michaud,

Jules GrandJean,

} députés au Grand-Conseil.

Louis Perrier, président du Conseil municipal de Neuchâtel.

Le Jury fut réuni une première fois le 25 avril pour se constituer et régler l'ordre de circulation des mémoires. — Onze mé-

moires avaient été adressés au Conseil d'Etat, mais deux de ces travaux étant signés par leurs auteurs, ne prenaient aucune part au concours. Il fut décidé dans cette première séance que l'examen du Jury devrait porter sur la valeur intrinsèque de chaque mémoire, abstraction faite de ses conclusions pour l'abolition ou le maintien de l'assurance mutuelle. Il fut décidé également que les noms des auteurs dont les mémoires auraient été couronnés seraient seuls connus du Jury, les billets contenant les autres noms devant rester cachetés.

On remarque d'ailleurs que la plupart des mémoires sont écrits par la main de femmes ou de copistes inconnus, les auteurs ayant voulu qu'on ne pût les deviner.

La circulation des mémoires étant terminée, le Jury se réunit de nouveau le 12 juin.

Les membres du Jury ont été unanimes à reconnaître qu'en général le concours avait présenté un résultat utile et avait provoqué la rédaction de travaux très-intéressants. Plusieurs membres du Jury exprimèrent cependant le regret de ce qu'en général les partisans des compagnies d'assurance n'eussent pas pris autant de peine que les partisans de l'assurance mutuelle pour l'étude des questions mises au concours.

Après cette discussion générale, le jury s'est occupé à décerner les trois prix alloués pour le concours.

Premier prix, 800 fr.

A l'unanimité des voix, le Jury a décerné le premier prix au mémoire portant pour devise :

« L'association est le levier du progrès. »

L'auteur a dominé le sujet. Au lieu de s'en tenir aux questions posées par le Conseil d'Etat, il fait ressortir la convenance et l'utilité d'étendre les recherches à deux questions nouvelles. Le plan

général du mémoire est clair, logique, les raisonnements sont mûris, les motifs pour et contre bien pesés. — L'auteur résout les questions avec autorité, maturité et calme. — Quant à la forme, le mémoire est bien écrit, excellent style, entraînant à lire, sans prétention ni pédanterie.

Aussi le Jury à l'unanimité des voix n'a pas hésité à décerner à ce mémoire le premier prix.

Second prix, 500 fr.

Le Jury a été de même unanime pour décerner le second prix au mémoire portant pour devise :

« Inter utrumque tene, medio tutissimus ibis. »

Ovide, métamorphoses.

Le Jury se félicite de pouvoir avec justice allouer ce second prix à un mémoire dont les conclusions sont en faveur des compagnies à primes fixes.

Troisième prix, 200 fr.

L'unanimité qui s'était rencontrée pour l'adjudication des deux premiers prix ne s'est plus retrouvée lorsqu'il s'est agi du troisième prix. Ici, plusieurs mémoires étaient en concurrence et les avis ont été très-divergents. On a même discuté s'il ne conviendrait pas de partager ce prix entre plusieurs mémoires dignes d'attention et qui auraient intéressé le public et éclairé la question dans des sens divers. Mais partager un prix de deux cents francs seulement a paru impossible et la majorité a adjugé le troisième prix au mémoire portant pour devise :

« Justice et bonne organisation dans l'assurance mutuelle contre l'incendie,
« sinon la liberté. »

Personne ne méconnaissait sans doute les défauts assez saillants de ce mémoire et on a exprimé l'opinion qu'il conviendrait de faire disparaître quelques-uns de ces défauts avant l'impression. Malgré

ces imperfections nombreuses, la richesse des renseignements statistiques contenus dans ce mémoire et le travail considérable que l'auteur s'est imposé ont amené la majorité à lui décerner le troisième prix.

Le Jury a discuté la question de savoir s'il demanderait au Conseil d'Etat de faire publier encore d'autres mémoires, outre les trois qui venaient d'être couronnés et moyennant que les auteurs de ces mémoires voulussent y consentir. Mais on a maintenu la décision de n'ouvrir que les plis contenant les noms des auteurs couronnés et de laisser les autres billets cachetés.

Ces résolutions étant prises, M. Guillaume, Conseiller d'Etat, fut appelé et les décisions du Jury lui ayant été communiquées, il fut procédé à l'ouverture des plis contenant les noms des trois auteurs couronnés.

Le Jury constata que le premier prix était adjugé à *M. Henri DuPasquier, député au Grand-Conseil, à Cortaillod*, le second prix à *M. John Moschell, ingénieur à Genève*, et le troisième prix à *M. Jules-F. Picard, commissaire-général, inspecteur du cadastre, à Lausanne*.

Neuchâtel, le 12 juin 1866.

Les membres du jury,

LARDY, D^r en droit.

Louis MICHAUD, avocat.

Jules GRANDJEAN.

Alfred DUBOIS.

L. PERRIER.

I.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ PAR

M. HENRI DUPASQUIER,

MEMBRE DU GRAND-CONSEIL DU CANTON DE NEUCHÂTEL



**CE MÉMOIRE A OBTENU LE PREMIER PRIX DANS LE CONCOURS
OUVERT SUR LA QUESTION PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.**



« L'association est le levier du progrès. »



INTRODUCTION.

L'Assurance mutuelle contre l'incendie date dans notre canton de l'an 1810; elle est régie par des lois et règlements qui ont été révisés à plusieurs reprises, entr'autres en 1829, en 1849 et en 1861.

Les services rendus par cette association, surtout pendant les premières années de son existence, sont incontestables : Elle suppléait à l'absence de sociétés privées assez puissantes pour inspirer la confiance, et de plus, elle imposait aux assurés des sacrifices qu'on peut appeler minimes, car pendant la première période, de 1810 à 1829, la prime ne dépassa pas un tiers pour mille, en moyenne.

Malgré ces respectables antécédents, l'assurance mutuelle est aujourd'hui battue en brèche de tous les côtés à la fois.

Les Compagnies privées ne cessent de faire valoir auprès d'une certaine catégorie de propriétaires, les tarifs les plus réduits et les plus engageants.

Les assurés s'en prennent à l'assurance mutuelle, si leur maison a été évaluée trop haut ou trop bas, si on leur fait payer une prime un peu élevée et surtout si le chiffre des sinistres les menace comme assureurs. De toutes parts surgissent les attaques, les rancunes, les inquiétudes, qui, groupées en un faisceau d'opposition, ébranlent peu à peu jusque dans ses fondements cette ancienne et utile institution.

Ce qui a nui tout particulièrement à notre système d'assurance, c'est la multiplicité des incendies et surtout l'importance des sinistres pendant ces dernières années.

On comprend en effet qu'après les désastres de Glaris, de Berthoud, de Travers, qu'après les alertes si fréquentes de l'été de 1865, on se soucie assez peu d'être assureur, et on préfère s'en tenir au rôle d'assuré, aussi est-ce essentiellement dans ces termes que la question se pose aujourd'hui.

Le désastre de Glaris a été le point de départ de l'agitation en faveur de la liberté d'assurance; il y avait là en effet un argument puissant et il a été largement exploité. Depuis lors, le

mouvement s'est étendu : De Genève où il a débuté par l'abolition de l'assurance mutuelle, il a gagné peu à peu la plupart des cantons, et, si dans quelques-uns il s'est opéré une réaction, dans plusieurs autres, les idées de liberté paraissent gagner du terrain.

Chose étrange, cependant, et bien propre à faire réfléchir, les deux cantons qui ont énergiquement maintenu l'assurance mutuelle sont précisément ceux qui ont subi les plus importants sinistres, ou qui en ont été les témoins immédiats : Glaris et Saint-Gall auraient dû être dégoûtés à tout jamais de ce système, et cependant ils lui restent fidèles.

Bien plus, à Hambourg, dans cette ville dont on cite sans cesse l'exemple comme un argument irréfutable contre l'assurance mutuelle, ce mode d'assurance subsiste encore aujourd'hui et nul ne songe à l'abandonner. A Genève au contraire, où aucune cause grave ne semblait motiver un changement, la révolution s'est opérée presque sans résistance. — Nous tromperions-nous en attribuant ces résultats si opposés à la concurrence plus ou moins active des compagnies privées ?

Nous lisons à ce sujet, dans une brochure dont nous voudrions pouvoir reproduire toutes les pages, tant elles sont pleines de faits, de citations et de considérations du plus haut intérêt :

« Tout homme impartial doit être frappé de cette circonstance, que l'agitation en faveur de la liberté d'assurance a pris naissance en même temps que les sociétés de Saint-Gall et de Bâle. Il est à remarquer en effet que dans les prospectus répandus dans le public pour faire appel aux capitaux on exprime l'espoir d'exploiter également l'assurance des bâtiments. C'est aussi dans ce but que, du côté des compagnies, la création du concordat a été combattue par tous les moyens possibles.

« Pour mieux dessiner la situation et pour appuyer notre opinion, nous empruntons à un de ces prospectus les passages suivants :

« Evidemment, le centre d'action de notre Compagnie doit se trouver dans la Suisse même ; c'est pourquoi la nouvelle société devra s'imposer la tâche de *travailler à rompre les liens qui, dans la majeure partie de la Suisse, enchaînent encore l'assurance immobilière.*

« Si on calcule la prime moyenne à 1 $\frac{1}{2}$ ‰, même en admettant, contre toute probabilité, que le système d'assurance actuel ne soit pas changé, nous pouvons encore espérer, dans notre propre patrie, un chiffre annuel de primes de fr. 600,000.

« Mais la position s'améliorerait singulièrement, si nous admettons que les cantons qui ont encore l'assurance mutuelle obligatoire deviendront peu à peu, soit par un moyen, soit par un autre, un terrain fertile pour notre institution. Dans ce cas, le chiffre des primes serait au moins doublé et atteindrait fr. 1,600,000, etc. »

(*Gegenseitigkeit oder Speculation*, 2^{me} édition, p. 4 et 5.)

Notre canton ne pouvait échapper à cette agitation contagieuse; aussi n'a-t-elle pas tardé à se manifester sous forme d'articles de journaux et de pétitions au Grand-Conseil, réclamant la liberté d'assurance.

Mais si l'assurance mutuelle est vigoureusement attaquée, elle est aussi énergiquement défendue. C'est le désir de la conserver en la modifiant qui a inspiré à ses partisans les tentatives déjà faites, soit pour la formation d'un concordat, soit pour l'organisation d'un système de réassurance. Malheureusement aucune de ces tentatives n'a réussi jusqu'ici, et l'opinion publique se prononce de plus en plus pour la mesure qui paraît seule devoir nous rendre la sécurité c'est-à-dire pour la suppression de notre système d'assurance.

Cependant, avant de prendre une décision aussi grave et dont il ne se dissimule pas les inconvénients, le Grand-Conseil a voulu provoquer sur cette question une discussion approfondie, et il l'a mise au concours.

CONCOURS.

1^o Quels sont les avantages et les inconvénients des deux systèmes d'assurance contre l'incendie, savoir : l'assurance facultative avec les compagnies à primes fixes, et l'assurance mutuelle obligatoire ?

2^o Quel est de ces deux systèmes celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel ?

3^o Quelles seraient dans l'éventualité du maintien de l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer les risques, tout en conservant les avantages particuliers de cette institution ?

Nous traiterons ces trois questions dans l'ordre où elles sont posées.

Première question.

Avant d'aborder l'énumération des avantages et des inconvénients propres aux deux systèmes d'assurance, nous avons à résoudre une question préliminaire qui ne nous paraît point avoir été encore complètement tranchée et qui peut parfaitement être posée, indépendamment du choix à faire entre les deux systèmes. Cette question, la voici :

L'assurance immobilière doit-elle être abandonnée au libre arbitre de chaque propriétaire, ou vaut-il mieux la rendre obligatoire ?

Il semble, d'après les termes mêmes du programme, que cette question est déjà jugée et que la liberté complète doit accompagner le système de l'assurance aux compagnies privées, tandis que l'obligation de faire assurer serait inhérente à l'assurance mutuelle. Nous ne pouvons partager cette manière de voir, car elle repose sur une contradiction évidente. De deux choses l'une, en effet : ou bien, c'est le principe de la liberté qui doit l'emporter et il faut dès lors l'appliquer aux deux systèmes, ou bien, c'est l'obligation de faire assurer qui doit avoir la préférence, et il faut en agir de même à son égard.

Sans doute, l'application de ces deux principes opposés sera plus ou moins facile, suivant le système d'assurance qui prévaut, mais, comme les difficultés ne seront en aucun cas insurmontables, on ne doit pas s'en préoccuper outre mesure.

Les économistes sont tous d'accord sur ce point, que l'Etat doit le moins possible intervenir dans les actes du domaine privé. C'est sur ce principe général que s'appuient essentiellement les partisans de la liberté absolue en matière d'assurance. Nous n'entendons point contester cette règle, mais nous ne pouvons lui accorder, pas plus qu'à aucune autre, l'infailibilité absolue ; l'expérience démontre d'ailleurs combien elle admet d'exceptions :

L'Etat laisse à tout citoyen le droit de choisir comme il l'entend son médecin, son pharmacien, son avocat, son notaire; et cependant l'Etat apporte des restrictions à l'exercice de ces professions. Or qui voudrait nier que ces restrictions aient uniquement en vue de protéger les citoyens peu éclairés, contre les erreurs qu'ils pourraient commettre dans leur choix?

L'Etat ne s'ingère en aucune façon dans l'éducation que les pères donnent à leurs enfants, et cependant, il a cru être dans son droit en décrétant l'obligation de l'instruction.

L'Etat laisse à tous les citoyens la liberté de choisir la vocation qui leur convient le mieux et même la faculté de ne rien faire; mais il interdit la mendicité et le vagabondage, qui cependant ne gênent en aucune façon la liberté d'autrui.

Par toutes ces restrictions, l'Etat intervient dans le domaine privé pour le moins autant qu'en prescrivant à un propriétaire de faire assurer sa maison. Cependant la grande majorité des citoyens est d'accord avec l'Etat sur tous ces points, parce que chacun voit dans ces restrictions des garanties de sécurité et de moralité indispensables à toute société civilisée.

Dans la question qui nous occupe, les mêmes considérations militent en faveur de l'assurance obligatoire : d'un côté, il est encore utile de protéger toute une catégorie de propriétaires contre les erreurs qu'ils peuvent commettre par ignorance, par préjugé ou par incurie; de l'autre, et c'est surtout à ce point de vue que nous nous plaçons, il n'est pas indifférent à la société que chacun de ses membres soit garanti contre certains risques dont les conséquences peuvent retomber sur beaucoup d'autres. Dira-t-on que le dommage causé par les incendies de Glaris, de Berthoud, de Travers a été supporté tout entier par les compagnies d'assurance ou par les citoyens imprévoyants qui ne s'étaient pas fait assurer?

Il est impossible de soutenir que la question de l'assurance est entièrement du domaine privé. Nous en trouvons la preuve dans la loi même qui a consacré récemment à Genève la liberté d'assurance, car cette loi fait une exception en faveur des créanciers hypothécaires, Or, du moment où on admet une exception on peut en admettre plusieurs. — Pourquoi ce privilège en faveur d'une catégorie de créanciers? Les créanciers en compte-courant, si nombreux dans notre canton, ne sont-ils pas, eux

aussi, intéressés à ne pas voir s'évanouir en fumée le gage qu'ils trouvaient dans la maison possédée par leur débiteur ? Les communes obligées par la loi à assister leurs ressortissants pauvres, n'ont-elles pas un intérêt puissant à prévenir l'accroissement du paupérisme ? Enfin, notre société suisse tout entière qui tient à mettre en pratique sa belle devise : « Un pour tous, tous pour un » n'a-t-elle pas le plus grand intérêt à restreindre dans de justes limites les sacrifices que lui impose la charité ? Or, que deviendraient ces sacrifices déjà si considérables, si aux pertes mobilières venaient encore se joindre des pertes immobilières, conséquence inévitable de la liberté d'assurance ?

On nous objectera sans doute que nos arguments s'appliquent avec la même vérité à toutes les causes qui peuvent entraîner la ruine des citoyens, et que si nous accordons à l'Etat le droit d'obliger un propriétaire à faire assurer sa maison, nous devons lui reconnaître également celui de s'ingérer dans l'assurance mobilière et dans toute autre partie de l'administration des fortunes privées. Au point de vue de la science, l'objection est fondée, mais nous ne faisons pas ici de la théorie pure, nous poursuivons un but pratique et nous ne l'atteindrons pas par des raisonnements abstraits.

Si la science économique tend à élargir sans cesse le domaine de l'activité privée, et à restreindre dans la même proportion celui de l'Etat, c'est parce qu'elle admet avec raison que l'intérêt privé est le plus puissant de tous les mobiles et que, sous son influence, le particulier fait mieux que l'Etat ; mais pour obtenir ce résultat, il faut que le citoyen agisse ; quand il s'abstient, il y a des cas où l'Etat doit intervenir, surtout lorsqu'en faisant sentir son action, il ne cause aucun dommage particulier, et procure un bien général.

En s'ingérant dans des actes d'administration privée, l'Etat pourrait se tromper, et il assumerait une responsabilité qui ne lui incombe pas. En outre, comme c'est le cas pour l'assurance mobilière, il pourrait être entraîné à des mesures dont les inconvénients dépasseraient les avantages. Avec l'assurance immobilière il n'y a rien de semblable à redouter ; une longue expérience nous a appris qu'elle peut être obligatoire sans gêner sensiblement la liberté des citoyens ; ceux mêmes qui réclament la faculté de faire assurer leurs maisons par la compagnie qui

leur conviendra le mieux, ne sollicitent point la liberté de non assurance. Il ne s'agit pas enfin d'une mesure nouvelle à introduire dans nos mœurs, mais bien d'une habitude contractée depuis longtemps, et à laquelle il serait dangereux de renoncer.

Un jour sans doute, nous pourrons supprimer toutes ces restrictions apportées à la liberté des citoyens. Ce jour-là, chacun pourra se faire médecin, pharmacien, avocat ou notaire, au risque de ne point trouver de clients; les pères de famille enverront avec empressement leurs enfants à l'école; l'instruction répandue partout aura fait disparaître la mendicité et le vagabondage; enfin l'assurance sera devenue aussi générale que l'instruction. Ce jour-là aussi, nous raisonnerons différemment, mais aujourd'hui nous prenons notre civilisation telle qu'elle est, et nous disons :

Au point de vue des intérêts privés,
au point de vue des intérêts des tiers,
au point de vue des intérêts de la société, *il est bon de conserver l'assurance obligatoire pour les bâtiments.*

Quant aux difficultés d'application, nous avons dit et nous répétons qu'elles sont loin d'être insurmontables; quelques mots suffiront à le faire comprendre :

Si le principe de l'assurance obligatoire est appliqué au système de la mutualité, nous ne changeons rien à ce qui existe, et l'expérience du passé suffit à notre démonstration.

Si, au contraire, le même principe est maintenu avec la faculté accordée désormais à tout propriétaire de se faire assurer par une compagnie à prime fixe, il suffira d'introduire cette obligation dans les règlements relatifs à la police du feu. Les commissions locales chargées de cette surveillance n'auront pas plus de peine à se faire représenter les polices d'assurance qu'à rechercher les défauts des constructions, et sans entrer dans des détails minutieux et inutiles, elles sauront bien reconnaître si l'assurance est sérieuse ou dérisoire.

Passons maintenant aux avantages et aux inconvénients que présentent les deux systèmes d'assurance.

Nous les séparerons en deux catégories :

1^o Avantages et inconvénients généraux au point de vue du pays tout entier.

2^o Avantages et inconvénients spéciaux au point de vue des assurés eux-mêmes,

Relativement à l'ensemble de nos intérêts, le système des compagnies privées présente sur l'assurance mutuelle deux avantages incontestables et d'une grande importance :

Il nous laisse plus de sécurité;

Il nous vient en aide après chaque sinistre par une importation de capitaux.

Si nous parlons de sécurité, ce n'est pas quant à la certitude que nous pourrions avoir d'être toujours indemnisés en plein; nous ne croyons pas cette certitude plus complète dans un système que dans l'autre; mais il est certain que, sentant tous nos bâtiments assurés à des compagnies particulières, nous n'éprouverons plus la crainte continuelle de voir notre pays sinon ruiné, du moins appauvri par un sinistre exceptionnel. C'est là, nous le répétons, un avantage considérable et qui justifierait à lui seul l'abandon de l'assurance mutuelle, s'il ne pouvait être obtenu qu'à ce prix.

Le second avantage s'explique de lui-même, il n'a pas besoin d'être développé.

L'assurance mutuelle, à son tour, nous offre deux compensations qui ne sont peut-être pas suffisantes, mais qui ont cependant leur valeur :

Elle maintient entre tous les propriétaires une solidarité qui consolide les liens de notre société et qui rend plus vivace et plus actif le principe de l'assistance mutuelle.

Dans aucun pays les secours n'arrivent aussi rapides et aussi nombreux, soit au moment d'un incendie pour en arrêter les ravages, soit après pour en atténuer les effets. Ce résultat si louable n'est-il pas dû en partie au sentiment que chaque sinistre atteint directement tous les membres de la société?

Le second avantage de l'assurance mutuelle est de conserver dans notre pays le montant des primes annuelles, d'empêcher l'exportation lente mais continue d'un capital qui ne rentre qu'en partie.

C'est ici qu'il convient d'établir la balance entre l'exportation et l'importation du capital, entre les primes et les indemnités.

Pour l'assurance mutuelle, cette balance est bientôt faite : Il n'y a ni exportation, ni importation, et comme il n'est prélevé aucun bénéfice, primes et indemnités doivent se niveler sans

autre déperdition de capital que celle occasionnée par de minimes frais d'administration.

Quant aux compagnies privées, il n'en est pas tout à fait de même. Elles ne travaillent pas dans un but purement philanthropique et le cours de leurs actions prouve suffisamment qu'elles réalisent généralement de très-beaux bénéfices. En outre, toutes ces compagnies ont des frais considérables d'agence et d'administration. En additionnant ces frais et ces bénéfices, on obtient un total respectable qui représente la différence entre les primes perçues et les indemnités payées, et par conséquent la perte de capital subie par le pays entier.

Nous reproduisons à l'appui de notre opinion les tableaux suivants extraits de la brochure « Gegenseitigkeit oder Speculation, pages 31, 32, 33, 34 et 36. »

RÉSUMÉ DES AFFAIRES

DES DIX PRINCIPALES COMPAGNIES ALLEMANDES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

(COMP. PAR ACTIONS), ANNÉE 1863.

D'après « *Masius Rundschau* » 1865. p. 24.

| NOMS DES COMPAGNIES. | PRIMES MOYENNES. | PRIMES ENCAISSÉES. | INDEMNITÉS PAYÉES. |
|--|---------------------|-------------------------------|-----------------------|
| | 0/00 | Thlr. (écus). | Thlr. (écus). |
| Cie Aachen-Munchen | 1 7/10 | 1,859,236 | 711,676 |
| » Vaterländische, à Elberfeld. . . | 1 9/10 | 836,847 | 513,501 |
| » Assurance mobilière de la Bayer: Hypothecken und Wechselbank. | 2 | (intérêt compris). 406,937 | 135,545 |
| » Colonia, à Cologne | 1 6/10 | 1,136,878 | 442,239 |
| » Deutscher Phoenix, à Francfort sur le Main | 1 8/10 | 744,038 | 303,957 |
| » Magdeburger | 1 8/10 | 2,388,336 | 1,007,643 |
| » Stettiner | 1 2/10 | 500,829 | 208,508 |
| » Schlesische, à Breslau | 2 6/10 | 768,852 | 437,671 |
| » Hambourg-Brême | 4 1/10 | 228,448 | 57,837 |
| » Oldenburger | 2 2/10 | 225,540 | 100,590 |
| | | 9,095,941 | 3,919,167 |

COMPAGNIE PAR ACTIONS DE MAGDEBOURG.

Extrait des comptes rendus des années 1845 à 1864.

| ANNÉES. | PRIMES P E R Ç U E S . | INDEMNITÉS P A Y É E S . | BÉNÉFICES ANNUELS. |
|---------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | Thalers (écus). | Thalers (écus). | Thalers (écus). |
| 1845 | 89,266 | 5,148 | 19,146 |
| 1846 | 148,182 | 47,975 | 17,681 |
| 1847 | 194,779 | 121,355 | |
| 1848 | 195,653 | 141,338 | 44,137 |
| 1849 | 232,001 | 117,959 | 36,115 |
| 1850 | 301,462 | 132,589 | 62,168 |
| 1851 | 379,228 | 139,973 | 55,661 |
| 1852 | 526,506 | 266,679 | 65,492 |
| 1853 | 629,696 | 347,587 | 65,007 |
| 1854 | 763,601 | 643,569 | |
| 1855 | 1,235,322 | 596,176 | 234,928 |
| 1856 | 1,194,319 | 802,744 | 51,206 |
| 1857 | 1,312,951 | 1,061,526 | |
| 1858 | 1,406,446 | 1,205,996 | 28,268 |
| 1859 | 1,535,549 | 1,175,332 | 74,213 |
| 1860 | 1,728,451 | 885,850 | 226,504 |
| 1861 | 1,972,819 | 1,241,543 | 131,521 |
| 1862 | 2,130,401 | 1,490,595 | 112,953 |
| 1863 | 2,388,236 | 1,346,471 | 202,700 |
| 1864 | 2,646,031 | 1,353,609 | 415,110 |
| Bénéfices en 20 ans | | thalers | 1,842,810 |
| Pertes en 20 ans (1847, 1854, 1857) » | | | 253,039 |
| Bénéfice net en 20 ans. | | » | 1,589,771 |
| soit environ 6 millions de francs. | | | |

RÉSULTAT DES AFFAIRES

DE DIFFÉRENTES COMPAGNIES D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE DANS LES ANNÉES

1858, 1859 ET 1860.

(D'après le prospectus de « l'Helvetia ».)

MOYENNE DE TROIS ANS.

| COMPAGNIES. | PRIMES PERÇUES. | BÉNÉFICE NET. (Intérêt non- compris.) | INTÉRÊT et dividende. | Bénéfice sur la prime. |
|----------------------------------|--------------------|---|-----------------------------|------------------------------|
| a) Compagnies allemandes. | Francs. | Francs. | 0/0 | 0/0 |
| Cie Aachen-Munchen | 5,631,000 | 1,119,000 | 40 | 20 |
| » Berlinische | 707,000 | 72,000 | 10 1/2 | 10 |
| » Colonia | 4,016,000 | 407,000 | 32 1/2 | 10 |
| » Deutscher Phoenix | 2,271,000 | 182,000 | 13 | 8 |
| » Leipziger | 2,462,000 | 162,000 | 25 | 6 1/2 |
| » Magdeburger | 5,838,000 | 291,000 | 15 | 5 |
| Total. | 20,925,000 | 2,233,000 | | |
| b) Compagnies françaises. | | | | |
| Cie Phénix | 5,945,000 | 654,000 | 23 | 11 |
| » La France. | 3,447,000 | 618,000 | 29 1/2 | 18 |
| » La Nationale | 5,132,000 | 1,068,000 | 70 | 21 |
| » L'Union | 4,227,000 | 568,000 | 31 1/2 | 13 1/2 |
| » L'Urbaine. | 2,941,000 | 282,000 | 32 | 9 1/2 |
| Total. | 21,692,000 | 3,190,000 | | |

TABLEAU DU RENDEMENT DES COMPAGNIES ANGLAISES

Depuis 1710 à 1863.

| COMPAGNIES. | DATE de la fondation. | VALEUR primitive des actions. | VALEUR actuelle des actions. | BÉNÉFICE 0/0. | | |
|--------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|---------------|----|---------|
| | | L. S. | L. S. | | | |
| Alliance | 1824 | 11.— | 15.— | 37 | en | 39 ans. |
| Atlas | 1808 | 5.15 | 13.— | 125 | » | 55 » |
| County | 1806 | 10.— | 86.— | 760 | » | 57 » |
| Imperial | 1803 | 50.— | 360.— | 620 | » | 60 » |
| Law | 1845 | 2.10 | 4.15 | 81 | » | 18 » |
| Liverpool and London | 1836 | 2.— | 11.10 | 475 | » | 27 » |
| Mercantile | 1861 | 6.5 | 18.— | 180 | » | 2 » |
| Phoenix | 1782 | 100.— | 151.— | 51 | » | 81 » |
| Royal Exchange | 1720 | 100.— | 295.— | 195 | » | 143 » |
| Royal | 1845 | 2.— | 6.— | 200 | » | 18 » |
| London | 1720 | 12.10 | 45.— | 433 | » | 143 » |
| Sun | 1710 | 10.— | 208.— | 1980 | » | 153 » |
| Union | 1714 | 20.— | 265.— | 1225 | » | 149 » |

TABLEAU

**des bénéfices nets réalisés en 50 ans par la Compagnie
berlinoise d'assurance contre l'incendie.**

(1812 à 1862.)

| | | |
|--|------------|---------------|
| Sommes assurées | Th. (écus) | 1,547,085,724 |
| Primes perçues | » | 4,754,645 |
| Intérêts | » | 1,028,346 |
| Indemnités payées | » | 2,462,637 |
| Bénéfices | » | 2,377,126 |
| Pertes en 1813, 1850 et 1854 | » | 127,832 |
| Bénéfice net réparti entre les action- naires | » | 2,042,956 |
| | Soit fr. | 7,500,000 |

TABLEAU

*des primes payées pour l'assurance **mutuelle** dans différents cantons pendant les cinq années 1855 à 1859, relevé par le rédacteur des archives de statistique fédérale.*

| | | | | | | | |
|---------------|-----|------|---|-------------|-----|------|---|
| Argovie | fr. | 1»20 | ‰ | Neuchâtel | fr. | 0»74 | ‰ |
| Appenzell | » | 1»19 | » | Saint-Gall | » | 1»13 | » |
| Bâle-Campagne | » | 0»58 | » | Schaffhouse | » | 0»72 | » |
| Bâle-Ville | » | 0»43 | » | Soleure | » | 0»94 | » |
| Berne | » | 1»48 | » | Thurgovie | » | 0»96 | » |
| Fribourg | » | 1»75 | » | Vaud | » | 0»88 | » |
| Genève | » | 0»44 | » | Zurich | » | 0»54 | » |
| Glaris | » | 0»75 | » | Zug | » | 0»77 | » |
| Lucerne | » | 0»69 | » | | | | |

Quant aux frais d'administration comparatifs, les chiffres suivants en donnent une idée :

| | | | | |
|----------------------------------|-----|------|---|----------------------|
| Bâle-Ville | fr. | 0 01 | ‰ | de la somme assurée. |
| Saint-Gall | » | 0 03 | » | » |
| Zurich et Berne | » | 0 08 | » | » |
| Helvétia de Saint-Gall | » | 0 50 | » | » |
| Basler (la Bâloise) | » | 0 60 | » | » |

(Même brochure, page 29).

Il suit de là que les compagnies privées n'assureront jamais la totalité de nos bâtiments à un taux moyen aussi bas que l'assurance mutuelle, ou que, si elles le font, elles devront se récupérer de manière ou d'autre dans le règlement des indemnités.

Il y a d'ailleurs un fait qui confirme en plein nos assertions à ce sujet, c'est celui qui est signalé à la page 4 du *Rapport du Conseil d'Etat (de Neuchâtel) au Grand-Conseil sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie*.

Nous citons :

« En conséquence, la réassurance proposée aurait coûté à l'assurance cantonale :

1 ‰ sur les bâtiments de première classe.

1 1/2 ‰ sur ceux de deuxième classe.

2 ‰ sur ceux de troisième classe.

La moyenne des contributions prélevées par l'assurance cantonale dans le cours des douze années précédentes (1851 à 1862), était de

$3/4$ ‰ sur la première classe,

$1\ 1/8$ » sur la seconde classe,

$1\ 1/2$ » sur la troisième classe.

La différence de $1/4$ ‰ sur la première classe, $3/8$ ‰ sur la seconde, et $1/2$ ‰ sur la troisième, que la compagnie exigeait en plus, se justifiait à ses yeux par la nécessité, d'une part, de se mettre en mesure de faire face à des sinistres exceptionnels, et de l'autre, de se ménager la possibilité d'un bénéfice. »

« En 1862, la compagnie d'assurance l'Helvétia de Saint-Gall proposa au canton de Zurich de se charger de toute son assurance immobilière à une prime moyenne de 1 ‰, et cela à des conditions très-libérales et honorables. Cette demande fut repoussée, mais on décida alors, tout en maintenant l'assurance mutuelle obligatoire, de prélever une prime fixe de 1 ‰. Dès les deux premières années, le bénéfice net s'élevait à fr. 300,000 qui furent appliqués à un fond de réserve, et demeurèrent par conséquent la propriété des assurés. Avec l'assurance libre, ce bénéfice serait revenu aux seuls actionnaires de l'Helvétia. »

(*Gegenseitigkeit oder speculation*, page 6.)

Ces faits en disent infiniment plus que tous les calculs qu'on a essayé de faire sur les tarifs ordinaires. C'est qu'en effet, ces calculs pèchent tous par la base : ils tiennent compte uniquement des éléments les plus favorables à la démonstration cherchée et laissent de côté tous ceux qui pourraient lui nuire. Ainsi quand on compare les tarifs de l'assurance mutuelle avec ceux des compagnies, sans tenir compte de toutes les aggravations provenant « des professions augmentant les risques, des marchandises hasardeuses ou très-dangereuses et enfin des fabriques et usines », on est dans le faux.

De même, on n'est pas tout à fait dans le vrai quand on compare les primes payées par un village comme Travers, à l'assurance mutuelle, avec celles que le même village aurait payées aux compagnies privées.

De ces calculs partiels, on ne peut tirer qu'une conséquence : c'est que, avec les tarifs actuels, certains bâtiments paieraient

moins aux compagnies privées qu'à l'assurance mutuelle, et vice versa.

Pour apprécier d'une manière générale la différence existant entre les tarifs, il faut nécessairement avoir recours à des calculs généraux comme celui que nous avons indiqué plus haut, ou à des comparaisons faites dans des conditions identiques, comme celle du tarif d'assurance ou de réassurance complète d'une compagnie, avec la prime moyenne réclamée par l'assurance mutuelle.

De tout ce qui précède, il ressort qu'au point de vue de l'économie, l'assurance mutuelle est préférable à celle des compagnies.

Voyons maintenant quels sont les avantages spéciaux qu'offre aux assurés chacun des deux systèmes que nous mettons en parallèle :

Les compagnies privées réclament des propriétaires une prime fixée d'avance et dont le chiffre ne varie pas pendant toute la durée de l'assurance, pourvu que les conditions dans lesquelles se trouvait l'immeuble au moment de la signature de la police n'aient pas changé non plus.

Cette circonstance fait à l'assuré une position nette : Il sait d'avance ce qu'il aura à payer, et peut faire son compte en conséquence.

Dans l'assurance mutuelle, au contraire, le taux de la prime étant basé sur le chiffre des indemnités à payer, se trouve par cela même essentiellement variable, et l'assuré ne sait jamais d'avance sur quoi compter à cet égard.

Les compagnies à primes fixes ont des tarifs beaucoup plus variés que l'assurance mutuelle ; elles tiennent mieux compte des risques à courir, d'où il résulte pour une certaine catégorie d'assurés une réduction de prime sensible, comparativement au taux de l'assurance mutuelle ; ainsi, par exemple, dans les villes, les habitations de première classe qui ne tombent pas sous le coup de quelqu'une des nombreuses causes d'aggravation des risques, peuvent être assurées au taux de fr. 0»30 pour mille francs, tandis que la prime payée par la première classe de l'assurance mutuelle atteint en moyenne fr. 0»75 pour mille francs. C'est là une différence importante et qui explique suffisamment pourquoi les habitants des villes et surtout les gens aisés qui habi-

tent eux-mêmes leur maison, ne sont pas en général partisans de l'assurance mutuelle.

D'un autre côté, il faut reconnaître que cet avantage offert à une catégorie d'assurés, est plus que compensé par le taux beaucoup plus élevé de la prime perçue non-seulement pour les exploitations rurales, mais encore pour tous les bâtiments dans lesquels il existe une industrie, et pour ceux mêmes qui se trouvent dans un voisinage « dangereux ».

Or, si nous tenons compte du calcul général que nous avons fait plus haut et par lequel nous avons établi clairement que la moyenne des primes des compagnies est supérieure à la moyenne des primes de l'assurance mutuelle, si en outre nous admettons que les bâtiments de première classe ont une valeur plus considérable que les autres, nous arrivons nécessairement à cette conclusion :

Que les assurés qui auront à payer aux compagnies des primes exceptionnelles sont beaucoup plus nombreux que ceux qui jouiront des tarifs les plus avantageux.

Toutefois, nous le reconnaissons : si certaines considérations peuvent engager à ne pas établir pour une assurance mutuelle des différences de tarifs aussi marquées que celles des compagnies, néanmoins il n'est pas juste de faire payer aux bonnes constructions des primes aussi élevées qu'aux bâtiments présentant plus de danger; il n'est pas juste non plus de ne tenir aucun compte des industries qui augmentent réellement les risques.

Cette mauvaise classification des bâtiments et surtout des risques, a en outre de fâcheuses conséquences : elle entretient la négligence dans la construction; elle endort la vigilance des propriétaires à l'endroit des industries qu'ils introduisent dans leurs maisons ou qu'ils laissent s'établir dans leur voisinage.

Enfin un troisième avantage que les compagnies offrent aux assurés, c'est celui d'une garantie intégrale, d'une indemnité complète en cas de sinistre.

Cet avantage n'existe pas dans l'assurance mutuelle qui ne garantit que les 9/10 de la valeur d'estimation.

Que cette assurance totale soit une sécurité pour l'assuré, cela n'est pas douteux, mais est-elle en même temps une sécurité pour la société? Cela est moins certain et nous croyons qu'à ce dernier point de vue, il vaut mieux soutenir la vigilance des

propriétaires et déjouer les spéculations criminelles en intéressant chaque assuré à la conservation de sa propriété.

L'avantage d'assurer sa maison en plein n'est d'ailleurs pas apprécié bien généralement, et s'il se trouve quelques propriétaires qui préfèrent surtaxer leurs maisons et payer une prime élevée, plutôt que de n'être pas indemnisés en plein, il en est un beaucoup plus grand nombre, surtout sous le régime de l'assurance obligatoire, qui déprécient leur propriété afin de payer une prime réduite.

En regard des avantages que nous venons de signaler les compagnies à prime fixe présentent des inconvénients qui ne se retrouvent pas au même degré dans l'assurance mutuelle et que nous devons également faire ressortir.

Le premier de ces inconvénients, c'est l'absence d'expertise et de contrôle au moment où l'assurance est contractée, la liberté presque absolue laissée à l'assuré de fixer à son gré la valeur de son immeuble.

Il y a dans ce fait un danger marqué, et pour la sécurité du pays tout entier, et pour celle de l'assuré.

Nous disons d'abord, pour la sécurité du pays : en effet, du moment où un propriétaire peut attribuer à sa maison une valeur qu'elle ne représente pas réellement, il est jusqu'à un certain point autorisé à croire qu'il ferait un bénéfice si cette maison venait à brûler. Ce n'est pas à dire, sans doute, que cette croyance soit fondée, mais elle n'en existe pas moins chez un grand nombre d'assurés, les uns pensant que l'indemnité sera basée sur le chiffre de l'assurance, les autres comptant avec plus de raison sur la difficulté d'apprécier à sa juste valeur un immeuble détruit par le feu, et sur l'intérêt qu'ont les compagnies à ne pas faire trop de difficultés lors du règlement d'un sinistre. Or, quelles que soient les bases et le résultat de cette opinion, il suffit qu'elle existe pour qu'elle produise ses fruits ; il en naîtra pour le moins du relâchement et de la négligence, sinon des actes criminels.

La sécurité de l'assuré lui-même est également mise en danger par cette absence d'expertise et de contrôle. Pour qui connaît exactement les conditions des compagnies, il existe une continuelle incertitude sur cette question pourtant bien importante :

« L'immeuble a-t-il été apprécié à sa juste valeur ? »

S'il a été surtaxé par le propriétaire, celui-ci est exposé à payer pendant bien des années une prime trop élevée; si au contraire il a été taxé trop bas et que le sinistre ne soit pas total, l'assuré sera envisagé comme étant son propre assureur pour une partie du dommage, et ne recevra pas l'indemnité à laquelle il pensait avoir droit.

Ainsi, dans le système des compagnies privées, l'assuré connaît exactement le chiffre de la prime qu'il a à payer, mais ignore complètement celui de l'indemnité qu'il aura à recevoir en cas de sinistre.

C'est là, nous le répétons, un inconvénient grave à tous les points de vue, aussi a-t-il été signalé dans toutes les discussions qui ont eu lieu relativement à l'assurance.

Dans le Grand-Conseil de Genève, M. l'avocat Friederich avait proposé, pour obliger les compagnies à contrôler les estimations, un article ainsi conçu :

« Le propriétaire d'un bâtiment assuré, qui aura souffert soit par l'incendie, soit par les mesures prises pour en arrêter le progrès recevra une indemnité, laquelle, en cas de perte totale sera égale à la somme inscrite sur la police d'assurance, et, en cas de dommage partiel, sera proportionnelle à ce dommage en raison de la dite somme. »

(Documents sur la question de l'assurance immobilière contre l'incendie, telle qu'elle a été traitée dans le Grand-Conseil du canton de Genève, page 69).

Cet article additionnel fut d'abord voté, puis sur les observations présentées par deux compagnies, la *Bâloise* et l'*Helvétia*, et appuyées par le rapporteur de la commission, il fut définitivement rejeté. Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici les lettres dans lesquelles les deux compagnies ci-dessus développent leurs motifs :

Le Directeur de la compagnie d'assurance la *Bâloise* s'exprimait ainsi :

« Cet article est le renversement de l'un des principes les plus essentiels du contrat d'assurance, à savoir : *Que l'assurance ne doit jamais devenir une cause de bénéfice pour l'assuré.*

« Le plus communément, les polices sont souscrites pour dix ans, et vos préoccupations en faveur des créanciers hypothécaires doivent vous faire désirer que leur durée ne soit pas amoindrie. Dans une pareille période de temps, un bâtiment

peut perdre de sa valeur, soit par des dégradations matérielles, soit par toute autre circonstance (vice de construction, affaissement du sol, suites d'inondation, dépréciation d'un quartier, etc.)

« Si l'assureur paie à l'assuré une indemnité proportionnelle, non pas à la valeur réelle sur expertise au moment de l'incendie, comme cela se pratique actuellement (par les compagnies libres), mais à la valeur déclarée, il en résulterait évidemment un bénéfice pour l'assuré. Sans parler des incitations au crime que cet art. 4 peut renfermer, l'assuré de bonne foi se sentira autorisé par la loi à réclamer une indemnité supérieure à sa perte réelle, et à commettre sans scrupule une véritable escroquerie.

« Vainement dirait-on que l'assureur a reçu la prime sur la valeur déclarée; celui-ci répondrait que la sincérité de l'évaluation du bâtiment incombe à l'assuré, qui nécessairement connaît mieux le risque que l'agent servant d'intermédiaire; que, si l'assuré a trop payé par suite d'une évaluation exagérée, il n'a à s'en prendre qu'à lui-même, et que d'ailleurs la perte de quelques francs de primes pour l'assuré n'est pas comparable à celle de milliers de francs pour l'assureur, car l'assurance n'est point un pari, et pourrait ainsi devenir une spéculation : Enfin, les précautions stipulées dans la police témoignent assez que, dans la tarification des risques, l'assureur a pris en considération son droit de réduire toujours à la valeur réelle au moment du sinistre le montant de l'indemnité. Le droit et la jurisprudence établissent, *dans tous les pays où l'assurance est libre*, que le montant de la police n'est pas la base de l'indemnité, mais seulement le point de départ et le principal élément pour établir quelle pouvait être au moment du sinistre la valeur réelle des objets que l'incendie a détruits ou endommagés.

« Il est plus que probable que les principales compagnies françaises qui opèrent dans le canton de Genève pour les valeurs mobilières s'abstiendront d'y accepter les assurances immobilières aux conditions déjà imposées, mais leur refus n'est pas douteux avec le nouvel article 4, n'importe à quelle prime; moins peut-être en raison des inconvénients matériels qu'il peut produire, que parce qu'il fausse un des principes fondamentaux du contrat d'assurance. »

La compagnie l'*Helvétia* disait semblablement :

« Cet article pose un principe diamétralement opposé à celui

sur lequel repose tout le système de l'assurance, à savoir que *celle-ci ne peut jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré*, et que son seul but est de garantir le remboursement des dommages éprouvés par les objets assurés *suivant leur valeur réelle lors de l'incendie*.

« On peut supposer que les compagnies ont eu un motif sérieux pour adopter cette règle, qui se trouve imprimée dans toutes leurs polices; elle seule, en effet, leur donne une garantie contre l'incurie, et aussi contre l'immoralité possible de l'assuré. Sans insister sur ce dernier cas, contre lequel il est malheureusement nécessaire de se prémunir, le petit propriétaire peu aisé, ou celui de la campagne qui habite ordinairement son immeuble, ne se laisseront-ils pas entraîner à négliger les réparations et surtout les précautions nécessaires pour éviter l'incendie, dans la certitude qu'en cas de sinistre ils recevront, sans contestation et sans examen, une somme fixée d'avance ou une portion proportionnelle de cette somme? Or, une disposition de la loi qui annulerait cette garantie contre l'immoralité et l'incurie de l'assuré constituerait un danger non-seulement pour les compagnies, mais aussi pour la sécurité publique.

« Dans le système admis par les compagnies d'assurance, c'est l'assuré qui se trouve responsable de la valeur attribuée par lui à l'objet assuré; cette dernière indique simplement la limite extrême jusqu'à laquelle la compagnie peut être engagée, tandis que l'indemnité se fixe d'après la valeur de l'objet au moment du sinistre. Le propriétaire d'un immeuble sait mieux que personne à quoi s'en tenir sur la valeur de sa maison à un moment donné, et, s'il est de bonne foi, l'assurance comme le règlement de l'indemnité en cas de sinistre se traitera aisément et sans contestation entre lui et la compagnie. N'est-ce pas là le mode conforme à l'esprit de nos institutions, qui laisse le citoyen majeur libre de soigner ses intérêts comme il l'entend, pourvu qu'il ne lèse pas ceux d'autrui?

« En supposant que les compagnies consentent à assurer des immeubles dans le canton de Genève sous l'empire d'une disposition de la loi si opposée à leurs principes, une expertise contradictoire deviendra généralement indispensable au moment de la conclusion de l'assurance. Cette expertise sera aisée et peu coûteuse pour les bâtiments neufs ou établis dans de bonnes conditions; on pourra même l'éviter pour certaines maisons dont

l'évaluation est facile et susceptible d'être fixée à l'amiable entre l'agent et le propriétaire. En tous cas, les frais d'expertise pèseront peu sur le propriétaire riche, en raison de la valeur considérable assurée sur son immeuble. Il n'en sera pas de même pour les maisons établies dans de moins bonnes conditions ni pour celles des agriculteurs; l'envoi d'un expert sur les lieux sera obligatoire, et des frais considérables viendront augmenter d'une manière notable le coût de l'assurance. La valeur de tels bâtiments pouvant décliner rapidement, faudra-t-il les assurer pour une année seulement et renouveler ainsi annuellement les frais d'assurance? Sinon, il faudra assurer une valeur moyenne dont la fixation sera fort difficile et pourra susciter des contestations entre les parties contractantes.

« En résumé, l'article en question enlève aux assureurs une garantie essentielle, et risque d'éloigner les bonnes compagnies de l'assurance de nos immeubles; il gêne la liberté que l'on veut rétablir, et en tous cas, augmenterait les charges du petit propriétaire dont les intérêts ont été, à juste titre, pris en sérieuse considération dans les débats de la loi. »

« Le Rapporteur a appuyé les observations des deux compagnies suisses. Il a conseillé de rejeter la loi, plutôt que de s'exposer à n'avoir aucune bonne compagnie pratiquant dans le canton, ou seulement des compagnies qui assureraient à des conditions plus onéreuses que dans les autres pays. Les expertises préalables seraient une grande complication et coûteraient, surtout à la campagne. Il ne faut jamais encourager les propriétaires à exagérer la valeur assurée; au contraire, plusieurs législations allemandes ont sagement empêché d'assurer pour la totalité des valeurs réelles, afin de donner à chaque propriétaire une raison de se garder le plus possible contre les incendies. » « Je ne vois pas ce qu'il y a d'immoral, disait-il, à ce que » ceux qui ont assuré trop haut leurs immeubles perdent ce » qu'ils ont payé de trop sur les primes; il faut qu'ils sachent » que s'ils assurent trop haut, ils en seront ainsi punis. » « Les compagnies tiennent à ces principes, parce qu'ils sont justes, et aussi parce qu'elles ne peuvent pas avoir une confiance aveugle dans leurs agents et que ceux-ci ne doivent pas pouvoir les lier d'une manière irrévocable en acceptant d'entrée des évaluations trop fortes, qui leur procurent de meilleures commissions. » — Documents, pages 72 à 76.

Si nous avons cité in-extenso les arguments des partisans de la responsabilité absolue de l'assuré en matière d'estimation, c'est que nous envisageons cette question comme une des plus importantes à résoudre. Voyons maintenant quelle est la juste valeur de ces arguments :

Quand les compagnies avancent que « l'assurance ne doit jamais devenir une cause de bénéfice pour l'assuré », elles ont raison, car ce principe est en effet à la base de toute assurance, mais si elles s'en tiennent là, elles se font la part trop belle car elles laissent ainsi à l'assuré toutes les chances de perte, en gardant pour elles-mêmes les seules chances de bénéfice. Comme correctif de ce qu'il y a de trop absolu dans ce principe unique, on en a toujours adopté un second que voici :

« Pour qu'un contrat d'assurance soit loyalement exécuté, il faut qu'après tout sinistre, l'assureur puisse être tenu de rétablir les choses dans l'état où elles se trouvaient auparavant. »

Cette clause qui, si nous ne nous trompons, figurait autrefois dans les polices d'assurance, a été peu à peu écartée et cela se comprend d'autant mieux qu'elle présentait de nombreuses difficultés pratiques. Mais en renonçant à l'application littérale du principe, nous ne pensons pas qu'on ait renoncé au principe lui-même et si on l'a trop longtemps perdu de vue, il est bon d'y revenir et d'en rappeler les conséquences.

D'abord, pour pouvoir rétablir un bâtiment dans l'état où il se trouvait avant l'incendie, il faut que la compagnie connaisse l'état de ce bâtiment; il faut donc une expertise préliminaire, car l'expertise faite après le sinistre peut bien constater ce qui a été épargné par le feu, mais non ce qui a été détruit.

En second lieu, pour rétablir les choses comme elles étaient, on n'a point à s'enquérir de la valeur du sol ou de la position de l'immeuble, mais seulement de la valeur des matériaux qui composaient l'immeuble et de la main d'œuvre qui y avait été dépensée. Il n'est donc pas exact de dire, comme l'écrivait la compagnie la *Bâloise*, « qu'un bâtiment peut perdre de sa valeur par la dépréciation d'un quartier. » Ajoutons que certaines compagnies se réservent le droit de rétablir les choses telles qu'elles étaient avant le sinistre, tout en refusant à l'assuré la faculté de réclamer ce rétablissement.

Ces questions de principe sont du reste bien connues des compagnies, mais ignorées par la presque totalité des assurés,

aussi est-il tout aussi inexact de dire que « l'assuré connaît nécessairement mieux le risque que l'agent de la compagnie. »

Quand des experts eux-mêmes ont souvent de la peine à se mettre d'accord sur la valeur d'une maison, comment veut-on qu'un propriétaire puisse apprécier exactement une construction qu'il n'a pas fait faire? La valeur vénale qui sert de base à l'impôt est déjà bien difficile à fixer, car les maisons ne sont pas cotées à la bourse comme les fonds publics ou les actions industrielles, mais de plus, cette valeur dépend souvent beaucoup plus de la position de l'immeuble ou d'autres circonstances, que du coût réel de la construction. Or, nous venons de voir que c'est ce dernier élément seul qui devrait servir de base à l'assurance et par conséquent à l'indemnité.

Pour que l'évaluation soit sincère, il faut nécessairement que l'assuré ait recours à des experts, et dès lors, l'estimation doit lier l'assureur aussi bien que l'assuré, mais pour cela il est nécessaire aussi que cette estimation soit contrôlée par l'assureur et faite avant le sinistre et non après.

Quant à la dépréciation que le bâtiment peut subir pendant la durée d'une assurance, il y a certainement lieu d'en tenir compte, mais ce n'est pas à l'assuré seul qu'incombe cette obligation, et nous ne savons pourquoi les compagnies formées dans un but de spéculation ne seraient pas tenues à la vigilance aussi bien que les propriétaires avec lesquels elles font leurs affaires.

On objecte encore contre l'expertise préliminaire les frais qu'elle entraîne et qui seraient nécessairement à la charge de l'assuré.

L'expérience a déjà répondu à cette objection : l'expertise que l'assurance mutuelle fait faire de dix ans en dix ans et toutes les fois qu'un nouveau bâtiment se construit ou qu'un ancien bâtiment se modifie, cette expertise, disons-nous, répartie sur une assurance de plusieurs années, n'élève pas sensiblement le taux de la prime, même pour les bâtiments de peu de valeur, et nous serions bien surpris si les propriétaires ne consentaient pas volontiers à faire ces frais pour être fixés exactement et sur la prime qu'il leur convient de payer, et sur l'indemnité qu'ils auront à recevoir en cas de sinistre.

Par tous les motifs que nous venons de développer, nous croyons qu'il est du plus grand intérêt pour les assurés de conserver l'expertise préliminaire; mais nous ne nous dissimulons

pas que les compagnies ne voudront jamais consentir à se lier de cette manière et cela, non à cause des inconvénients qu'elles ont signalés et que nous venons de réduire à leur juste valeur, mais par un motif qu'elles n'ont pas exprimé et qui est celui-ci :

Avec le système qu'elles ont adopté, les compagnies laissant à l'assuré la responsabilité de toutes les erreurs qu'il peut commettre, trouvent dans ces erreurs mêmes de nombreuses chances de bénéfice sans aucune chance de perte, il n'est donc pas étonnant qu'elles se montrent peu empressées de rectifier ces erreurs.

Si l'expertise préliminaire est avantageuse aux propriétaires, elle ne l'est pas moins aux créanciers qu'ils peuvent avoir.

Chacun a reconnu la vérité de cette assertion pour ce qui est du crédit hypothécaire, car celui-ci deviendrait sinon impossible, au moins très-difficile, avec l'incertitude qui, dans le système des compagnies, plane sans cesse sur le chiffre de l'indemnité. Ne sachant pas quelle valeur sera en définitive attribuée à l'immeuble sur lequel il a pris hypothèque, le créancier sera nécessairement beaucoup plus craintif et le crédit de l'emprunteur en souffrira.

Pour parer à cet inconvénient, le Grand-Conseil de Genève a inséré dans la loi du 5 novembre 1864 quatre articles (4, 5, 6 et 7) destinés à sauvegarder les intérêts du créancier hypothécaire; mais ces articles sont incomplets en ce sens qu'ils prévoient seulement les cas de nullité ou de résiliation qui pourraient être opposés au créancier par la compagnie, et non l'écart qui pourrait se rencontrer entre l'indemnité offerte et l'estimation de l'immeuble dans la police.

Voici le texte des articles précités :

« Art. 4. En aucun cas et nonobstant toute stipulation contraire, la nullité, la résolution ou la résiliation même partielle de l'assurance ne peuvent être opposées au créancier privilégié ou hypothécaire inscrit sur le bâtiment assuré. L'assureur qui, en raison de la présente disposition, aura dû payer un créancier, sera subrogé de plein droit jusqu'à due concurrence, et pourra poursuivre contre l'assuré son remboursement immédiat.

« Art. 5. L'assureur, à la première réquisition de l'assuré ou de l'un de ses créanciers, sera tenu de déposer à la caisse des consignations le montant de l'indemnité par lui offerte, sauf à parfaire ce dépôt, si l'offre était reconnue insuffisante.

« Art. 6. L'assureur devra notifier aux tiers-intéressés, par trois avis successifs insérés, à une semaine de distance, dans la *Feuille d'avis officielle*, le montant de l'indemnité par lui offerte, les noms et qualités de l'assuré, la situation et le numéro du bâtiment endommagé.

Cet avis indiquera si l'insertion est la première, la seconde ou la troisième, et mentionnera le domicile de l'assureur dans le canton.

Les créanciers hypothécaires inscrits sur le bâtiment assuré pourront, dans le délai de trois semaines dès la dernière insertion, contester par voie de citation en justice le montant de l'indemnité offerte.

« Art. 7. Les créanciers ayant sur le bâtiment incendié une hypothèque légale ou un privilège non assujetti à l'inscription, seront, sans désignation nominale, appelés à la distribution par un exploit portant sommation de se présenter et de produire leurs titres au greffe du tribunal civil, dans le délai de deux mois, à peine de forclusion.

Copie de cet exploit sera remise au procureur général, et un extrait en sera inséré dans la *Feuille d'avis*, deux fois, à une semaine au moins d'intervalle; le délai ci-dessus courra dès la seconde insertion. » — Documents, page 83 et 84.

On le voit : le chiffre de l'indemnité est si peu déterminé, que la loi a été obligée de prévoir elle-même les difficultés qui pourraient s'élever à ce sujet entre le créancier hypothécaire et les assureurs.

Cette position faite aux créanciers n'est pas de nature à développer le crédit, et encore est-elle exceptionnellement favorable pour le créancier hypothécaire. Quant au créancier chirographaire ou par compte courant, il n'a pas même le droit de réclamer si l'indemnité ne lui paraît pas suffisante.

Un second inconvénient grave que nous trouvons dans le système des compagnies, c'est celui des nombreux cas de nullité inscrits dans leurs polices. Voici ce que disait à ce sujet le rapporteur genevois :

« Les compagnies à prime fixe ne peuvent, comme les compagnies mutuelles, sacrifier les intérêts de l'assureur à ceux de l'assuré. Elles sont obligées de prévoir fort en détail les cas qui aggravent la position de l'assureur et qui l'auraient déterminé à demander une prime plus forte si on les avait connus au mo-

ment du contrat. Elles doivent surtout se préoccuper de la mauvaise foi possible des assurés. Toutes les compagnies libres, et principalement les compagnies à primes fixes, insèrent donc dans les polices des clauses de nullité assez nombreuses, d'après lesquelles, si telle circonstance se produit, si la compagnie n'a pas été prévenue de tel ou tel fait nouveau qui augmente ses chances, si telle preuve de mauvaise foi est acquise, la police est résiliée, c'est-à-dire, l'assurance annulée, *ipso facto*. Il en est de même pour le cas de non paiement des primes. Tout cela est naturel dans des contrats où l'essence même de l'acte est de s'engager librement sur des conditions déterminées. Si l'assureur n'a pas prévu certains cas qui aggravent sa position, il en subit la conséquence, et de même si l'assuré n'a pas compris les termes de la police ou ne les a pas observés selon ses engagements, il ne peut s'en prendre qu'à lui. En cas de contestations, les tribunaux décident. La matière rentre ainsi dans toutes les conditions ordinaires du droit civil. » — Documents, page 30 et 31.

Nous reproduisons quelques-unes de ces clauses de nullité telles qu'elles se trouvent inscrites dans les polices de toutes les compagnies :

« Art. . . . — L'assurance ne peut jamais être une occasion de bénéfice pour l'assuré; elle ne lui garantit que l'indemnité des pertes réelles qu'il a éprouvées; en conséquence les sommes assurées, les primes perçues, les désignations et évaluations contenues dans la police ne peuvent être invoquées ni opposées par l'assuré comme une reconnaissance, une preuve ou une présomption de l'existence et de la valeur des objets assurés, soit au moment de l'assurance, soit au moment de l'incendie.

« Art. . . . — Les primes des années, autres que la première, doivent être acquittées à l'échéance fixée par la police, ou, au plus tard, dans les quinze jours qui suivent.

A défaut du paiement dans ce délai, l'effet de l'assurance est suspendu, sans qu'il soit besoin d'aucune demande ou mise en demeure, et l'assuré, en cas de sinistre, n'a droit à aucune indemnité.

Il est bien entendu que le paiement de la prime échue, effectué pendant ou après le sinistre, ne donne à l'assuré aucun droit à aucune indemnité.

« Art. . . . — L'assuré doit déclarer et faire mentionner sur sa

police, sous peine de n'avoir droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité, si les objets assurés lui appartiennent en totalité ou en partie; s'il n'est pas propriétaire du terrain sur lequel est construit l'immeuble assuré; s'il est usufruitier, créancier, locataire, mandataire, et, généralement, en quelle qualité il agit.

» Art. . . . — Avant de faire, dans les bâtiments assurés ou renfermant des objets assurés, des changements ou des constructions qui multiplient ou augmentent les risques;

« Avant d'établir dans ces bâtiments ou ceux contigus une fabrique, une usine, une machine à vapeur, une profession ou une manipulation augmentant le danger;

« Avant d'y introduire des denrées, des marchandises ou des objets quelconques qui aggravent les chances de sinistre;

« Avant de transporter les objets assurés dans d'autres lieux que ceux désignés par la police;

« L'assuré est tenu de le déclarer à la compagnie, de faire mentionner sa déclaration par avenant et de payer, s'il y a lieu, une augmentation de prime.

« Si, dans une propriété contiguë à celle assurée, il est élevé des bâtiments couverts en bois ou en chaume, en planches, carton ou tissus goudronnés ou bituminés, ou s'il y est établi un théâtre, une fabrique ou une usine, l'assuré est tenu de le déclarer au plus tard dans le mois qui suit l'établissement de la fabrique ou la construction des dits bâtiments, de faire mentionner la déclaration par avenant, et, le cas échéant, de payer le surcroît de prime exigé par le tarif en vigueur;

« Art. . . . — Lors des déclarations prescrites ci-dessus, la compagnie se réserve le droit de résilier la police par une lettre chargée, et les primes payées ou échues lui demeurent acquises.

Faute de ces déclarations, l'effet de l'assurance est suspendu; l'assuré, ses représentants ou ayants cause, n'ont droit, en cas d'incendie, à aucune indemnité.

« Art. . . . — L'assurance est faite sur la déclaration de l'assuré.

« Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, qui diminuerait l'opinion du risque ou en changerait le sujet, annule l'assurance; l'assurance est nulle lors même que la réticence ou la fausse déclaration n'aurait pas influé sur le dommage ou la perte de la chose assurée.

« Art. . . . — Immédiatement après le sinistre, l'assuré doit, à ses frais, en faire la déclaration devant le juge de paix.

« Cette déclaration indique l'époque précise du sinistre, sa durée, ses causes connues ou présumées, les moyens pris pour en arrêter les progrès, ainsi que toutes les circonstances qui l'ont accompagné.

Elle indique encore la nature et la valeur approximative du dommage. Une expédition en forme est transmise sans délai, soit à l'agent de l'arrondissement, soit au directeur de la compagnie. L'assuré est tenu de fournir ensuite l'état, certifié par lui, des objets détruits, avariés et sauvés.

Si, dans les quinze jours du sinistre, l'assuré n'a pas transmis les pièces exigées par le présent article, il est déchu de tous ses droits contre la compagnie, à moins d'impossibilité constatée. »

(Rapport du Conseil d'Etat, pages 16, 17, 18.)

Réellement, quand on reprend en détail toutes ces clauses, on se demande comment, en cas de contestation, un assuré peut jamais avoir raison contre une compagnie.

Les sommes assurées, les primes perçues, les désignations et évaluations contenues dans la police ne peuvent être invoquées par l'assuré même comme « une présomption de l'existence et de la valeur des objets assurés » !

Un retard de quinze jours dans le paiement de la prime : nullité !

Omission d'un détail dans les déclarations de l'assuré : nullité !

On établit un poêle ou une cheminée dans son logement sans penser à en faire la déclaration : nullité !

On avait comme locataire un tailleur, on le remplace par un passementier sans songer à avertir la compagnie : nullité !

On brûlait de l'huile de colza, on adopte le pétrole sans se rendre compte de la différence au point de vue des assureurs : nullité !

On transporte dans un autre appartement des objets assurés : nullité !

Un voisin vous crée un risque dont vous ne vous doutez pas : nullité !

En cas d'incendie, si la déclaration n'est pas faite dans le temps et dans les termes voulus : nullité !

Le rapporteur du Grand-Conseil de Genève trouvait ces ré-

serve toutes naturelles. Franchement, nous ne sommes pas de son avis. Si les compagnies usaient du quart seulement de ces cas de nullité, elles n'auraient bientôt plus un seul client. Heureusement il n'en est pas ainsi, mais elles pourraient s'en servir et cette seule faculté offre un danger tellement considérable que nous devons le signaler hautement.

Nous n'avons pas à faire ressortir combien ces clauses de nullité poussées à un degré qu'on a de la peine à comprendre, compromettent les intérêts des assurés et aggravent encore l'incertitude dans laquelle les laisse déjà l'absence de toute expertise préliminaire; le simple énoncé de ces clauses suffit pour inspirer à tout propriétaire de salutaires réflexions; mais nous devons rappeler que tout ce que nous avons dit du crédit à l'occasion de l'expertise s'applique bien davantage encore aux clauses de nullité.

Un créancier hypothécaire peut, à rigueur, s'informer si son débiteur est demeuré dans les limites de la vérité, en souscrivant sa police d'assurance, mais il y a pour lui une impossibilité à peu près absolue d'exercer une surveillance suffisante pour empêcher son gage de tomber sous le coup de l'une ou l'autre de ces clauses.

C'est ce que le Grand-Conseil de Genève a parfaitement compris en insérant dans sa loi d'assurance les articles que nous avons cités plus haut; seulement il n'a tenu compte que du crédit hypothécaire et nous estimons, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, qu'il y a lieu, surtout dans un canton comme le nôtre, de se préoccuper aussi du crédit commercial. Or, dans le système consacré par la loi genevoise, si le créancier hypothécaire échappe à l'application des clauses de nullité, il n'en est pas de même du créancier chirographaire ou en compte-courant; loin de là, la position de ce dernier est plutôt aggravée par le privilège du créancier hypothécaire. Voici comment les choses se passeront dans la pratique :

Pierre est en affaires avec Paul et se trouve appelé à lui faire un certain crédit. Il sait que Paul a une maison et quelques autres valeurs. Il sait aussi que cette maison est hypothéquée pour la majeure partie de sa valeur, mais il pense trouver encore une garantie suffisante dans les autres propriétés de Paul.

La maison de Paul brûle; l'expertise faite après le sinistre établit un chiffre d'indemnité à peine assez élevé pour couvrir

le créancier hypothécaire; celui-ci se trouve cependant désintéressé et Pierre se présente pour faire valoir ses droits contre son débiteur; mais dans l'intervalle la compagnie d'assurance a opposé une clause de nullité qui est reconnue fondée. Par ce fait elle se trouve « subrogée de plein droit au créancier hypothécaire » (art. 4 de la loi genevoise); elle prend rang avant Pierre et celui-ci n'a plus en perspective que la perte plus ou moins complète de ses avances. Ce sont là des surprises que la loi genevoise ménage à plus d'un créancier confiant et qui pourraient bien porter atteinte au crédit de ses nombreux négociants.

Nous voyons là un grave inconvénient; il n'y aurait qu'un moyen de l'écarter, ce serait de stipuler que les clauses de nullité ne pourront être opposées à aucun tiers-créancier, mais c'est là une condition à laquelle aucune compagnie ne voudra souscrire.

Comme troisième inconvénient qui se rencontre dans le système des compagnies, et qui est la conséquence forcée des deux premiers, nous citerons les nombreuses difficultés qui s'élèvent entre assureurs et assurés, lors du règlement des indemnités.

Cet inconvénient était des plus graves avant la promulgation des nouvelles lois d'assurance, car toutes les polices stipulaient que les difficultés devaient être tranchées par le tribunal du lieu où la compagnie avait son siège. Si donc un assuré avait un procès avec une compagnie française, il fallait aller plaider à Paris.

Cette condition, tellement onéreuse pour l'assuré, qu'elle le livrait pour ainsi dire pieds et poings liés entre les mains de l'assureur, n'a pu se maintenir et les compagnies admettent maintenant assez facilement le for juridique du domicile de l'assuré; mais si les nouvelles dispositions légales rétablissent sous ce rapport l'égalité entre l'assuré et l'assureur, quant au jugement du conflit, elles sont impuissantes à supprimer les causes mêmes de ce conflit et ces causes sont d'autant plus nombreuses que les réserves des polices sont plus détaillées.

Avec l'absence d'expertise préalable, avec toutes les clauses de nullité, il est presque impossible qu'un règlement puisse se faire sans discussion, et si les procès ne sont pas plus nombreux, c'est que les compagnies ont le plus grand intérêt à les éviter,

mais, que cet intérêt vienne à changer dans un moment donné et les causes qui subsistent ne manqueront pas de produire leurs effets.

Un quatrième inconvénient des assurances libres gît dans l'inégalité des droits des compagnies et des assurés. Cette inégalité est facile à constater quand on lit avec soin une police d'assurance quelconque, mais elle ressort surtout d'une manière frappante dans un article qui se retrouve dans toutes les polices que nous avons sous les yeux; le voici :

« Art. . . . — L'assuré ne peut faire aucun délaissement, ni total, ni partiel des objets assurés, avariés ou non avariés.

« La compagnie peut reprendre en totalité ou en partie, *pour le montant de leur estimation* les objets avariés et les matériaux provenant des bâtiments incendiés. »

Dans certaines polices, ce dernier paragraphe va plus loin encore; il y est dit :

« Elle (la compagnie) pourra reprendre *le sauvetage* contre le montant de l'estimation des experts. »

Si donc l'estimation des objets sauvés paraît trop basse à la compagnie, elle a la faculté de rejeter cette perte sur l'assuré. Si, au contraire, l'estimation de ces objets est trop élevée, l'assuré garde cette perte pour lui et la compagnie réalise le bénéfice qui en résulte pour elle.

C'est là une clause vraiment léonine et qui confirme une fois de plus ce que nous avons avancé, savoir :

Que les compagnies gardent pour elles toutes les chances de bénéfice et laissent aux assurés toutes les chances de perte.

Nous voyons un cinquième inconvénient dans le *serment* que les compagnies se réservent d'exiger des assurés.

Au point de vue des compagnies, nous comprenons qu'en l'absence de toute expertise préliminaire et en présence d'un sinistre plus ou moins complet, elle doivent tenir à ce moyen de connaître la vérité; mais en même temps, chacun comprend aussi combien ce moyen est grave et combien il doit répugner à toute conscience délicate.

En matière d'assurance immobilière, il peut déjà se présenter des cas dans lesquels le propriétaire d'une maison entièrement louée, ignorerait certains détails provenant du fait de ses locataires et ne pourrait, par conséquent, prêter serment. On nous

répondra sans doute que ces cas sont bien rares; c'est possible, mais ils deviendront très-nombreux lorsqu'il s'agira d'assurance mobilière; nous n'en citerons qu'un, qui a bien son importance :

Un agriculteur a assuré ses récoltes; elles sont détruites par le feu, à quelques mois ou même quelques semaines du jour où elles ont été rentrées dans son fenil et dans son grenier. Comment pourra-t-il prêter serment qu'au moment de l'incendie il lui restait précisément tant de quintaux de foin, de paille et de blé? Evidemment il devra refuser le serment et se mettre ainsi à la discrétion de la compagnie.

Nous croyons avoir signalé les principaux avantages et inconvénients inhérents au système des compagnies et pour plus de clarté nous les résumons brièvement :

Le système des compagnies présente les avantages suivants :

1^o Il nous donne une sécurité plus grande quant aux conséquences d'un sinistre considérable ou de sinistres nombreux.

2^o Il nous vient en aide après chaque sinistre par une importation de capitaux.

3^o Il repose sur une prime fixe.

4^o Il tient compte de la variété des risques et y proportionne les tarifs.

5^o Il donne aux propriétaires la faculté d'assurer intégralement leurs immeubles, faculté qui n'est du reste pas un avantage au point de vue de la sécurité générale.

En regard de ces avantages nous avons signalé les inconvénients que voici :

1^o L'assurance par les compagnies privées est en moyenne plus coûteuse.

2^o Elle entraîne, pour le paiement des primes, une exportation de capitaux plus considérable que l'importation résultant du règlement des indemnités.

3^o Elle repousse toute expertise préliminaire et tout contrôle sérieux des estimations faites par les assurés, ce qui entraîne les conséquences suivantes :

a) Un danger pour la sécurité publique.

b) Un danger pour la sécurité de l'assuré, celui-ci ne connaissant qu'après l'incendie le montant de l'indemnité qui pourra lui être allouée.

c) Une absence complète de relation entre le chiffre de l'indemnité et celui de la prime.

d) Une inégalité marquée dans la répartition des chances bonnes ou mauvaises, les premières se trouvant toutes du côté des compagnies, les secondes toutes du côté des assurés.

4° Elle porte atteinte au crédit, particulièrement au crédit chirographaire et commercial.

5° Elle est rendue incertaine par les nombreux cas de nullité stipulés dans les polices.

6° Elle établit une inégalité flagrante entre les droits des assureurs et des assurés, inégalité toute en faveur des premiers.

7° Elle accorde aux compagnies le droit absolu d'exiger des assurés un serment qui est totalement impossible dans bien des cas.

Si, des compagnies privées, nous passons à l'assurance mutuelle, nous pourrions, sans nouvelle démonstration, énumérer les avantages et les inconvénients que présente ce second système, car ils ressortent presque tous de ce que nous avons dit des inconvénients et des avantages de l'assurance libre. Ainsi on peut dire d'une manière générale que les inconvénients de l'assurance mutuelle consistent dans l'absence des avantages qu'offre l'assurance par les compagnies privées et vice versa que les avantages de l'assurance mutuelle se trouvent dans l'absence des inconvénients que présente le système des compagnies.

Dès lors, les uns et les autres se résument comme suit :

Les inconvénients sont :

1° L'appréhension continuelle des conséquences qu'aurait nécessairement soit un sinistre considérable, soit une suite de sinistres fréquemment répétés.

2° L'obligation de réclamer de tous les propriétaires, par conséquent des incendiés eux-mêmes, un sacrifice peut-être considérable, dans un moment où il serait préférable que les secours vinssent du dehors.

3° L'incertitude continuelle de l'assuré, quant à la prime qu'il aura à payer.

4° Le peu de proportion entre la classification des bâtiments et les risques qu'ils peuvent présenter.

5° L'obligation imposée à tout propriétaire d'être son propre assureur pour $\frac{1}{10}$ de la valeur de son bâtiment. Cet inconvé-

nient spécial est du reste un avantage au point de vue général de la sécurité publique.

Les avantages sont :

1^o La solidarité maintenue entre tous les concitoyens, et par suite l'abondance et la rapidité des secours, l'observation plus stricte des règlements de police, la surveillance plus active des autorités.

2^o L'économie pour l'Etat et pour les citoyens, la balance s'établissant toujours exactement entre les primes et les indemnités, sans aucune exportation de capitaux.

3^o L'expertise préliminaire avec toutes ses heureuses conséquences.

4^o La sécurité donnée au crédit, tant hypothécaire que chirographaire et commercial.

5^o L'absence presque complète de cas de nullité.

6^o L'égalité entière entre les assureurs et les assurés.

7^o L'absence de tout serment pouvant blesser la conscience de l'assuré.

Deuxième question.

« Quel est de ces deux systèmes celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel ? »

Pour répondre à cette question, nous avons à examiner :

1^o Si les conditions dans lesquelles se trouve notre canton sont de nature à faire attacher à tel ou tel avantage, à tel ou tel inconvénient de l'un ou l'autre système une importance prédominante.

2^o Si, en tenant compte de toutes les circonstances, la balance définitive est pour nous en faveur de l'un ou de l'autre système.

Ainsi que nous l'avons dit en passant, dans notre introduction, chaque canton se sent nécessairement influencé dans son choix par certaines considérations qui lui sont particulières.

A Genève, les trois quarts des constructions sont agglomérées dans deux centres importants; en même temps elles sont pour la plupart, dans les conditions voulues pour jouir des tarifs les plus bas des compagnies privées.

De ce fait il résulte une aggravation des inconvénients que nous avons signalés à la charge de l'assurance mutuelle, et par suite, une amplification des avantages correspondants inhérents au système des Compagnies. Ainsi on comprend que la crainte d'un grand sinistre puisse préoccuper la population de Genève au point de faire taire toute autre considération.

D'un autre côté, l'économie que présente en général le système de l'assurance mutuelle est bien moins sensible là où les constructions peuvent pour la plupart être admises dans la première classe du tarif des compagnies. Dès lors nous ne pouvons être surpris de voir la majorité des propriétaires genevois se prononcer en faveur de la liberté d'assurance. Les propriétés rurales ne sont pas nombreuses dans ce canton; les industries plus ou moins dangereuses y sont encore plus rares, leurs intérêts devaient nécessairement être sacrifiés à ceux du plus grand nombre.

A Glaris, à Saint-Gall, il n'en est pas de même : dans ces deux cantons, les risques sont beaucoup plus divisés et les désastres de Glaris, de Heiden et de Seewis sont demeurés pour tous les esprits des exceptions qui n'infirmement pas la règle.

Dans ces cantons, en grande partie agricoles et industriels, les « professions augmentant les risques » abondent, et la plupart des constructions tomberaient plus ou moins sous le coup des augmentations réclamées par les compagnies; dès lors, à Glaris, comme à Saint-Gall on apprécie à un plus haut degré les avantages de l'assurance mutuelle et on redoute davantage les inconvénients du système des compagnies. Là comme ailleurs les habitants des villes s'ils ne sont pas industriels, donneront sans doute la préférence aux compagnies, mais ils sont en minorité comparativement aux autres propriétaires; c'est ce qui explique le maintien de l'assurance mutuelle.

Dans notre canton les conditions diffèrent encore et viennent se placer entre ces deux extrêmes : Nous n'avons pas une agglomération de risques comparable à celle de Genève, mais nous ne possédons pas non plus autant d'industries dangereuses que Saint-Gall et surtout Glaris, aussi voyons-nous les partisans des deux systèmes se répartir à peu près également, tant dans nos grandes localités que dans les villages de la campagne. Il n'y a guères que la ville de Neuchâtel dans laquelle domine l'opinion en faveur du système des compagnies.

Dans ces conditions, nous ne croyons pas nous tromper en disant que, pour notre canton, les avantages et les inconvénients des deux systèmes conservent exactement la valeur moyenne que nous leur avons attribuée en répondant à la première question du concours; c'est donc sur cette base que nous allons établir notre seconde réponse.

Si nous devions choisir entre les deux systèmes en présence, tels qu'ils existent et en acceptant de l'un comme de l'autre les avantages et les inconvénients que nous avons signalés, nous nous trouverions dans un sérieux embarras, car si les inconvénients de l'assurance par les compagnies sont plus nombreux et de nature à se faire sentir plus souvent, ceux de l'assurance mutuelle sont plus frappants; ils éveillent un sentiment, la crainte, qui résiste à tout raisonnement, et ils imposent à certains propriétaires des sacrifices contre lesquels ils peuvent protester au nom de la justice.

A nos yeux, les deux systèmes tels qu'ils sont, sont mauvais tous deux, et avant de choisir entre deux maux, il convient de s'assurer qu'on ne peut faire mieux; qu'il nous soit donc permis de préluder par une autre question, à celle que pose le concours :

Quel est celui des deux systèmes qui se prête le mieux à des modifications capables d'en atténuer les inconvénients?

Ici la réponse est facile :

Les compagnies d'assurance sont des associations privées placées en dehors de toute influence gouvernementale et cela non-seulement par leur nature même, mais encore parce qu'elles ont toutes leur siège hors du canton; si donc elles doivent se modifier, ce ne peut être que de leur plein gré et sous l'impulsion de leur propre intérêt. Or nous avons vu par la discussion qui a eu lieu dans le Grand-Conseil de Genève, ce qu'on peut attendre des compagnies. Elles ont fait quelques concessions pour donner plus de sécurité aux créanciers hypothécaires, mais elles ont refusé d'aller plus loin.

L'assurance mutuelle au contraire est dans la main du gouvernement; il peut lui faire subir toutes les modifications propres à la perfectionner et à la rendre également avantageuse pour tout le monde. De plus, le gouvernement a le désir d'arriver à ce résultat, nous n'en voulons d'autre preuve que le concours ouvert pour éclairer la question. Il ne s'agit plus que de

trouver les perfectionnements et de les appliquer. Sans doute il y aura des difficultés à vaincre, mais l'intelligence humaine a résolu des problèmes bien plus compliqués, et c'est parce que nous sommes convaincu de la possibilité de cette solution que nous répondons.

Pour le canton de Neuchâtel, le système de l'assurance mutuelle est préférable à celui des compagnies.

Troisième Question.

« Quelles seraient, dans l'éventualité du maintien de l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer les risques, tout en conservant les avantages particuliers de cette institution ? »

Il nous semble que le Conseil d'Etat en posant cette question, aurait pu aller plus loin et demander qu'on lui indiquât les moyens d'atténuer non-seulement les risques, mais encore les autres inconvénients de l'assurance cantonale, aussi est-ce dans ce sens que nous allons chercher la solution de cette troisième question; nous ne pensons pas la déplacer en la généralisant.

Si l'on désire sincèrement conserver l'assurance mutuelle, il faut commencer par ramener à elle l'opinion de ceux qui, par crainte ou par intérêt, réclament à grands cris la liberté.

Lorsque l'intérêt privé peut se baser sur des motifs de justice, il devient légitime; il faut donc en tenir compte; dans ce but, nous proposerions de modifier l'assurance mutuelle sur les bases suivantes :

1^o Opérer une nouvelle classification des tarifs, de manière à les proportionner davantage aux risques que présentent les bâtiments.

Ce remaniement aurait plusieurs avantages :

Il stimulerait les propriétaires et les engagerait à faire les réparations propres à diminuer les risques, et par conséquent la prime à payer.

Il obligerait les autorités à plus de surveillance et de précautions à l'endroit des industries dangereuses, chaque voisin étant intéressé à les écarter le plus possible.

Il seconderait la promulgation et l'observation de règlements plus sévères pour la police du feu.

Enfin il ferait droit aux réclamations des propriétaires de bonnes constructions qui se plaignent avec raison de payer pour les mauvaises.

2° Etablir un tarif avec primes fixes, à l'instar des compagnies et à un taux qui ne s'écarte pas trop du leur.

3° Fonder peu à peu un fonds de réserve pour parer aux sinistres dépassant la moyenne.

4° Lorsque le fonds de réserve aurait atteint un chiffre fixé d'avance, répartir les bénéfices de l'association entre les assurés, ainsi que le font certaines compagnies d'assurance sur la vie.

En appliquant ces diverses mesures qui ne présentent pas de difficultés on annulera les inconvénients que nous avons signalés dans notre résumé de la première question, sous les numéros 2, 3 et 4.

Quant à l'obligation imposée à tout propriétaire d'être son propre assureur pour 1/10 de la valeur de son immeuble, nous croyons qu'il est dans l'intérêt de la sécurité publique qu'elle soit maintenue.

Passons maintenant à l'inconvénient numéro 1, c'est-à-dire à la question même du concours ;

Les mesures à prendre pour diminuer les risques sont de plusieurs natures :

Il y a d'abord les mesures propres à diminuer le nombre des incendies.

Il y a en second lieu les mesures propres à limiter et à restreindre l'effet de chaque incendie.

Il y a enfin les mesures propres à atténuer les pertes causées par le feu.

Les premières sont des mesures de police.

Les secondes rentrent dans l'organisation des secours.

Les troisièmes sont essentiellement de nature financière.

Reprenons-les dans leur ordre :

Pour parvenir à diminuer le nombre des incendies, il faut d'abord se renseigner le plus possible sur les causes qui les déterminent. Quand les sinistres se multiplient on les attribue facilement à la malveillance et comme on ne peut être constamment sur ses gardes, on devient facilement fataliste ; on se dit qu'il n'y a pas à lutter contre un ennemi invisible et on oublie

qu'il faut au moins éviter de faciliter par négligence à cet ennemi l'exécution de ses sinistres projets.

On ne met pas le feu à une maison comme à une fascine; il faut des matières combustibles en quantité importante, il faut trouver un accès facile dans une écurie, dans un fenil, dans un grenier. Pourquoi ne pas prendre des mesures de police pour parer à des dangers qu'il est si facile de conjurer?

Les incendies sont rares après une série de temps pluvieux; ils abondent après une longue sécheresse. Pourquoi, dans ces temps exceptionnels ne prescrit-on pas d'arroser intérieurement les toits des maisons? On possède maintenant des pompes à main dont le prix est à la portée de tous les propriétaires. Avec un de ces instruments et quelques seaux d'eau, un instant suffit pour rendre au bois un peu de fraîcheur et d'humidité, pour l'empêcher de prendre feu, soit à la moindre étincelle échappée d'une allumette ou d'un cigarre, soit même spontanément, sous l'action du soleil et d'une vitre défectueuse.

Enfin, il est prouvé que les incendies ont augmenté dans une énorme proportion depuis l'invention des allumettes phosphoriques et depuis l'extension de l'habitude de fumer. Ici encore le remède est facile : Supprimer les allumettes ordinaires et les remplacer par les allumettes amorphes qui ne prennent feu que sur un corps imprégné d'une certaine composition. Interdire absolument de fumer dans les écuries et dans les granges, et surtout, faire respecter cette défense.

Nous pourrions encore relever ici la facilité avec laquelle on introduit au milieu des villes ou des villages des machines à vapeur ou des industries dangereuses. Il y a là également des restrictions à apporter, une plus grande surveillance à exercer.

L'imprudence et l'incurie, voilà les causes des trois quarts des sinistres; il appartient à la société et par conséquent à l'Etat de réagir contre elles.

Outre les règlements de police destinés à prévenir les incendies, règlements dans lesquels nous comprenons ceux qui concernent la construction intérieure des bâtiments, nous estimons qu'il y a lieu de revoir les prescriptions qui ont pour but d'empêcher la propagation de l'incendie.

Il a fallu nécessairement une époque de transition d'une certaine durée, pour passer des couvertures en bois ou en chaume aux toitures en tuiles ou en ardoises, mais cette époque devrait

être envisagée comme écoulée, et on ne devrait plus tolérer, dans le voisinage même lointain d'autres constructions, aucune toiture combustible. C'est là, en effet, que gît le plus grand danger pour la propagation du feu. Dans le village le mieux construit du reste, il suffit de quelques maisons couvertes en bois pour transmettre le feu en peu d'instant d'une extrémité à l'autre. Le désastre de Travers n'a pas eu d'autre cause. Il y a là une question de sécurité publique qui doit primer sans contestation celle de la liberté individuelle.

Nous avons parlé en second lieu de l'organisation des secours :

Certainement on doit reconnaître que, depuis quelques années, on a beaucoup fait sous ce rapport, et nous croyons que notre canton n'est pas resté en arrière du progrès; mais est-ce à dire qu'il n'y ait plus rien à faire?

Quand un incendie éclate dans une localité, le premier besoin qui se fait sentir est celui d'un secours immédiat propre à arrêter, si possible à son début, le fléau dévastateur. Souvent le veilleur de nuit pourrait à lui seul, ou avec le secours de deux ou trois personnes, éteindre un feu naissant s'il avait sous la main les instruments nécessaires. Un cornet et une crécelle pour réveiller les habitants, une petite pompe et un tonneau plein d'eau montés sur deux roues et pouvant être manœuvrés par un seul homme, voilà les engins peu coûteux qui devraient se trouver dans chaque hameau à la portée du veilleur.

A la suite de ces premiers secours, il en faut d'ordinaire de plus importants. Ceux-là existent en général, mais sont-ils partout suffisants? Chaque commune possède-t-elle un ou plusieurs réservoirs d'eau, une ou plusieurs pompes à incendie d'une force proportionnée à la population? Les corps de pompiers sont-ils partout organisés d'une manière satisfaisante et placés sous les ordres d'un chef capable et actif?

Puis, au moment où l'on s'aperçoit que les moyens dont on dispose seront insuffisants, quelles sont les mesures à prendre pour s'en procurer rapidement de plus efficaces?

Nous savons qu'on s'est beaucoup préoccupé de cette question dans ces derniers temps; on commence à comprendre que nous avons dans le télégraphe électrique et dans notre réseau de chemins de fer des moyens admirables qui permettent aux secours d'arriver en peu de temps des points même les plus éloi-

gnés; mais ici encore, l'organisation n'est qu'ébauchée : elle demande à être complétée. C'est une question à étudier et nous n'avons pas la prétention de la résoudre ici, mais voici quelques idées que nous soumettons à qui de droit :

Il n'est presque point de localité un peu importante dans notre canton qui n'ait un bureau télégraphique ou qui, du moins, ne soit traversée par un fil conducteur. Ne pourrait-on pas rattacher à ce fil des timbres qui, à un signal parti du bureau le plus voisin du théâtre de l'incendie, donneraient l'éveil dans toutes les principales localités à la fois, soit aux télégraphistes eux-mêmes, soit aux veilleurs de nuit ?

Ne pourrait-on pas attribuer à chaque commune ou hameau, un numéro ou un signe particulier qui serait donné par le télégraphiste expéditeur et qui indiquerait immédiatement où le feu a éclaté ?

L'éveil donné, il s'agit de coordonner les secours, de les proportionner aux besoins et de ne pas mettre sur pied inutilement toute la population; pour cela nous voudrions centraliser la direction des corps de pompiers, réunir tous ces faisceaux isolés, ayant chacun son chef particulier, entre les mains d'un chef supérieur secondé par plusieurs lieutenants.

Par là, nous ne voudrions point paralyser l'élan de nos populations, et les empêcher de se porter spontanément au secours de leurs voisins, mais nous voudrions que, dans un moment d'hésitation, on pût, de toutes les parties du pays, réclamer des directions.

Nous voudrions que du chef-lieu, on pût immédiatement se mettre en communication tant avec le lieu du sinistre qu'avec les localités desquelles on peut réclamer des secours.

Nous voudrions enfin que, à chaque incendie, un homme entendu prît la direction des secours, et, en se transportant rapidement où le besoin l'exige, concentrât entre ses mains cette autorité unique et universellement reconnue, qui manque si souvent avec notre organisation actuelle.

Nous ne cessons de modifier, d'améliorer, de centraliser nos moyens de défense contre un ennemi qui cependant, depuis plus d'un demi-siècle n'a jamais franchi nos frontières, qui n'a même menacé que de loin nos propriétés et nos existences; pourquoi n'en agirions-nous pas de même à l'égard d'un autre en-

nemi qui nous menace sans cesse, nous frappe souvent et prélève chaque année une dime cruelle sur nos biens et sur nos vies ?

Après les mesures préventives et répressives, viennent les mesures réparatrices du dommage.

Nous n'avons à examiner que les conséquences pécuniaires qui résultent d'incendies nombreux ou considérables; voyons comment il est possible de les atténuer suffisamment pour que, même dans les cas les plus fâcheux, les pertes à supporter soient renfermées dans les limites d'un sacrifice tolérable.

Quatre moyens ont été proposés jusqu'ici, ce sont :

- 1^o La constitution d'un fonds de réserve important.
- 2^o Une réassurance aux compagnies privées.
- 3^o Un concordat entre plusieurs cantons, faisant l'office d'une grande compagnie de réassurance mutuelle.
- 4^o Une contre-assurance organisée entre plusieurs assurances cantonales.

Sauf peut-être le dernier, tous ces moyens ont déjà été discutés, tentés et rejetés comme impraticables :

Le premier, parce qu'il est à la fois coûteux et long à appliquer.

Le second parce qu'il a paru trop coûteux.

Le troisième parce qu'il n'a pu être établi sur une base suffisante.

Nous croyons, quant à nous, que ces moyens sont tous bons, que tous ils pourraient produire le résultat voulu, même isolément, et qu'en tout cas ils atteindront le but si on les applique simultanément.

Si l'on n'a pas réussi jusqu'ici à en tirer parti, c'est qu'on cherchait ce qui se trouve bien rarement pour ne pas dire jamais : un moyen parfait qui ne coûtât rien ou à peu près.

Posée dans ces termes, la question serait évidemment insoluble.

Avant de récolter, il faut faire les frais de la semence, la mettre en terre et lui laisser le temps de germer et de mûrir.

Or, ce n'est pas là ce qu'on a fait. Nous avons été sous le coup de la terreur produite par le désastre de Glaris; nous sommes encore sous l'impression des pertes causées par les nombreux sinistres de l'année dernière et nous sentons le besoin pressant d'un remède immédiat.

Nous n'avons pas le temps d'attendre la récolte ! Soit, payons un peu plus cher pour acheter ce que nous n'avons pu cultiver nous-mêmes, mais en même temps, prenons dès maintenant nos mesures pour semer ce que nous aurons besoin de récolter plus tard.

Un fonds de réserve est une excellente chose, chacun en convient, seulement on ne parvient pas à le compléter en peu de temps. Qu'importe ! Organisons-nous de manière à former peu-à-peu ce fonds si désirable ; avec le temps il arrivera à un chiffre suffisant.

La réassurance par les compagnies est trop coûteuse !

Cela ne nous paraît pas pleinement démontré par les négociations qui ont eu lieu avec deux compagnies suisses seulement ; mais en admettant même qu'on ne puisse mieux faire, il pourrait encore y avoir convenance à faire quelques sacrifices pour acheter une sécurité immédiate, quitte à mettre un terme à ces sacrifices quand ils ne seront plus nécessaires.

Le concordat ne peut être vraiment efficace, dit-on, que s'il s'appuie sur un capital de mille millions au moins.

Il est vrai que l'institution sera d'autant plus solide qu'elle reposera sur une base plus large, mais rien n'empêche de l'élargir avec le temps, cette base ; prenons en attendant ce qui se présente.

Si, dès maintenant, nous pouvons établir le concordat sur une base de 300 millions, cela nous donnera déjà trois fois plus de sécurité que nous n'en avons avec notre assurance cantonale de 113 millions.

Quant à la contre-assurance, nous ne savons pas à quelles objections autres que de détail, elle a pu donner naissance, mais en tout cas elle produira un effet analogue à celui du concordat.

Ainsi, chacune de ces mesures peut avoir et aura certainement un bon résultat, et si nous en appliquons plusieurs à la fois, ce qui est très-possible, le succès sera à peu près certain, le but sera bien près d'être atteint. C'est ce que nous allons examiner en détail.

La principale objection opposée à la création d'un fonds de réserve est celle-ci :

Nous payons déjà une prime élevée qui cependant suffit à peine pour couvrir les dépenses ; si nous voulons constituer un fonds de réserve, il faudra encore augmenter la prime et nous paierons beaucoup plus que si nous étions assurés par des compagnies privées.

Cette objection est fondée dans la bouche d'un certain nombre de propriétaires, mais non dans celle des autres. Elle se trouvera levée par une meilleure répartition des charges de l'assurance.

En effet, nous avons démontré que les compagnies privées ne peuvent pas assurer tous nos bâtiments à un taux moyen plus bas que celui de l'assurance mutuelle ; qu'elles sont au contraire obligées de maintenir ce taux moyen plus élevé, par la raison toute simple que ces compagnies ont plus de frais que l'assurance mutuelle et qu'elles veulent en outre réaliser des bénéfices.

Or, toutes les compagnies privées ont des fonds de réserve constitués sur leurs recettes. Si donc elles ont pu former ces réserves tout en répartissant des dividendes à leurs actionnaires, à plus forte raison, l'assurance mutuelle qui ne fait pas de répartitions, pourrait-elle constituer une réserve sans réclamer de ses membres une prime moyenne plus élevée que celle des compagnies.

La réassurance par les compagnies, avons-nous dit, est également un moyen qui pourrait être employé, au moins provisoirement.

Nous voyons dans le « Rapport du Conseil d'Etat au Grand-Conseil sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie, » pages 3 à 7, que deux compagnies suisses se sont entendues pour faire au Conseil d'Etat diverses propositions que nous analysons comme suit :

1^o Les compagnies se chargeraient des $\frac{3}{4}$ des risques environ (86 millions sur 113), mais en choisissant leur part en presque totalité dans les localités les mieux bâties.

2^o Elles garantiraient l'Etat contre un dommage soit unique, soit annuel, dépassant le chiffre de 200 mille francs.

3^o Elles donneraient la même garantie contre un dommage analogue dépassant 100 mille francs.

Dans les termes où elles ont été faites et pour lesquels nous renvoyons au rapport cité, nous croyons comme le Conseil d'Etat, que ces propositions ne sont pas acceptables.

Par la première, les compagnies se font la part trop belle ; elles rentrent trop dans leur rôle habituel qui est de garder pour elles les bonnes chances et de laisser les mauvaises aux assurés.

Par la seconde et la troisième elles réclament une prime hors de proportion avec les risques, elles veulent faire un bénéfice exagéré.

Reste à savoir s'il ne se trouverait pas ailleurs, en Angleterre, par exemple, des compagnies plus accomodantes.

Si l'on pouvait s'entendre avec une ou plusieurs compagnies pour qu'elles prissent à leur charge les $\frac{3}{4}$ ou les $\frac{4}{5}$ de la totalité des risques de l'assurance mutuelle, sans distinction de lieu ou de classe, il nous semble que l'Etat pourrait consentir à payer une lé-

gère augmentation de prime sur cette réassurance, en vue de la sécurité qu'il rendrait par là aux propriétaires.

De même nous croyons que la seconde mais surtout la troisième proposition serait acceptable avec une prime modérée. Nous reproduisons celle-ci dans sa seconde alternative, afin de nous faire mieux comprendre :

L'assurance cantonale se chargerait de tout le dommage subi dans le courant d'une année, jusqu'à concurrence d'une somme de 100,000 francs. Tout ce qui dépasserait cette somme serait remboursé par la ou les compagnies.

A nos yeux, cette proposition serait de beaucoup la plus convenable, car elle atteindrait, encore mieux que la première, le but que nous nous proposons avant tout, et qui est de nous mettre à l'abri des conséquences de sinistres trop nombreux ou d'un sinistre considérable. Il faudrait donc chercher à occuper cette position sans l'acheter à un trop haut prix. La prime réclamée, dans cette hypothèse, par les deux compagnies avec lesquelles on a négocié, s'élèverait annuellement à fr. 45,113. Or, d'après les calculs du Conseil d'Etat, pendant les quinze années qui se sont écoulées de 1851 à 1865, nous n'aurions eu à réclamer que cinq fois la garantie des réassurances et cela pour une somme de fr. 146,579[»]71 c. tandis que nous aurions payé pour cette réassurance des primes montant non à fr. 340,423[»]06, comme le rapport le dit, sans doute par erreur, mais à fr. 45,113 \times 15, soit à fr. 676,695. Les compagnies auraient prélevé sur nous un bénéfice de plus de 530 mille francs, ce qui est évidemment exagéré.

On le voit, c'est là une spéculation qui présente une belle marge, qui peut être basée sur les probabilités tout aussi exactement qu'une assurance ordinaire, et qui peut, par conséquent, faire l'objet de nouvelles négociations.

Le troisième moyen indiqué est celui de la réassurance par un concordat entre plusieurs assurances cantonales.

Sans entrer dans le détail des négociations qui ont eu lieu et des propositions qui ont été faites à cet égard, nous nous bornerons à reproduire ici le résultat des travaux de la commission intercantonale chargée de l'examen de cette question, tel que nous le trouvons dans le « Rapport du Conseil d'Etat au Grand-Conseil sur un projet de concordat entre cantons pour l'assurance contre l'incendie » (13 novembre 1863). L'article 1^{er} du projet qui termine ce rapport, dit textuellement :

« Chaque fois que dans un des Etats concordataires il survient un incendie dont le dommage dépasse la somme de fr. 200,000, le canton que cela concerne est en droit de requérir pour l'excédant l'assistance des autres cantons concordataires. Dans ce cas, le dommage sera couvert au moyen d'une répartition proportionnelle entre les capitaux assurés de tous les cantons concordataires, y compris le canton requérant. »

Les articles 2 à 8 ne renferment guères que des détails d'application.

L'article 9 stipule que, pour entrer en vigueur, le concordat devra être basé sur un capital assuré d'au moins 1,000 millions.

Enfin l'article 10 accorde à chaque canton la faculté de se retirer du concordat quand il le jugera convenable.

Nous n'avons que deux objections à faire à ce projet :

Pour que le concordat soit réellement efficace il faut que la limite soit abaissée au niveau du plus petit canton, voilà pourquoi nous préférerions le chiffre de 100,000 francs à celui de 200,000 adopté par la commission. Pour un canton dont le capital assuré ne dépasse pas 40 à 50 millions, un sinistre de 200,000 francs est déjà une charge bien lourde, il convient de l'alléger.

Pour un grand canton, au contraire, la limite est indifférente, car s'il a un capital assuré 5 ou 6 fois plus considérable que son voisin, il est aussi exposé à voir sur son territoire 5 ou 6 sinistres dépassant 100,000 francs, pour un qui se produira chez ce voisin.

Avec cette application du concordat on demeure dans une égalité aussi complète qu'elle peut l'être, eu égard aux différences produites par les conditions particulières dans lesquelles se trouve chaque canton.

De plus, on conserve à toute l'institution une simplicité pratique qui n'est pas à dédaigner : enfin on rend le concordat possible et efficace lors même que le chiffre de 1,000 millions préalablement fixé ne pourrait pas être atteint.

Ce dernier argument fera comprendre notre seconde objection et mérite d'être développé.

D'après les calculs faits par le statisticien Kolb et que nous relevons à la page 24 du « Supplément au rapport fait aux Hauts Etats par la commission établie pour élaborer un concordat sur l'assurance contre l'incendie » (23 mars 1863), le concordat, s'il avait fonctionné pendant les 30 années de 1833 à 1862, sur une base de 1,500 millions, aurait donné les résultats suivants :

| Avec la limite de : | En 30 ans : | Chaque année en moyenne : |
|---------------------|-------------|---------------------------|
| Fr. 200,000 | 2,16 ‰ | 0,07 ‰ |
| » 150,000 | 2,44 ‰ | 0,08 ‰ |
| » 100,000 | 2,88 ‰ | 0,09 ‰ |

Ainsi, dans la troisième hypothèse, celle que nous avons admise comme préférable, le sacrifice à faire par les cantons qui n'auraient pas eu à réclamer l'intervention du concordat, eût été de 9/100 pour mille par an.

En réduisant le capital concordataire à 500 millions, et en admettant, par impossible, le même nombre de sinistres que pour 1,500 millions, le supplément de prime à payer par un canton qui ne recevrait rien, serait de 0,27 ‰, un peu plus de 1/4 ‰ par an. Même dans ces hypothèses purement gratuites, le sacrifice serait-il trop considérable pour la sécurité qu'il procure ? Nous ne le pensons pas. Aussi estimons-nous que *le concordat devrait être mis en vigueur, quel que fut le chiffre du capital assuré sur lequel il s'appuierait pour commencer.*

Rappelons-nous que les compagnies d'assurance doivent prélever sur nous 0,50 à 0,60 ‰, uniquement pour couvrir leurs frais d'administration.

Après avoir constaté l'efficacité du concordat pour nous préserver des suites d'un sinistre important, il nous reste à étudier les moyens de remédier aux conséquences d'une trop grande multiplicité de sinistres ; cet examen nous amène naturellement à parler de la *contre-assurance*.

La question de la contre-assurance est des plus simples ; elle se résume comme suit, pour toutes les compagnies, que ce soient des associations privées ou des sociétés mutuelles :

Prendre à sa charge pour un certain chiffre des risques d'une autre compagnie, et lui donner en échange un chiffre égal de ses propres risques.

Cette idée n'est pas nouvelle ; elle est au contraire mise en pratique depuis bien des années par toutes les compagnies privées. Ce n'est pas autre chose qu'une *assurance mutuelle* des compagnies et c'est à cette garantie réciproque que celles-ci doivent leur sécurité et l'équilibre qui préside à leurs opérations.

Le résultat de la contre-assurance pratiquée sur une échelle suffisante, se trouve dans la division des risques et par suite dans la régularisation des chances à courir.

Quelque simple que soit cette idée, elle a été peu étudiée jusqu'ici, au point de vue des assurances cantonales et, à notre connaissance, elle n'a été proposée sérieusement que dans une pièce officielle récente : « Kreisschreiben des Regierungsrathes des Kantons St.-Gallen an die Konferenzkantone, betreffend das Konkordat vom 30 Mai 1863 über das Brandversicherungswesen » (vom 18 October 1865).

La question posée par le Conseil d'Etat de St-Gall aux cantons entre lesquels se négociait le concordat, est celle-ci :

« Seriez-vous disposé à entrer en pourparlers dans le but de réassurer certains bâtiments isolés de notre canton et de nous faire réassurer en échange pour une valeur égale de bâtiments isolés situés dans votre canton et présentant les mêmes risques que les nôtres ? »

Posée dans ces termes, la question paraît ne pouvoir être répondue que par l'affirmative, car une semblable proposition ne peut qu'être avantageuse à toutes les parties. Néanmoins il se présente quelques objections pratiques qu'il importe d'examiner.

Les compagnies privées reposent toutes sur des bases à peu près identiques ; leur classification des risques est sensiblement la même, ce qui simplifie singulièrement la contre-assurance ou la cession réciproque de risques égaux et appréciés au même point de vue.

Pour les assurances cantonales, il n'en est pas de même ; les classifications varient et tel bâtiment peut se trouver en première classe dans un canton et en seconde dans un autre. De même il arrive que dans un canton on tient compte de certaines aggravations de risques qui sont négligées dans un autre. Puis viennent les différences dans les constructions, dans les règlements de police, dans les moyens de secours, etc., différences qui peuvent exercer une grande influence sur le nombre et l'importance des sinistres.

Les compagnies privées tiennent compte de toutes ces circonstances, les assurances cantonales pourront-elles le faire ?

En admettant que ces premières difficultés soient surmontées, comment déterminera-t-on l'objet de la contre-assurance ? Chaque bâtiment sera-t-il réellement choisi isolément et indiqué avec son numéro, sa valeur, etc., à la contre-assurance, ou bien, généralisera-t-on cette contre-assurance, en lui attribuant purement et simplement une part dans les sinistres annuels ?

Toutes ces questions devront être examinées; elles sont à peine effleurées dans la brochure que nous avons citée (Kreisschreiben des Regierungsrathes des Kantons St.-Gallen) et nous n'avons pas mission de les résoudre d'une manière absolue dans un travail nécessairement restreint; nous nous bornerons donc à indiquer les bases sur lesquelles il nous semble que le système des contre-assurances entre cantons devrait être fondé :

1^o Les cantons devraient s'entendre pour admettre une classification uniforme des bâtiments, en tenant compte, sinon de toutes les circonstances qui peuvent aggraver les risques, au moins des principales, et en particulier de celles qui peuvent constituer des différences marquées entre cantons.

2^o La répartition, ou pour mieux dire, l'échange des risques réassurés aurait lieu sans autre désignation que celle des classes afférentes aux bâtiments réassurés et des sommes correspondantes pour chaque classe. Ainsi, par exemple, le canton A céderait au canton B une partie de ses risques composée de :

5 millions en bâtiments de première classe.

3 » » » » seconde »

2 » » » » troisième »

10 millions en tout,

et en recevrait en retour un chiffre égal et réparti de la même manière.

3^o Chaque canton percevrait la prime sur la totalité de ses bâtiments sans tenir compte de la contre-assurance.

4^o Lors du règlement des sinistres, chaque canton ferait le compte du dommage à rembourser à chaque classe de ses bâtiments et soumettrait ce compte à son contre-assureur; la balance s'établirait entre les deux comptes, et le canton qui aurait eu le moins de sinistres paierait la différence à l'autre.

Citons un exemple pour mieux nous faire comprendre :

Les cantons A et B sont contre-assureurs réciproques pour une somme de 10 millions répartis comme nous l'avons dit plus haut.

A possède :

50 millions en bâtiments de première classe.

34 » » » » seconde »

16 » » » » troisième »

100 millions en tout.

Les sinistres pendant l'année se sont montés à

fr. 40,000 sur la première classe.

» 34,000 » » seconde »

» 20,000 » » troisième »

fr. 94,000.

Quelle sera la part du canton B qui a réassuré

5 millions sur la première classe.

3 » » » seconde »

2 » » » troisième »

Elle est déterminée par les équations suivantes :

50 m. : 5 m. :: fr. 40,000 : \times . \times = fr. 4,000.

34 m. : 3 m. :: » 34,000 : \times . \times = » 3,000.

16 m. : 2 m. :: » 20,000 : \times . \times = » 2,500.

Ainsi la part du canton B dans les sinistres
du canton A sera en tout de fr. 9,500.

De son côté, B possède :

60 millions en bâtiments de première classe.

42 » » » » seconde »

24 » » » » troisième »

126 millions en tout.

Les sinistres pendant l'année se sont élevés à

fr. 36,000 sur la première classe.

» 46,000 » » seconde »

» 20,000 » » troisième »

fr. 102,000

Quelle sera la part du canton A ?

60 m. : 5 m. :: fr. 36,000 : \times . \times = fr. 3,000.

42 m. : 3 m. :: » 46,000 : \times . \times = » 3,286.

24 m. : 2 m. :: » 20,000 : \times . \times = » 1,667.

La part de A est en tout de fr. 7,953.

Ainsi B doit à A fr. 9,500.

A doit à B » 7,953.

La différence est fr. 1,547.

qui seront bonifiés par B. à A.

Voyons maintenant l'effet produit par cette contre-assurance
sur les résultats financiers de l'assurance dans chaque canton :

A ayant à répartir un chiffre d'indemnités de fr. 94,000 sur
un capital de 100 millions, devrait réclamer des assurés une

prime moyenne de 0,94 ‰, mais il reçoit de B une indemnité de fr. 1,547, qui est à déduire de la perte ci-dessus et qui la ramène à fr. 92,453. Il n'a donc plus à réclamer que fr. 0,925 pour mille.

Par contre, B n'aurait eu à demander à ses assurés que fr. 0,81 ‰, mais au chiffre de ses sinistres il doit ajouter la balance du compte de contre-assurance, ce qui porte ses pertes de fr. 102,000 à fr. 103,547, et pour couvrir ce déficit, il doit élever la prime de fr. 0,81 à fr. 0,822 ‰.

Cet exemple nous paraît démontrer jusqu'à l'évidence :

1° Que la contre-assurance entre cantons peut être appliquée avec autant de facilité que de simplicité.

2° Qu'elle aura pour effet d'égaliser les contributions annuelles.

3° Que ce nivellement sera d'autant plus marqué que chaque canton aura conclu des contrats de contre-assurance avec un plus grand nombre d'autres cantons.

Ajoutons que la contre-assurance peut parfaitement déployer ses effets à côté du concordat sans qu'ils se nuisent l'un l'autre et sans qu'aucun intérêt soit lésé. Il suffit pour cela de convenir que les indemnités reçues par un canton, à titre de secours du concordat seront défalquées de son compte de sinistres avant que celui-ci soit présenté aux cantons contre-assureurs.

Quant à la proportion dans laquelle une indemnité de cette nature devrait être répartie entre toutes les classes de bâtiments, c'est un détail facile à régler.

En résumé, voici notre réponse à la troisième question du concours :

Pour diminuer les risques que présente l'assurance mutuelle, il faut :

1° Réviser les règlements sur les constructions et sur la police du feu et surtout les faire observer.

2° Multiplier, perfectionner et organiser les moyens de secours.

3° Former peu à peu un fonds de réserve.

4° Poursuivre la conclusion d'un concordat ayant uniquement en vue de subvenir à des sinistres d'une importance exceptionnelle.

5° Conclure avec autant de cantons que possible des contrats

de contre-assurance basés sur une classification uniforme des bâtiments et des risques.

6° Subsidiairement, pour le cas où les négociations relatives au concordat et aux contre-assurances traîneraient en longueur, conclure avec une ou plusieurs compagnies privées un contrat de réassurance à courte échéance.

Nous avons inscrit en tête de ce mémoire : « *L'association est le levier du progrès.* » C'est là, croyons-nous, une vérité incontestable; or, cet instrument, nous le possédons. Irons-nous le briser et le rejeter loin de nous? Non! efforçons-nous plutôt de le perfectionner et en l'appliquant d'une manière plus judicieuse, faisons-lui rendre tous les services qu'on peut en attendre; c'est ainsi que nous maintiendrons en la confirmant la devise du peuple suisse :

« Un pour tous, tous pour un. »

NOTE.

Nous donnons ici les titres des pièces et des différents écrits que nous avons consultés et auxquels nous renvoyons pour plus de détails :

Règlements et lois du canton de Neuchâtel sur l'assurance mutuelle.

Documents sur la question de l'assurance immobilière contre l'incendie, telle qu'elle a été traitée dans le Grand-Conseil du canton de Genève (d'après les pièces officielles), par M. Alph. de Candolle, député au Grand-Conseil.

Un mot sur la liberté de l'assurance, par F. Bernet, conseiller national.

L'assurance contre l'incendie en Suisse. (Imprimerie de Ch. Krusi, à Bâle.)

Rapport du Conseil d'Etat (de Neuchâtel) au Grand-Conseil sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie. (23 novembre 1865.)

Rapport du même au même sur un projet de concordat entre cantons, pour l'assurance contre l'incendie (13 novembre 1863).

Rapport rendu par la Commission établie pour élaborer un concordat sur l'assurance contre l'incendie, à la conférence des Etats confédérés (du 5 septembre 1862).

Supplément au rapport ci-dessus (du 23 mars 1863).

Gegenseitigkeit oder speculation? Volkswirthschaftliche Betrachtungen über das Schweizerische Immobilien Versicherungswesen, zweite vermehrte Auflage. — Zurich 1865.

Das deutsche « rationelle » Feuerversicherungswesen im Glanze der Neuzeit, separat Abdruck aus der Berliner Versicherungszeitung. — Glarus 1864.

Kreisschreiben des Regierungsrathes des Kantons St.-Gallen an die Konferenz Kantone, betreffend das Concordat von 30 Mai 1863. (18 October 1865.)

Polices d'assurance des compagnies :

La Colonia — allemande.

L'Urbaine — française.

L'Helvétia — suisse.



II.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ PAR

M. JOHN MOSCHELL,

INGÉNIEUR A GENÈVE.

**CE MÉMOIRE A OBTENU LE SECOND PRIX DANS LE CONCOURS
OUVERT SUR LA QUESTION PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.**

« Inter utrumque tene,
« medio tutissimus ibis. »
(Métamorphoses d'Ovide).

PROGRAMME DU CONCOURS.

1^o Quels sont les avantages et les inconvénients des deux *systèmes d'assurance contre l'incendie*, savoir l'assurance facultative avec des compagnies à primes fixes, et l'assurance mutuelle obligatoire?

2^o Quel est, de ces deux systèmes, celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel?

3^o Quelles seraient, dans l'éventualité du maintien de l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer les risques, tout en conservant les avantages particuliers de cette institution?

Première Question.

« Quels sont les avantages et les inconvénients des deux systèmes d'assurance contre l'incendie, savoir l'assurance facultative avec des compagnies à primes fixes, et l'assurance mutuelle obligatoire? »

Dans tout système d'assurance contre l'incendie, l'assuré s'engage à payer à l'assureur une *prime* ou cotisation annuelle fixe ou variable, en retour de laquelle l'assureur garantit à l'assuré la réparation du dommage que le feu pourra causer à la chose assurée, ou une indemnité équivalente à ce dommage.

Si l'assureur est une association formée par les assurés eux-mêmes, l'assurance est dite *mutuelle*. Dans ce cas la cotisation annuelle est fixée à la fin de chaque exercice, d'après les sinistres survenus pendant cet exercice et les frais d'administration de la même période. Il n'est donc réclamé à chaque assuré que la somme strictement nécessaire pour solder les dépenses faites.

Si l'assureur est une réunion de personnes assurant à *forfait*, c'est-à-dire moyennant une indemnité convenue à l'avance, l'as-

assurance est dite à *prime fixe*. La somme des primes encaissées au commencement de chaque exercice n'est donc pas nécessairement égale à la valeur des sinistres qui pourront survenir pendant cet exercice, elle doit même être calculée de manière à lui être supérieure, selon les probabilités, et cela parce que, outre les indemnités aux incendiés et les frais d'administration, elle doit comprendre un bénéfice, sans lequel l'assureur n'aurait aucun intérêt à risquer ses capitaux dans une semblable entreprise.

Un troisième système d'assurance est celui connu sous le nom d'*assurance mixte*. C'est une assurance à primes fixes, mais dans laquelle l'assureur, tout en assumant seul tous les risques, partage avec ses assurés les bénéfices qu'il réalise. Ce mode est certainement le meilleur, car il tient le milieu entre les deux précédents, dont il partage à la fois les avantages et les inconvénients. Usité presque universellement pour les assurances sur la vie, il ne l'est pas du tout, du moins à notre connaissance, dans l'assurance contre l'incendie⁽¹⁾, aussi ne nous en occuperons-nous pas dans ce travail.

Enfin, nous devons mentionner l'*assurance par l'Etat*. En Suisse, le rôle de l'Etat est seulement de diriger l'assurance mutuelle obligatoire, là où elle est établie; ce n'est donc pas l'assurance par l'Etat se faisant assureur lui-même, et transformant la prime d'assurance en un véritable impôt.

Du reste, quel que soit le système d'*application* de l'assurance, les *principes* sur lesquels elle repose sont identiquement les mêmes, aussi commencerons-nous ce mémoire par l'examen de quelques questions générales, afin d'éviter les répétitions auxquelles l'étude séparée des différents modes d'assurance nous conduirait.

(1) Il est aisé d'en concevoir la raison : l'assurance sur la vie donne lieu à des bénéfices certains et à peu près constants, ce qui est dû à l'invariabilité de la vie moyenne, tandis que les bénéfices de l'assurance contre l'incendie sont très-aléatoires, car le feu ne détruit pas à époque moyenne fixe ainsi que le fait la mort. De là résulte que les bénéfices, qui résultent de l'application des tarifs actuels des compagnies à primes fixes contre l'incendie, ne peuvent être considérés comme excessifs relativement aux chances de ruine qui menacent sans cesse ces compagnies.

I.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE L'ASSURANCE.

Si nous ne voulions présenter un travail complet sur l'assurance contre l'incendie, nous pourrions nous dispenser de parler de ses avantages, car ils ne sont mis en doute par personne, et la seule excuse⁽¹⁾ que l'on trouve pour ne pas assurer ses biens, est la question d'économie, économie que l'on cherche à justifier en prétendant que, grâce à la prudence et à la nature de la construction, on n'a rien à craindre du feu.

Il n'est pas difficile de montrer le peu de valeur de semblables raisons. Si à la rigueur, on peut avoir l'extrême prétention de se porter garant de la prudence de tous les habitants d'une maison, on ne peut en faire autant pour ses visiteurs, et on ne peut nier l'impuissance de cette prudence contre un grand nombre d'accidents complètement fortuits et contre la malveillance; de plus on dépend aussi de ses voisins, de telle sorte que toute la vigilance possible ne peut être considérée comme une garantie suffisante contre le feu, c'est ce que les grands désastres de Glaris et de Travers prouvent surabondamment. Quant à l'allégation que la bonne construction d'une maison la met à l'abri des ravages du feu, l'expérience est là pour en démontrer la fausseté, et d'ailleurs les tarifs de l'assurance contre l'incendie tiennent compte de la bonté et de l'inaltérabilité relatives des constructions, en proportionnant la prime d'assurance à l'étendue du dommage que chaque maison est susceptible de subir.

En présence de ce danger très-réel qui menace sans cesse la propriété, on se demande si ce n'est pas un acte de folie que de ne pas consacrer de 6 à 50 francs⁽²⁾, suivant le cas, sur un loyer

(1) On ne peut prendre au sérieux l'opinion que l'assurance est irréligieuse, car on ne témoigne ni plus ni moins de confiance ou de soumission envers la Providence en payant une prime d'assurance contre l'incendie, qu'en achetant une serrure pour se garantir des voleurs, ou qu'en soldant les honoraires d'un médecin.

(2) Ces chiffres de 6 fr. et de 50 fr. correspondent, le 1^{er} à l'assurance d'une maison de ville, en pierre, couverte de matières incombustibles (30 centimes

de 1000 fr., pour assurer contre le feu les 20,000 fr. de capital que ce loyer représente, plutôt que de s'exposer à la perte complète de ce capital, quelque minime qu'en soit la chance. Certainement que le locataire qui demanderait à son propriétaire de ne lui faire payer son loyer que 994 fr., ou 950 fr., au lieu de 1000 n'obtiendrait guère de refus, lors même qu'il n'offrirait aucune compensation à cette légère faveur ; pourquoi donc ce propriétaire ne serait-il pas heureux de consacrer cette faible somme de 6 à 50 fr., dont il serait tout disposé à faire l'abandon à son locataire, à garantir sa propriété contre les ravages du feu ? Nous le répétons, ne pas s'assurer est un acte de folie, et il ne serait certainement pas possible de trouver un homme ruiné par ce fléau qui ne regrette amèrement de ne pas avoir assuré ses biens.

Nous venons de parler de l'intérêt du propriétaire lui-même, mais l'intérêt de sa famille et de ses créanciers est encore moins discutable, et certainement que ces derniers, dussent-ils assurer eux-mêmes les biens de leurs débiteurs, seraient bien peu excusables de ne pas le faire, en réduisant volontairement l'intérêt de leurs créances à 4,97 ou à 4,75, au lieu de 5 pour cent.

Si maintenant nous considérons l'intérêt général, celui de la société toute entière, nous demanderons quel bien peut résulter pour elle de la ruine d'un de ses membres et si ce ne serait pas un bienfait immense, souvent même une économie que la suppression de la misère qui est le fait de l'incendie, en répartissant entre tous la perte essuyée par quelques-uns ?

Comme complément de cet ordre de considérations, nous ne pouvons mieux faire que d'emprunter le passage suivant au livre si original de M. Edmond About⁽¹⁾, qui, avec tant de raison compare le capital à un levier :

« Mon voisin vient de bâtir une maison d'un million. Ce capital solide représente l'épargne accumulée par cent existences humaines. S'il était démontré que l'immeuble ne périra que de

pour 1,000 fr.), et le 2^{me}, à l'assurance d'une construction rurale, en bois, couverte aussi en matières incombustibles (2 fr. 50 pour 1,000 fr.) ; l'assurance la plus onéreuse est celle d'une construction rurale entièrement en bois, murs et toit ; la taxe en est de 7 pour 1,000, ce qui correspond à 140 fr. pour 1,000 fr. de revenu à 5 %.

(1) L'assurance, par Edmond About. Paris 1865, 1 vol. in-18.

« sa belle mort, on saurait qu'il a pour le moins trois cents ans
« à vivre et qu'il produira en trois siècles une trentaine de mil-
« lions au profit de ses propriétaires successifs. Et Dieu sait tout
« le bien qu'on peut faire, tout le travail qu'on peut aider, toutes
« les richesses qu'on peut greffer sur ces 30 millions certains,
« garantis! Mais qu'un enfant s'amuse avec des allumettes, qu'un
« fumeur jette son cigare dans de la sciure de bois : en quelques
« heures, ce beau capital, qui a coûté si cher au passé, qui pro-
« mettrait tant à l'avenir, ne sera plus que cendre et fumée.

« Voyons les conséquences d'un pareil accident. Elles vous
« touchent de plus près que vous ne pensez, quoique vous ne con-
« naissiez pas même le nom du propriétaire. Il y a un million de
« moins ici bas, c'est-à-dire un capital, un instrument, un levier
« de moins. De la somme totale accumulée jusqu'à nos jours par
« l'homme et pour l'homme, il faut défalquer un million. La
« grande association humaine est moins riche aujourd'hui qu'elle
« n'était hier. Cela n'a l'air de rien parce que vous ne savez pas
« combien la solidarité qui nous unit tous est étroite; mais réflé-
« chissez un seul instant et vous comprendrez que le pauvre
« comme le riche est intéressé à l'accroissement du capital so-
« cial. Si la somme de bien réalisée sur la terre venait à doubler
« du jour au lendemain, le travail qui vous rapporte un kilo-
« gramme de pain vous en rapporterait deux, l'argent que vous
« empruntez à 6 pour cent ne vous coûterait plus que 3 pour
« cent. Si, au contraire, une moitié du capital existant périssait
« en une seule nuit, il vous faudrait travailler deux heures au
« lieu d'une pour gagner le même morceau de pain; l'argent
« qu'on vous prête à 6 pour cent vous coûterait 12 pour cent. Si
« cette loi économique ne vous paraît pas évidente, il est facile de
« la contrôler : comparez les salaires d'un peuple riche et d'un
« peuple pauvre; informez-vous du taux de l'argent chez les
« Hollandais, par exemple, et chez les Turcs.

« L'anéantissement d'un million tout formé vous est plus pré-
« judiciable que la destruction de 100 millions de centimes entre
« les mains de cent millions d'individus. Vous me direz qu'au
« fond le dommage est identique, puisque dans les deux cas le
« total de la richesse publique éprouve la même diminution. Mais
« rappelez-vous que le capital est un levier, un instrument des-
« tiné à rendre le travail moins pénible et plus utile, et dites-
« moi si la destruction d'un levier de 5 kilogrammes ne serait

« pas un mal beaucoup plus grand que le prélèvement d'un centigramme de fer sur cinq cent mille leviers.

« Le propriétaire de la maison brûlée était facilement un homme de bien. Satisfait de son sort, il ne convoitait pas la fortune d'autrui. Il avait tout le loisir de développer son esprit par l'étude et de cultiver à son choix un art libéral. Ses enfants recevaient une bonne éducation, qui en eût fait tôt ou tard des hommes utiles. Sur un revenu de 100,000 francs, il prenait de temps à autre les éléments d'une bonne action. Ses épargnes placées à un intérêt honnête, auraient fructifié dans le commerce ou l'industrie, au grand profit de quelques braves gens qui se seraient fait à leur tour, et grâce à lui, un petit capital. Voilà beaucoup de biens de natures diverses qu'un seul incendie a détruits. Le père de famille est brisé ; il ne refera jamais sa fortune ; son moral a succombé sous le coup. Qu'il végète, qu'il vole ou qu'il mendie, il passe à l'état de non-valeur ; la société n'a plus rien à espérer de lui. Ses enfants, élevés pour l'aisance, tourneront sans doute assez mal ; tous les hommes qui comptaient sur lui, c'est-à-dire sur son capital, sont enveloppés dans sa ruine. »

Personne donc ne niera que la société toute entière, la famille et l'individu ne retirent un immense avantage de l'assurance contre l'incendie, et que la certitude de la possession ne soit achetée à bien bon marché par le sacrifice de la 50^e partie, environ, du revenu. C'est là une dépense qui ne peut être considérée comme inutile, lors même qu'elle est faite le plus souvent en pure perte, et ne pas s'assurer, sous prétexte d'économie, est faire preuve d'un singulier égoïsme, car si chacun raisonnait de même l'assurance n'existerait pas, et les nombreux désastres qu'elle a déjà réparés auraient ruiné bien des familles. Or, il est impossible de méconnaître les immenses services que cette institution a déjà rendus, et, ainsi que nous l'avons déjà dit, il n'est pas un seul incendié non assuré qui ne regrette son manque de prévoyance.

Conseillera-t-on jamais à un ouvrier, à un individu quelconque de ne pas faire les économies qui peuvent lui assurer le pain de ses vieux jours, sous le prétexte qu'il n'est pas certain d'en pouvoir profiter lui-même ? Certainement non ! pourquoi donc déconseillerait-on l'assurance parce qu'on n'est pas certain de brûler ? Dans l'un et l'autre cas cependant il y a placement d'une certaine somme, en prévision d'une éventualité pos-

sible, et si l'épargne placée dans une banque ne profite pas au travailleur lui-même, elle sera une précieuse ressource pour sa famille, tout comme l'épargne placée sous forme de contribution d'assurance, si elle ne profite pas à l'assuré lui-même, ce dont certes il aurait tort de se plaindre, aidera à sauver de la ruine et du désespoir quelque membre de la grande famille de l'humanité, de l'intérêt de laquelle il est absolument impossible de séparer celui de l'individu.

On a souvent prétendu que la certitude de ne pas être ruiné par le feu est propre à rendre moins prudent et à augmenter le nombre des incendies. Cette allégation ne nous paraît guère fondée, car le fait de l'assurance dénote l'importance qu'on attache à la propriété, et l'indemnité à laquelle la police donne droit ne tient pas compte du prix d'affection qu'on attache à tant d'objets. De plus, sans tenir compte des titres, des papiers et des valeurs qui ne peuvent être assurés, il nous semble que la crainte du feu pour sa propre personne et pour les siens est plus que suffisante pour maintenir prudent celui que cette qualité a engagé à assurer ses biens.

Un reproche beaucoup plus grave, qui plaide contre l'assurance, est que cette institution donne lieu à l'incendie volontaire. On ne peut en effet nier que la possibilité de transformer un immeuble en argent comptant ne soit une forte tentation pour certains propriétaires ou pour leurs créanciers, mais il ne faut pas perdre de vue que c'est là un crime qui annule l'assurance s'il est découvert, et que la loi punit de la peine de mort. D'ailleurs la non assurance expose à la vengeance par incendie, crime malheureusement trop fréquent, de sorte que ces deux arguments, en sens inverse, se détruisent mutuellement.

Sur cette question spéciale nous citerons encore M. Edmond About :

« L'assurance contre l'incendie a prévenu des milliers de crimes; elle en a peut-être provoqué deux ou trois cents.

« Il arrive rarement, mais enfin il arrive qu'un propriétaire obéré, un négociant au-dessous de ses affaires, liquide la situation en mettant le feu chez lui. Comme il a pris le soin d'assurer à bon prix son immeuble et son mobilier, il espère toucher, dans les bureaux d'une innocente compagnie, un capital bien net, et sortir ainsi d'embarras. Ce crime est facile à com-

« mettre : la nuit, loin de tous les yeux, les portes closes, dans
« le sanctuaire inviolable de la vie privée, on approche une bou-
« gie d'un rideau et le tour est fait. Comment les magistrats con-
« vaincront-ils un coupable que personne n'a vu? comment?
« Par l'intérêt qu'il avait à commettre le crime, s'il est bien dé-
« montré que la maison était assurée pour une somme trop
« forte; si le propriétaire, avant de faire son coup, a mis en sù-
« reté une partie de ses valeurs; s'il a ménagé le salut de sa fa-
« mille et le sien par quelque porte de derrière, il est aux trois
« quarts pris, une simple poussée du juge d'instruction le jettera
« dans la voie des aveux. L'assurance contre l'incendie a-t-elle
« donné lieu à cette baraterie terrestre? Oui, mais elle fournit
« elle-même le remède à côté du mal. Un seul coup d'œil jeté
« sur la police d'assurance montre si le propriétaire avait intérêt
« à s'incendier lui-même.

« Et quand même cette assurance aurait provoqué un certain
« nombre de crimes impunis, qui peut dire combien elle en a pré-
« venu? Il n'y a pas si longtemps que l'incendie était une arme
« employée couramment dans les vengeances privées. On haïs-
« sait un homme, on le ruinait pour un sou : un paquet d'allu-
« mettes faisait l'affaire. Aujourd'hui que toutes les maisons, ou
« peu s'en faut, sont protégées par la plaque d'assurance, nul
« n'est plus assez bête pour brûler son ennemi. On sait qu'on
« ne nuirait qu'à une compagnie, personne inconnue, inoffen-
« sive, utile à tous : on sait que l'incendié, victime heureuse, en
« serait quitte pour échanger sa vieille maison contre une neuve,
« son vieux meuble contre un neuf; et l'on n'est pas encore as-
« sez chrétien, dans notre doux pays, pour renouveler, au péril
« de la vie, le mobilier d'un ennemi mortel. »

Certaines législations ont limité l'indemnité à payer à une fraction plus ou moins forte de la valeur incendiée, aux 9/10 dans le canton de Neuchâtel, afin de forcer l'application du principe fondamental que *l'incendie ne doit jamais être une source de bénéfice pour l'assuré* et d'éviter par là l'incendie par le propriétaire lui-même. Mais, s'il est prouvé, ce qui est certain, que l'incendie volontaire est dû plus souvent, ou, tout au moins, aussi souvent, aux ennemis du propriétaire qu'au propriétaire lui-même, l'assurance n'est plus, pour celui-ci, une garantie suffisante contre ceux qui veulent lui nuire.

Il est douteux que le propriétaire incendiaire renonce à met-

tre le feu à un immeuble de 100,000 fr. par la seule raison qu'il n'en retirera que 90,000 fr., car ce qu'il veut c'est de l'argent comptant, mais il est certain que la vengeance à exercer contre le possesseur d'une maison de même valeur au moyen de l'incendie ne sera pas désarmée par le fait que la perte *matérielle* sera de 10,000 fr. seulement.

En un mot, nous ne pouvons admettre que si l'assurance est reconnue morale et utile à tous pour les 9/10 de la propriété, elle puisse être nuisible, immorale ou dangereuse pour le dixième restant.

Sans doute que rien n'étant parfait ici bas, l'assurance n'échappe pas à cette loi; mais le meilleur moyen d'empêcher l'abus signalé, l'incendie par le propriétaire, est de proscrire l'emploi de l'indemnité pour tout autre objet que la reconstruction ou la réparation de la chose incendiée.

II.

DE L'ASSURANCE FACULTATIVE ET DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE.

Il faut distinguer dans cette question deux sujets bien distincts :

1° La liberté de l'assurance au point de vue de la liberté individuelle;

2° La liberté de l'assurance au point de vue de la concurrence.

C'est seulement le premier de ces sujets que nous voulons examiner dans ce chapitre.

Pour résumer les objections faites à l'assurance obligatoire, au point de vue de la liberté individuelle, nous ne pouvons mieux faire que de citer l'opinion du célèbre jurisconsulte Rossi, telle qu'elle est rapportée par un des fervents partisans de l'assurance libre, M. de Candolle, dans son rapport au Grand-Conseil genevois sur l'assurance mutuelle cantonale ⁽¹⁾.

« Rossi ne pensait pas qu'un corps législatif eût le droit d'intervenir dans l'administration de propriétés privées. Il n'aurait
« sans doute élevé aucune objection contre une loi qui aurait dé-
« fendu certaines constructions dangereuses, car on ne peut pas
« admettre qu'un propriétaire fasse courir à ses locataires et à ses
« voisins des dangers graves quand il est possible de les éviter,

(1) A. de Candolle. Documents sur la question de l'assurance immobilière contre l'incendie. Genève, 1865 : broch. in-8° (pages 13 et 14).

« mais l'assurance n'empêche pas les incendies, et le fait de convertir une chance de perte pécuniaire en une prime, sous telle ou telle condition, est un détail qui concerne le propriétaire seul ou le propriétaire et ses créanciers s'il en a, tout aussi bien par exemple que l'entretien et la location de l'immeuble.

« La loi doit avoir pour objet d'empêcher les individus de nuire les uns aux autres, mais non de se nuire à eux-mêmes; sans cela il y aurait une foule de lois plus importantes à faire que d'obliger à assurer les bâtiments, et à les assurer de telle ou telle manière. Il faudrait décider aussi comment chacun doit construire, comment il doit cultiver son terrain, quel commerce il peut entreprendre, quelle dépense il lui est possible de faire sans se ruiner, etc. »

On ne peut certainement nier le bien fondé de ces observations, car il est évident que le sentiment de la responsabilité personnelle, tout en augmentant la dignité de l'homme, est une condition essentielle au progrès de la civilisation; mais, d'un autre côté, on peut se demander si législateurs et gouvernants sont en tout fidèles à ce principe de non intervention pour la protection de l'individu contre lui-même.

Nous trouvons une exception remarquable à cet ordre d'idées, dans l'article 513 du code civil français ⁽¹⁾, relatif aux *prodigues*, article conçu comme suit :

« Il peut être défendu aux *prodigues* de plaider, de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, d'aliéner ni de grever leurs biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal. »

Texte que Rogron, le commentateur des codes, justifie en disant : « La prodigalité est un vice qui entraîne celui qui en est atteint dans des dépenses inutiles et excessives, et qui lui font ainsi dissiper rapidement sa fortune. — C'était autrefois une cause d'interdiction; elle n'occasionne plus aujourd'hui que la nomination d'un conseil, sans l'avis duquel le prodigue ne peut passer certains actes importants ⁽²⁾. »

(1) Article 361 du Code civil neuchâtelois.

(2) Une autre exception au principe de la non-protection, par la loi, de l'individu contre lui-même, est consacrée par le même code : « article 148. Le fils qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de

Il ne serait pas difficile de citer d'autres exemples de cette im-mixtion de la loi dans la vie privée de l'individu, dans le seul but de le protéger contre lui-même, et si nous cherchions dans les règlements et les ordonnances de police, les citations que nous pourrions faire seraient encore plus nombreuses, mais l'article que nous venons de transcrire est trop concluant pour qu'il ne suffise et au delà, à établir le droit que le législateur se reconnaît d'intervenir dans la vie privée du citoyen, pour l'empêcher de commettre certains actes qui, cependant, ne peuvent nuire qu'à lui seul.

On est donc en droit de se demander si la loi qui intervient pour empêcher le *prodigue* de se ruiner, ne serait pas tout aussi fondée à intervenir pour s'opposer à la ruine de l'*imprévoyant*, en le contraignant à assurer ses biens, acte de prévoyance dont nous avons reconnu l'excellence.

Et du reste la destruction d'un immeuble ne porte-t-elle préjudice qu'au propriétaire seulement? Certainement non, car ce propriétaire a des créanciers qu'il ne pourra peut-être plus payer; des enfants ou des pupilles dont le patrimoine sera détruit; une femme dont la dot sera consumée, et puisque la loi se préoccupe de tant de manières et avec une si grande sollicitude des intérêts de ces tiers qu'elle va même jusqu'à enlever au père de famille la libre disposition d'une partie de sa fortune, pourquoi ne l'obligerait-elle pas à assurer ses biens, de même qu'elle le contraint à laisser une *légitime* à ses enfants? Les propriétaires qui n'ont ni créanciers, ni femmes, ni enfants, ni pupilles, sont certainement l'exception, aussi peut-on dire que l'assurance obligatoire est légitimée par la nécessité de protéger les droits des tiers-intéressés, contre les conséquences de l'imprévoyance coupable des possesseurs titulaires de la propriété bâtie.

Mais on peut considérer la question de l'assurance obligatoire sous un point de vue plus général et se demander si la loi qui intervient en tout et partout pour protéger la propriété contre le vol, sous toutes ses formes, ne remplirait pas un rôle encore

« 21 ans accomplis, ne peuvent pas contracter mariage sans le consentement de
« leurs père et mère : en cas de dissentiment, le consentement du père suffit. »
Le code de Neuchâtel contient un article analogue (article 92), seulement la
majorité du citoyen neuchâtelois étant fixée à 19 ans, c'est depuis sa 22^{me} année
qu'il peut se marier sans le consentement de ses parents.

plus noble et tout aussi justifiable en protégeant cette propriété contre les atteintes des fléaux naturels.

Les agents des autorités et les ordonnances et lois de ces autorités font ce qui est humainement possible pour prévenir le vol, mais en cela leur impuissance est manifeste : la loi, le plus souvent, est incapable d'empêcher le vol, elle ne peut que punir les criminels quand elle réussit à les découvrir, car, quant au dommage causé, il est bien rare qu'il soit possible de le réparer, bien rare que la chose volée puisse être rendue à son légitime possesseur.

La loi est évidemment tout aussi inefficace pour prévenir l'incendie volontaire, et l'incendiaire échappe aussi souvent que le voleur à la punition qui l'attend. Quant à l'incendie involontaire, rien ne pourra jamais l'empêcher, car c'est un fléau aussi inévitable que la mort. Mais, si la loi est encore plus impuissante pour protéger la propriété contre le feu que contre le vol et la mauvaise foi, elle peut être toute puissante pour assurer la réparation de la chose détruite ou endommagée, que le dégât provienne d'un crime ou qu'il soit le résultat des mille et une causes connues ou inconnues.

Cependant, dira-t-on, l'homme n'a pas besoin de l'intervention de l'autorité pour atteindre ce but, puisqu'il n'a qu'à s'adresser directement à l'une des nombreuses institutions d'assurance contre l'incendie; pourquoi donc l'obliger à s'assurer, pourquoi le contraindre à payer une prime, une sorte d'impôt, dont il préférerait faire un tout autre usage? Pour répondre à cet argument, nous demanderons si c'est volontairement que l'on paie les impôts et si l'on ne trouverait bon nombre de personnes qui, si on leur en laissait le choix, préféreraient garantir elles-mêmes leurs biens et leur vie contre le vol, la fraude et l'assassinat, plutôt que de payer l'énorme impôt que l'Etat leur demande pour se charger lui-même de ce rôle protecteur? Ne trouverait-on pas un nombre encore plus grand de citoyens qui trouvent injuste qu'on fasse peser sur eux les frais nécessités par l'instruction publique, par les cultes et par tant d'autres services dont ils ne profitent pas?

Si cependant il en est ainsi, où serait l'injustice d'une prime obligatoire contre l'incendie, qui ne serait payée que par ceux qui en profiteraient, c'est-à-dire par les propriétaires, et qui leur

garantirait l'intégrale réparation des dommages que le feu pourrait leur causer?

Evidemment que cet ordre d'idées conduirait tout aussi logiquement à l'assurance obligatoire contre la grêle, contre les inondations, contre les épizooties, etc., mais où serait l'injustice de semblables lois? Quant à nous, nous ne pouvons que les appeler de tous nos vœux, car outre que les impôts qui en seraient la conséquence seraient les plus équitables des impôts, ils auraient l'immense avantage sur tous les autres de mettre un frein au paupérisme que l'incendie et les autres fléaux destructeurs qui affligent la société alimentent sur une immense échelle.

Mais, afin que l'on ne se méprenne pas sur notre pensée, hâtons-nous d'ajouter que pour nous l'assurance obligatoire doit être organisée de telle sorte qu'elle ne puisse jamais dégénérer en fiscalité par le détournement d'une partie quelconque des primes au profit de quelque autre service public que ce soit, ce qui risquerait fort d'arriver si l'Etat se constituait lui-même assureur : nous désirons l'assurance obligatoire, mais avec tous les bénéfices et les avantages que la libre concurrence peut seule procurer. Dans la troisième partie de ce mémoire, nous dirons comment nous pensons que ce problème peut être résolu.

III.

DES CONDITIONS TECHNIQUES DE L'ASSURANCE.

Toute combinaison d'assurance, qu'elle soit exploitée par une société mutuelle ou par une compagnie d'actionnaires, repose sur ce beau principe de solidarité mutuelle que la perte qu'un sinistre fait éprouver à une unité de l'association doit être supportée par l'association tout entière, de telle sorte qu'une perte estimée à 100,000 fr., par exemple, qui ruinerait un propriétaire, soit répartie entre tous les propriétaires assurés. Il est évident que plus ces propriétaires seront nombreux, et moins la part de perte afférente à chacun d'eux sera élevée; s'ils ne sont que 100, chacun aura à payer 1,000 fr., s'ils sont 100,000, un seul franc par tête suffira pour couvrir le sinistre.

Il est de plus à remarquer que l'incendie étant, par sa nature, porté à s'étendre de proche en proche, l'association sera d'autant plus exposée à de fortes pertes qu'elle sera plus agglomérée. Si elle comprend 1,000 sociétaires possédant chacun un immeuble de 10,000 fr. et que ces 1,000 maisons soient réparties entre 1,000 localités différentes, il est évident que la perte maximum due à chaque incendie sera limitée à 10,000 fr., valeur d'une seule maison, tandis que si ces 1,000 maisons sont toutes contiguës les unes aux autres, le même sinistre pourra les anéantir d'un seul coup et ruiner la communauté tout entière.

De ce simple exposé résultent deux faits qui, du reste, ne sont contestés par personne :

1^o Plus les assurés sont nombreux et moins la perte à supporter par chacun d'eux, pour solder un sinistre, est grande.

2^o Plus les assurés seront disséminés et plus l'étendue de chaque sinistre sera restreinte.

Peu de personnes se rendent compte de l'importance extrême de la dissémination des risques, importance infiniment plus grande qu'elle ne paraît de prime abord. Un exemple élucidera ce point.

Admettons que, d'après les données de la statistique, il brûle 1 bâtiment sur 1,000 chaque année, et cherchons les chances de gain ou de perte qu'aurait une personne qui voudrait assurer pour une valeur de 1 million.

Les chances de perte étant de 1 pour 1,000, cette personne devra exiger une prime annuelle de 1,000 fr. ⁽¹⁾, quelle que soit la division du risque; qu'elle assure un bâtiment de 1 million ou 1,000 maisons de 1,000 fr., elle ne peut compter que sur une recette de 1,000 fr.; dans le premier cas elle aura 999 chances contre 1 de ne rien payer, dans le second elle sera *certaine* d'avoir un sinistre de 1,000 fr. à solder chaque année. En présence d'un semblable résultat, l'assurance du bâtiment unique paraît singulièrement avantageuse, et l'on serait même porté à croire que puisqu'il y a 999 chances sur 1,000 de faire un gain de 1,000 fr., tandis que l'assurance des 1,000 bâtiments ne présente aucune chance de bénéfice, la prime devrait être bien moins élevée pour la première

(1) Il est clair que dans la pratique la prime devrait être plus élevée, afin de couvrir les frais d'administration et de donner un bénéfice, s'il y a lieu.

assurance que pour la seconde. Mais, le problème serait résolu d'une manière incomplète si on le considérait à ce seul point de vue : il convient d'examiner, dans l'un et l'autre cas, quelles sont les chances de ruine pour l'assureur.

La chance de perte étant toujours de 1 sur 1,000, si au lieu d'assurer un seul bâtiment de 1,000,000 de francs, on en assure 2 valant chacun 500,000 fr., il peut sembler que la position n'est pas notablement changée, car si, d'une part, on court deux risques au lieu d'un, d'autre part, on diminue chaque risque de moitié. Cependant, il est loin d'en être ainsi; en effet, le calcul des probabilités démontre que si un événement doit arriver 1 fois sur 1,000, cet événement n'a plus que 1 chance sur $(1,000)^2$ d'arriver une 2^e fois, 1 chance sur $(1,000)^3$ d'arriver une 3^e fois, 1 chance sur $(1,000)^n$ d'arriver une n^e fois (1).

Donc, en assurant une seule maison, la chance de la perdre est de 1 sur 1000 ; en en assurant 2, la chance d'incendie de l'une est toujours de 1 sur 1000, mais la chance d'incendie de l'autre n'est

(1) Il est aisé de démontrer ce principe d'une manière élémentaire: Nous avons dit qu'un propriétaire qui possède 1 maison a 1 chance sur 1000 de la perdre dans le courant de chaque année, et c'est là la chance d'incendie qui menace chaque maison, considérée séparément, quelqu'en soit le nombre ; mais pour un même propriétaire, la chance d'en perdre 2, dans la même année, n'est plus que de 1 sur 1 million. En effet, dire qu'un bâtiment a 1 chance sur mille de brûler, revient à dire que ce bâtiment fait partie d'un groupe théorique de 1000 bâtiments semblables, placés dans des conditions de combustibilité identiques, dont l'un doit brûler dans l'année ; chacune des maisons du propriétaire que nous supposons est donc censée faire partie d'un groupe spécial de 1000 maisons. Si nous désignons un premier groupe par A, les 1000 maisons qui le composent seront 1 A, 2 A, 3 A,, 999 A et 1000 A, dont l'une, portant le numéro 300 A, appartient à notre propriétaire, qui en possède aussi une, celle 600 B, dans un second groupe B, comprenant les maisons 1 B, 2 B, 3 B,, 999 B et 1000 B. Or, puisqu'une maison de chaque groupe doit brûler, l'incendie de 1 A pourra correspondre à celui de 1 B, de 2 B, de 3 B,, de 999 B, ou de 1000 B ; de même l'incendie de 2 A pourra correspondre à celui de 1 B, de 2 B, de 3 B,, de 999 B, ou de 1000 B ; et ainsi de suite pour chacune des maisons du groupe A, ce qui donne en tout 1000×1000 , soit 1 million de cas possibles, sur lesquels un seul correspondra à l'incendie, dans la même année, des maisons 300 A et 600 B.

Si notre propriétaire possédait aussi une maison numérotée 500 C dans un troisième groupe 1 C, 2 C, 3 C,, 999 C et 1000 C, à chacun des 1 million de cas d'incendies des groupes A et B, pourrait correspondre l'incendie de l'une des 1000 maisons du groupe C, ce qui donnerait mille millions de cas possibles, dont un seul correspondrait à l'incendie, dans la même année, des maisons 300 A, 600 B et 500 C.

Et ainsi de suite,

plus que de 1 sur 1 million ; en en assurant 3, la chance d'en perdre une est toujours de 1 sur 1000, la chance d'en perdre une autre est, comme dans l'assurance de 2 maisons, de 1 sur 1 million, mais la probabilité d'incendie de la 3^e est seulement de 1 sur mille millions. En continuant ce calcul, on trouve qu'en assurant 1000 bâtiments, la chance de les perdre tous n'est plus que de 1 sur un nombre figuré par 3001 chiffres !

Cet exemple montre l'immense influence que la division des risques et l'étendue des opérations exercent sur la sécurité d'une institution d'assurance :

1^o De deux compagnies assurant, l'une pour 1 milliard de francs d'immeubles de 100,000 francs, l'autre pour la même valeur d'immeubles de 10,000 fr., la première courra 10 milliards de fois plus de chances de payer son milliard que la seconde. C'est la raison qui porte les compagnies à réassurer ailleurs une partie de leurs plus forts risques.

2^o Une institution qui n'assurerait que pour 1 milliard, courrait 10 milliards de fois plus de chances de ruine totale qu'une autre institution qui assurerait pour 10 milliards de francs, les immeubles assurés étant supposés de même valeur.

Mais il faut observer qu'il est question ici d'immeubles *isolés*, ne pouvant se communiquer le feu, de sorte que les principes que nous venons d'exposer ne sauraient être applicables à une agglomération de bâtiments, à une ville entière, sans de profondes modifications ; en effet, la contiguïté détruit les avantages de la dissémination des risques, et ne fait qu'exposer un plus fort capital à la destruction par un même incendie.

IV.

DE LA CLASSIFICATION DES RISQUES.

On sait que la cotisation à payer par chaque membre d'une association d'assurance mutuelle est proportionnelle à la valeur de la chose assurée, de telle sorte que celui qui expose l'association à une perte de 20,000 fr., par exemple, devra payer deux fois autant que celui qui ne peut lui faire perdre que 10,000 fr.

On s'est souvent tenu à ce seul principe pour la fixation des cotisations, en ne faisant pas intervenir la plus ou moins grande combustibilité des meubles ou immeubles assurés, et l'on trouve même encore bon nombre de partisans de ce système de taxation.

Cette manière de voir n'est due qu'à une connaissance incomplète du sujet, car un examen tant soit peu sérieux de cette question prouve que rien n'est plus contraire à la vraie mutualité, au nom de laquelle on s'élève contre la classification des risques, que la suppression de cette classification.

La mutualité ne consiste pas, en effet, à faire payer plus aux uns afin de faire payer moins aux autres, mais seulement à demander à chacun une cotisation exactement proportionnelle aux avantages *probables* qu'il retirera de l'association. Il sera donc parfaitement équitable de ne demander, par exemple, au propriétaire d'une maison en pierre couverte d'ardoises que 30 centimes pour 1,000 fr., tandis que le possesseur d'un bâtiment tout en bois devra payer 1 fr. 50 pour 1,000 fr., c'est-à-dire 5 fois autant, s'il est prouvé, par la statistique, qu'il brûle 5 fois autant de constructions en bois que de constructions en pierre.

Trouverait-on équitable de servir, sous prétexte de mutualité, contre le versement du même capital, la même rente viagère au jeune homme de 20 ans, qui a l'espérance de toucher cette rente pendant 44 ans, qu'au vieillard octogénaire qui ne peut espérer en jouir que durant 4 années ? Evidemment non ; pourquoi donc serait-il équitable de faire payer, pour une même valeur assurée, la même prime aux propriétaires d'un bâtiment qui, selon les probabilités, auront à la payer pendant 500 ans, par exemple, qu'aux propriétaires d'un bâtiment dont l'incendie est probable avant le paiement de la 100^e prime annuelle ? Le cas est cependant le même.

La classification des risques est donc essentiellement conforme à l'essence même de la mutualité, et le seul reproche que l'on puisse adresser aux tarifs actuellement en vigueur, est de ne pas avoir poussé cette classification assez loin ⁽¹⁾, ce qui tient surtout

(1) On peut, en particulier, dire que les classifications admises ne tiennent pas un compte suffisant de l'agglomération des bâtiments et des ménages. Il est, en effet, évident qu'un bâtiment devrait être beaucoup moins taxé s'il est isolé (tout en étant à portée des secours), ce qui le met à l'abri du feu par communication, que s'il est contigu à un nombre plus ou moins grand d'autres bâtiments *même moins combustibles que lui* ; il est de même évident qu'une maison habitée par

à la difficulté de tenir compte d'une foule de circonstances qui échappent à l'appréciation, et au nombre encore trop restreint des observations nécessaires pour assigner le *coefficient d'incendibilité* qui convient à chaque cas particulier.

V.

ASSURANCE MUTUELLE ET ASSURANCE A PRIMES FIXES.

L'assurance, ainsi que nous l'avons dit, est exploitée sous deux formes principales : 1^o par les associations mutuelles ; 2^o par les compagnies d'actionnaires, dites à primes fixes.

En thèse générale, on peut affirmer que l'assurance mutuelle, à égalité de capital assuré et de dissémination des risques, est plus économique que l'assurance à primes fixes, car les membres d'une mutualité ne payent chaque année que la valeur exacte des sinistres, augmentée de frais d'administration considérablement inférieurs à ceux des compagnies spéculatrices, et ils n'ont pas de dividendes à payer à des actionnaires. C'est là un fait parfaitement établi.

Mais, il faut remarquer que cette économie n'est certaine que si le capital assuré et la dissémination des risques sont suffisants pour rendre à peu près constante la valeur moyenne annuelle des sinistres à payer. Il est clair, en effet, qu'un sinistre considérable est d'autant plus à craindre que la dissémination des risques est plus faible, et qu'il est d'autant plus onéreux aux membres de l'association qui doivent en payer la valeur que ces membres sont moins nombreux. Il arrive donc fréquemment qu'un sinistre qui serait sans importance pour une forte compagnie d'actionnaires est très-grave pour une mutualité, et l'oblige à lever une cotisation bien supérieure à la prime fixe que la

un seul ménage devrait être proportionnellement moins taxée qu'une maison de même espèce habitée par plusieurs ménages, dont le nombre multiplie les chances d'incendie.

Le danger d'incendie dû à l'agglomération des bâtiments et des ménages croît dans un rapport infiniment plus grand qu'on ne le croit généralement, et dont ce que nous avons dit dans le chapitre précédent peut donner une juste idée.

compagnie aurait perçue pour l'assurance des mêmes risques. C'est là, nous le répétons, une des éventualités des opérations trop restreintes et trop concentrées, ce qui est presque toujours le cas des associations mutuelles qui sont, le plus souvent, instituées en vue de territoires peu étendus dont elles ne franchissent pas les limites, et qui, dans un but d'économie, n'ont pas recours à la réassurance.

Si l'entrée dans une association mutuelle n'est pas obligatoire, les dangers en sont amoindris, car si, par là, la valeur assurée est diminuée, par contre la contiguïté des risques cesse d'être poussée à son maximum, par le fait des non-assurances, ou des assurances contractées ailleurs ⁽¹⁾.

Une remarque que l'on a souvent faite, et que nous ne devons pas passer sous silence, est relative à l'incompatibilité évidente qu'il y a à être à la fois assureur et assuré d'un même risque, car il est clair que la prudence qui porte à s'assurer, doit faire rechercher à le faire le plus complètement et avec le plus de sécurité possibles, conditions que peut très-bien ne pas présenter une mutualité en cas de grands sinistres, puisque si les sociétaires sont ruinés par le feu, il est certain qu'ils n'en peuvent payer les dévastations. C'est précisément ce qui a eu lieu pour Glaris.

Dans le système mutuel tout est donc incertitude, depuis la cotisation annuelle jusqu'à l'indemnité qu'il sera possible de toucher dans l'éventualité de sinistres exceptionnels. C'est ce caractère d'incertitude qui fait de plus en plus préférer les compagnies à primes fixes, qui prennent à leur charge tout ce qu'il y a d'aléatoire dans l'assurance, en entreprenant cette assurance à forfait.

(1) L'association mutuelle suisse pour l'assurance du mobilier est un très bel exemple de mutualité non obligatoire.

Cette société qui, après celle de Gotha, est la plus considérable de ce genre qui existe, à notre connaissance, présentait, fin juin 1865, les résultats suivants :

| | |
|---|--------------------|
| Capital assuré, fin juin 1865 | 604,543,904 francs |
| Recette annuelle, de juin 1864 à juin 1865 | 961,793 » |
| Indemnités payées, de juin 1864 à juin 1865 | 761,516 » |
| Frais de toutes espèces, de juin 1864 à juin 1865 | 158,518 » |

Depuis sa création en 1827, jusqu'en 1863, elle a soldé pour 9,385,341 fr. de sinistres, et, malgré cette énorme somme, la moyenne annuelle des primes n'a varié qu'entre 0 fr. 85 et 2 fr. 03 pour mille, limite supérieure qui a permis de payer 1,030,581 fr. aux incendies de Glaris.

Nous n'avons pas à nous occuper des avantages de l'assurance à primes fixes au point de vue des actionnaires, mais uniquement au point de vue des assurés ; disons seulement que si ces assurés ont passé leurs contrats avec des compagnies d'assurances, c'est qu'ils y trouvent leur avantage. Ils auraient donc tort de regretter aux actionnaires les bénéfices qu'ils réalisent en retour de leurs chances de perte, d'autant plus que ces bénéfices sont la meilleure garantie de sécurité, puisque s'ils n'existaient pas, les compagnies se trouveraient au-dessous de leurs affaires.

Les avantages de l'assurance à primes fixes sont, en premier lieu, la fixité de cette prime, et, en second lieu, la certitude du paiement intégral de la valeur détruite en cas d'incendie.

Nous n'avons pas besoin de faire ressortir les avantages de l'invariabilité de la prime qui fixe entièrement l'assuré sur le sacrifice qu'il s'impose ; quant à la sécurité, nous devons en énumérer les causes.

Cette sécurité dépend : 1^o du développement illimité des opérations de la compagnie, nous en avons vu l'importance ; 2^o de la dissémination des risques résultant d'opérations faites non-seulement dans le pays même mais aussi à l'étranger, nous en avons aussi montré l'influence ; 3^o de la réassurance, auprès d'autres compagnies d'une fraction des risques les plus importants, soit comme valeur soit comme danger, afin de n'avoir, cas échéant, qu'une partie de ces sinistres exceptionnels à payer ; 4^o de la possession d'un fonds social (1) ; 5^o de la formation d'un

(1) Nous devons, pour être impartial, faire remarquer qu'il ne faut pas ajouter foi au capital social annoncé par les Compagnies : il est fâcheux que la loi autorise cet étalage d'un capital en grande partie fictif. Il est rare, en effet, que les fonds versés par les actionnaires dépassent le $\frac{1}{3}$ du capital social annoncé ; il est vrai que les actionnaires prennent l'engagement d'en verser le complément en cas de besoin, mais cet engagement manque de garanties sérieuses, et il est bien évident qu'on doit être d'autant moins disposé à le tenir qu'il ne devient exécutoire que lorsque la Compagnie fait de mauvaises affaires. Du reste, la stipulation statutaire qui rend obligatoire la liquidation de la société en cas de perte d'une fraction du fonds social, fraction qui ne dépasse jamais, à notre connaissance du moins, la moitié de ce fonds, montre le peu d'importance qu'il faut attacher à la valeur *nominale* de ce dernier. Quant à sa valeur *réelle*, que les actionnaires ont intérêt à réduire à son minimum en vue d'augmenter leurs bénéfices, elle offre une garantie d'autant moins importante que le capital assuré est plus fort, puisqu'elle reste stationnaire. Il est clair, par exemple, que le capital social de deux millions de la Générale, qui était une garantie importante lors des débuts de cette Compagnie, en est une infiniment moins considérable aujourd'hui où les risques qu'elle assure s'élèvent à 9 milliards de francs.

fonds de réserve, prélevé sur les bénéfices et destiné à couvrir les déficits possibles, avant qu'il soit nécessaire de toucher au fonds social.

Sans doute que les associations mutuelles pourraient augmenter leur solidité en usant aussi de la réassurance et en créant un fonds de réserve, mais ces deux gages de sécurité ne sont guère employés par elles, par le fait qu'elles cherchent à rendre pour le présent, sans trop se préoccuper de l'avenir, l'assurance la moins onéreuse qu'il leur est possible.

Nous arrêtons là notre étude de la première question du concours, nous réservant de la compléter en en appliquant les résultats au canton de Neuchâtel.

Deuxième question.

« Quel est, des deux systèmes étudiés dans la première question, celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel? »

La troisième partie de cette étude étant spécialement destinée à l'examen des perfectionnements qu'il serait possible d'introduire dans l'assurance mutuelle obligatoire, nous devons, pour résoudre la présente question, mettre cette assurance, telle qu'elle est actuellement organisée, en parallèle avec l'assurance facultative avec les compagnies à primes fixes.

I. Nous ne voulons pas allonger inutilement ce mémoire en transcrivant ici toute la loi neuchâteloise sur l'assurance mutuelle obligatoire, cependant il est nécessaire que nous indiquions, sommairement, ses dispositions essentielles :

« Font obligatoirement partie de l'assurance mutuelle cantonale, tous les bâtiments construits sur le territoire de l'Etat, quelle que soit leur destination, à l'exception de ceux formant un tout d'une valeur inférieure à 400 fr.

« L'assurance auprès d'une compagnie étrangère est interdite.

« La direction et la surveillance de l'institution sont confiées, sous la haute surveillance du Conseil d'Etat, à une chambre

La garantie donnée par le fonds de réserve prélevé sur les bénéfices est beaucoup plus réelle, puisque ce fonds augmente en même temps que le capital assuré.

« d'assurance composée du Directeur des Travaux publics, prési-
« dent ; de douze assesseurs pris dans les six districts, parmi les
« propriétaires de bâtiments, et d'un secrétaire, tous nommés
« par le Conseil d'Etat.

« L'évaluation et la classification des bâtiments sont faites, sous
« la présidence du juge de paix et en présence du propriétaire,
« par deux experts assermentés, nommés par la chambre d'as-
« surance.

« L'évaluation ne tient compte que de la valeur intrinsèque des
« bâtiments, comme coût de construction dans chaque localité,
« déduction faite de la valeur du sol. Il est procédé à une nouvelle
« évaluation chaque fois que le propriétaire le demande ou que la
« chambre d'assurance le juge convenable.

« L'assurance ne porte que sur les $\frac{9}{10}$ du prix d'évaluation, de
« manière à ce que chaque propriétaire soit son propre assureur
« pour le dixième restant.

« Les bâtiments sont divisés en trois classes, qui sont les sui-
« vantes :

« *Première classe*, comprenant tous les bâtiments en pierre,
« couverts en matières incombustibles, situés dans l'intérieur des
« villes, villages et hameaux ou isolés.

« *Deuxième classe*, comprenant tous les bâtiments construits en
« pierre, couverts en matières combustibles, situés à au moins
« 100 pieds de tout autre bâtiment, et tous les bâtiments couverts
« en matières incombustibles, mais construits en pierre et bois,
« sans tenir compte de leur distance aux autres habitations.

« *Troisième classe*, comprenant tous les bâtiments couverts en
« matières combustibles, et situés soit dans l'intérieur des villes,
« villages et hameaux, soit à une distance moindre de 100 pieds
« d'une autre habitation.

« Lorsque la première classe contribue aux frais des sinistres à
« raison de 50 centimes pour 1,000 fr., la deuxième paye 75 centi-
« mes, et la troisième 1 franc. Quelles que soient les taxes à per-
« cevoir elles sont réparties entre les trois classes suivant la même
« proportion de 1, 1 $\frac{1}{2}$ et 2. Toutefois la contribution maximum
« qui peut être demandée dans une même année ne peut excéder
« 3 fr. pour 1,000 pour la première classe, 4 fr. 50 pour 1,000 pour
« la seconde, et 6 fr. pour 1,000 pour la troisième ; si ce maximum
« ne suffit pas pour couvrir les sinistres de l'exercice, le déficit est
« réparti sur l'année ou les années suivantes, mais on pourvoit

« par voie d'emprunt au paiement des indemnités dues qui excèdent les fonds encaissés.

« La contribution ordinaire de 50 centimes, 75 centimes et 1 franc est perçue chaque année à dater du 30 avril.

« Les bâtiments détruits ou endommagés par le feu contribuent pour leur quote-part au paiement des dommages résultant de l'incendie qui a atteint ces bâtiments.

« C'est le chiffre d'évaluation qui sert de base au paiement des sinistres. Les $\frac{3}{4}$ des indemnités sont payés dans les trois mois qui suivent l'incendie, et le solde après la clôture des comptes de l'exercice, arrêtés au 30 avril. »

Comme résultats de l'application de la loi que nous venons de résumer, nous donnons ci-après les contributions qui ont été levées sur les trois classes pendant les seize années 1851-1866 (1), avec les moyennes correspondantes :

| EXERCICES. | 1 ^{re} CLASSE. | 2 ^{me} CLASSE. | 3 ^{me} CLASSE. |
|-------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | fr. | fr. | fr. |
| 1851 | 0»50 ‰ | 0»75 ‰ | 1»00 ‰ |
| 1852 | 0»50 | 0»75 | 1»00 |
| 1853 | 1»00 | 1»50 | 2»00 |
| 1854 | 0»50 | 0»75 | 1»00 |
| 1855 | 1»50 | 2»25 | 3»00 |
| 1856 | 0»50 | 0»75 | 1»00 |
| 1857 | 0»50 | 0»75 | 1»00 |
| 1858 | 1»00 | 1»50 | 2»00 |
| 1859 | 0»50 | 0»75 | 1»00 |
| 1860 | 1»00 | 1»50 | 2»00 |
| 1861 | 1»00 | 1»50 | 2»00 |
| 1851 à 1861 | 0»77 | 1»16 | 1»55 |
| 1862 | 1»50 | 2»25 | 3»00 |
| 1863 | 0»50 | 0»75 | 1»00 |
| 1864 | 1»00 | 1»50 | 2»00 |
| 1865 | 2»00 | 3»00 | 4»00 |
| 1866 | 3»00 | 4»50 | 6»00 |
| 1862 à 1866 | 1»60 | 2»40 | 3»20 |
| 1851 à 1866 | 1»03 | 1»55 | 2»07 |

(1) Nous supposons déjà connu le résultat de l'exercice 1866, car il est hors de doute qu'il nécessitera le prélèvement de la contribution maximum, grâce à l'incendie de Travers, et que même ce maximum sera très-insuffisant pour en couvrir les sinistres.

Ce tableau montre que la seule période des 5 dernières années, 1862-1866, a été aussi onéreuse que celle des 11 années précédentes, 1851-1861. Ce résultat doit être en grande partie attribué au jeu du hasard dont les effets moyens sont à peu près constants si la moyenne repose sur un grand nombre d'années, mais qui donne lieu à de très-forts écarts pour les périodes peu étendues⁽¹⁾.

II. Le système d'assurances que nous avons à comparer avec le précédent étant celui de l'assurance facultative auprès des compagnies à primes fixes, nous allons faire connaître les conditions faites par ces compagnies aux propriétaires d'immeubles, et d'abord nous donnerons un extrait de leurs tarifs.

| | | Prime annuelle pour 1,000 francs. | | | | | | | | | |
|---|--------------------|-----------------------------------|------------|---------|------------|---------------|------------|----------------|------------|-------------------------|------------|
| Couvertures en matériaux. | Murs en matériaux. | INCOMBUSTIBLES. | | | | | | COMBUSTIBLES. | | | |
| | | Incombustibles. | | Mixtes. | | Combustibles. | | Incombustibles | | Mixtes ou combustibles. | |
| | | Villes. | Cam-pagnes | Villes. | Cam-pagnes | Villes. | Cam-pagnes | Villes. | Cam-pagnes | Villes. | Cam-pagnes |
| Maisons d'habitation | | 0»30 | | 0»40 | | 1»00 | | | | | |
| | | à 0»50 | | à 0»60 | | à 2»00 | | 3»00 | 4»00 | 5»00 | 7»00 |
| | | (0»40) | | (0»50) | | (1»50) | | | | | |
| Maisons de petits cultivateurs et vigneron. | | 0»60 | 0»75 | 0»75 | 1»00 | 1»50 | 2»50 | 3»00 | 4»00 | 5»00 | 7»00 |
| Exploitations rurales, fermes | | 1»00 | 1»00 | 1»25 | 1»25 | 2»00 | 2»50 | 4»00 | 4»00 | 6»00 | 7»00 |
| Distilleries agricoles | | 2»00 | 2»00 | 2»50 | 2»50 | 3»50 | 3»50 | 4»00 | 5»00 | 6»00 | 8»00 |

« Les bâtiments à couverture partie combustible et partie in-
« combustible paient les 3/4 de la prime des bâtiments à couver-
« ture entièrement combustible.

« Tout risque contigu à un risque plus grave doit payer au
« moins les 2/5 de la prime applicable à ce dernier, s'il n'y a pas
« de communication entre les deux risques, c'est-à-dire s'ils sont

(1) C'est précisément pour parer à ces écarts que les Compagnies d'assurance mettent en réserve une partie de leurs bénéfices, et que les sociétés mutuelles devraient toujours posséder un fonds de réserve formé par un supplément de contribution prélevé sur les exercices favorables à l'institution.

« séparés jusqu'au faite par un mursans ouverture. S'il y a ouver-
« ture, mais fermée par une porte incombustible, le risque le plus
« faible doit payer la 1/2 au moins de la prime du plus fort risque.
« Enfin, si l'ouverture n'est pas fermée ainsi qu'il vient d'être dit,
« la prime du risque le plus grave doit être appliquée aux deux
« risques.

« Les professions exercées dans un bâtiment peuvent en aug-
« menter le risque.

« L'engagement de la compagnie vis-à-vis de l'assuré est déter-
« miné uniquement par la police, laquelle n'a d'effet que depuis
« le paiement de la première prime.

« Les primes des années qui suivent la première doivent être
« acquittées au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'é-
« chéance. Passé ce terme, l'effet de l'assurance est suspendu sans
« qu'il soit besoin d'aucune demande ou mise en demeure, et
« l'assuré en cas de sinistre n'a droit à aucune indemnité.

« L'assuré est tenu de déclarer quels sont ses droits sur l'im-
« meuble assuré, et il ne doit dissimuler ni une circonstance quel-
« conque qui pourrait influencer sur l'appréciation du risque, ni toute
« autre assurance contractée sur le même immeuble.

« S'il survient pendant le cours du contrat quelque modifica-
« tion aux conditions primitives de l'assurance (aggravation du
« risque, changement de propriétaire ou nouvelle assurance con-
« tractée ailleurs), la compagnie doit en être prévenue, et il ne
« sera accordé aucune indemnité pour les dommages qui sur-
« viendraient avant qu'elle ait consenti à la continuation de l'as-
« surance. Cependant, le cas d'héritage est excepté des dispo-
« sitions du présent article ; la police, dans ce cas, reste en vi-
« gueur, et les héritiers restent obligés au paiement des primes.

« En cas d'incendie, l'assuré est tenu : d'en donner avis dans
« les 24 heures à l'agent local ou à la Direction de la compa-
« gnie ; d'en faire la déclaration dans les 3 jours après le sinis-
« tre à l'autorité compétente, en indiquant la cause, la nature
« et le montant présumé du dommage ; de transmettre dans les
« 15 jours une copie légalisée de la déclaration précédente, soit
« à l'agent, soit à la Direction de la compagnie. — Ces délais ne
« commenceront, en cas d'empêchement matériel, qu'après que
« celui-ci aura cessé.

« L'assurance ne peut jamais être une cause de bénéfice pour
« l'assuré ; son seul but est de garantir le remboursement des

« dommages éprouvés par les immeubles assurés suivant leur
« valeur réelle au moment de l'incendie.

« En conséquence l'évaluation du dommage est faite de gré
« à gré, ou par expertise, sans tenir compte de la valeur assu-
« rée. Si la somme assurée est égale ou supérieure à la valeur
« réelle de l'immeuble au moment de l'incendie, la compagnie
« remboursera en entier les dommages constatés ; par contre, si
« la valeur de l'immeuble dépasse la somme assurée, l'assuré
« est considéré comme son propre assureur pour l'excédant, et
« la compagnie ne remboursera le dommage que dans la pro-
« portion de la somme assurée à la valeur réelle de l'immeuble.

« La somme à laquelle le dommage a été fixé est payée comp-
« tant. »

III. Après avoir fait connaître les conditions essentielles des deux systèmes d'assurance que nous avons à comparer, il nous reste à en examiner les avantages et les inconvénients, au point de vue neuchâtelois.

1. Tout d'abord, nous remarquerons que l'assurance à primes fixes présente l'immense avantage de permettre l'assurance de la totalité du risque, tandis que l'assurance mutuelle interdit toute assurance du 1/10 de la propriété, interdiction qui est une violation flagrante de la liberté individuelle, et qui ne peut se justifier par aucun motif plausible. C'est une question que nous avons développée, page 66 de ce mémoire, et sur laquelle il est inutile de revenir ici.

2. Quant à l'évaluation de l'indemnité à payer pour un sinistre, le mode en est essentiellement différent : dans l'assurance mutuelle c'est la valeur assurée qui sert de base à l'indemnité, ce qui se justifie par le fait que cette valeur assurée est fixée par expertise, et qu'il y a une nouvelle expertise chaque fois qu'il y a lieu de croire que la valeur de l'immeuble a subi une modification quelconque ; dans l'assurance à primes fixes, c'est l'assuré qui fixe lui-même la somme qu'il veut assurer sur son immeuble, somme qui, par conséquent, ne représente pas forcément la valeur de cet immeuble, valeur variable dont l'estimation, pour être exacte, devrait être faite immédiatement avant l'incendie. Mais, comme celui-ci ne peut être prévu, ce n'est que lorsqu'il a eu lieu que les experts peuvent être appelés. Or, il est évident que si la valeur

assurée est supérieure à la valeur réelle résultant de l'expertise, c'est cette dernière qui doit être prise pour base, agir autrement serait donner une prime au crime de l'incendie par le propriétaire ; par contre si la somme assurée est inférieure à la valeur réelle de l'immeuble, il est clair que la compagnie ne peut être tenue qu'à une indemnité proportionnelle à la prime qu'elle a encaissée.

Le mode d'évaluation des indemnités des compagnies à primes fixes expose donc l'assuré à payer de trop fortes primes, mais, néanmoins, c'est le plus équitable qu'il soit possible d'employer pratiquement, et c'est ainsi que le Grand-Conseil genevois en a jugé. Nous ne voulons pas dire que le mode de l'assurance mutuelle de Neuchâtel ne soit pas encore plus équitable, mais comme cette équité n'existe qu'à la condition que la somme assurée représente à chaque instant la valeur réelle de l'immeuble, et que pour cela il faudrait faire de très-fréquentes expertises, on peut dire que ce système n'est pas pratique et que, dans un grand nombre de cas, il serait tellement onéreux que les frais d'expertises deviendraient une charge autrement plus lourde que la prime elle-même, qui, pour une maison de 10,000 fr. par exemple, peut n'être que de 3 fr., somme bien inférieure à celle qui devrait être payée pour une expertise faite par trois hommes spéciaux. En résumé, même pour l'assurance mutuelle neuchâteloise, il nous paraît inexact de prendre la somme assurée pour base de l'indemnité ; il est bien plus équitable d'admettre pour cette base l'évaluation de l'expertise qui, dans tous les cas, a lieu après chaque sinistre, mais peut-être pourrait-on, lorsque le résultat de cette expertise assigne à l'immeuble une valeur inférieure à celle assurée, obliger qui de droit à restituer à l'assuré la fraction des primes payées afférente à la différence de ces deux valeurs.

3. Un reproche, souvent adressé aux compagnies à primes fixes, est relatif aux nombreuses clauses de déchéance qu'elles imposent à leurs assurés. A notre avis ce reproche n'est pas fondé, car toutes ces clauses sont nécessaires, soit pour protéger les assureurs contre la mauvaise foi des assurés, soit pour donner des garanties contre l'incendie par ces assurés eux-mêmes. La déchéance encourue pour le non-paiement de la prime dans le délai des quinze jours accordés pour cela, est surtout exploitée contre l'assurance à primes fixes, mais on doit observer que, d'une part,

un plus long délai sans déchéance exposerait les assureurs à payer des dommages à des propriétaires dont le but en ne versant pas leurs primes serait de rompre leurs contrats, et que, d'autre part, une simple suspension de l'effet de la police jusqu'à l'époque où il conviendrait au retardataire de payer sa prime, serait tout à l'avantage des compagnies qui toucheraient ainsi une prime annuelle entière pour un risque qu'elles n'auraient couru que pendant un moindre temps.

L'assurance mutuelle cantonale l'emporte en cela sur l'assurance à primes fixes, mais cela tient seulement à ce qu'étant obligatoire elle ne peut prononcer de déchéances, et à ce qu'étant dirigée par l'Etat, l'autorité compétente peut sévir contre les retardataires comme pour le recouvrement des contributions publiques.

Quoiqu'il en soit, il ne nous paraît pas que cette question des déchéances doive faire pencher la balance pour ou contre l'assurance à primes fixes, car ces déchéances sont parfaitement légitimes, elles sont même nécessaires, et comme elles sont inscrites tout au long sur les polices, aucun assuré n'en ignore ; les négligents seuls peuvent donc en être victimes, mais en fait ceux-là mêmes ne sont pas exposés à la déchéance pour oubli du paiement de la prime, l'habitude constante des compagnies étant de faire chercher les primes à domicile.

4. Une différence essentielle entre l'assurance mutuelle neuchâteloise et l'assurance à primes fixes consiste dans la classification des risques.

La loi neuchâteloise ne divise les immeubles qu'en trois classes, tandis que les compagnies d'assurance ont au moins deux tarifs, l'un pour les villes, l'autre pour les campagnes, comprenant chacun quatre ou cinq catégories de bâtiments (sans compter les usines et les fabriques), à chacune desquelles correspondent deux classes, subdivisées, la première, en trois risques, et, la seconde, en deux risques seulement, ce qui donne en tout environ cinquante risques, modifiés eux-mêmes d'une foule de manière par les professions exercées et par les constructions contiguës ou voisines.

Nous avons déjà fait ressortir, page 74, combien une classification détaillée est conforme à la vraie mutualité, et par conséquent, à l'équité ; il est donc regrettable que l'assurance mutuelle neu-

châteloise, imitant en cela les associations du même genre établies dans les autres cantons, en soit encore à ce système, par trop primitif, de la répartition des risques en trois classes seulement. Nous ne nous dissimulons pas, cependant, la grande complication et la difficulté d'application, prêtant beaucoup à l'arbitraire, d'une classification très détaillée, aussi comprenons-nous fort bien que, dans le but de rendre son administration à la fois plus simple et plus économique, on n'ait pas adopté pour l'assurance cantonale les tarifs des compagnies à primes fixes, malgré leurs avantages théoriques ; mais on aurait pu, sans trop de complication, admettre les subdivisions principales de ces tarifs. Quoiqu'il en soit, il est hors de doute que la classification actuelle de l'assurance cantonale est bien inférieure, sous tous les rapports, à celle des compagnies à primes fixes.

Nous ne voulons pas critiquer en détail la classification neuchâteloise, car il y aurait trop à dire, cependant il est bon d'en relever quelques défauts essentiels.

La première classe est la seule bien établie, elle comprend tous les bâtiments dont les murs et la couverture sont construits en matériaux incombustibles, et, à la rigueur, elle est parfaitement suffisante pour cette espèce de construction.

La deuxième classe est la plus défectueuse, et l'on ne comprend pas qu'on y ait fait entrer, à la fois, des constructions en murs faits en pierre et en bois, avec couvertures en matériaux *incombustibles*, et des bâtiments en pierre couverts en matériaux *combustibles*. Dans les tarifs des compagnies, les seconds payent de deux à dix fois autant que les premiers.

Enfin, la troisième classe confond ensemble tous les bâtiments couverts en matières combustibles, quelle que soit la nature de leurs murs, lorsqu'ils se trouvent à une distance moindre de 100 pieds d'une autre habitation. Disons d'abord que, dans les tarifs des compagnies, les bâtiments à couvertures combustibles payent des primes qui varient au delà du simple au double, suivant la combustibilité de leurs murs ; ensuite, il convient de remarquer qu'il est admis que lorsque deux constructions, l'une couverte en matériaux incombustibles, l'autre couverte en matériaux combustibles, sont voisines, c'est le risque de la première qui est aggravé et non celui de la seconde, ainsi que le veut la loi neuchâte-

loise (1), et que cette aggravation n'a lieu que si les deux risques sont séparés par une distance inférieure à 40 pieds. De plus, dans un grand nombre de cas, cette aggravation de risque est sans influence sur la prime, car elle oblige seulement le moindre risque à payer, *au moins*, en cas de voisinage de 1/10 à 1/3, en cas de contiguïté de 1/2 à 3/4, de la prime du risque le plus fort (2).

5. La question que nous avons actuellement à examiner est celle qui préoccupe le plus les propriétaires, nous voulons parler du *prix* de l'assurance ; malheureusement, cette question, pour être appréciée sainement, ne peut être détachée des autres éléments du sujet, éléments dont l'étude n'est pas aussi facile ; de sorte que, bien souvent, la *sécurité*, qui est la condition *sine qua non* de l'assurance, est reléguée au second plan et l'on ne tient compte que du bon marché.

Nous avons, dans la première partie de ce travail, page 76, développé les considérations générales qui se rattachent au prix de l'assurance ; dans cette seconde partie, où la théorie le cède à la pratique, nous devons comparer les résultats de l'expérience, et mettre en parallèle les contributions payées par les propriétaires neuchâtelois, durant les seize années dont nous possédons les éléments, avec les primes fixes que les compagnies eussent réclamées pour couvrir les mêmes risques.

Malheureusement, les classifications n'étant pas les mêmes, ce parallèle n'est pas facile à établir, surtout pour la seconde classe de l'assurance cantonale ; néanmoins nous pensons que le tableau suivant pourra être consulté avec fruit :

(1) Cependant, en théorie, un voisinage *quelconque* est une aggravation du risque.

(2) L'aggravation du risque pour contiguïté avec un bâtiment couvert en matières combustibles est admise par toutes les Compagnies ; quant à l'aggravation pour voisinage d'une semblable construction, elle n'est pas prise en considération dans tous les tarifs.

| CLASSIFICATION DES COMPAGNIES. | | Couvertures incombustibles. | | | Couvert. combustibles. | |
|---|--------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------|------------------------|------------------------------------|
| | | Murs en pierre. | Murs en pierre et bois. | Murs en bois. | Murs en pierre. | Murs en pierre et bois ou en bois. |
| CLASSES NEUCHATELOISES CORRESPONDANTES. | | I. | II. | II. | II ou III. | II ou III. |
| | | °/°° | °/°° | °/°° | °/°° | °/°° |
| Primes fixes | | 0»30 | 0»40 | 1»00 | 3»00 | 5»00 |
| id., moyennes | | 1»00 | 1»25 | 2»50 | 4»00 | 7»00 |
| | | 0»65 | 0»82 | 1»75 | 3»50 | 6»00 |
| Contributions mutuelles | de 1851 à 1861 | 0»77 | 1»16 | 1»16 | 1»16 | 1»16 |
| | id., moyennes | » | » | » | 1»55 | 1»55 |
| | de 1862 à 1866 | 1»60 | 2»40 | 2»40 | 2»40 | 2»40 |
| | id., moyennes | » | » | » | 3»20 | 3»20 |
| | de 1851 à 1866 | 1»03 | 1»55 | 1»55 | 2»80 | 2»80 |
| | id., moyennes | » | » | » | 1»55 | 1»55 |
| | | | | | 2»07 | 2»07 |
| | | | | | 1»81 | 1»81 |

Afin de se rendre compte de l'importance des résultats qui précèdent, il est nécessaire de prendre en considération, que la première classe comprend le 78 pour 100 de tous les bâtiments, la seconde » 12 » » la troisième » 10 » »

En résumé, on peut dire :

1° Que l'assurance à primes fixes aurait été considérablement plus économique que l'assurance cantonale pour les bâtiments en pierre à couverture incombustible, c'est-à-dire pour les 78/100 des immeubles (1).

2° Que l'assurance à primes fixes aurait été beaucoup plus économique que l'assurance cantonale pour tous les immeubles en pierre et bois à couverture incombustible (1).

3° Que l'assurance à primes fixes aurait été plus économique pour la période 1862-1866 (1), moins économique pour l'ensem-

(1) Nous ne pouvons cependant donner cette conclusion comme sans excep-

ble des années 1851-1866, que l'assurance cantonale pour les constructions en bois couvertes en matières incombustibles.

4^o Que l'assurance à primes fixes aurait été plus onéreuse que l'assurance cantonale pour tous les bâtiments à toiture combustible.

5^o En se reportant aux deux premiers tableaux, pages 81 et 82, qu'en 1866 l'assurance à primes fixes aurait été plus économique que l'assurance cantonale, pour toutes les catégories d'immeubles, résultat qui se reproduira certainement au moins en 1867.

Ainsi, on peut dire d'une manière générale que pour les 4/5, environ, de tous les bâtiments du canton de Neuchâtel, l'assurance à primes fixes eût été notablement plus économique que l'assurance cantonale, et que celle-ci n'a l'avantage de l'économie que pour les constructions couvertes en bois ou en chaume, c'est-à-dire pour celles qu'il importe, dans l'intérêt général, de voir remplacer par d'autres moins combustibles.

Il nous paraît donc que, même sous le rapport du bon marché, l'assurance à primes fixes doit être préféré à l'assurance cantonale (1).

Au surplus, il convient d'ajouter que les compagnies à primes fixes accordent des avantages particuliers aux personnes qui payent d'avance un certain nombre de primes :

En payant 4 primes, l'assurance est gratuite pour la 5^e année ;

En payant 6 primes, l'assurance est gratuite pour la 7^e année, et il est accordé un rabais de 10 % sur les primes payées ;

tion, car il est probable que leur contiguïté avec des bâtiments à couverture en bois ou en chaume aurait eu pour résultat d'augmenter les primes d'un certain nombre de maisons à toiture incombustible.

(1) Nous ne pouvons donner, même approximativement, ce que coûterait l'assurance à primes fixes pour l'ensemble du canton de Neuchâtel, car les données dont nous disposons sont trop vagues pour qu'il soit possible de hasarder même une simple hypothèse. Cependant, nous dirons que le Conseil d'Etat, lorsqu'il a voulu s'éclairer sur ce point, n'a pas eu la main heureuse en choisissant le village de Travers pour type du résultat que l'application des tarifs à primes fixes donnerait pour le canton de Neuchâtel (Rapport du 23 novembre 1865 au Grand-Conseil), car dans le village de Travers la valeur des immeubles se répartissait comme suit :

1^{re} classe . . . 34 % ; 2^{me} classe . . . 23 % ; 3^{me} classe . . . 34 %, tandis que pour l'ensemble du canton la répartition est la suivante :

1^{re} classe . . . 78 % ; 2^{me} classe . . . 12 % ; 3^{me} classe . . . 10 %.

En payant 8 primes, l'assurance est gratuite pour la 9^e et la 10^e année, et il est accordé un rabais de 10 % sur les primes payées.

6. Nous devons maintenant aborder la question fondamentale de l'assurance, à savoir : celle de la *sécurité*. Les longs développements donnés dans la première partie de ce mémoire, pages 71 à 74, sur l'extrême importance du nombre, de la division et de la dissémination des risques, nous permettront d'être bref ici, où nous n'avons à répondre qu'à cette seule question : la sécurité que possède l'assurance mutuelle de Neuchâtel est-elle suffisante et est-elle au moins égale à celle que présentent les compagnies à primes fixes ?

Quelques chiffres relatifs à l'assurance mutuelle neuchâteloise suffiront pour faire comprendre la non-viabilité de cette institution :

| | |
|---|--------------------|
| Surface occupée par l'assurance | 36 lieues carrées. |
| Bâtiments assurés | 12328 bâtiments. |
| Capital assuré | 114 millions. |
| Contribution totale maximum. | 395000 francs. |

C'est cette contribution maximum de 395000 francs qui, vu l'absence de tout fonds de réserve, devrait payer, entre autres éventualités :

| | |
|--|--------------|
| Pour incendie de la Chaux-de-Fonds | 24 millions. |
| » de Neuchâtel | 23 » |
| » du Locle | 14 » |

etc.

L'insuffisance de cette contribution de 395,000 fr. est du reste rendue palpable par le résultat de l'exercice courant de l'assurance cantonale, exercice qui, parmi un assez grand nombre de sinistres importants, compte l'incendie presque totale du village de Travers, lequel était assuré pour environ 1 million 1/2. Ce sinistre exceptionnel nécessitera, sans aucun doute, le prélèvement de la contribution maximum pendant plusieurs années, et ce n'est pas sans effroi que l'on considère la possibilité d'autres sinistres de cette gravité. Aussi, croyons-nous que la viabilité de l'assurance cantonale, tout au moins sous sa forme actuelle, n'est plus admise par personne.

Quant aux compagnies à primes fixes, la seule indication des capitaux qu'elles assurent suffit pour montrer leur grande supériorité,

au point de vue de la sécurité, sur l'assurance cantonale. Nous donnons ces capitaux, fin 1863, pour une dizaine des principales compagnies françaises (1).

| | |
|---------------------|-----------------------------------|
| La Générale . . . | 8,923 millions de capital assuré. |
| Le Phénix . . . | 7,096 » » |
| La Nationale . . . | 6,579 » » |
| L'Union . . . | 4,369 » » |
| La France . . . | 4,010 » » |
| L'Urbaine . . . | 3,976 » » |
| La Paternelle . . . | 2,944 » » |
| La Providence . . . | 2,917 » » |
| La Confiance . . . | 2,474 » » |
| L'Aigle . . . | 2,070 » » |

Il est donc parfaitement évident, et cela se passe de plus amples commentaires, que la certitude d'être indemnisé complètement en cas de sinistre sera infiniment plus grande si les propriétaires neuchâtelois assurent leurs immeubles auprès de l'une de ces compagnies par exemple, dont la plus faible compte un capital assuré supérieur à la valeur totale de la propriété immobilière de la Suisse toute entière, que s'ils continuent à former entre eux une association dont les affaires sont forcément limitées à cent et quelques millions d'assurances : pour l'une de ces compagnies, l'incendie de Travers serait presque rentré dans l'ordre normal des choses, tandis qu'il a placé l'assurance cantonale dans une situation fort critique. Du reste, malgré le chiffre énorme de ses affaires, que l'assurance en bloc de toute la propriété immobilière neuchâteloise n'augmenterait que d'une quantité insignifiante, il n'est pas une compagnie sérieuse qui voulût assurer seule un pareil assemblage de risques agglomérés; aussi, dans le cas où un semblable contrat collectif serait conclu par l'une d'elles, son premier soin serait d'en partager les risques avec ses rivales, en en réassurant une forte partie, de manière à réduire et à subdiviser suffisamment ceux qu'elle garderait pour elle. *C'est, ainsi que l'a écrit M. A Chevalier, dans la division à l'infini de leurs opérations que se trouve le secret des succès des compagnies.*

(1) Pendant l'exercice de 1863, ces dix sociétés ont soldé pour 17½ millions de sinistres. De 1819 à 1863, le Phénix a payé, à lui seul, 84½ millions pour 83,050 sinistres.

7. Un sujet d'une grande importance en matière d'assurance est la plus value que les créances hypothécaires retirent de la certitude d'être remboursées, en cas de destruction par le feu du gage sur lequel elles reposent; aussi la question hypothécaire a-t-elle fait, presque à elle seule, tous les frais des débats qui, à Genève, ont abouti à la suppression de l'assurance mutuelle obligatoire.

Cette question est en effet fort importante, cependant nous croyons qu'on lui a donné une gravité beaucoup trop grande; ce qu'il y a de certain, c'est que le crédit hypothécaire ne paraît nullement souffrir en France, ni en Angleterre, par exemple, où la liberté complète de l'assurance a toujours existé et que le besoin d'une loi spéciale en faveur des créanciers hypothécaires ne s'y fait nullement sentir. Quoiqu'il en soit, la loi de l'assurance libre actuellement en vigueur à Genève est complètement suffisante pour sauvegarder les intérêts de ses créanciers; reste à savoir comment elle se comportera dans la pratique. A notre avis, cette loi est susceptible d'améliorations importantes et celle proposée par le Conseil d'Etat neuchâtelois lui est déjà supérieure, grâce il est vrai à ce que l'hypothèque légale n'existant pas à Neuchâtel, toutes les hypothèques qui grèvent un immeuble sont connues, ce qui simplifie et active beaucoup le paiement de l'indemnité. Mais, une grande amélioration que nous ne saurions trop recommander dans l'éventualité de l'adoption de l'assurance facultative, serait l'introduction de l'*assurance de la créance hypothécaire* elle-même ⁽¹⁾; en effet, en laissant aux

(1) *Modèle de police d'assurance de créance hypothécaire.*

La Compagnie assure contre l'incendie, aux conditions générales qui précèdent et à celles particulières ci-après :

à M. . . . , rentier, demeurant à , agissant en qualité de créancier hypothécaire, la somme de , sur une maison construite en pierres et moëllon, couverte en tuiles, sise à , rue , n° , appartenant à M.

Cette assurance a pour objet de garantir à M. . . . le montant de sa créance, jusqu'à concurrence de la susdite somme, dans le cas où, par suite d'un incendie, la dite maison ne lui présenterait plus un gage suffisant.

Il est expressément convenu que cette garantie n'aura son effet qu'autant que l'inscription de l'assuré arrivera en ordre utile, ou pour la portion qui arrivera en ordre utile, et eu égard aux frais d'expropriation.

M. . . . sera tenu, en recevant le paiement du dommage, de subroger la Compagnie, jusqu'à concurrence de la somme qu'elle lui aura payée, dans son action contre le débiteur, ainsi que dans tous les droits hypothécaires résultant de la créance.

créanciers eux-mêmes le soin d'assurer, non l'immeuble, mais le montant de leurs créances, et en obligeant le propriétaire à leur rembourser la prime d'assurance en même temps qu'il leur paierait les intérêts des créances, on apporterait une grande simplification au mécanisme de la loi et on supprimerait l'art. 5 du projet neuchâtelois, copié sur l'art 4 de la loi genevoise⁽¹⁾, lequel a eu pour résultat de faire renoncer plusieurs compagnies importantes à étendre leurs opérations sur le canton de Genève, car cet article est non-seulement une flagrante injustice, puisqu'il oblige l'assureur à tenir pour valable un contrat que l'assuré a rompu en n'en tenant pas les engagements, mais il est un danger, par l'influence qu'il peut avoir sur l'incendie volontaire.

Cependant, avant de quitter ce sujet, que nous traiterions plus au long s'il ne l'avait déjà été surabondamment à l'occasion de la réforme genevoise en matière d'assurance, nous ne pouvons nous refuser à admettre que l'assurance *obligatoire* est ce qu'il y a de plus parfait pour sauvegarder les droits des créanciers des propriétaires d'immeubles, mais cela tient seulement à ce que l'assurance est *forcée*, et non à ce que l'assurance est mutuelle ou cantonale, car les créanciers hypothécaires ont évidemment le même intérêt que les propriétaires à donner à l'assurance le caractère de sécurité qui lui manque actuellement à Neuchâtel.

8. Il est enfin une dernière question dont il convient de dire quelques mots, car elle est souvent mise en avant pour combattre l'assurance auprès des compagnies à primes fixes, et cela grâce à ce que ceux qui s'en font une arme n'en considèrent qu'une des faces.

Les partisans de l'assurance cantonale ne cessent de répéter qu'elle a sur tout autre système l'immense avantage de faire res-

(1) Voici l'art. 4 de la loi genevoise, formant l'article 5 du projet du Conseil d'Etat de Neuchâtel :

« En aucun cas, et nonobstant toute stipulation contraire, la nullité, la résolution ou la résiliation même partielle de l'assurance ne peuvent être opposées au créancier privilégié ou hypothécaire inscrit sur le bâtiment assuré. L'assureur qui, en raison de la présente disposition, aura dû payer un créancier, sera subrogé de plein droit jusqu'à due concurrence, et pourra poursuivre contre l'assuré son remboursement immédiat. »

ter les primes dans le pays, au lieu de les faire émigrer à l'étranger, au grand détriment de l'industrie et de l'agriculture nationales. La question réduite à ce seul élément est de nature à faire impression sur certains esprits, mais un peu de réflexion suffit pour montrer combien, même sous ce rapport, l'assurance cantonale est contraire aux intérêts du pays. Et, en effet, lorsqu'un immeuble de 100,000 fr., par exemple, est détruit par le feu, s'il est reconstruit aux frais des autres propriétaires, c'est-à-dire si le sinistre est payé par l'assurance cantonale, le canton se trouve appauvri de 100,000 fr.; si, au contraire, il est reconstruit aux dépens d'une compagnie étrangère, la fortune nationale ne subit aucune perte. Sans doute qu'il ne rentre pas en général dans le pays, sous forme d'indemnité une somme égale aux primes qui en sont sorties, et qu'il reste à l'étranger de quoi payer les frais généraux de l'assurance et un bénéfice aux actionnaires, mais il est évident que cette somme qui reste à l'étranger est bien inférieure à la valeur qui se dissipe chaque année en fumée et n'est pas remplacée dans le pays si les propriétaires nationaux doivent reconstruire à leurs frais les immeubles incendiés.

Donc, bien loin d'être préjudiciable au canton de Neuchâtel, l'assurance auprès des compagnies étrangères lui serait éminemment avantageuse, puisqu'elle aurait pour effet de tirer de l'étranger les capitaux nécessaires à la réparation des dommages causés par le feu (1).

En terminant cette seconde partie de notre mémoire, il nous semble à peine nécessaire de formuler une conclusion, car l'étude des questions que nous venons d'examiner successivement nous a constamment conduit à reconnaître la supériorité de l'as-

(1) Il ne serait pas juste d'étendre ce raisonnement à l'assurance sur la vie, car dans ce genre d'assurances l'intérêt de l'argent joue un rôle considérable, et il est bon que cet intérêt soit produit dans le pays.

Chez une société d'assurances sur la vie, les versements des assurés sont cumulés pendant nombre d'années et placés sur hypothèques, sur obligations, etc.; ils contribuent donc puissamment à la prospérité du pays où ils séjournent, aussi l'assurance sur la vie contractée à l'étranger est elle chose peu patriotique.

Au contraire, une Compagnie d'assurance contre l'incendie ne capitalise pas les primes qu'elle reçoit, ou du moins elle n'en capitalise qu'une minime partie pour former un fonds de réserve, elle vit, pour ainsi dire, au jour le jour, et ces primes aussitôt reçues sont dépensées pour payer les sinistres, sans avoir le temps de produire un intérêt quelconque.

assurance avec les compagnies à primes fixes sur l'assurance mutuelle cantonale. Cependant, les avantages de l'assurance obligatoire, que nous avons développés dans la première partie, nous paraissent toujours aussi désirables à obtenir; aussi, en répondant à la seconde question posée : *L'assurance avec les compagnies à primes fixes est préférable pour le canton de Neuchâtel*, nous n'entendons pas condamner l'assurance forcée, que nous chercherons au contraire, dans la dernière partie de cette étude à concilier avec le mode d'assurances que nous avons reconnu le meilleur.

Troisième Question.

« Quelles seraient, dans l'éventualité du maintien de l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer les risques, tout en conservant les avantages particuliers de cette institution ? »

L'étude que nous avons faite de l'assurance cantonale nous a conduit à reconnaître que le seul avantage que cette institution possède sur les compagnies à primes fixes, consiste en ce qu'elle est *obligatoire*, et que son défaut capital est de ne pas présenter une garantie suffisante.

Les reproches secondaires que nous lui avons adressés, soit relativement à sa classification des risques, soit relativement à l'exclusion de l'assurance du dixième de la propriété immobilière, ne sont que des critiques de détail sans influence sur la viabilité de l'institution, et auxquels il est aisé de porter remède sans rien changer au mécanisme de l'assurance.

En conséquence, la seule question que nous ayons à examiner ici est celle des moyens propres à donner à l'assurance cantonale la sécurité qui lui manque.

I. Ce défaut de sécurité, qui se fait depuis longtemps sentir dans les assurances cantonales, est dû, nous l'avons vu, à des risques trop peu nombreux et pas assez disséminés. Étendre l'assurance en rendant les différentes assurances cantonales solidaires les unes des autres, était une amélioration facile à imaginer, et

qui était d'autant plus séduisante qu'elle semblait découler naturellement de la devise suisse : *Un pour tous, tous pour un*. Malheureusement, ou heureusement, le concordat proposé n'a pas abouti ; malheureusement, car il en serait certainement résulté un bien réel, en particulier pour l'accroissement de la sécurité ; heureusement, car le remède était incomplet puisqu'il ne remédiait pas au grave défaut de l'agglomération des risques. En somme, le concordat, eût-il embrassé la Suisse entière, qu'il n'aurait constitué qu'une assurance immobilière de 2 milliards de francs, c'est-à-dire équivalente, quant à la valeur assurée à une compagnie à primes fixes de second ordre avec l'immense désavantage sur cette dernière de l'agglomération des risques. Nous ne saurions donc regretter bien vivement l'échec subi par le concordat projeté, car, nous le répétons, il ne résolvait qu'une partie du problème, à savoir l'augmentation du capital assuré, sans se préoccuper de la question autrement plus importante de la dissémination des risques, dissémination impossible à réaliser dans une assurance mutuelle obligatoire où la réassurance à l'étranger ne joue aucun rôle.

II. Le premier moyen qui s'offre de lui-même à la pensée, pour augmenter la sécurité d'une association d'assurance, est la création d'un fonds de prévoyance, formé par le prélèvement annuel d'une contribution supérieure à celle strictement nécessaire pour couvrir les sinistres survenus. Malheureusement, l'augmentation de la contribution, pour être suffisante en cas de grands sinistres, devrait être très-considérable, ce qui rendrait l'assurance fort onéreuse. Depuis 1851 il a été perçu, dans le canton de Neuchâtel, environ 1,400,000 fr., soit à peu près 93,000 fr. par année ; or, si au lieu de prélever cette somme, on eût demandé 140,000 fr. aux contribuables, soit la moitié en sus, l'assurance leur aurait paru bien coûteuse, et, en effet, elle l'aurait été, sans conteste, bien plus que l'assurance à primes fixes, et, cependant, le fonds de prévoyance formé par ce supplément de contributions ne se serait élevé, au moment de l'incendie de Travers, qu'à environ 900,000 fr., en tenant compte des intérêts composés, somme insuffisante, croyons-nous, pour couvrir ce sinistre. Et, comment l'assurance cantonale, après la consommation de ce fonds de prévoyance, fruit de 15 années de sacrifices, serait-elle en mesure de

faire face à un second sinistre analogue ou même beaucoup moins important ?

On est donc forcé de conclure que la mesure, excellente du reste, et même indispensable pour toute institution d'assurance, de la création d'un fonds de réserve, serait insuffisante pour doter l'assurance cantonale de la sécurité qu'on est en droit de lui demander.

III. Le second moyen, connu de tous, pour augmenter la solidité d'une semblable institution, est la *réassurance*. On sait que les compagnies, même les plus fortes, même celles dont les assurances se comptent par milliards de francs, usent largement de la réassurance pour réduire et diviser leurs risques les plus importants ou les plus graves. On est donc tenté de penser que la réassurance est le remède naturel à appliquer à l'assurance cantonale pour la mettre à même de faire face aux grands sinistres.

C'est pénétré de cette pensée, que le Conseil d'Etat neuchâtelois s'est adressé à deux compagnies suisses, lesquelles lui ont fait connaître leurs conditions pour la réassurance, dans différentes hypothèses, d'une partie des risques de l'assurance cantonale (1).

Nous n'entrerons pas dans le détail des propositions faites par l'*Helvetia*, à St-Gall, agissant de concert avec la compagnie suisse de réassurance, à Zurich, car nous croyons une partie de ces propositions exagérées, et nous sommes convaincu que si un nombre plus considérable de compagnies eût été consulté, la concurrence aurait produit des résultats plus avantageux.

Néanmoins, nous pensons qu'il y aurait grand avantage à accepter, telle quelle, la combinaison qui consiste à mettre à la charge des compagnies réassurantes, moyennant la prime annuelle de 2/5 ‰ sur la valeur assurée (soit environ 46,000 fr.), toute somme supérieure à 100,000 fr. de sinistres annuels. Avec un tel contrat, les contributions seraient limitées à un maximum bien inférieur à celui actuellement admis, et avec le grand avantage d'être toujours suffisant, ce qui n'est pas le cas actuel, de telle sorte que chaque exercice solderait sans jamais laisser de dé-

(1) Le rapport du Conseil d'Etat, du 23 novembre 1865, contient tous les renseignements désirables sur ce sujet.

ficit à reporter sur les suivants. Ces contributions oscilleraient entre les chiffres suivants, comprenant la prime de réassurance :

Première classe . . . fr. 0»83 et fr. 1»08 pour 1,000 fr.

Deuxième classe . . . » 1»25 et » 1»62 »

Troisième classe . . . » 1»67 et » 2»17 »

chiffres fort avantageux puisqu'ils donnent, pour maxima, des contributions à peine supérieures à celles qui ont été perçues en moyenne de 1851 à 1866, et que nous avons vu être de fr. 1»03, fr. 1»55 et fr. 2»07 pour 1,000.

Cette combinaison nous paraît même tellement avantageuse à l'assurance cantonale et hors de proportion avec celle des mêmes compagnies qui mettrait à leur charge les 77 % du capital assuré, moyennant une prime de 98,000 fr. environ, que nous ne pouvons croire qu'elle repose sur une très-sérieuse estimation des risques de l'entreprise.

Dans tous les cas ce mode de réassurance, même rendu plus onéreux, serait bien plus efficace que la création d'un fonds de réserve, qui, une fois consommé par un grand sinistre, laisserait l'association sans ressources suffisantes pour parer, de longtemps, à un second désastre semblable.

Cependant, nous croyons que l'on peut opérer la réassurance d'une manière beaucoup plus logique, avec plus de garanties et peut-être même avec plus d'économie, et en assurant simplement, auprès d'un grand nombre de compagnies, tous les immeubles de 1^{re} classe. On doit en effet remarquer que l'on obtiendrait par là une grande réduction et une certaine division des risques qui resteraient à la charge de l'assurance cantonale, et cela de la manière la plus économique possible, puisque la réassurance ne porterait que sur des bâtiments dont la plus grande partie ne serait taxée qu'à raison de 30 centimes pour 1,000 fr. Il nous paraît probable qu'une somme inférieure à 50,000 fr. suffirait pour assurer toute la 1^{re} classe. Moyennant cette prime fixe, l'assurance cantonale réassurera donc les 78 % de la propriété immobilière neuchâteloise, et ne conserverait tous les risques que sur les 22/100 restants de cette propriété ; il est vrai que ces risques seraient les plus mauvais, non comme valeur mais comme danger, mais il faut observer que dans les grands sinistres, à l'inverse de ce qui se passe dans les incendies restreints à une ou deux maisons, les classifications de risques cessent d'avoir une valeur, car dans l'embrasement d'un village entier les maisons en pierre

couvertes en tuiles, ne résistent guère plus que les baraques en bois ; c'est pourquoi nous pensons que dans une réassurance, destinée surtout à atténuer les conséquences des grands sinistres, il est préférable de faire porter cette assurance sur les bâtiments ayant la valeur la plus élevée et dont cependant la prime est la plus économique.

IV. Dans ce qui précède, nous ne sommes pas sorti des chemins battus, car nous n'avons que discuté, trop brièvement peut-être, l'application de la réassurance, telle qu'elle est en général pratiquée aux immeubles neuchâtelois.

Il nous reste à parler d'un système que le rapport du Conseil d'Etat de Neuchâtel traite de système bâtard, et qui, selon nous, est celui qui résoudrait le plus complètement possible, et de la manière la plus satisfaisante, le problème posé : nous voulons parler de l'*assurance obligatoire auprès des compagnies à primes fixes*.

Pour nous, comme pour le Conseil d'Etat neuchâtelois, ce système mériterait cette qualification de *bâtard*, et son application présenterait des difficultés inextricables, si on laissait à chacun le soin d'assurer sa propriété ; aussi n'est-ce pas ainsi que nous l'entendons.

Nous voudrions que la chambre d'assurance fût maintenue, afin de servir d'intermédiaire entre les propriétaires et les compagnies d'assurance.

Dans notre idée, l'assurance de toute la propriété immobilière devrait être mise au concours tous les cinq ans, et la compagnie qui présenterait le tarif le plus avantageux, tout en offrant toutes les garanties désirables, en obtiendrait l'adjudication.

Cette compagnie délèguerait un employé, qui devrait séjourner à Neuchâtel, et qui serait chargé de conclure toutes les polices d'assurance, chaque immeuble ayant la sienne. Ce travail serait fort simplifié par les documents qui existent déjà (tableau descriptif des immeubles et plans cadastraux), et par le fait que l'évaluation des immeubles n'étant plus prise pour base du paiement des indemnités, il serait superflu de procéder à de nouvelles expertises.

La prime afférente à chaque propriétaire, conformément au tarif admis, augmentée d'un tant pour cent destiné à couvrir les frais de la chambre d'assurance, serait recouvrée de la même

manière que la contribution actuelle, et le paiement des indemnités passerait par le canal de la chambre d'assurance, qui s'entendrait avec le bureau des hypothèques.

En procédant ainsi, on conserverait tous les avantages de l'assurance obligatoire, en y adjoignant ceux de l'assurance à primes fixes, auprès de colossales compagnies, rendue économique par la concurrence.

Il est évident que, conformément aux principes admis et toujours appliqués, le premier soin de la compagnie adjudicatrice serait de réassurer une forte partie des immeubles neuchâtelais ; peut-être même que plusieurs compagnies s'associeraient pour soumissionner cette assurance cantonale ; mais si on voulait obtenir une garantie encore plus sérieuse, il serait facile de diviser les propriétés en plusieurs lots dont un seul pourrait être assuré par une même compagnie ⁽¹⁾.

Enfin, nous devons faire ressortir l'économie qui résulterait, même pour les propriétaires, de cette organisation de l'assurance à primes fixes.

Il est connu que les compagnies, afin de stimuler le zèle de leurs agents, leur payent de très fortes commissions, lesquelles sont égales à 15, 20, 25 %, et plus, des primes. Or, dans le système que nous exposons, tout le personnel d'agents principaux, de sous-agents et d'intermédiaires n'aurait aucune raison d'être, un employé à appointements fixes suffisant à chaque compagnie contractante. L'assurance cantonale pourrait donc obtenir, sans faire aucun tort aux compagnies, un rabais sur les tarifs équivalent aux commissions allouées par ces compagnies à leurs agents, de telle sorte que, même en tenant compte des frais de l'administration neuchâteloise, l'assurance à primes fixes serait d'environ 20 % plus économique pour les propriétaires en passant par l'intermédiaire de la chambre d'assurance, que s'ils traitaient directement avec les agents des compagnies.

(1) On pourrait former ces lots en attribuant à chacun certains numéros des maisons de chaque localité ; un lot comprendrait, par exemple, les numéros 1, 10, 20, 30, etc., un second les numéros 2, 11, 21, 31, etc., et ainsi de suite, de manière à ne pas mettre dans le même lot des risques contigus.

Nous terminons ici cette troisième et dernière partie de notre mémoire, en regrettant que le défaut de documents précis sur les immeubles, et le temps qui nous presse, ne nous permettent pas d'entrer dans de plus amples développements sur le système mixte que nous venons d'exposer sommairement, ainsi que sur d'autres points que nous n'avons pu qu'effleurer.

Néanmoins, nous osons espérer que malgré ses nombreuses imperfections, ce travail pourra être de quelque utilité pour élucider une question fort importante, malheureusement peu comprise, et dans laquelle les passions humaines et les préjugés veulent trop souvent se substituer à la science qui seule devrait servir de guide dans une institution à laquelle le calcul des probabilités sert de code.

III.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ PAR

M. JULES-F. PICCARD,

COMMISSAIRE GÉNÉRAL A LAUSANNE.



**CE MÉMOIRE A OBTENU LE TROISIÈME PRIX DANS LE CONCOURS
OUVERT SUR LA QUESTION PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.**

« Justice et bonne organisation dans
« l'assurance mutuelle contre l'incendie,
« sinon la liberté ! »



— 108 —

Réponse à la première question.

PROGRAMME DU CONCOURS.

Première Question.

Quels sont les avantages et les inconvénients des deux *systèmes d'assurances contre l'incendie*, savoir : l'assurance facultative avec des compagnies à primes fixes, et l'assurance mutuelle obligatoire ?

Deuxième Question.

Quel est, de ces deux systèmes, celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel ?

Troisième Question.

Quelles seraient, dans l'éventualité du maintien de l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer les risques, tout en conservant les avantages particuliers de cette institution ?

Réponse à la première question,

portant : Quels sont les avantages et les inconvénients des deux *systèmes d'assurances contre l'incendie*, savoir : l'assurance facultative avec des compagnies à primes fixes, et l'assurance mutuelle obligatoire ?

I.

AVANTAGES DE L'ASSURANCE LIBRE.

a) Parmi les avantages résultant de l'assurance libre, il faut mentionner, en première ligne, celui de ne pas s'assurer du tout.

Ce cas pourrait recevoir son application pour un grand nombre de bâtiments tout-à-fait à l'abri du feu, et pour ceux dont le propriétaire veut et peut, sans nuire à sa fortune, courir les chances bonnes et mauvaises qui se présenteront.

Quand l'assurance est libre, c'est au propriétaire à voir sur quel bâtiment il veut courir les chances de la non-assurance ; son choix à ce sujet, sera toujours assez judicieux, quand il n'y aura, de sa part, ni négligence ni ignorance.

Ceci nous amène naturellement à poser la question qui suit.

b) L'assurance des bâtiments, soit assurance immobilière, ainsi que l'assurance mobilière, contre l'incendie, se rattachent-elles davantage à l'intérêt privé qu'à l'intérêt général de la société ?

Telle est la première question qu'on peut se poser sur ce sujet important, qui touche si directement à la fortune du riche comme à celle du pauvre, savoir : l'habitation, les meubles, les vêtements, le bétail, les instruments aratoires, les outils et ustensiles de l'industrie et du ménage, les provisions de bouche, les marchandises et toutes les autres choses indispensables à la vie.

Nous n'hésitons pas un instant à répondre que l'assurance immobilière et mobilière, contre l'incendie, sont contraires à l'intérêt général, et qu'elles sont d'un intérêt tout à fait privé.

Les personnes, qui datent du commencement du siècle actuel, peuvent dire, si, de leur souvenance, le nombre des incendies n'est pas actuellement double ou triple de ce qu'il était il y a 50

ans, avant qu'on eût les assurances mutuelles et les compagnies libres d'assurance.

Si nous pouvions mettre en parallèle deux pays semblables, dans l'un desquels les bâtiments et le mobilier seraient assurés à leur valeur vénale, et dans l'autre desquels il ne serait fait aucune application de l'assurance, on pourrait constater que, dans le premier pays, le nombre des incendies y sera double, au moins, de celui du second pays, et que, par conséquent, les valeurs détruites annuellement par le feu seront bien moins considérables dans le pays où il n'y aura aucune assurance. La valeur détruite en plus, dans le premier pays, constitue donc une augmentation de perte pour la société, mais l'intérêt privé y aura été sauvegardé par l'assurance, tandis que, dans le second pays, la perte pour la société sera moindre, mais l'intérêt privé aura été sacrifié.

Qui est-ce qui est maître de la foudre, des accidents imprévus, des vents impétueux, comme le fœhn ? Qui peut se soustraire à la vengeance d'une main criminelle, ou au feu dévastateur qui est lancé d'une maison voisine, ou qui s'approche lentement avec une force irrésistible ? Personne. La ruine souvent complète d'une famille, d'une industrie jadis prospère, est la conséquence d'un incendie, qui réduit à la pauvreté celui qui, un instant auparavant, était dans l'aisance.

Si la société a la mission et le devoir de sauvegarder les intérêts généraux, l'individu a le droit de sauvegarder les siens propres. De là est née, forcément, l'assurance immobilière et mobilière qui est d'institution récente. L'assurance serait ainsi un mal nécessaire, si, comme nous le pensons, il est contraire à l'intérêt général, mais indispensable à l'intérêt privé.

Il ne suffit pas d'affirmer un fait, il faut encore le prouver. Et, à défaut de pouvoir appliquer notre expérience sur deux pays semblables, dont l'un aurait une assurance immobilière et dont l'autre n'en aurait point, prenons notre exemple dans l'un des cantons suisses, celui de Vaud, en comparant ses incendies de deux époques distinctes, mais consécutives ; l'une, avec une assurance indemnisant le quart de la perte éprouvée en bâtiments, et l'autre avec une indemnité presque complète, soit des $\frac{4}{5}$ de la valeur des bâtiments, joint au fait subséquent de l'assurance du mobilier.

Dans le canton de Vaud, avant 1811, il n'existait pas d'assurance immobilière contre l'incendie ; le nombre des sinistres

était très-restreint, comme on va le voir ; le feu du ciel entraînait alors pour une bonne part dans le nombre des incendies. Les bâtiments n'y étaient taxés qu'au quart de leur valeur, ce qui fait que la valeur assurée, quoique payée intégralement, ne constituait qu'une indemnité du quart. Cela équivalait, à peu près, à l'absence d'assurance, quant à la vigilance qu'on devait attendre de tout propriétaire de bâtiments, puisqu'il était son propre assureur des $\frac{3}{4}$ de la valeur non assurée.

La preuve que les bâtiments n'étaient taxés qu'au quart de leur valeur vénale, résulte du fait que le capital d'assurance des bâtiments au 31 décembre 1840 montait à 42,738,310 fr., tandis que celui mis en vigueur le 1^{er} janvier 1841, ensuite de la révision générale de la taxe des bâtiments à leur valeur vénale à peu près, montait à 163,894,130 fr., somme qui est quadruple de celle du compte de 1840. Ce fait est donc constaté.

Nous allons comparer la période de 1811 à 1840 inclusivement, dans laquelle les bâtiments n'étaient taxés qu'au quart de leur valeur, avec la période suivante de 1841 à 1865 inclusivement, dans laquelle les bâtiments étaient taxés à leur valeur vénale.

Dans la période de 1811 à 1840, qui a commencé avec un capital d'assurance d'environ 29,700,000 fr. et qui a fini avec celui de 42,738,310 fr., on payait l'indemnité entière d'après la valeur d'assurance, sans aucune retenue, mais, comme cette valeur ne représentait que le quart de la valeur vénale, il en résultait que cette période comportait une indemnité du quart de la valeur vénale.

La période de 1841 à 1865 doit être scindée en deux : d'abord celle de 1841 à 1848, dans laquelle l'indemnité d'incendie a été payée en entier, ce qui constituait un paiement intégral des sinistres ; puis la période de 1849 à 1865, dans laquelle l'indemnité a été réduite aux $\frac{4}{5}$ de la valeur vénale et d'assurance, qui est aussi la valeur cadastrale.

Mais dès le 1^{er} janvier 1850, on mit en vigueur une loi d'assurance mobilière mutuelle obligatoire, tandis qu'auparavant il n'existait aucune assurance officielle du mobilier. Une bien faible partie du mobilier, appartenant surtout à la classe aisée, était assuré dans divers établissements privés du pays et de l'étranger.

Le tableau ci-contre présente les résultats suivants :

Dès 1811 à 1824, le nombre annuel des incendies n'a pas été

ASSURANCE IMMOBILIÈRE & NOBILIERE DU CANTON DE VAUD.

| ANNÉES. | | CAPITAL ASSURÉ en BÂTIMENTS. | INDENNITÉS D'INCENDIES. | Taux annuel d'assurance | NOMBRE annuel d'incendies | RÉSULTATS & OBSERVATIONS. | | | | | | |
|---------|-------------|------------------------------------|---|--|---------------------------------|---|--|--|--|--|--|--|
| | | Francs. | Francs. | F. C. | | | | | | | | |
| 1811 | 29,700,000 | 15,024 | 0.60 | (non cherché). | 12 | Période des bâtiments taxés au 1/4 de leur valeur vénale, avec une seule catégorie de bâtiments. Indemnité d'incendie, représentant 1/4 de la valeur vénale. Absence d'assurance mobilière. Indemnité annuelle moyenne d'incendie, 22,920 francs. L'indemnité entière, comprenant les 3/4 non assurés, serait de 91,680 Fr. Taux annuel moyen d'assurance sur 1,000 Fr. 0.64. Nomb. annuel moyen d'inc., 16 1/10 ÷ Nomb. supposé d'incendies, 10 à 12. | | | | | | |
| 1812 | 29,900,000 | 18,581 | 0.65 | | | | | | | | | |
| 1813 | 30,100,000 | 22,128 | 0.80 | | | | | | | | | |
| 1814 | 30,300,000 | 9,465 | 0.30 | | | | | | | | | |
| 1815 | 30,500,000 | 32,759 | 1.20 | | | | | | | | | |
| 1816 | 30,800,000 | 2,922 | 0.10 | | | | | | | | | |
| 1817 | 30,900,000 | 2,892 | 0.05 | | | | | | | | | |
| 1818 | 31,000,000 | 22,004 | 0.80 | | | | | | | | | |
| 1819 | 31,300,000 | 6,235 | 0.20 | | | | | | | | | |
| 1820 | 31,600,000 | 10,466 | 0.30 | | | | | | | | | |
| 1821 | 31,900,000 | 4,213 | 0.10 | Période des bâtiments taxés à leur valeur vénale avec une seule catégorie de bâtiments. Indemnité d'incendie des 2/3 de la valeur vénale, dès janvier 1849. Assurance mutuelle mobilière avec indem- nité entière, dès janvier 1850. Indemnité annuelle moyenne d'inc. Fr. 172,267, avec indem- nité entière dès 1841 à 1848 et des 2/3 dès 1849. L'indemnité entière, compren ^t le 1/3 retenu, serait Fr. 202,758. Taux annuel moyen d'assurance, sur 1,000 Fr. . . . 0.85 1/10 Taux annuel, compren ^t le 1/3 retenu dès 1849, serait de 0.99 6/10 Nombre annuel moyen d'incendies, 58 8/10. | | | | | | | | |
| 1822 | 32,300,000 | 5,828 | 0.20 | | | | | | | | | |
| 1823 | 32,700,000 | 15,324 | 0.50 | | | | | | | | | |
| 1824 | 33,200,000 | 22,248 | 0.70 | | | | | | | | | |
| 1825 | 33,700,000 | 20,852 | 0.70 | | | | | | | | | |
| 1826 | 34,600,000 | 15,806 | 0.40 | | | | | | | | | |
| 1827 | 35,600,000 | 11,647 | 0.40 | | | | | | | | | |
| 1828 | 36,600,000 | 32,758 | 1.00 | | | | | | | | | |
| 1829 | 37,300,000 | 11,417 | 0.20 | | | | | | | | | |
| 1830 | 37,900,000 | 38,201 | 1.10 | | | | | | | | | |
| 1831 | 38,500,000 | 29,268 | 0.80 | | | | | | | | | |
| 1832 | 39,100,000 | 33,165 | 1.00 | | | | | | | | | |
| 1833 | 39,700,000 | 55,737 | 1.50 | | | | | | | | | |
| 1834 | 40,300,000 | 36,173 | 1.00 | | | | | | | | | |
| 1835 | 40,900,000 | 16,998 | 0.40 | | | | | | | | | |
| 1836 | 41,500,000 | 55,362 | 1.40 | | | | | | | | | |
| 1837 | 42,100,000 | 23,735 | 0.60 | | | | | | | | | |
| 1838 | 42,742,345 | 32,696 | 0.80 | | | | | | | | | |
| 1839 | 42,750,510 | 21,303 | 0.50 | | | | | | | | | |
| 1840 | 42,738,310 | 37,062 | 0.90 | | | | | | | | | |
| Totaux: | | 1,062,231,165 | 687,592 | 19.20 | 258 | | | | | | | |
| | | Frais de perception. | | | | | | | | | | |
| 1841 | 463,894,130 | 55,893 | 0.33 1/2 | Période des bâtiments taxés à leur valeur vénale avec une seule catégorie de bâtiments. Indemnité d'incendie des 2/3 de la valeur vénale, dès janvier 1849. Assurance mutuelle mobilière avec indem- nité entière, dès janvier 1850. Indemnité annuelle moyenne d'inc. Fr. 172,267, avec indem- nité entière dès 1841 à 1848 et des 2/3 dès 1849. L'indemnité entière, compren ^t le 1/3 retenu, serait Fr. 202,758. Taux annuel moyen d'assurance, sur 1,000 Fr. . . . 0.85 1/10 Taux annuel, compren ^t le 1/3 retenu dès 1849, serait de 0.99 6/10 Nombre annuel moyen d'incendies, 58 8/10. | | | | | | | | |
| 1842 | 471,841,420 | 142,433 | 0.90 | | | | | | | | | |
| 1843 | 472,553,220 | 97,412 | 0.50 | | | | | | | | | |
| 1844 | 477,928,600 | 157,588 | 1.00 | | | | | | | | | |
| 1845 | 479,399,780 | 94,030 | 0.50 | | | | | | | | | |
| 1846 | 480,230,135 | 129,412 | 0.75 | | | | | | | | | |
| 1847 | 486,960,275 | 248,974 | 1.50 | | | | | | | | | |
| 1848 | 487,180,210 | 247,358 | 1.30 | | | | | | | | | |
| 1849 | 487,426,890 | 159,173 | 0.80 | | | | | | | | | |
| 1850 | 491,884,110 | 217,365 | 1.20 | | | | | | | | | |
| 1851 | 492,758,410 | 105,984 | 0.50 | Période des bâtiments taxés à leur valeur vénale avec une seule catégorie de bâtiments. Indemnité d'incendie des 2/3 de la valeur vénale, dès janvier 1849. Assurance mutuelle mobilière avec indem- nité entière, dès janvier 1850. Indemnité annuelle moyenne d'inc. Fr. 172,267, avec indem- nité entière dès 1841 à 1848 et des 2/3 dès 1849. L'indemnité entière, compren ^t le 1/3 retenu, serait Fr. 202,758. Taux annuel moyen d'assurance, sur 1,000 Fr. . . . 0.85 1/10 Taux annuel, compren ^t le 1/3 retenu dès 1849, serait de 0.99 6/10 Nombre annuel moyen d'incendies, 58 8/10. | | | | | | | | |
| 1852 | 493,122,345 | 135,237 | 0.70 | | | | | | | | | |
| 1853 | 497,510,550 | 120,996 | 0.70 | | | | | | | | | |
| 1854 | 498,638,725 | 228,601 | 1.20 | | | | | | | | | |
| 1855 | 499,173,770 | 184,753 | 0.90 | | | | | | | | | |
| 1856 | 504,524,330 | 46,996 | 0.50 | | | | | | | | | |
| 1857 | 505,670,800 | 145,251 | 0.60 | | | | | | | | | |
| 1858 | 511,134,455 | 239,162 | 1.20 | | | | | | | | | |
| 1859 | 517,249,015 | 186,414 | 1.00 | | | | | | | | | |
| 1860 | 522,954,106 | 139,822 | 0.60 | | | | | | | | | |
| 1861 | 530,260,820 | 208,079 | 1.00 | | | | | | | | | |
| 1862 | 538,263,910 | 165,291 | 0.80 | | | | | | | | | |
| 1863 | 547,329,595 | 154,898 | 0.50 | | | | | | | | | |
| 1864 | 556,794,050 | 229,529 | 0.90 | | | | | | | | | |
| 1865 | 568,270,185 | 381,569 | 1.40 | | | | | | | | | |
| Totaux: | | 5,082,953,830 | 4,306,664 | 21.28 1/2 | 1470 | | | | | | | |
| | | Frais de perception. | | | | | | | | | | |
| 1850 | 437,427,023 | 98,053.71 | Période d'assurance mobilière avec trois catégories de bâtiments dès janvier 1850. Capital mobilier moyen 158,600.592 Fr. 07 c. Indemnité annuelle moyenne mobilière d'incendie, Fr. 156,880.08 c. Taux annuel moyen d'assurance 0.98 9/10. | | | | | | | | | |
| 1851 | 439,722,336 | 163,290.80 | | | | | | | | | | |
| 1852 | 439,636,989 | 163,800.85 | | | | | | | | | | |
| 1853 | 439,449,052 | 114,051.06 | | | | | | | | | | |
| 1854 | 441,222,052 | 115,124.23 | | | | | | | | | | |
| 1855 | 443,613,333 | 173,998.32 | | | | | | | | | | |
| 1856 | 447,010,458 | 177,178.94 | | | | | | | | | | |
| 1857 | 449,489,652 | 120,927.00 | | | | | | | | | | |
| 1858 | 455,720,197 | 126,001.58 | | | | | | | | | | |
| 1859 | 462,655,533 | 131,557.59 | | | | | | | | | | |
| 1860 | 471,029,271 | 136,932.29 | | | | | | | | | | |
| 1861 | 479,689,546 | 142,905.22 | | | | | | | | | | |
| 1862 | 485,532,885 | 217,726.96 | | | | | | | | | | |
| 1863 | 489,482,985 | 149,995.90 | | | | | | | | | | |
| 1864 | 497,327,569 | 231,157.57 | | | | | | | | | | |
| Totaux: | | 2,379,008,881 | 2,353,212.02 | | | | | | | | | |
| | | Frais de perception. | | | | | | | | | | |

| Année | Capital mobilier | Indemnités | Travaux de réparation | Total |
|-------|------------------|-------------|-----------------------|-------------|
| 1862 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1863 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1864 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1865 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1866 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1867 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1868 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1869 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1870 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1871 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1872 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1873 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1874 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1875 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1876 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1877 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1878 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1879 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1880 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1881 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1882 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1883 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1884 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1885 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1886 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1887 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1888 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1889 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1890 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1891 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1892 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1893 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1894 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1895 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1896 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1897 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1898 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |
| 1899 | 138,155,336 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,707,857 |
| 1900 | 137,451,053 | 103,530,280 | 68,022,241 | 309,003,574 |

cherché, mais le nombre moyen doit être compris entre 10 et 12 par année. Celui de 1825 à 1840 est de 16 $\frac{1}{10}$ incendies par année, ce qui constitue déjà une légère aggravation, résultant du fait de l'assurance et de la sécurité sur le quart du capital assuré.

Dès 1811 à 1840, l'indemnité annuelle moyenne d'incendie, y compris les frais de perception à 4 %, sauf pour 1839 et 1840 à 2 %, a été de 22,920 fr. Mais cette indemnité représentait une perte réelle quadruple, soit 91,680 fr., puisque la valeur d'assurance ne montait qu'au quart de la valeur vénale.

Dès 1811 à 1840, le taux annuel moyen d'assurance est de 64 centimes par 1000 fr.

Dès 1841 à 1848, période dans laquelle on paya l'indemnité complète d'assurance d'après la valeur vénale sans aucune retenue, on vit les incendies monter rapidement à la moyenne annuelle de 39, dépassant le double de la période précédente, et l'indemnité annuelle moyenne monta à 149,570 fr. On voit déjà, dans cette courte période combien l'assurance trop complète et l'indemnité entière d'incendie avaient agi défavorablement sur l'esprit des assurés, en augmentant la négligence vis-à-vis du feu, fait qui se confirme et s'aggrave encore dans la période suivante.

L'expérience qu'on venait de faire dans cette période de 8 ans, surprit beaucoup et donna à réfléchir. Mais on ne s'en rendit pas bien compte, puisqu'on projetait une loi sur l'assurance mutuelle obligatoire du mobilier contre l'incendie, qui devait aggraver toujours plus la situation. L'autorité législative, dans le but de parer à l'augmentation des incendies résultant de l'indemnité complète des bâtiments, soit à celle qui pourrait provenir du fait de la loi sur l'assurance mobilière qui était élaborée, ne trouva rien de plus simple, sans rien changer à la valeur cadastrale des bâtiments, servant aussi de base à l'assurance contre l'incendie, que de réduire l'indemnité d'incendie aux $\frac{4}{5}$ du capital assuré, après déduction préalable de la valeur du sol.

Voici l'exposé des motifs du décret du 19 janvier 1849.

Considérant que l'expérience a démontré qu'il peut y avoir de graves inconvénients à indemniser les propriétaires des bâtiments incendiés de toute la valeur estimative de leurs bâtiments; considérant qu'il importe, pour engager les propriétaires à prendre toutes les précautions désirables et à exercer une surveillance active en vue de prévenir les incendies, de laisser

à leur charge une partie de la perte en cas de sinistre, décrète, etc.

Cependant, le même Conseil d'Etat et la même autorité législative, quelques mois après le décret du 19 janvier 1849, soit le 7 juin de la même année 1849, donnèrent le jour à une loi créant une assurance mutuelle obligatoire du mobilier contre l'incendie, dans le canton de Vaud, d'après laquelle la valeur intégrale du mobilier, à sa valeur vénale, fixée par l'assuré, était payée en cas d'incendie.

Voici le considérant de cette loi.

Considérant que les pertes éprouvées en cas d'incendie sont une source de ruine et plongent fort souvent dans le dénuement ceux qui en sont frappés; voulant procurer aux citoyens du canton le moyen de soulager, par une légère cotisation versée chaque année, les pertes qu'ils éprouvent en cas d'incendie de leur mobilier; décrète, etc.

Si les considérants du décret du 19 janvier sont justes, comme nous le croyons, et s'ils sont marqués au coin de la prudence, la loi du 7 juin 1849, mise en vigueur le 1^{er} janvier 1850, est mauvaise dans ce sens qu'on aurait dû aussi limiter l'indemnité d'incendie du mobilier, aux trois quarts au moins de la valeur vénale.

En payant en plein l'indemnité d'incendie du mobilier, on tombait dans la même imprudence d'où l'on venait de sortir pour les bâtiments. En effet, si vous garantissez tout le mobilier des locataires non directement intéressés à la conservation des bâtiments, si le petit mobilier du pauvre lui est assuré, quel risque ne courent pas les bâtiments loués? Vous avez introduit le loup dans la bergerie.

L'indemnité entière du mobilier agit de la même manière défavorable que celle du bâtiment, mais elle l'aggrave encore par une augmentation de sécurité qui amène une augmentation correspondante de négligence vis-à-vis du feu d'où suit nécessairement une augmentation d'incendies, sans compter l'irresponsabilité matérielles de beaucoup de locataires. Si l'on devait faire une réduction de l'indemnité d'incendie, il fallait la faire beaucoup plus forte sur le mobilier que sur les bâtiments, dont on a diminué le crédit hypothécaire déjà assez faible.

Que résulta-t-il de la loi d'assurance mobilière mise en vigueur dès le 1^{er} janvier 1850? C'est que le bon effet du décret du 19

janvier 1849, réduisant l'indemnité d'incendie des bâtiments aux $\frac{4}{5}$, après déduction de la valeur du sol, fut entièrement détruit par l'effet de l'indemnité entière du mobilier en cas d'incendie, ensorte que le nombre des sinistres continua d'augmenter, ainsi que la moyenne annuelle de l'indemnité d'incendie des bâtiments. En voici la preuve.

En reprenant la période entière, de 1841 à 1865, nous avons les résultats suivants :

De 1841 à 1865, le nombre annuel moyen des incendies est de $58 \frac{8}{10}$.

De 1841 à 1865, l'indemnité annuelle moyenne d'incendie, y compris les frais de perception par les receveurs de l'Etat, à raison de 2 %, est de 172,267 fr. Mais si, à cette somme, nous ajoutons le $\frac{1}{5}$ laissé à la charge de chaque assuré, dès 1849 à 1865, pour trouver quelle serait l'indemnité si elle avait été payée en entier soit sans retenue, nous arrivons au chiffre de 202,758 fr.

De 1841 à 1865, le taux annuel moyen d'assurance par 1000 fr. de bâtiments, est de $85 \frac{1}{10}$ centimes. Nous trouvons, à peu de chose près, le même chiffre en divisant l'indemnité totale de la période par le capital total d'assurance. La légère différence que l'on trouve provient du capital dont la caisse d'assurance pouvait être créancière ou débitrice, envers l'Etat, au commencement de l'année 1841 et de l'année 1866. Si nous recherchons aussi quel aurait été le taux d'assurance, si l'on n'eût pas fait la retenue du $\frac{1}{5}$ non assuré laissé à la charge de l'incendié dès 1849, nous arrivons au taux annuel moyen de $99 \frac{6}{10}$ centimes. Il est curieux de voir que ce taux d'assurance, pour indemnité entière d'incendie des bâtiments, est le même pour le mobilier, dans la période de 1850 à 1864, qui est de $98 \frac{9}{10}$ centimes, et qui serait plus fort s'il comprenait l'année 1865, néfaste en incendies à cause de la sécheresse.

RÉSUMÉ.

| | 1 ^{re} Période de 1811 à 1840. | 2 ^{me} Période de 1841 à 1865. |
|--|--|--|
| Bâtiments. | | |
| Nombre annuel moyen d'incendies de bâtiments | 11 à 16 ¹ / ₁₀ | 58 ⁸ / ₁₀ |
| Indemnité annuelle moyenne d'in- cendie, représentant le quart de la valeur vénale | Fr. 22,920»— | Fr. 172,267»— |
| L'indemnité annuelle moyenne d'incendie, s'il n'avait été fait aucune retenue aux assurés, serait de . . . | Fr. 91,680»— | Fr. 202,758»— |
| Taux annuel moyen d'assurance . . . | Fr. 0»64 | Fr. 0»85 ¹ / ₁₀ |
| Le taux moyen, si l'on n'avait pas fait la retenue du ¹ / ₅ dès 1849, serait de | | Fr. 0»99 ⁶ / ₁₀ |

Mobilier.

| | |
|--|---------------------------------------|
| Indemnité annuelle moyenne <i>du mobilier</i> , de 1850 à 1864 | Fr. 156,880»— |
| Taux annuel moyen d'assurance <i>du mobilier</i> , de 1850 à 1864 | Fr. 0»98 ⁹ / ₁₀ |

La comparaison des deux périodes est frappante. Dans la seconde période, le nombre des incendies est presque quadruple de celui de la première, et l'indemnité d'incendie dépasse le double. Le taux d'assurance a augmenté de 21 ¹/₁₀ centimes, malgré la retenue d'un cinquième; cette augmentation serait de 35 ⁶/₁₀ centimes, si la retenue du ¹/₅ n'avait pas été faite.

L'assurance mobilière, qui avait commencé en janvier 1850, avec un capital de 137 ¹/₂ millions, en admettant trois catégories de bâtiments en ce qui concerne le mobilier, tandis qu'il n'y a qu'une seule catégorie pour les bâtiments assurés, est arrivée en 1864 au capital de 197 ¹/₃ millions, comme on peut le voir au bas du tableau à la page 108.

L'indemnité annuelle moyenne du mobilier, y compris les frais de perception à 4 %, a été de 156,880 fr. 80 cent., et le taux annuel moyen d'assurance a été de 98 ⁹/₁₀ centimes par 1000 francs, à peu près égal au taux auquel serait arrivé celui des bâtiments, si l'on n'eût pas retenu le ¹/₅ de l'indemnité d'incendie, en vertu du décret du 19 janvier 1849.

Ainsi se trouverait confirmée notre opinion que l'assurance immobilière et mobilière contre l'incendie se rattache davantage à l'intérêt privé qu'à l'intérêt général de la société, et que plus le propriétaire de bâtiments, ou le locataire quand il s'agit du mobilier, sera assuré pour une somme se rapprochant de la valeur vénale de ses bâtiments et de son mobilier, plus la vigilance à l'égard du feu diminuera et plus par conséquent les incendies augmenteront.

Si le taux d'assurance des bâtiments, dans le canton de Vaud, a augmenté de 21 $\frac{1}{10}$ centimes, dans la période de 1841 à 1865, comparativement à la période précédente, malgré que dans la seconde période on ait diminué l'indemnité d'incendie de $\frac{1}{5}$, concluons-nous de cela que l'état moral des populations a baissé? Nullement. Cela tient essentiellement au fait d'une assurance toujours plus complète de l'immobilier et du mobilier, sans qu'il y ait plus de malveillance actuellement qu'autrefois. La trop grande sécurité engendre involontairement une diminution de surveillance. L'homme le plus moral qu'on puisse trouver ne quittera-t-il pas sa maison avec plus de confiance et de sécurité si bâtiment et mobilier sont assurés que s'ils ne l'étaient pas? Chacun répondra affirmativement. Là est tout le secret de l'augmentation des incendies à notre avis.

Que M. le rédacteur de la *Gazette de Neuchâtel* se rassure (voir le n° 95 du 8 août 1865 de la *Gazette de Neuchâtel*). Les populations neuchâteloises ne peuvent être considérées comme démoralisées, à cause d'une augmentation d'incendies, qui est le fait de l'autorité législative, comme dans le canton de Vaud et ailleurs, en sanctionnant des lois qui ne paraissaient nullement dangereuses mais qui le sont réellement. Elles agissent lentement et d'une manière continue en donnant trop de confiance contre les accidents et contre l'imprévu; il s'introduit dans les mœurs un laisser-aller, qui ira toujours en augmentant, aussi longtemps qu'on ne sera pas revenu au système ancien, l'assurance restreinte du mobilier et une diminution d'un huitième dans l'indemnité d'incendie des bâtiments.

Il faut toutefois reconnaître que l'augmentation considérable, dans la moyenne annuelle des incendies et dans celle de l'indemnité annuelle pour sinistres, ne doit pas être attribuée au seul fait d'une garantie plus ou moins complète du capital assuré.

Faisons aussi la part à l'augmentation de la population, à l'usage généralement répandu de fumer le cigare, sans oublier l'emploi excessivement dangereux des allumettes phosphoriques et du pétrole, qui doivent entrer pour une bonne part dans cette aggravation des pertes occasionnées par les incendies.

c) Un des grands avantages dans l'assurance libre consiste en ce que le capital sur lequel les compagnies opèrent peut être très-considérable, de plusieurs milliards, ce qui n'est pas le cas dans les assurances mutuelles obligatoires, dont le champ d'activité est limité à un pays, sans pouvoir aller au-delà.

Dans une société libre d'assurance, son capital en actions devrait toujours être dans un certain rapport avec le capital assuré par elle, de manière à ce que, dans une année particulièrement néfaste en incendies, comme le sont généralement les années très-sèches et manquant d'eau en été, on fût sûr que la société pourra toujours remplir ses engagements.

Cette surveillance des compagnies incombe soit au pays dans lequel la société a son siège, soit au pays qui permet aux compagnies d'opérer chez lui des assurances. S'il est du devoir de l'autorité législative de chaque pays de laisser au citoyen la plus grande liberté possible, mais en même temps compatible avec le bien général de la société, il lui incombe aussi le devoir de sauvegarder les intérêts généraux des particuliers en surveillant la solvabilité des compagnies autorisées d'assurer dans le pays les valeurs immobilières et mobilières.

d) Ce qui fait la force et la prospérité des compagnies libres d'assurance, c'est qu'elles n'ont jamais à redouter les grands sinistres nulle part, par le fait bien simple qu'elles n'assurent jamais ni villes entières, ni villages, ni même une rue complète. Si une compagnie assure 50 maisons dans une ville, ces maisons seront presque toutes situées dans des quartiers différents, ce qui fait qu'il faudrait admettre le cas de l'incendie complet de cette ville-là pour faire perdre à la compagnie la valeur de ces 50 maisons.

Les compagnies, par leurs agents, choisissent de préférence les maisons bien bâties, d'un capital moyen, à l'abri du feu, les maisons isolées, sans dédaigner les bâtiments qui sont très-peu à l'abri du feu, mais en leur faisant payer une quote exorbitante, 17 fois et demie plus forte que celle des bâtiments le mieux

construits, tandis que, dans les assurances mutuelles, on ne va qu'au double, au triple et peut-être au quadruple.

On dirait presque que les compagnies d'assurance n'assignent des quotes aussi élevées que dans le but d'avoir le moins possible des bâtiments de cette catégorie. Les prix des compagnies sont généralement les suivants : 40 centimes, 50 centimes, 1 fr. 50 centimes pour les bâtiments de la première classe; et 4 fr., 7 fr. pour les bâtiments de la seconde classe. La quote de 40 centimes, comparée à celle de 7 fr., constitue bien une prime 17 fois et demie plus forte pour la dernière catégorie que pour la première.

Si une compagnie est plus ou moins mise en demeure d'assurer un groupe de maisons, elle exige alors une quote plus élevée, par le fait que devant réassurer une partie de ce groupe auprès d'une ou de plusieurs autres compagnies semblables à la sienne, cela demande que chaque compagnie ait son bénéfice dans l'opération.

e/ Les compagnies libres d'assurance, quand elles seraient bien surveillées par les autorités et surtout quand leur capital en actions serait fixé dans une certaine proportion déterminée d'avance avec celui des bâtiments assurés par ces compagnies, pourraient présenter toute garantie pour les assurés, ce qui n'est que bien faiblement le cas des compagnies libres actuelles, dont le capital de garantie est généralement trop faible.

Le même inconvénient se présente encore bien plus fortement dans les établissements d'assurance mutuelle obligatoire, avec un capital d'assurance très faible, sans fonds de réserve et comprenant toutes les villes, villages et hameaux d'un pays sans exception, en n'offrant pour toute sécurité qu'une garantie morale et de bonne foi, qui a aussi ses limites, comme on l'a bien vu à Glaris. Un homme a beau être très-moral, il ne peut payer des millions s'il ne les possède pas.

f/ Les compagnies libres d'assurances, en créant plusieurs catégories de bâtiments, et en assignant à chacune une quote proportionnelle aux chances d'incendie, en s'appuyant pour cela sur l'expérience acquise par elles dès leur fondation ou par d'autres sociétés, en se basant sur la statistique d'un grand nombre de sinistres, qui leur sert d'étude et de point de comparaison, sont

bien placées pour assigner à chaque catégorie le prix qui lui convient pour quote d'assurance.

Les compagnies doivent avoir intérêt à ne repousser aucune offre, pourvu que la quote d'assurance qu'elles exigent les mette en mesure, non-seulement d'être à couvert des chances de perte, mais aussi de leur procurer un bénéfice, qui est calculé et connu en se basant non pas sur tel ou tel bâtiment, mais sur l'ensemble des bâtiments qu'elles comprennent dans leur assurance.

Ce classement des bâtiments en plusieurs catégories, pour leur assigner une quote proportionnelle aux chances d'incendie, a pour effet indirect de tendre à diminuer le nombre et l'importance des incendies. Quand par exemple, un propriétaire veut faire assurer ses bâtiments, il arrive très-souvent que la compagnie assureur fait des objections pour les admettre dans telle ou telle catégorie; elle fait à ce sujet des observations sur des vices de construction, sur un voisinage dangereux, qui augmentent les chances d'incendie. Le propriétaire voyant que si son bâtiment était réparé de telle ou telle manière il pourrait être admis dans une catégorie payant moins, se décide à faire une petite dépense qui est peut-être la cause que son bâtiment sera préservé du feu. La compagnie et le propriétaire y gagneront, ainsi que l'intérêt général.

Il est à regretter que le bon effet que les catégories exercent sur la diminution dans le nombre des incendies, soit annulé et détruit, par le fait de l'assurance en général trop élevée des bâtiments qui sont évalués par l'assuré lui-même dans l'assurance libre.

Le prix assigné à chaque catégorie est un stimulant puissant et incessant que les établissements d'assurance mutuelle devraient suivre point pour point. Cette action des catégories, sur l'amélioration des constructions et sur le voisinage dangereux d'autres bâtiments, agit d'une manière lente mais incessante, comme la goutte d'eau qui finit par percer la roche, et cela sans contrainte, par le seul fait de l'intérêt qu'y trouve l'assuré. Les nombreuses catégories de bâtiments agissent à la façon de l'hygiène, tandis que la loi qui surveille les constructions plus ou moins vicieuses, agit par contrainte sur des faits isolés. *Puisque l'assuré est très-accessible à tout ce qui touche à son intérêt privé, c'est sur ce terrain qu'il faut l'amener, tout en procurant si possible une diminution dans le nombre des incendies.*

g) La quote fixe à payer par l'assuré à la compagnie d'assurance est aussi d'un grand avantage. L'assuré sait à quoi il s'engage, il est certain qu'on ne lui réclamera jamais un centime de plus que la quote convenue, à moins que les chances d'incendie n'augmentent chez lui ou autour de lui. Sa quote ne peut s'élever par le fait de l'incendie des bâtiments dans sa localité ou dans le pays. Enfin, il peut calculer, plus ou moins à l'avance, son budget annuel, et mettre en réserve la somme nécessaire au paiement de sa quote d'assurance.

h) Les compagnies n'ayant pas des tarifs invariables, leurs agents ont une certaine latitude et agissent avec discernement, en faisant des faveurs dans des circonstances spéciales, quand ils y voient l'intérêt de la compagnie qu'ils représentent.

Dans les assurances mutuelles, ces faveurs sont impossibles. Mais on peut arriver au même but, au moyen d'un nombre assez grand de catégories, permettant un classement assez juste, suivant la construction et le voisinage de chaque bâtiment.

i) Les compagnies libres jouissent du grand avantage de la réassurance réciproque entre elles, ce que ne peuvent pas faire facilement les assurances mutuelles, sans avoir une administration créée dans ce but.

En effet, quand une compagnie a été plus ou moins obligée, par les circonstances, à assurer, dans une même localité, plus de bâtiments que leurs règlements ordinaires ne le comportent, la direction de la compagnie autorise cette déviation du règlement et se charge de cette opération. Elle la partage immédiatement avec d'autres compagnies, pour la portion des bâtiments qu'elle estime avoir de trop à son propre compte, ce qui fait que tout le reste est réassuré auprès d'autres compagnies. De cette façon, les chances d'incendie sont ainsi réparties entre un nombre plus ou moins grand de sociétés distinctes.

Les compagnies ne redoutent donc jamais un grand capital d'assurance, mais seulement un grand nombre de bâtiments assurés par elles dans la même localité ou sur un même point. Il arrive souvent que l'assurance d'un seul bâtiment de grande valeur, est réassuré par la compagnie assureur, auprès de deux ou trois autres compagnies, pour des fractions de ce bâtiment.

Il suit de ce qui précède, que, quand un grand sinistre sur-

vient dans une localité, où tout est assuré auprès de compagnies libres, beaucoup de compagnies en sont affectées, mais les pertes sont réparties de telle sorte que la somme à payer par chacune d'elles, ne compromet gravement la marche d'aucune compagnie. Les dividendes des actionnaires peuvent être nuls pendant une année, mais le capital de réserve est rarement appelé à être mis à contribution.

II.

DÉSAVANTAGES DE L'ASSURANCE LIBRE.

a) L'assurance des bâtiments, auprès des compagnies libres d'assurance, est, généralement, beaucoup plus onéreuse que celle des établissements mutuels, principalement pour les bâtiments le plus exposés aux chances d'incendies, comme les fabriques, usines, dépôts de marchandises et toutes les maisons où s'exercent des métiers et vocations, le tout au nombre de 88 ; pour les fenils, granges, écuries, maisons couvertes en tavillons ou clavins, maisons couvertes en chaume, pour les maisons contiguës et, en général, pour toutes les petites constructions, qui sont dédaignées par les compagnies d'assurance, comme présentant un capital trop minime d'assurance, proportionnellement aux embarras d'administration qu'elles procurent.

Quelle compagnie voudra, par exemple, assurer un fenil dans la montagne, évalué 200 francs, à moins que le propriétaire ne puisse assurer, en même temps, plusieurs autres bâtiments de valeur, en y introduisant, forcément, celui de 200 francs dont on vient de parler.

Rien ne prouve mieux, d'un côté, la cherté de l'assurance des compagnies libres et, de l'autre côté, le choix judicieux qu'elles savent faire dans les bâtiments qu'elles assurent, en évitant, soit ceux d'une faible valeur soit ceux qui présentent trop de chances à l'incendie, qu'en donnant un aperçu de leurs bénéfices nets, sur les primes seulement, abstraction faite du revenu des actions et des fonds de réserve :

BÉNÉFICES DE QUELQUES COMPAGNIES D'ASSURANCE

en 1858, 1859, 1860.

| | 1858. | 1859. | 1860. | Moyenne. |
|---|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | % | % | % | % |
| Compagnie d'Aix-la-Chapelle | 20 | 19 | 21 | 20 |
| » de Berlin | 7 | 8 | 15 | 10 |
| » de Cologne | 7 | 11 ¹ / ₂ | 12 | 10 |
| » du Phénix allemand. | 2 | 14 | 8 | 8 |
| » de Leipzig | 4 ¹ / ₂ | 0 | 15 | 6 ¹ / ₂ |
| » de Magdebourg | 0 | 3 ¹ / ₂ | 11 | 5 |
| (1) Moyenne des Compagnies allemandes : | 8 | 10 | 14 | 10 ¹ / ₂ |
| Compagnie le Phénix français | 6 | 8 | 18 ¹ / ₂ | 11 |
| » la France | 14 | 19 ¹ / ₂ | 20 | 18 |
| » la Nationale | 11 ¹ / ₂ | 20 ¹ / ₂ | 30 | 21 |
| » l'Union | 7 ¹ / ₂ | 11 | 21 | 13 ¹ / ₂ |
| » l'Urbaine | 4 ¹ / ₂ | 9 | 14 ¹ / ₂ | 9 ¹ / ₂ |
| Moyenne des Compagnies françaises : | 8 ¹ / ₂ | 13 | 21 | 14 ¹ / ₂ |

(1) Extrait du rapport fait dans la séance du 7 novembre 1861, de l'assemblée générale de la Société d'assurance suisse l'*Helvetia*, à St-Gall.

TARIF DES QUOTES, SOIT PRIMES D'ASSURANCE,

auprès des Compagnies libres, en France.

| NATURE DES BATIMENTS A ASSURER. | Prime ou quote annuelle pour 1,000 francs. | | | | |
|---|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | PREMIÈRE CLASSE. | | | 2 ^e CLASSE. | |
| | 1 ^{er} risque. | 2 ^{me} risque. | 3 ^{me} risque. | 1 ^{er} risque. | 2 ^{me} risque. |
| | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. |
| Bâtiments d'habitation dans les chefs-lieux de Département ou de Canton | — » 40 | — » 50 | 1 » 50 | 4 » — | 7 » — |
| Bâtiments d'habitation dans les autres localités | — » 50 | — » 60 | 2 » — | 4 » — | 7 » — |
| Maisons de petits cultivateurs et vignerons. | — » 75 | 1 » — | 2 » 50 | 4 » — | 7 » — |
| Exploitations rurales, fermes | 1 » — | 1 » 25 | 2 » 50 | 4 » — | 7 » — |
| Distilleries agricoles | 2 » — | 2 » 50 | 3 » 50 | 5 » — | 8 » — |
| 22 vocations font monter la prime des bât ^s à | — » 50 | — » 60 | 2 » — | 4 » — | 7 » — |
| 14 vocations id. id. | — » 60 | — » 75 | 2 » — | 4 » — | 7 » — |
| 6 vocations id. id. | — » 75 | 1 » — | 2 » 50 | 4 » — | 7 » — |
| 8 espèces de marchand ^{es} font monter la prime à | — » 75 | 1 » — | 2 » 50 | 4 » — | 7 » — |
| 6 espèces id. id. | 1 » 50 | 2 » — | 3 » — | 5 » — | 8 » — |
| 5 espèces id. id. | 3 » — | 3 » 50 | 5 » — | — | — |
| Fabriques et usines, pr 27 espèces, minimum | — » 75 | 1 » — | 2 » 50 | 4 » — | 6 » — |
| id. id. id. maximum | 8 » — | 7 » — | 9 » — | — | — |

b) Avec l'assurance libre, combien n'y aura-t-il pas de propriétaires, qui, par négligence, mauvais calcul ou ignorance, ne se feront pas assurer, et, qui, par ce fait regrettable, perdront, en un instant, le fruit de leurs travaux d'un grand nombre d'années, en compromettant leur avenir et celui de leur famille ? et le nombre en sera grand. On pourra dire que c'est leur faute, cela est vrai. Il faudra, dans tous les cas, bien des années et bien des victimes données en exemple, pour généraliser l'assurance libre, là où elle était obligatoire auparavant.

c) Les compagnies libres d'assurances ne pouvant exister, sans compromettre leur avenir et leur sécurité, qu'à la condition de n'assurer qu'un nombre restreint de bâtiments dans la même localité, il en résulte que, quand une société a assuré tout ce qu'elle pouvait prendre dans une localité, on est obligé d'aller frapper à la porte d'autres compagnies, qui font alors les difficultés.

Enfin, cela nécessite d'avoir à faire avec un grand nombre de compagnies différentes, qui ont chacune leurs règlements particuliers, ce qui donne bien des embarras soit aux propriétaires assurés soit à l'administration, pour la surveillance de ces sociétés, si l'on veut protéger convenablement les propriétaires de bâtiments.

d) Ce qui prouve la faible garantie des sociétés libres d'assurance, c'est qu'aucune ne veut se charger de l'assurance d'une ville, d'un village ni même d'un hameau entier, de peur d'absorber, par un seul sinistre, leur capital-actions. Les compagnies paient les sinistres courants et moyens annuels, sur un grand ensemble de bâtiments disséminés, au moyen des quotes d'assurance sur ces mêmes bâtiments, mais, en dehors de cette moyenne de risques ou chances d'incendies, tout échec d'une certaine importance absorbe leur bénéfice annuel et compromet leur fonds de réserve, s'il y en a, ou leur capital social.

On appelle cela, la sécurité des compagnies. C'est plutôt leur seule condition d'existence, le sort. Cela fait voir que la prétendue sécurité des compagnies repose uniquement sur une combinaison heureuse du sort, comme dans une loterie, où les bons et les mauvais billets savent se répartir, en vertu d'une loi que la sagacité de l'homme a soumise au calcul. Mais, pour que cette

loi réponde aux calculs, il est indispensable que les bâtiments compris dans une même assurance, soient disséminés le plus possible.

Quel est le capital de garantie de ces prétendues riches compagnies ? Il est compris entre 5 et 10 millions ; une seule approche de 12 millions. C'est avec ces capitaux, en actions plus ou moins liquides, qu'on opère l'assurance sur 2, 3, 4, 5 milliards de bâtiments et au delà.

e) L'indemnité d'incendie, auprès des compagnies à primes fixes, ne se base pas sur le montant de la police, comme on pourrait le croire. L'évaluation, indiquée dans la police, ne sert que de point de départ et de limite supérieure à la fixation de l'indemnité.

Dans l'assurance mutuelle, par contre, la quote d'assurance est mobile, mais l'estimation du bâtiment, portée dans l'assurance, n'est soumise à aucune discussion après un sinistre.

Dans l'assurance libre, par contre, on fait établir, par experts et témoins, quelle pouvait être, au moment de l'incendie, la valeur réelle du bâtiment incendié, pour ne payer que cette dernière valeur. Les compagnies partent, avec raison, du principe que l'assuré ne doit jamais faire un bénéfice, même minime, par le fait d'un sinistre, ce qui serait contraire au principe même de l'assurance.

D'un côté, la compagnie reçoit bien, sans mot dire, les contributions provenant des taxes exagérées faites par les propriétaires, mais, quand vient le sinistre, une nouvelle expertise a lieu et détermine la valeur de la construction, au moment de l'incendie, ce qui fait que l'indemnité est souvent réduite notablement, sans que la compagnie rende un centime des primes trop fortes qu'elle a perçues.

Quand on reproche aux compagnies de recevoir des quotes d'assurance sur des bâtiments dont l'estimation est trop élevée, elles répondent que c'est à l'assuré à faire une évaluation vraie, parce qu'il connaît, mieux que personne, la valeur de ses bâtiments. Les compagnies font donc leur profit de l'ignorance d'un grand nombre de propriétaires, qui tombent dans le piège, de payer des quotes élevées et de ne recevoir, en cas de sinistre, qu'une indemnité réduite.

Les évaluations trop élevées font le profit des compagnies, par

le fait que ceux qui spéculent un gain illicite, en occasionnant l'incendie de leur bâtiment, constitue un nombre infiniment faible, comparativement aux propriétaires de bonne foi, diligents, qui paient une prime trop élevée et qui recevraient une indemnité réduite.

Quand un sinistre survient dans une localité, et quand la compagnie paie bien, ce fait se colporte de bouche en bouche et dans les localités voisines, ce qui attire à la compagnie de nouvelles assurances. Il arrive ainsi souvent, qu'une prétendue perte pour une compagnie se transforme en gain en sa faveur.

f) Les nombreuses clauses de nullité du contrat d'assurance avec les compagnies à primes fixes, qui privent l'assuré, souvent très-innocent, de l'indemnité qu'il attendait, constituent le côté le plus défavorable de l'assurance libre vis-à-vis des propriétaires d'une intelligence médiocre qui ne comprennent pas suffisamment le sens d'une rédaction, les renvois d'un paragraphe de la police à un autre, et toutes les conséquences d'un engagement contracté avec bonhomie d'un côté, et avec une pleine connaissance de l'autre. La jurisprudence des polices d'assurance, quoique restreinte, est si bien connue des compagnies et si mal des assurés, que la partie n'est pas du tout égale, surtout quand il s'agit de personnes peu développées, de femmes, de veuves, de mineurs, de tuteurs peu diligents, et surtout vis-à-vis des créanciers hypothécaires non à proximité de surveiller constamment leur gage, qui peut leur échapper par l'une des nombreuses clauses de nullité de l'assurance.

Ainsi, tous les cas qui, depuis la signature de la police d'assurance, viennent aggraver, même légèrement, les chances d'incendie du bâtiment assuré, peuvent priver le propriétaire de l'indemnité, si la compagnie n'a pas été prévenue du fait qui peut faire changer de classe au bâtiment assuré. Ces cas sont nombreux : il suffit par exemple qu'un voisin soit venu exercer à proximité du bâtiment assuré une vocation augmentant un peu les chances du feu, pour que le bâtiment assuré perde ses droits à l'indemnité, si la compagnie n'a pas été prévenue. Et quand cela a lieu, il arrive que le propriétaire, qui est lié par sa police, est obligé de payer un supplément de quote, par le fait que son bâtiment est reporté dans une catégorie payant davantage.

Les primes d'assurance doivent être payées exactement à l'é-

poque fixée par la police, sinon l'effet de l'assurance est suspendu, tandis que la quote continue à courir, si l'incendie ne survient pas. En cas de sinistre, l'assuré ne reçoit rien, lors même qu'il s'acquitterait de sa dette après l'incendie.

L'assuré qui aura dissimulé une circonstance quelconque, qui pourrait influencer sur l'appréciation des chances d'incendies; celui qui aurait laissé ignorer que le bâtiment était assuré ailleurs; celui qui n'aurait pas déclaré si le bâtiment est construit sur le sol d'un tiers, s'il est loué à long terme ou destiné à être démoli; celui qui n'aurait pas déclaré s'il est propriétaire de tout ou partie du bâtiment, s'il est usufruitier, créancier, locataire, commissionnaire, administrateur, mandataire et généralement en quelle qualité il agit, sera entièrement déchu de tous ses droits à une indemnité d'incendie.

L'assuré qui n'aura pas employé tous les moyens en son pouvoir pour sauver ou préserver l'objet assuré; celui qui n'aura pas donné avis de l'incendie dans les 24 heures à la compagnie ou à son agent; celui qui n'aura pas fait sa déclaration écrite à l'autorité compétente, dans les trois jours après l'incendie, en indiquant toutes les circonstances qui l'ont accompagné, ses causes, la nature et le montant du dommage; celui qui n'aura pas transmis à la compagnie ou à son agent dans les 15 jours après l'incendie une copie légalisée de la première déclaration faite à l'autorité dans les trois jours après l'incendie, sera aussi déchu de tous ses droits à une indemnité..

L'assuré qui aura sciemment exagéré le montant du dommage; celui qui aura employé comme justification des documents mensongers ou des moyens frauduleux; celui qui, par une faute, aura causé le dommage ou qui aura été l'auteur de l'incendie, est entièrement déchu de tous ses droits à une indemnité.

Un exemple injuste de nullité serait celui où un frère aurait assuré comme sien un bâtiment qu'il occuperait et dont il serait copropriétaire avec un de ses frères habitant dans une autre maison, ou bien le cas où une veuve usufruitière aurait assuré comme sienne la maison de son défunt mari ou de ses enfants, etc.

g/ Parmi toutes les clauses de déchéance à l'indemnité d'incendie par le fait d'une négligence de l'assuré, où est la sécurité des créanciers ordinaires de l'incendié? Elle est complètement annulée.

Que deviennent les droits des créanciers hypothécaires sur les bâtiments incendiés? Quelques compagnies répondent que ces créanciers ne peuvent pas être traités plus favorablement que l'incendié lui-même; ce qui fait qu'un débiteur criminel pourrait faire perdre à son créancier la valeur intégrale de sa créance. Ce serait la ruine du crédit hypothécaire. Les compagnies répondent aussi qu'il existe une assurance des créances hypothécaires reposant sur les bâtiments assurés, ce qui résout la difficulté. C'est fort bien, mais qui paiera la prime de cette assurance? pourra-t-on la faire supporter au débiteur? Evidemment non, car la négligence et encore moins le crime ne se présument pas. Le créancier supportera donc ces frais, mais les conséquences en retomberont sur le débiteur ou sur le crédit hypothécaire.

D'autres compagnies d'assurance, faisant moins bon marché des droits des créanciers hypothécaires, quand elles ont connaissance des dettes qui grèvent les bâtiments assurés, renoncent à quelques-unes des clauses de nullité en faveur des créanciers hypothécaires, contre la cession de tous les droits de ces derniers.

Dans tous les cas, la loi devrait autoriser le créancier hypothécaire à assurer lui-même le bâtiment qui lui sert de gage, après en avoir fait constater la valeur par experts et en faisant payer la quote au débiteur.

Les partisans de l'assurance libre qui se disent les champions de la liberté individuelle, mais qui sont bien plutôt ceux de la liberté d'assurance, font grand bruit du droit dont la loi s'est emparée pour sauvegarder les intérêts individuels en fait d'assurance immobilière. Mais qu'arrive-t-il quand il s'agit de mettre cette liberté en pratique et quand on veut sauvegarder le crédit hypothécaire? On est obligé de mettre le débiteur en quelque sorte sous la tutelle de son créancier, préférant ainsi faire violence à un principe précieux pour sauvegarder le bien général, dans le crédit hypothécaire. Dans cette mise sous tutelle du débiteur, les partisans de l'assurance libre iront-ils seulement le consoler de la perte de sa liberté!

h) Dans l'assurance libre, toute action en paiement d'indemnité est prescrite par six mois à compter du jour de l'incendie ou des dernières poursuites. Après ce délai, la compagnie ne peut plus être tenue à payer aucune indemnité.

Encore ici, que deviennent les droits des créanciers ordinaires et hypothécaires qui pourraient se trouver momentanément absents et qui n'auraient pu surveiller leurs intérêts?

i) Dans l'assurance libre, la compagnie se réserve par sa police, en cas d'incendie ou de démolition de bâtiments pendant l'incendie, ses droits et ceux de l'assuré contre tous les garants quelconques, tels que locataires, voisins, auteurs de l'incendie, assurances mutuelles ou à primes. La compagnie est subrogée à tous les droits de l'assuré par la stipulation de la police ainsi que par le paiement de l'indemnité, ce qui fait qu'elle peut recourir en dommages-intérêts, pour se récupérer contre toutes les personnes qui, au terme des lois, ont à répondre directement ou indirectement de l'incendie.

k) La plupart des législations civiles admettent plus ou moins les principes suivants :

Le locataire répond de l'incendie de la chose louée, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. S'il y a plusieurs locataires, tous sont solidairement responsables à moins qu'ils ne prouvent, etc.

Tout fait quelconque de l'homme qui cause dommage à autrui, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Chacun est responsable du mal qu'il a causé, non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

Les pères et mères sont responsables des dommages causés par le fait de leurs enfants; le maître pour ses domestiques et employés; les instituteurs et artisans, pour leurs élèves et apprentis, etc.

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par vice de construction.

Les compagnies libres d'assurance ont habilement profité de la sévérité inouïe des principes de droit ci-dessus, qui peuvent être justes dans la plupart des cas, mais très-souvent aussi injustes en fait d'incendie, soit pour se récupérer d'indemnités d'incendies payées par elles, soit pour créer de nouvelles assurances accessoires à celles des bâtiments et du mobilier.

Un agent de compagnie d'assurance a conclu, par exemple, une police d'assurance avec un propriétaire, pour un bâtiment à ce dernier, ce qui fait une première police. L'agent, qui se rend chez le locataire de ce bâtiment, n'a pas de peine à faire souscrire à ce locataire une police pour son mobilier, ce qui fait une deuxième police. L'agent cite ensuite au locataire l'article du code civil sur la responsabilité des locataires ; il lui expose que le propriétaire de la maison, en vertu de cet article, en cas d'incendie de la maison à lui louée, peut l'attaquer pour la valeur totale du bâtiment incendié par imprudence de lui ou des siens ; que le propriétaire du bâtiment peut même saisir en mains de la compagnie l'indemnité qui lui reviendrait, en cas d'incendie, pour son mobilier et ses marchandises, etc. Notre locataire, ébranlé par ce raisonnement, en voyant sa fortune mobilière menacée par la garantie qui lui incombe du fait du bâtiment loué, se décide à souscrire une nouvelle police, sous le nom d'*assurance du risque locatif*. L'agent met en poche sa troisième police, qui garantit le locataire contre le recours du propriétaire du bâtiment en cas d'incendie.

Le locataire ci-dessus se croit maintenant à l'abri de tout danger, moyennant ses deux polices, mais qu'il se détrompe, l'agent de la compagnie va de nouveau le mettre sur la sellette. L'agent, moyennant quelques ménagements oratoires d'usage en pareille circonstance, amène la conversation sur la responsabilité des voisins ; le locataire demande des explications qu'on lui donne tout au long. Notre locataire, qui a beaucoup de marchandises en magasin, assez sujettes aux chances du feu, voit qu'il ne peut être tranquille que quand il sera aussi à l'abri de toute recherche de la part de ses voisins, ce qui le décide à conclure une troisième police pour son compte, qui fait la quatrième pour l'agent, sous le nom d'*assurance du recours des voisins*.

L'agent de la compagnie quitte notre locataire, avec quatre polices dans sa poche, pour un même bâtiment habité par un seul locataire. Vous le croyez peut-être pleinement satisfait ? Détrompez-vous encore. Il a remarqué, dans le bâtiment loué, deux vices de construction et un défaut d'entretien, qui, suivant les circonstances, pourraient occasionner un incendie ou du moins beaucoup le favoriser, comme l'absence d'un mur entre un fenil et d'autres dépendances, etc., et notre agent se transporte chez le propriétaire du bâtiment, pour lui exposer ce qu'il a remarqué.

Mais comme ce propriétaire n'est pas disposé, pour le moment, à faire des réparations dans le bâtiment loué, pour le soustraire aux chances du feu, se décide, dans le but de mettre sa responsabilité de propriétaire à l'abri de toute recherche de la part de son locataire et de la compagnie, à souscrire une seconde police pour son bâtiment loué, sous le nom d'*assurance du recours du locataire contre le propriétaire*. Seulement alors, notre agent satisfait se retire avec cinq polices en poche, pour un seul bâtiment, habité par un seul locataire (1). A cette jolie collection, il ne manque plus rien, sauf d'obtenir, du créancier hypothécaire du bâtiment en question, l'assurance de sa créance.

l) La fréquence des contestations et des procès, entre les propriétaires de bâtiments et les compagnies d'assurances libres, font de celles-ci un épouvantail qui n'est pas sans importance.

Combien de propriétaires craintifs, peu processifs, préféreront régler leur sinistre, en passant par où la compagnie l'entendra, plutôt que d'entreprendre un procès. Un tuteur affairé et peu soucieux en fera autant pour ses pupilles.

m) Quelles garanties et quels moyens coercitifs peut-on se réserver, contre les compagnies étrangères, dans les procès qui peuvent surgir ?

On exigera que la compagnie soit autorisée par l'Etat, pour pouvoir opérer dans le pays ; on exigera qu'elle y élise domicile et qu'elle y ait un représentant.

Mais si ce représentant ne présente pas de garantie de solvabilité, que fera-t-on ? On exigera un cautionnement ou un dépôt.

(1) Si l'on croyait que nous exagérons, il n'y aurait qu'à lire la brochure de M. Cuchotte, inspecteur-général de la Compagnie *la Centrale*, publiée à Genève en 1865, librairie Mehling. Il s'indigne contre la loi genevoise du 5 novembre 1864, qui a décidé la liberté d'assurance contre l'incendie, parce que cette loi a pris des précautions en faveur des créanciers hypothécaires. M. Cuchotte, transporté de sympathie en faveur des pauvres incendiés, s'indigne de ce qu'on ne permette pas aux compagnies de payer immédiatement l'indemnité d'incendie, ce qui fait toujours un si bon effet auprès des propriétaires non encore assurés, parce que cela procure immédiatement la conclusion de nouvelles assurances pour la compagnie qui remplit si bien ses engagements. Enfin, M. Cuchotte finit par conseiller aux Genevois une nouvelle loi, en un seul article, ainsi conçu : « l'assurance est entièrement libre dans la Canton de Genève », ce qui veut dire : laissez-nous tirer tout le parti possible de ce nouveau territoire livré à notre activité.

De combien ? La compagnie ne trouvera point de caution pour un million, pas même pour 100,000 francs. Déposera-t-elle des titres, des actions non encore libérées de ses actionnaires ? Ceux-ci ne voudraient pas s'en dessaisir.

La compagnie ne représentant qu'une garantie de 10 millions en actions, ne pourrait, dans tous les cas, faire plus de dix dépôts d'un million chacun, tandis qu'elle assure des milliards.

Quand un seul édifice vaut un million, quelle garantie a-t-on du paiement de l'indemnité en cas de sinistre, quand, par exemple, l'incendie sera dû à quelque négligence d'un domestique. Aux termes de la police, l'indemnité ne sera pas due, attendu que le maître est responsable de ses domestiques et employés. De là il en résultera la perte du million, ou bien il surgira une difficulté diplomatique entre le pays où le bâtiment est situé et celui où se trouve le siège de la société. C'est une impasse.

n) La haute surveillance qui devra être exercée par l'autorité, à l'égard des compagnies libres d'assurance qui seront autorisées dans le pays, sera, dans tous les cas, bien plus difficile que le jeu libre et paisible d'une assurance mutuelle fonctionnant en vertu de lois connues de tous et appliquées avec impartialité, comme toutes les autres dispositions législatives.

Si les compagnies sont trop libres dans leur action, elles exploiteront le pays et surtout les gens simples ; si on les gêne trop, on risque de faire disparaître la concurrence, et quelques compagnies seulement resteront maîtresses de la situation.

Enfin, la surveillance de ces sociétés sera toujours un embarras assez grand pour l'autorité, qui dépassera de beaucoup le travail de gestion d'une assurance mutuelle dirigée par l'Etat.

o) L'absence de solidarité, de propriétaire à propriétaire, et de localité à localité, dans l'assurance libre, pourrait être cause d'un empressement moindre dans le grand zèle que l'on met actuellement à se porter secours réciproque pour combattre les incendies. Cette substitution d'intérêt, qui, du pays entier, passe à des compagnies étrangères, oblige celles-ci à stimuler, par des récompenses pécuniaires, des pompiers, qui ont montré du zèle et du dévouement dans un sinistre, dont une compagnie aurait pu être gravement atteinte. Le dévouement perd son prestige, quand il

doit être stimulé par une caisse étrangère ; il ne reste que le devoir à remplir envers ses semblables et envers la société.

Une commune, dont tous les bâtiments sont assurés auprès de compagnies étrangères, mettra-t-elle le même empressement à faire l'acquisition d'engins coûteux, pour remplacer des anciens en mauvais état ? Si cette commune veut raisonner dans son égoïsme, elle n'y aura plus le même intérêt, et pourrait ne plus mettre le même zèle dans la police et dans la surveillance du feu.

Il pourrait donc résulter de cette absence de solidarité : une diminution de vigilance chez les autorités locales, un affaiblissement insensible de la noble émulation qui distingue les corps de pompiers ; les sinistres seront plus fréquents et plus graves ; les compagnies gagnant moins, devront élever d'autant plus le taux des primes.

p/ Quoique la création des catégories de bâtiments, dans les assurances libres ait pour résultat certain une diminution dans le nombre et dans l'étendue des incendies, il est à peu près prouvé que ce bon effet est annulé par le fait que, dans cette assurance libre, on est enclin généralement à évaluer les bâtiments à un prix trop élevé.

L'assuré, qui a taxé lui-même son bâtiment, a en vue une plus complète indemnité, et la compagnie y gagne une prime plus élevée, tandis qu'en cas de sinistre, la compagnie a le droit de faire constater la valeur réelle du bâtiment au moment de l'incendie, pour ne payer que cette valeur réelle. La compagnie aura reçu les fortes primes et échappera au paiement d'une indemnité correspondante.

Ces primes élevées sur un grand capital d'assurance, remplissent les caisses de la compagnie, malgré les quelques sinistres qui pourraient être dus à la malveillance et que la compagnie paie. Malgré cela, la compagnie y aura toujours un gain, parce que le nombre des propriétaires négligents ou de mauvaise foi amorcés par l'attente d'une indemnité élevée, forme toujours une minorité imperceptible, comparativement aux personnes honnêtes qui paient bien et chez lesquelles il n'arrive pas de sinistres.

Il arrive très-souvent qu'un incendie fait plus de bien que de mal à la société d'assurance qui en paie l'indemnité. La peur d'un sinistre semblable gagne de proche en proche tous les propriétaires non encore assurés ; ceux qui le sont déjà, avec une

évaluation trop faible, modifient leur police en y apportant une augmentation. Voilà comment les sociétés augmentent leur clientèle et font de bonnes affaires.

q/ L'assurance libre ne sauvegarde pas du tout la valeur des bâtiments des personnes incapables de bien gérer elles-mêmes des immeubles, ce qui peut arriver par exemple chaque fois que le chef de famille vient à mourir; quand on oublie de payer la prime à l'échéance: quand un tuteur n'a pas pensé ou a négligé de faire assurer un nouveau bâtiment, et quand on néglige l'une quelconque des formalités prescrites dans la police d'assurance.

r/ N'a-t-on pas vu après l'incendie de Travers arriver des agents de compagnies étrangères pour régler les indemnités d'incendie du mobilier sans être nantis de leur double de police, quoiqu'ils dussent bien prévoir que, dans un sinistre si grand et qui a été si prompt, les polices des assurés devaient avoir été détruites par le feu pour la plupart. Les agents ont répondu que l'assuré avait l'obligation de présenter son double de police, ce qui fit que les assurés durent s'en rapporter aux chiffres indiqués par l'agent de la compagnie.

III.

AVANTAGES DE L'ASSURANCE MUTUELLE.

a/ L'assurance mutuelle obligatoire contre l'incendie de tous les bâtiments d'un pays est le mode d'assurance le plus naturel, le plus légitime, le plus moral, le plus civilisateur, le plus égalitaire que l'on puisse trouver. Mais pour cela, les charges doivent en être réparties équitablement.

Elle réalise bien la devise: « Un pour tous, tous pour un. » Elle est aussi la plus économique, dans ce sens que l'établissement d'assurance représenté par l'Etat ne fait sur les assurés aucun bénéfice. Ces derniers sont traités avec humanité parce qu'on aime mieux faire éprouver une légère perte à la caisse de l'établissement mutuel, plutôt que de causer la ruine d'un pauvre père de famille honnête et moral qui, par une légère imprudence d'un des siens, a causé l'incendie de sa maison.

b/ Ne serait-ce pas imposant de voir un grand pays comme la

France avec ses 34 milliards de bâtiments à raison de 900 francs par âme de population, fonder une assurance mutuelle, dont la prime moyenne d'assurance, supposée seulement à 1 pour 1000, serait telle qu'elle pourrait parer annuellement aux désastres causés par l'incendie pour une somme de 34 millions de bâtiments.

Admettons encore, outre les incendies ordinaires annuels, supposés à 34 millions, un désastre de même valeur dans Paris ou Lyon, il suffirait d'une quote double, soit de 2 pour mille pendant une seule année pour y parer ou d'une quote de 1 fr. 25 centimes pendant 4 ans pour effacer ce sinistre en dehors de la moyenne.

c/ Ne serait-ce pas beau et réjouissant de voir aussi la Suisse entière unie dans un même lien d'intérêt réciproque et d'amitié, former une seule assurance mutuelle par concordat avec ses deux et demi milliards de bâtiments (voir le tableau), qui, au moyen d'une prime de 1 pour mille en moyenne, pourrait solder deux et demi millions de sinistres et parer encore dans la même année à un sinistre semblable à celui de Glaris, au moyen d'une prime supplémentaire de 1 pour mille ou de 25 centimes pendant 4 ans.

Que faut-il pour réaliser cette grande idée? Etre mû par un sentiment profond de justice. Chaque propriétaire de bâtiment doit dire dans son for intérieur: je suis prêt à payer pour mes bâtiments une quote proportionnelle aux chances d'incendie.

Chaque autorité législative, ainsi que chacun de ses membres doivent en dire autant au nom de leurs commettants, pour voter les lois nécessaires et indispensables, pour amener une certaine uniformité dans les établissements cantonaux d'assurance.

Chaque Etat doit dire aussi dans un sentiment de légitime orgueil: je ne veux point de faveur de la part de mes confédérés, sauf le cas d'une grande calamité publique; je ne veux point être pour eux une charge permanente résultant d'une organisation vicieuse intérieure que je pourrais corriger.

Comment s'y prendre pour réussir, pour réaliser cette idée? Il faut poser des bases justes, acceptables pour tous, par cela même qu'elles sont incritiquables. Tout cela peut se faire avec de la bonne volonté et du courage. Il suffit de quatre cantons, par exemple pour former le Grutli de l'assurance mutuelle ou plutôt

de la réassurance réciproque, autour duquel pourront venir se grouper successivement les autres cantons confédérés. (Voir le projet de concordat à page 67.)

d) Pour qu'une assurance mutuelle puisse présenter de bons résultats financiers et être durable, il est indispensable qu'elle réunisse autant que possible un capital d'un milliard, pouvant parer, outre les besoins courants annuels, à un sinistre de 4 millions, au moyen d'une quote double de la quote annuelle et cela pendant quatre ans.

A défaut d'un capital d'assurance d'un milliard, l'assurance mutuelle doit nécessairement avoir recours à un fonds de réserve qui serait formé au moyen d'une quote fixe d'assurance dépassant la quote moyenne d'environ $1/8$. Ce fonds de réserve s'accroîtrait ainsi chaque année en moyenne de $1/8$ environ de la quote totale d'assurance, en évitant les fluctuations annuelles des quotes.

e) Dans l'assurance mutuelle il existe une solidarité intime entre tous les propriétaires de bâtiments compris dans la même assurance; il y a solidarité de maison à maison, de localité à localité, solidarité dans tout le pays, solidarité enfin, dans toutes les améliorations qu'on apporte dans la police du feu, et dans les engins pour éteindre et combattre les incendies.

Le moindre incendie qui survient touche à l'intérêt privé de chaque assuré, puisqu'ils sont tous en même temps assureurs. Le criminel qui, par vengeance, met le feu à un bâtiment, se nuit ou à lui-même ou aux siens.

Quand cette solidarité s'étendrait sur tout un pays comme la Suisse, au moyen d'un concordat librement débattu, librement accepté, et dont on pourrait librement se retirer sans compromettre ses intérêts futurs, ni même les intérêts passés, cela tendrait nécessairement à resserrer les liens fédéraux. Cela apprendrait aux Confédérés que la pratique de la justice doit être l'apanage des républiques, tandis que la politique des grands Etats n'apprend à s'appuyer que sur la force et la ruse.

Un concordat contre l'incendie qui réussirait en Suisse amènerait forcément à en conclure d'autres tout aussi utiles. Voilà la véritable centralisation, celle qui se fait d'elle-même et librement, en se copiant réciproquement de canton à canton, ce qu'il peut y avoir de bon chez les uns comme chez les autres.

Un canton qui voudrait entrer dans le concordat, mais dont la législation serait défectueuse ou même dangereuse pour le concordat, sous le rapport financier, devra de son chef, et sans que personne ne l'y force, modifier sa législation d'assurance mutuelle pour la mettre d'accord avec ce que le concordat exigera comme minimum. Voilà comment la solidarité peut tendre à l'uniformité, sans passer par la filière de la centralisation. Cette tendance à l'uniformité dans la législation des cantons et même dans l'administration, a déjà fait de grands progrès en Suisse et continuera, tout en restant entièrement indépendant, de canton à canton.

f) Dans l'assurance mutuelle, la sécurité des créanciers hypothécaires et autres est complète. L'industrie, le commerce et le crédit en général ont tout à gagner à cet état de choses et à son maintien.

Le paiement de l'indemnité d'incendie est rendu public par les journaux et se fait en 2, 3 ou 4 termes, ce qui permet à l'incendié de rebâtir et de disposer de fonds au fur et à mesure de l'avancement de la construction. Le créancier, s'il a confiance dans son débiteur qui veut rebâtir, lui laisse encaisser les fonds nécessaires. Dans le cas contraire, il fait lui-même cet encaissement, fait les avances pour la reconstruction et en surveille l'emploi.

Les compagnies s'indignent contre ce mode d'agir, qu'elles appellent barbare et moyen-âge. Et pourquoi? Elles veulent qu'en payant immédiatement et au comptant, cela fasse impression dans la contrée, en faveur de la compagnie, ce qui lui procure immédiatement la souscription de plusieurs polices en prenant toujours mieux pied dans la localité.

Mais n'y a-t-il pas quelque danger, suivant les cas, à livrer immédiatement à l'incendié une somme assez considérable, qui pourrait lui être soustraite et qui pourrait être employée à toute autre chose qu'à la reconstruction comme une spéculation.

Ne faut-il pas laisser une petite place à la bienveillance, sinon du public, au moins des parents, amis et voisins, qui n'ont pas souffert du sinistre. Comment avoir la même commisération d'un incendié, qui possède dans sa maison quelques mille francs en numéraire? Il vaut donc mieux pour éviter toute tentation, et quand on peut le faire tout aussi facilement, d'échelonner les paiements en plusieurs termes. Le paiement immédiat serait plus nui-

sible qu'utile à l'incendié. Les maçons et charpentiers qui ont reconstruit le nouveau bâtiment et qui connaissent les termes des paiements sont plus certains de toucher leurs fonds à jour fixe qu'en les recevant des mains de l'incendié qui pourrait payer l'un en entier en laissant l'autre en souffrance. Si l'argent a été absorbé par les premiers entrepreneurs, il n'en restera point pour les derniers.

g) Avec l'assurance mutuelle, tout se passe avec tranquillité, parce que la loi suit une marche uniforme que chacun connaît. Il n'y a point de tiraillement, de marchandement, d'article de police à interpréter; il n'y a ni intimidation, ni menace de procès. On est même assez large, ce qui n'est pas toujours un bien, pour ne pas faire de retenue, quand il n'y a eu qu'une légère imprudence qu'il n'est pas toujours possible d'éviter.

Quelle sécurité n'ont pas les propriétaires de maisons vis-à-vis des locataires. Si le locataire honnête était obligé de fournir caution, une garantie ou un dépôt, pour répondre de l'éventualité de l'incendie, cela augmenterait son loyer; de là résulterait l'écrasement du faible et du pauvre par le riche; de là naîtrait la nécessité chez les locataires de se loger mal, d'où la santé publique serait gravement atteinte.

Et les tuteurs, les mineurs, les femmes, veuves et autres personnes moins capables de gérer les affaires et les immeubles qu'un chef de famille, sont tout à fait en sûreté avec l'assurance mutuelle. Il en serait tout autrement avec l'assurance libre. Comment être tranquille sur la valeur d'un grand bâtiment, quand tout repose sur l'interprétation d'un article de police dont il faudrait d'abord bien connaître le sens et surtout la portée, ce que messieurs les agents d'assurance connaissent sur le bout du doigt et que l'assuré connaît si peu.

Dans le cas de l'adoption de l'assurance libre, chaque police devrait être accompagnée d'une instruction protectrice de l'assuré, pour le prévenir de tous les dangers dont il est menacé par tel et tel article de sa police, qui est pour lui un couteau à deux tranchants qu'il ne sait par où il faut le saisir sans se blesser, et dont l'assureur a seul le secret, parce qu'il en fait son métier.

h) Un des avantages de l'assurance mutuelle est de garantir en cas d'incendie la généralité des bâtiments d'un pays, sans exception, quelque minime qu'en soit la valeur, mais surtout de ne pas faire payer des quotes exorbitantes aux assurés des dernières catégories, comme celle de 7 pour 1000.

Dans notre projet, nous indiquons pour quote des bâtiments tout en bois, contigus et couverts en bois, à la septième catégorie, la quote de 3 fr. 50 cent., soit la moitié du prix des compagnies françaises.

Dans l'assurance libre, bien des pauvres ne voudront pas payer des quotes aussi élevées : ils seront tentés de ne pas faire assurer leurs bâtiments, mais il viendra un jour où l'incendie réduira cet imprudent à la misère, par le fait qu'il n'a pas eu le moyen de s'assurer à un taux abordable.

IV.

DÉSAVANTAGES DE L'ASSURANCE MUTUELLE.

a) L'assurance mutuelle obligatoire des bâtiments contre l'incendie, suivant son organisation, peut être de beaucoup la plus mauvaise et la plus désastreuse dans ses conséquences, tout en étant la meilleure en principe, suivant les bases qui lui sont données à son origine.

b) Il n'est point nécessaire de le démontrer, c'est maintenant un axiome bien reconnu par toutes les administrations publiques, que l'assurance mutuelle est un des plus grands dangers, en fait et en droit, que la loi puisse imposer aux propriétaires de bâtiments, dans un Etat où la quote d'assurance de 10 années ne peut pas couvrir un sinistre du tiers ou du quart environ de la plus grande cité qui est comprise dans cette assurance mutuelle. Les incendies de Hambourg et de Glaris sont là pour le prouver.

Cette assurance ne peut et ne doit subsister avec un faible capital d'assurance qu'autant que la loi statuerait que l'indemnité sera d'autant plus faible que les sinistres, dans le courant de l'année, auront été plus grands. Alors, ce ne serait plus une as-

surance, mais bien une dérision et une injustice flagrante tout en défendant de s'assurer ailleurs.

Une seule circonstance permet le maintien de l'assurance mutuelle, avec un capital restreint d'assurance, c'est la création d'un fond de réserve.

c) Le danger le plus grand de l'assurance mutuelle se trouve dans les chances d'incendie des grandes agglomérations de maisons, dans les villes et villages, où les bâtiments sont accumulés sur un petit espace, que le feu peut dévorer en un instant, suivant le vent qui souffle, comme à Glaris, parce que tous ces bâtiments dépendent de la même caisse d'assurance. C'est le seul côté faible de l'assurance mutuelle que l'assurance libre a pu éviter et qui fait sa force, en évitant l'assurance de plusieurs bâtiments dans une même rue, ainsi qu'un grand nombre de bâtiments dans une même ville.

d) On a dit que l'assurance mutuelle était contraire à la liberté; qu'elle mettait le propriétaire de bâtiment sous tutelle; qu'elle l'empêchait de gérer sa chose de la manière qu'il estimait le plus convenable à ses intérêts.

D'abord, la liberté individuelle n'a rien à voir dans l'assurance des bâtiments contre l'incendie. C'est une mesure conservatoire qui a été enlevée au propriétaire dans un but utile, qui ne pouvait être atteint qu'en embrassant tous les bâtiments d'un pays, sans distinction : ce n'est donc pas une mesure exceptionnelle.

Est-ce que l'assurance obligatoire du bâtiment enlève au propriétaire la libre disposition de l'immeuble pour le vendre, le léguer, le grever de charges hypothécaires ou de servitudes, l'aggrandir, le démolir ou le laisser tomber en désuétude? Nullement. C'est comme si l'on disait que l'impôt prélevé par l'Etat enlève la liberté du contribuable. La différence entre l'impôt et l'assurance consiste en ce que le premier est indispensable à l'existence de l'Etat, tandis que l'assurance est une chose secondaire, mais en même temps très-importante.

Avec la liberté absolue, il serait donc permis à un propriétaire de mettre le feu à sa maison, quand elle serait isolée et de rire à la barbe des braves gens qui viendraient à son secours.

N'a-t-on pas vu des personnes mourir subitement de peur à la

vue d'un incendie; ne voit-on pas journellement des hommes qui sont écrasés ou blessés pendant un incendie ou qui meurent à la suite d'excès de fatigue ou de maladie contractée en portant secours dans un sinistre. Avec la liberté individuelle absolue, on ne ferait ni routes, ni fontaines, ni écoles publiques, ni vaccination officielle.

Il y a des choses qui ne peuvent s'établir qu'en grand, sur un ensemble, comme les routes, les postes, les communications télégraphiques, les chemins de fer, que l'individu ne peut faire pour lui seul. L'assurance des bâtiments est de ce nombre, c'est une conséquence de l'état social qu'il faut subir comme tant d'autres restrictions apportées à la liberté de l'homme dans la société.

Les assurances libres sont aussi fondées sur une grande échelle avec une organisation qui en font des industries privées, mais elles ne sont pas encore assez solidement établies pour que l'Etat leur abandonne la gestion d'un quart de la fortune de la nation, avant de s'être assuré si l'on ne peut pas faire mieux que ces industries privées, qui ont principalement en vue leur intérêt particulier et non celui de la société.

Si l'assurance mutuelle enlève au propriétaire de bâtiment la gestion d'une partie de son immeuble, elle doit par contre s'imposer l'obligation de gérer cette assurance avec intelligence, avec justice, en répartissant les charges et les avantages également sur tous les intéressés.

Le jurisconsulte Rossi a dit : *La loi doit avoir pour but d'empêcher les individus de nuire les uns aux autres, mais non de se nuire à soi-même. La loi ne doit pas intervenir dans l'administration des choses privées. On dit aussi : L'Etat ne doit entreprendre que ce que l'industrie privée ne saurait accomplir aussi bien que lui.*

D'autres ont dit : *On ne peut laisser à la liberté individuelle ce qui peut nuire à l'intérêt général et bien entendu de la société. La liberté individuelle est limitée par les droits des tiers. Ce qui concerne l'assurance obligatoire des bâtiments est une question d'ordre public de la plus haute importance, c'est la garantie du crédit hypothécaire, qu'on ne peut abandonner au bon vouloir ou à l'incurie des individus pris isolément.*

Quand on ne peut mettre d'accord des principes qui semblent diamétralement opposés et soutenus par des personnes distin-

guées de part et d'autre, il n'y a qu'une seule voie à suivre pour arriver à une solution. C'est de soumettre la cause au jugement du bon sens, qui dit : *La loi peut ordonner toute mesure qui a trait à l'intérêt privé, quand il est intimément lié à l'ordre et au crédit publics, à la condition qu'elle le fasse aussi bien que les intéressés qu'elle veut protéger et d'une manière qui ne leur soit pas plus onéreuse.*

— L'assurance mutuelle répond-elle à ces conditions ? Est-elle aussi bien organisée que les compagnies libres d'assurance ?

Dès que l'assurance mutuelle pourra s'étendre sur un capital assez grand par concordat ou autrement, ou dès qu'elle aura pu se créer un fond de réserve assez puissant, elle sera infiniment préférable à l'assurance libre.

— L'assurance mutuelle est-elle plus ou moins onéreuse que l'assurance libre ?

L'assurance mutuelle est beaucoup moins onéreuse pour les bâtiments ruraux, fenils, granges, écuries, bâtiments en bois ; pour ceux couverts en bois ou en chaume, et pour tous ceux où s'exercent des vocations qui augmentent les chances d'incendie. Par contre, elle est plus onéreuse pour les bâtiments bien construits, et qui sont à l'abri du feu, ne servant que d'habitation.

— La répartition des charges dans l'assurance mutuelle est généralement mauvaise. Quel jugement doit-on porter sur la loi qui sert de base à cette assurance ?

Toute loi qui fait des faveurs et qui n'est pas égale pour tous dans les charges qu'elle doit répartir, est mauvaise ; plus que cela, elle devient inique, en faisant payer les sinistres de certains bâtiments, par une contribution prélevée en trop, sur d'autres bâtiments.

Sous ce rapport, les assurances mutuelles sont presque toutes en défaut. Dans quelques-unes, il n'y a qu'une classe de bâtiments, ce qui est absurde et injuste ; dans d'autres, le nombre des classes ou catégories y est trop restreint et les primes d'assurance n'y sont pas réparties proportionnellement aux chances d'incendie.

Les assurances mutuelles ont donc beaucoup à puiser dans l'organisation des assurances libres pour le nombre des classes, pour la proportion contributive entre les classes ; pour l'augmentation de prime à imposer à toutes les maisons dans lesquelles on exerce une vocation qui augmente des chances d'incendie ; pour la sévérité

à introduire dans la loi d'assurance mutuelle, relativement à la responsabilité des propriétaires, locataires, domestiques, voisins, etc., dont la négligence est tolérée beaucoup trop, tandis que dans la plupart des cas de sinistres, une partie de l'indemnité devrait être retenue à l'assuré quand, par jugement, la négligence lui serait imputable, ou en rendant responsables les personnes autres que l'assuré, qui seraient coupables de négligence ou d'imprudence.

e/ Les assurances mutuelles, pour leur organisation et leur direction, sont restées, pour la plupart, à l'état rudimentaire de leur fondation.

Une seule classe de bâtiments et une prime unique proportionnelle à l'estimation de la construction étaient admissibles, à la naissance de l'assurance, alors que les cas d'incendies étaient très-rares. Mais dans le moment actuel où, soit par le fait de l'augmentation de la population, soit plutôt par celui de l'assurance elle-même, qui a donné trop de sécurité à l'assuré, ce mode vicieux n'est plus tolérable, parce qu'il y a abus et injustice.

Peut-on se figurer une autorité législative qui voulût s'obstiner à maintenir ce qui est devenu mauvais et injuste? Ce serait lui faire injure. Prendre dans la poche des uns pour payer les bâtiments très-inflammables des autres, ce ne serait pas du communisme, car cette secte politique proclame au moins l'égalité. CE SERAIT LE VOL LÉGAL.

Proudhon a dit: *La propriété c'est le vol*, et tout le monde s'est levé pour réprover cette doctrine, et cependant l'assurance mutuelle obligatoire des bâtiments avec une seule catégorie, qui procure une répartition injuste des charges est aussi un vol, d'où l'on conclut que toutes les autorités législatives, quand elles seront suffisamment éclairées sur la matière, répareront promptement les injustices qui découlent de l'organisation actuelle de chaque établissement mutuel d'assurance.

Si les autorités législatives n'ont pas le courage d'ordonner la réforme d'abus criants, alors elles doivent nécessairement proclamer la liberté d'assurance. Dans cette nouvelle position, les propriétaires de bâtiments, dans leur ensemble, paieront un tiers, un quart ou un cinquième en sus de la quote actuelle, mais au moins il n'y aura plus d'EXPLOITANTS NI D'EXPLOITÉS.

f) Depuis l'incendie de la ville de Glaris, un vent défavorable souffle sur les établissements cantonaux d'assurance en Suisse.

Ce n'est pas du mauvais vouloir : c'est un réveil, après une léthargie. On a enfin vu le danger : le trop faible capital d'assurance ; des primes presque nulles pendant longtemps, puis subitement des charges écrasantes.

Dans cette croisade contre les assurances mutuelles, on remarque cependant maint soldat d'assurance libre dont l'uniforme est mal caché sous l'habit bourgeois dont ils sont revêtus ; des agents d'assurance qui font des brochures qu'ils ne signent pas, et pour cause ; d'autres personnes qui signent leurs brochures, mais qui sont peut-être propriétaires d'actions de sociétés d'assurances libres.

D'un côté, il y a augmentation de sinistres en général ; d'un autre côté, des craintes très-fondées se sont élevées de toutes parts sur le danger qu'il peut y avoir à maintenir des établissements basés sur un capital trop faible d'assurance. Tous les défauts d'organisation des différents établissements d'assurance, sont mis en évidence. Par qui ? Souvent par des agents d'assurances libres, qui n'ont rien à voir dans le débat pour le moment. On s'en prend à tort à l'institution elle-même, qui est bonne en principe, au lieu d'en signaler les défauts, qu'on peut faire disparaître, si l'on en a le courage et la volonté. Cela ressemble assez à une personne qui voudrait abandonner l'usage des souliers parce que son cordonnier la chausserait mal, au lieu d'en chercher un autre assez habile pour mouler sur son pied une chaussure qui sera pour elle d'un grand prix dès qu'on aura trouvé la forme convenable.

N'ébranlons pas un édifice, qui n'a besoin que de trouver un appui à l'extérieur (le concordat), et des améliorations intérieures.

g) On a dit, contre l'assurance mutuelle, que l'assuré ne pouvait pas débattre la classe, ni le prix du bâtiment, avec l'assureur. C'est une affaire de détail d'organisation. Qu'y a-t-il de plus simple que le recours sur le prix du bâtiment, sur la classification, et sur le montant de l'indemnité, en cas de destruction partielle du bâtiment, soit soumis à une commission neutre autre que celle nommée par l'administration, à la nomination de laquelle les intéressés prendraient part.

On reproche, enfin, à l'assurance mutuelle, que les clauses de nullité, soit de refus d'indemnité d'incendie, sont très-rares, tandis qu'elles sont nombreuses dans les compagnies libres. Il faut l'avouer, dans l'assurance mutuelle l'indulgence est poussée souvent à ses dernières limites, ce qui fait que les propriétaires, honnêtes et prudents, pâtissent au profit des imprudents et de ceux de mauvaise foi, ou au profit des créanciers de ces derniers, parce que tous les petits actes de négligence sont passés sous silence dans la loi d'assurance mutuelle, qui est ou trop douce ou pas assez bien observée.

h) On a beaucoup critiqué, depuis 4 ans, l'organisation des assurances mutuelles, et beaucoup vanté, par contre, celle des assurances libres. Mais rien ne s'oppose à ce que les premières s'assimilent plusieurs des règles des secondes, en les adoucissant, afin d'arriver à intéresser fortement les assurés à la vigilance et à la surveillance de ce qui se passe autour d'eux. Le meilleur moyen, pour arriver à cela, est de former un grand nombre de catégories, afin que, chacun cherchant à passer dans une payant moins, il soit ainsi amené à faire de petites réparations, qui préviendront les incendies et qui n'auraient point été exécutées, sans cette classification. Il arrivera souvent, qu'une dépense, inférieure à 50 fr., fera passer un bâtiment d'une catégorie dans une autre payant moins, ce qui économisera à l'assuré 15 ou 20 francs annuellement.

i) Un défaut dans les assurances mutuelles comprenant plusieurs catégories de bâtiments, mais qui fait en même temps leur éloge, c'est qu'elles n'ont jamais imposé, outre mesure, les bâtiments des catégories inférieures.

Les compagnies libres sont sans pitié à cet égard. Elles imposent, à 7 fr. pour 1000, un bâtiment de 2^{me} risque, 2^{de} classe ; et 40 cent. pour 1000, un bâtiment de 1^{er} risque, 1^{re} classe ; ce qui fait que celui-ci qui paie 7 francs est $17\frac{1}{2}$ fois plus imposé que celui qui paie 40 centimes. Cette grande différence est-elle bien proportionnelle aux risques soit chances d'incendie ? Ou bien, les compagnies ne fixent-elles un prix aussi élevé, que pour rebuter les assurés de ces catégories là ? Il va sans dire que les compagnies préfèrent les bonnes constructions, dans les catégories payant moins, au grand nombre de petits bâtiments

dans les catégories inférieures, représentant un faible capital d'assurance. Il est naturel qu'elles recherchent le plus grand gain, avec le moins d'embarras.

Il est difficile d'être bien renseigné, sur tout ce qui touche aux assurances libres. Messieurs les Directeurs de ces établissements sont impénétrables. L'arcane de leur métier est interdit aux profanes, qui ne sont pas actionnaires dans leur société.

Réponse à la Deuxième question

portant : « Quel est, de ces deux systèmes, celui qui serait préférable pour le canton de Neuchâtel ? »

I.

CHOIX ENTRE L'ASSURANCE LIBRE ET L'ASSURANCE MUTUELLE.

a) Il résulte des développements donnés à la 1^{re} question du programme, que nous conseillons le maintien de l'assurance mutuelle, dans le canton de Neuchâtel, à la condition de faire subir, à cette institution, tous les changements qui tendront à faire diminuer le nombre des incendies, soit à engager les propriétaires à bâtir de manière à prévenir toujours davantage les chances de sinistres, soit à préparer les voies et moyens à un concordat de réassurance suisse, qui fera le sujet du Titre II suivant.

b) La meilleure voie à suivre, dans le maintien de l'assurance mutuelle, soit qu'elle reste isolée comme elle l'a été jusqu'à présent, soit qu'elle entre dans le concordat que nous proposons, est de constituer, le plus tôt possible, un fond de réserve, au moyen de quotes fixes, un peu en dessus de la moyenne strictement nécessaire, de manière à pouvoir faire face aux sinistres annuels, tout en augmentant graduellement le fonds de réserve.

c) On ne peut pas conseiller, à un Etat, tel système plutôt que tel autre d'assurance, attendu que le meilleur système est aussi celui qui convient à tous les pays, sauf à le modifier dans ses détails puisque c'est une affaire de combinaison purement matérielle.

Quant aux questions qui relèvent de l'ordre moral, dans lesquels rentrent les mœurs et les usages d'un peuple, ses habitudes d'ordre, de prudence, de vigilance et d'énergie à combattre les incendies, ou sa tendance à l'apathie, à la négligence, à la malveillance et à un abaissement graduel du sens moral, ce n'est pas le système d'assurance qui pourra rien changer à cet état de choses. Mais, suivant le système de l'assurance, le nombre des incendies peut être beaucoup diminué, en y intéressant directement le propriétaire du bâtiment, sans que la morale publique soit mise en cause dans la question.

Dans un pays où les sinistres viennent trop fréquents, malgré un bon système d'assurance mutuelle, il faudra qu'il subisse les conséquences de sa négligence, ou, s'il est soumis à l'assurance libre, les compagnies deviendront toujours exigeantes, parce qu'elles n'assurent que dans l'espoir de faire un gain, plutôt que des pertes successives et certaines.

II.

CONCORDAT DE RÉASSURANCE EN SUISSE SUR DES BASES TOUTES DIFFÉRENTES DES CONCORDATS PROJÉTÉS.

(Voir ce concordat à la suite du mémoire).

Réponse à la troisième Question

portant : « Quelles seraient, dans l'éventualité du maintien de
« l'assurance cantonale, les mesures à prendre pour en diminuer
« les risques, tout en conservant les avantages particuliers de
« cette institution ? »

I.

ÉVALUATION DES BATIMENTS.

a) La valeur d'assurance des bâtiments, dans le canton de Neuchâtel, nous a semblé trop élevée au premier abord, ce qui aurait constitué un danger sérieux, surtout dans une assurance dans laquelle l'indemnité d'incendie est portée aux $\frac{9}{10}$ ^{mes} de la valeur d'assurance. A quoi il faut encore ajouter l'assurance mobilière, qui complète une garantie trop grande et trop entière donnée à l'assuré.

Un examen plus attentif de la question nous a convaincu, que les bâtiments neuchâtelois sont bien portés à leurs valeurs, dans le tableau synoptique que nous avons établi dans le présent mémoire.

Ce tableau indique les capitaux officiels, les plus récents de l'assurance des bâtiments, contre l'incendie, des divers établissements cantonaux en Suisse, comparés à la population, d'après le recensement de 1860, en prenant, pour terme de comparaison, la valeur des bâtiments par âme de population, ce qui nous paraît une mesure normale assez juste.

Il ressort de ce tableau que la valeur moyenne des bâtiments par âme de population, dans les cantons possédant une assurance mutuelle, est la suivante :

| | | | |
|-------------------------|-----------|--------------------------|---------|
| Bâle-Ville | fr. 2,114 | Thurgovie | fr. 784 |
| Genève | » 1,971 | Appenzell (Rh. Extér.) » | 784 |
| Zurich | » 1,313 | Glaris | » 778 |
| Neuchâtel | » 1,305 | Lucerne | » 704 |
| Vaud | » 1,258 | Soleure | » 662 |
| Zug | » 1,079 | Fribourg | » 561 |
| Bâle-Campagne | » 949 | Berne | » 555 |
| Saint-Gall | » 936 | Argovie | » 514 |
| Schaffhouse | » 903 | | |

Il résulte du tableau qui précède, qu'un bâtiment neuchâtelois vaudrait les $\frac{10}{10}$ d'un bâtiment zurichois,
les $\frac{7}{10}$ » genevois,
les $\frac{6}{10}$ » bâlois (ville).

Si les bâtiments neuchâtelois ne sont pas portés à une valeur d'assurance exagérée, il n'en est pas moins constant que la faible retenue de $\frac{1}{10}$ de la valeur d'évaluation, est peut-être la moins forte de toutes les assurances cantonales suisses.

Si vous ajoutez à cela beaucoup de bâtiments, d'un prix assez élevé, construits tout en bois, sans compter les anciens qui sont détruits en entier dans un incendie, tandis que dans les localités où l'on construit d'avantage en pierre, la destruction n'est, le plus souvent, que partielle, vous arrivez à une aggravation dans les quotes d'assurance.

Ajoutez enfin, l'assurance du mobilier, qui pourrait être exagérée, jointe au fait d'une indemnité entière, et vous aurez tous les éléments nécessaires pour donner aux assurés une pleine et entière sécurité en cas d'incendie. La surveillance, la vigilance et la méfiance vis-à-vis du feu diminueront graduellement, en prenant racine dans les mœurs du pays ; de là continuera une œuvre de destruction, qui retombera sur les assurés, en forçant plus ou moins l'administration d'abandonner l'assurance mutuelle, pour tomber entre les mains des compagnies libres, qui sauront faire ouvrir les yeux des assurés, ainsi que délier les cordons de leur bourse.

Là gît le mal, plutôt que dans l'état moral du pays, qui ne va point en s'affaiblissant dans le canton de Neuchâtel plus qu'ailleurs, comme semble le croire la Gazette de Neuchâtel dans son n° 95 du 8 août 1865.

Le taux moyen de l'assurance neuchâteloise, des 14 dernières années, dès 1852 à 1865, est, par 1000 fr. de . . . fr. 1»16³/₁₀

Ce taux serait, si l'on n'avait pas fait la retenue du $\frac{1}{8}$, et ensuite du $\frac{1}{10}$, par 1000 fr. de . . . » 1»30⁷/₁₀

Le taux dans le canton de Vaud, avec une retenue de $\frac{1}{5}$, est de . . . » 0»85¹/₁₀

En ajoutant la retenue du $\frac{1}{5}$, dans le canton de Vaud, il serait de . . . » 0»99⁶/₁₀

Le taux de l'assurance mobilière, dans le canton de Vaud, par 1000 fr. est de . . . » 0»98⁹/₁₀

Il faut dire, à la décharge du taux élevé de l'assurance neuchâteloise, que, dans la plupart des cantons, la caisse d'assurance est gérée gratuitement, par l'administration cantonale. Dans le canton de Vaud, par exemple, ce n'est que depuis peu d'années que

la caisse d'assurance supporte les frais d'insertion dans la feuille des avis officiels.

Cette diminution de surveillance, du fait d'une trop grande sécurité dans l'indemnité d'incendie, peut mener loin, quand elle s'exerce sur les 87,369 habitants du canton de Neuchâtel. Si cette trop grande confiance, dans une indemnité complète, n'augmente fortement la négligence que d'une personne sur 10,000, ce qui est bien peu dire, il en résultera que huit personnes occasionneront au moins 4 incendies en moyenne de plus par année, ce qui augmentera la quote d'assurance de $\frac{1}{8}$ environ. Enfin si cette augmentation de 4 incendies par années, n'avait pas lieu, cela économiserait environ fr. 12,255 annuellement, savoir :

| | |
|--|-----------------|
| 1 $\frac{8}{100}$ incendie, en sous de fr. 100, à fr. 50, fait fr. | 54»— |
| 0 $\frac{88}{100}$ » de 100 à 1000 fr., à fr. 420, fait » | 369»60 |
| 2 $\frac{4}{100}$ incendies, en sus de 1000 fr., à fr. 5,800, fait » | <u>11,832»—</u> |

Indemnité totale des 4 incendies (1) . . . fr. 12,255»60

Si ces 12,255 fr. étaient placés, chaque année, dans un fonds de réserve, à 4%, à intérêt composé seulement pendant une génération, soit pendant 30 ans, cela donnerait la somme de fr. 714,811.

b) L'article 14 de la loi neuchâteloise, du 9 avril 1861 sur l'assurance des bâtiments, pose en principe, que l'évaluation des constructions aura pour base la valeur intrinsèque, soit le prix de revient du bâtiment, suivant les prix de chaque localité, abstraction faite de la valeur du sol.

Cette base est juste et bonne, mais il lui manque un complément, celui que le bâtiment doit être construit et situé de telle manière qu'il rapporte son intérêt, entre 4 et 5%. La loi est partie du principe que l'assuré doit être replacé dans la position où il était avant le sinistre, mais c'est là souvent un danger. C'est

(1) Nous savons, par expérience, que si l'on divise les incendies en trois catégories : la 1^{re} comprenant les incendies en sous de 100 fr. ; la 2^{de} ceux de 100 fr. à 1000 fr. ; la 3^{me} ceux en sus de 1000 fr., ces catégories se présenteront dans la proportion suivante sur 100 incendies : 27 en sous de 100 fr. ; 22 de 100 à 1000 fr. et 51 en sus de 1000 fr. Enfin, ces incendies se présenteront avec les valeurs suivantes : 50 fr. pour les incendies en sous de 100 fr. ; 420 fr. pour ceux de 100 à 1000 fr., et 5800 fr. pour ceux en sus de 1000 fr. Ces chiffres sont basés sur une assurance dans laquelle on a retranché $\frac{1}{8}$ de l'indemnité d'incendie.

aller beaucoup plus loin que les assurances libres, qui n'indemnisent que de la valeur du bâtiment au moment du sinistre, sans jamais dépasser le chiffre de la police. Et qu'est-ce que c'est que cette valeur du bâtiment ? ce ne peut être que la valeur vénale dégagée de la valeur du sol et de toute autre circonstance se rapportant à la situation du bâtiment.

Voyons des exemples.

Deux bâtiments identiques, bien construits, se louant facilement, ont coûté chacun fr. 19,000 de construction. Le sol du premier a coûté fr. 1,000 pour 100 perches de surface, à raison de fr. 100 la perche, ensorte que ce bâtiment sera porté pour fr. 19,000 dans l'assurance cantonale et pour fr. 20,000 dans la rubrique du prix de vente (les taxes de bâtiments devraient toujours indiquer ces deux prix distincts, celui d'assurance et celui de vente ou valeur vénale). Le sol du 2^d bâtiment a coûté fr. 6,000, à raison de fr. 600 la perche, ce qui fait que ce bâtiment sera porté fr. 19,000 dans l'assurance et pour fr. 25,000 dans le prix de vente. Cette différence de prix vient de la position favorable du 2^d bâtiment, ce qui se justifie par le prix élevé du sol. Jusqu'ici, nous sommes bien d'accord.

Mais si un propriétaire construit sans consulter un architecte ; si sa maison est mal distribuée ; s'il met un quart de bois de trop dans la charpente et $\frac{1}{10}$ de maçonnerie en sus du nécessaire ; si, pour ces raisons, il ne peut retirer que le 3^o/_o de revenu de son bâtiment, coûtant fr. 20,000, savoir : fr. 19,000 de construction et 1,000 pour le sol, le principe de la loi est vicieux ou dangereux, car le propriétaire, qui aura prouvé par ses comptes qu'il a dépensé fr. 19,000 pour sa construction, aura obtenu cette évaluation pour l'assurance, et pourra ainsi, rentrer dans ses fonds en cas de sinistre, tandis que son bâtiment ne valait plus que fr. 12,000 par son revenu calculé à 5^o/_o. Ce propriétaire aura ainsi retiré 7,000 fr de plus, de la caisse d'assurance, que s'il avait vendu son bâtiment de gré-à-gré : il aura bénéficié par le sinistre.

Si l'on va construire une campagne, pour louer, dans un endroit qui ne serait pas goûté par les étrangers ; si un bâtiment est situé sur un terrain en forte pente, la face principale tournée au nord, ou dont la vue peut être masquée par un bâtiment que construira le voisin ; si un agriculteur, soit par vanité, soit parce que ses moyens le lui permettent, construit un superbe bâtiment

de ferme, avec luxe, et plus grand qu'il ne devrait être comparativement à l'étendue du domaine, et si ce bâtiment, enfin, échoit en partage à l'un des fils de cet agriculteur, avec une partie seulement du domaine primitif, etc., ces bâtiments constitueront une non-valeur, comme le serait une créance sur un débiteur peu solvable, ou une action de chemin de fer, qui serait tombée en dessous du pair. Ces bâtiments ne peuvent et ne doivent pas être garantis, par la caisse d'assurance, à leur valeur intrinsèque, en réparant les fautes commises par les propriétaires qui les ont construits, et qui pourraient, eux ou leurs successeurs, bénéficier sur un sinistre.

Nous dirons donc, qu'*entre le prix de revient d'une construction la valeur vénale et la valeur utile (1), dégagée de la valeur du sol et autres accessoires de position, on doit prendre la plus basse des trois, pour l'assurance de ce bâtiment, en se basant sur le principe que jamais l'assuré ne doit pouvoir faire de bénéfice sur un sinistre.* C'est le principe dirigeant dans la loi fribourgeoise.

c) Les commissions d'évaluation des bâtiments devraient être permanentes et composées de trois experts et d'un suppléant. Ces commissions seraient nommées par districts, pour le terme de 3 ou 4 ans; elles auraient la mission de taxer les bâtiments, de déterminer la classe et d'évaluer les sinistres dans leur district respectif. Ces commissions permanentes acquièrent, ainsi, beaucoup de pratique et ne se laissent pas entraîner par des influences locales ou de personnes, à taxer tantôt haut et tantôt bas, pour faire plaisir aux parties. Dans le canton de Fribourg, on pousse la prudence jusqu'à exclure les parents jusqu'au 6^{me} degré, entre taxateurs et propriétaires de bâtiments à évaluer; un membre ne peut fonctionner dans la localité de son domicile ou de sa bourgeoisie.

Il devrait être fait une taxe annuelle, en septembre ou octobre, de tous les bâtiments nouveaux, réparés ou démolis; ceux construits, après l'évaluation annuelle, pourraient être taxés aux frais des propriétaires qui le demanderaient.

(1) Voir plus loin la définition de la valeur utile d'un bâtiment.

III.

CLASSIFICATION DES BATIMENTS.

a) Nous estimons que le nombre des classes, soit catégories de bâtiments, est trop faible à trois, dans l'assurance neuchâteloise.

Il ne suffit pas que ces catégories soient assez distinctes les unes des autres, comme c'est le cas dans l'assurance qui nous occupe ; il faut encore que ces classes soient assez nombreuses pour leur appliquer des quotes proportionnelles aux chances d'incendie, pour stimuler l'intérêt des propriétaires à passer d'une catégorie dans une autre payant moins, au moyen d'une faible dépense en sus de celle projetée, ou d'une réparation qui fera monter le bâtiment à une catégorie supérieure. Par exemple, dans la 1^{re} classe des bâtiments neuchâtelois, les propriétaires n'ont aucun intérêt à construire mieux que ce qui est exigé, strictement, pour entrer dans cette 1^{re} catégorie. Mais, comme c'est notre avis, si vous la divisez en trois catégories distinctes, avec des quotes graduées, alors vous donnez immédiatement naissance à cette émulation, de construire de telle manière à arriver à telle catégorie donnée d'avance.

C'est pour arriver à ce but, et pour rendre possible une classification uniforme en Suisse, dans les bâtiments soumis aux assurances cantonales, que nous proposons huit catégories de bâtiments, dont la huitième, soit dernière, serait affectée aux bâtiments contigus couverts en chaume.

Les quotes de ces huit classes pourraient suivre la progression suivante, fixée pour 1000 fr. de capital :

| 1 ^{re} cl. | 2 ^e cl. | 3 ^e cl. | 4 ^e cl. | 5 ^e cl. | 6 ^e cl. | 7 ^e cl. | 8 ^e cl. |
|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 0»50 | 0»75 | 1»10 | 1»55 | 2»10 | 2»75 | 3»50 | 5»00 (1) |

(1) Les prix des premières catégories peuvent paraître élevé, comparative-ment à ceux de quelques compagnies d'assurance libre, mais il faut observer que dans les assurances mutuelles, dans le cas de grand sinistre, les catégories inférieures seraient appelées, en compensation, à supporter une augmentation de quote, ce qui n'a pas lieu dans l'assurance libre.

La dernière classe ne trouverait pas son application dans le canton de Neuchâtel. Mais, si l'on partageait en trois la première classe des bâtiments neuchâtelois, et chacune des deux autres classes en deux autres catégories, cela donnerait sept catégories, au lieu de trois. Eh bien, si nous soumettons au calcul l'application de ces prix, aux sept premières catégories ci-dessus, avec les capitaux de l'assurance annuelle, dès 1852 à 1865, nous arrivons à couvrir les sinistres annuels, avec un boni de 3236 fr. par année. Mais, si nous appliquons ces mêmes prix et les mêmes catégories, au capital d'assurance de l'année 1865, en calculant l'indemnité d'incendie à raison de fr. 1¹⁶ $\frac{3}{10}$ pour 1000 fr. de capital, nous arrivons, au contraire, à un déficit de 2111 fr. Les prix de ces sept catégories sont donc bien rapprochés de la vérité.

Voici un aperçu de la distinction entre les huit catégories :

- 1^{re} catégorie. Habitations en pierre, isolées, à portée des secours.
- 2^{me} catégorie. Habitations en pierre, isolées, moins à portée des secours ; habitations en pierre les mieux construites, contiguës, mais ne présentant pas de partie vulnérable par le feu venant des bâtiments voisins.
- 3^e catégorie. Habitations en pierre les mieux construites, contiguës, mais présentant quelque point vulnérable par des lucarnes, galeries et autres saillies en bois.
- 4^e catégorie. Habitations en pierre et bois, contiguës, couvertes en tuiles ; habitations en bois, isolées, couvertes en tuiles ; granges, fenils, écuries, tout en pierre, non contigus, couverts en tuile.
- 5^e catégorie. Fenils, granges, écuries, en pierre et bois, contigus, couverts en tuiles ; habitations isolées en bois, couvertes en bois.
- 6^e catégorie. Habitations en bois, contiguës, couvertes en bois ; fenils, granges, écuries en bois, non contigus, couverts en bois.
- 7^e catégorie. Fenils, granges, écuries en bois, contiguës, couverts en bois ; bâtiments quelconques couverts en chaume, isolés de 200 pieds de tout autre bâtiment.
- 8^e catégorie. Bâtiments quelconques contigus, couverts en chaume ou éloignés à moins de 200 pieds de tout autre bâtiment.

Tous les bâtiments dans lesquels on exercera une vocation augmentant les chances d'incendie, seront portés dans l'une des

TABLEAU

pouvant servir à la fixation des quotes pour l'assurance des bâtiments contre l'incendie

| Catégories DE Bâtiments. | Progressions mixtes, dont les accroissements successifs forment une progression arithmétique dont la raison est 5 centimes. | | | | | | | | | | | |
|--|--|---------|---------|----------|-------|-------|-------|-------|---------|---------|---------|---------|
| | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. |
| 1 ^{re} | 0»40 | 0»40 | 0»40 | 0»40 | 0»50 | 0»50 | 0»50 | 0»50 | 0»60 | 0»60 | 0»60 | 0»60 |
| 2 ^{me} | 0»50 | 0»55 | 0»60 | 0»65 | 0»70 | 0»75 | 0»80 | 0»85 | 0»75 | 0»80 | 0»85 | 0»85 |
| 3 ^{me} | 0»65 | 0»75 | 0»85 | 0»95 | 0»75 | 0»85 | 0»95 | 1»05 | 0»85 | 1»05 | 1»15 | 1»15 |
| 4 ^{me} | 0»85 | 1»— | 1»15 | 1»30 | 0»95 | 1»10 | 1»25 | 1»40 | 1»20 | 1»35 | 1»50 | 1»50 |
| 5 ^{me} | 1»10 | 1»30 | 1»50 | 1»70 | 1»20 | 1»40 | 1»60 | 1»80 | 1»30 | 1»50 | 1»70 | 1»90 |
| 6 ^{me} | 1»40 | 1»65 | 1»90 | 2»15 | 1»50 | 1»75 | 2»— | 2»25 | 1»60 | 2»10 | 2»35 | 2»35 |
| 7 ^{me} | 1»75 | 2»05 | 2»35 | 2»65 | 1»85 | 2»15 | 2»45 | 2»75 | 1»95 | 2»25 | 2»55 | 2»85 |
| 8 ^{me} | 2»15 | 2»50 | 2»85 | 3»20 | 2»25 | 2»60 | 2»95 | 3»30 | 2»35 | 3»05 | 3»40 | 3»40 |
| Rapport du dernier au 1 ^{er} terme | 5,375:1 | 6,25:1 | 7,125:1 | 8,00:1 | 4,5:1 | 5,2:1 | 5,9:1 | 6,6:1 | 3,917:1 | 5,083:1 | 5,667:1 | 5,667:1 |
| Catégories DE Bâtiments. | Progressions mixtes, dont les accroissements successifs forment une progression arithmétique dont la raison est 10 centimes. | | | | | | | | | | | |
| | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. | F. C. |
| 1 ^{re} | 0»40 | 0»40 | 0»40 | 0»40 | 0»50 | 0»50 | 0»50 | 0»50 | 0»60 | 0»60 | 0»60 | 0»60 |
| 2 ^{me} | 0»50 | 0»55 | 0»60 | 0»65 | 0»60 | 0»65 | 0»70 | 0»75 | 0»70 | 0»80 | 0»85 | 0»85 |
| 3 ^{me} | 0»70 | 0»80 | 0»90 | 1»— | 0»80 | 0»90 | 1»— | 1»10 | 0»90 | 1»10 | 1»20 | 1»20 |
| 4 ^{me} | 1»— | 1»15 | 1»30 | 1»45 | 1»10 | 1»25 | 1»40 | 1»55 | 1»20 | 1»35 | 1»50 | 1»65 |
| 5 ^{me} | 1»40 | 1»60 | 1»80 | 2»— | 1»50 | 1»70 | 1»90 | 2»10 | 1»60 | 1»80 | 2»20 | 2»20 |
| 6 ^{me} | 1»90 | 2»15 | 2»40 | 2»65 | 2»— | 2»25 | 2»50 | 2»75 | 2»10 | 2»35 | 2»60 | 2»85 |
| 7 ^{me} | 2»50 | 2»80 | 3»10 | 3»40 | 2»60 | 2»90 | 3»20 | 3»50 | 2»70 | 3»— | 3»30 | 3»60 |
| 8 ^{me} | 3»20 | 3»55 | 3»90 | 4»25 | 3»30 | 3»65 | 4»— | 4»35 | 3»40 | 4»10 | 4»45 | 4»45 |
| Rapport du dernier au 1 ^{er} terme. | 8:1 | 8,875:1 | 9,75:1 | 10,625:1 | 6,6:1 | 7,3:1 | 8:1 | 8,7:1 | 5,667:1 | 6,25:1 | 6,833:1 | 7,417:1 |

catégories correspondant aux risques du feu. Enfin, il pourra être créé d'autres catégories de bâtiments, au-delà de la 8^e, pour ceux dont les chances d'incendie seraient plus grandes que pour les bâtiments contigus couverts en chaume, à moins que leur assurance ne soit laissée libre.

On peut donc dire, que *plus le nombre des catégories est restreint, moins on peut fixer équitablement les quotes d'assurance et moins il y aura d'émulation pour améliorer de plus en plus les constructions*. Avec un petit nombre de classes, la moitié des bâtiments échappe à une quote plus élevée, qui devrait lui être appliquée équitablement, si le nombre des classes eût été plus grand.

Quant aux autres détails, pouvant diriger dans la fixation des catégories, on pourra les voir dans le projet de concordat.

III.

CHOIX D'UNE ASSURANCE.

a) Une question qui doit vivement préoccuper l'Etat de Neuchâtel, est de connaître la raison pour laquelle le Canton de Genève a abandonné l'assurance mutuelle, par sa loi du 5 novembre 1864, tandis que cette caisse d'assurance présentait un taux moyen de prime de 43 1/2 centimes par 1000 fr., dès 1824 à 1833, comprenant deux incendies importants dans Genève ; de 25 centimes de 1834 à 1843 ; de 47 centimes de 1844 à 1853 ; et de 62 1/2 centimes de 1854 à 1863, alors que le canton de Neuchâtel arrive au taux de 1 fr. 16 3/10 centimes par 1000 francs, et de 1 fr. 30 7/10 centimes, si l'on n'eut point fait de retenue de 1/8, et ensuite de 1/10, sur l'indemnité d'incendie.

Nous allons tâcher d'expliquer pourquoi Genève a aboli son assurance mutuelle, malgré ses résultats favorables.

Si l'on recherchait quel serait le taux d'assurance d'une capitale de canton, pour le comparer au taux réel d'assurance du canton entier, en faisant la différence entre la somme payée par cette capitale pour l'assurance cantonale, et celle qu'elle a reçue pendant une certaine période, on serait frappé de voir com-

bien la ville aura peu reçu en indemnités d'incendies, comparativement à ce qu'elle aura dû payer.

Ce travail a été fait pour la commune de Lausanne, sur la période de 1845 à 1864, comprenant 20 ans. Cette commune, qui comprend une surface de 11,000 arpens fédéraux, renferme par conséquent, outre plusieurs hameaux, beaucoup de bâtiments ruraux, à demie et une lieue du chef-lieu. Nous avons donc à faire, non pas avec une ville proprement dite, mais avec un mélange de ville et de campagne.

Pendant cette période de vingt ans, de 1845 à 1864, les bâtiments de la commune de Lausanne ont payé en moyenne 85 centimes par 1000 fr., frais de perception compris, en faveur de l'assurance cantonale, comme le reste du canton et ils n'ont reçu en indemnités d'incendie que 13 centimes par 1000 fr.

Cela fait voir que les villes telles que Neuchâtel, Lausanne et Genève peuvent marcher pendant très-longtemps avec une quote de 10 à 15 centimes (20 centimes au plus), mais il peut survenir un sinistre important, qui modifierait beaucoup cette quote anodine.

En admettant un grand sinistre par siècle, dans une ville de 20 millions de bâtiments, comme Neuchâtel par exemple, payant annuellement une quote de 20 centimes, dans une assurance qui lui serait spéciale, au lieu de 50 centimes dans l'assurance cantonale, cette ville pourrait faire une économie de 30 centimes par 1000 fr., soit de 6000 fr. par an. Or cette somme, placée chaque année en réserve pendant 100 ans, à intérêt composé à 4 % l'an, constituerait le fonds de réserve important de 7 3/4 millions, soit exactement de 7,722,750 fr.

Nous avons tout lieu de croire que le taux d'assurance, dans la ville de Genève seule et isolée du reste du canton, devrait être compris entre 10 et 20 centimes par 1000 fr. Genève n'avait donc aucun intérêt à rester attachée à l'assurance cantonale pour payer en moyenne depuis les dix dernières années la quote de 62 1/2 centimes, tandis que, dans le cas d'un grand sinistre dans cette ville, la caisse d'assurance cantonale n'aurait pu satisfaire à ses engagements. Dans cette joute d'intérêt matériel, la ville représentait le pot de terre et la campagne le pot de fer.

A Genève, dans le Grand-Conseil, les propriétaires de bâtiments de première classe faisaient majorité, il ne faut donc pas

s'étonner si, rentiers, propriétaires de grands bâtiments, avocats et notaires ont pu parvenir à faire prononcer le divorce si inattendu en fait d'assurance entre la ville et la campagne. La ville y avait un intérêt actuel et direct, celui de payer moins auprès des compagnies, à raison de 40 à 50 centimes par 1000 francs, au lieu de 62 1/2 centimes, tout en parant à l'éventualité d'un grand sinistre.

Si l'Etat de Genève avait pu entrer dans un concordat suisse d'assurance ou de réassurance tout constitué, il l'aurait sans doute fait, mais à défaut de cela, il a agi prudemment en abolissant son assurance parce que l'agglomération d'un si grand capital, dans la ville de Genève, constituait un danger effrayant pour ce canton, doté déjà d'une dette assez considérable pour ne pas risquer de la voir encore augmenter par un grand sinistre. L'Etat de Genève se trouvait donc dans une situation spéciale et critique dont il devait sortir au plus tôt. Mais dès qu'un concordat suisse serait constitué, vous verriez ce canton tendre immédiatement la main à ses confédérés dès l'instant qu'il y aura pour lui sécurité et justice dans la proportion des primes, en ne faisant pas payer aux bâtiments de première classe une charge plus lourde qu'ils ne doivent supporter.

On a fait valoir en faveur de l'assurance libre le fait qu'à Genève un hôpital de cette ville pouvait faire assurer ses bâtiments à la moitié du prix qu'ils paient dans l'assurance genevoise. Mais cela tient à ce que nous disions tout à l'heure que les villes peuvent s'assurer pour 15 à 20 centimes, dans une assurance mutuelle qui leur serait spéciale, tout en faisant un fond de réserve sérieux. Il ne faut donc pas s'étonner si les assurances libres assurent pour 40 centimes des bâtiments pour lesquels ils ne paient que 15 ou 20 centimes en sinistres. Le bénéfice de moitié pare au-delà aux chances des grands sinistres, ce qui fait qu'une compagnie pouvait donc bien assurer les bâtiments de cet hôpital à la moitié du prix de l'assurance cantonale, car les 20 centimes cumulés annuellement à intérêt composé pendant 100 ans feraient une belle somme. En voici encore une preuve. La quote d'assurance qui est en moyenne d'environ 1 fr. pour mille dans la plupart des pays à assurances, indique que chaque année il brûle la millième partie des bâtiments du pays, d'où l'on conclut que *la chance moyenne d'incendie d'un bâtiment est de brûler entièrement une fois sur 1000 ans.*

La loi genevoise sur l'assurance cantonale de 1821 et 1827, ne comportait qu'une seule catégorie de bâtiments dont la ville de Genève a été victime jusqu'en 1861, époque où une nouvelle loi porta les catégories à trois, payant dans la proportion suivante : 50 centimes, 75 centimes et 1 fr. 50 centimes. Mais cette loi n'a été mise en vigueur que pendant les années 1863, 1864 1865; elle peut avoir donné lieu à quelque mécontentement dans la campagne, où les maisons rurales devaient payer trois fois plus que les bâtiments de la ville. Si ce mécontentement s'est réellement produit, il était bien mal fondé, car les propriétaires de ces bâtiments seront peu agréablement surpris, quand il faudra débattre la quote à leur assigner, dans l'assurance auprès des compagnies libres.

La loi du 5 novembre 1864 déclara l'assurance libre, à partir du 1^{er} janvier 1866, moyennant certaines précautions en faveur des créanciers hypothécaires, précautions qui ont tant remué la bile à toute la gent de l'assurance libre, qui attendait avec impatience ce nouveau champ à son activité.

Dans le canton de Vaud, par contre, on en est encore malheureusement avec une seule catégorie de bâtiments, ce qui fait que tous les bâtiments bien construits, qui ne reçoivent que de 10 à 15 centimes par 1000 francs, paient par contre 85 centimes. Ce sont donc les propriétaires de bâtiments bien construits qui réclament des réformes urgentes, pour créer des catégories en nombre suffisant ou pour abroger l'assurance mutuelle qui est devenue une spoliation dans toute l'étendue de ce terme. Les propriétaires de bâtiments mal construits, ou plus sujets aux chances d'incendie, feront la sourde oreille, mais la justice doit avoir le dessus. Le canton de Vaud se trouve donc dans une position diamétralement opposée à celle de l'Etat de Genève; le canton de Neuchâtel se trouve dans une position intermédiaire, et bien plus favorable.

b) La position du canton de Neuchâtel est bien meilleure que celle des cantons de Genève et de Vaud, relativement à la possibilité de réformes à introduire dans son assurance cantonale. Les propriétaires de bâtiments bien construits y sont en majorité et répartis dans toutes les parties; ils peuvent se rendre justice immédiatement dans un sens ou dans un autre, pour réformer leur assurance, changer le nombre des classes, et surtout revoir la

proportion dans la quote des classes, ou enfin supprimer l'assurance. La ville de Neuchâtel n'est pas un centre si grand qu'on ait à craindre un sinistre bien considérable, étant placée entre le lac et le chemin de fer; les secours ne lui feraient pas défaut dans une triste occasion. A la Chaux-de-Fonds, les bâtiments y sont bien construits et isolés, ensorte que de ce côté-là il n'y a pas grand danger à redouter.

c) Pourrait-on conseiller à l'Etat de Neuchâtel d'abandonner son assurance mutuelle cantonale pour ouvrir la porte aux assurances libres, qui attendent avec impatience la chute des assurances mutuelles.

La *Gazette de Neuchâtel*, dans son numéro 93 du 3 août 1865, indique comme remède à la situation l'assurance libre, mais ce remède serait probablement pire que le mal. Il indique que tous les bâtiments placés dans la première classe de l'assurance neuchâteloise pourraient être assurés à la quote de 30 centimes, dans une assurance libre qu'elle ne nomme pas; que les bâtiments de seconde classe pourraient s'assurer pour 4 fr. et ceux de troisième classe pour 2 fr. 50; ce qui procurerait aux assurés une économie annuelle de 79,151 fr. (voir le tableau à la page 161) et de 48,000 fr. d'après la *Gazette*. C'est-à-dire que les compagnies assureurs se partageraient entr'elles cette perte pour avoir l'honneur d'assurer les bâtiments neuchâtelois contre l'incendie. Il est vrai que la *Gazette* ne compte pour rien les vocations qui aggravent les chances d'incendie, et qui augmentent la prime, mais elle ne s'arrête pas à ces bagatelles devant un si beau résultat; une économie de 48,000 fr. par an! qui monte d'après nous à 79,115 fr.!

Cette société d'assurance, qu'on ne nomme pas et qui peut accepter les quotes de 30 centimes, 1 fr. et 2 fr. 50 pour les trois classes actuelles de l'assurance mutuelle neuchâteloise, existe-t-elle, ou est-ce un mythe ou bien un mirage. C'est une société qui veut bien se dévouer complètement aux intérêts neuchâtelois, une société fondée en Californie qui puise l'or à pleines mains, d'un côté de l'Océan pour le répandre avec libéralité sur le canton de sa prédilection, on dirait un de Pury anonyme! Il nous semble que cela ne ressemble pas mal au renard engageant le corbeau à lâcher son fromage, pour se moquer de lui ensuite.

Si cet article de la Gazette de Neuchâtel est sérieux, s'il se présentait réellement plusieurs compagnies qui voulussent assurer tout le canton de Neuchâtel à ce taux, il n'y aurait pas à balancer un instant, car cette assurance ne reviendrait aux assurés neuchâtelois qu'à 61 $\frac{3}{10}$ centimes, d'après notre tableau de la page 161, tandis que le taux actuel est de 1 fr. 15 $\frac{3}{10}$ pour 1000 francs, en moyenne, depuis 14 ans, et si l'on y ajoutait le $\frac{1}{8}$ et ensuite le $\frac{1}{10}$, retenus à chaque incendié, suivant l'année du sinistre, ce taux s'élèverait à 1 fr. 30 $\frac{7}{10}$. Nous avons déjà montré que ce taux dans le canton de Vaud est de 85 $\frac{1}{10}$ centimes dans l'assurance actuelle, qui fait une retenue de $\frac{1}{5}$ dans l'indemnité d'incendie, mais qui serait de 99 $\frac{6}{10}$ centimes si l'on ne faisait pas cette retenue; enfin, cette quote était de 62 $\frac{1}{2}$ centimes dans les 10 dernières années de l'assurance mutuelle genevoise.

Sans doute il se trouvera des assurances qui accepteront une partie des bâtiments neuchâtelois de première classe avec la quote de 30 centimes, mais quand elles auront pris les plus tendres boutons du rosier, elles laisseront les roses fanées et les épines à d'autres sociétés, qui poseront de tous autres prix pour quotes d'assurances. Au taux de 30 centimes, 1 fr. et 2 fr. 50 centimes de la Gazette de Neuchâtel, on pourrait conseiller à la plupart des établissements mutuels la liquidation, mais on n'en est pas encore là. Il faudrait prouver si ce qu'on avance est vrai, non pas partiellement, mais en totalité.

Quelques tableaux de comparaison seront utiles sur le sujet.

ASSURANCE MUTUELLE NEUCHATOISE.

| ANNÉES. | SOMMES ASSURÉES. | | | CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE. | | | | | |
|---------|------------------|-------------------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------------|---------------------|---------------------------------------|---------------------|--|
| | PREMIÈRE CLASSE. | DEUXIÈME CLASSE. | TROISIÈME CLASSE. | Quote pour 00/00 | PREMIÈRE CLASSE. | Quote part 00/00 | DEUXIÈME CLASSE. | Quote part 00/00 | TROISIÈME CLASSE. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | F. C. | Francs. Cent. | F. C. | Francs. Cent. | F. C. | Francs. Cent. |
| 1852 | 40,268,700 | 2,563,800 | 11,235,900 | 0»50 | 20,134»35 | 0»75 | 1,922»85 | 1»— | 11,235»90 |
| 1853 | 43,845,200 | 2,585,100 | 11,287,200 | 1»— | 43,845»20 | 1»50 | 3,877»65 | 2»— | 22,574»40 |
| 1854 | 47,969,000 | 2,622,000 | 11,572,300 | —»50 | 23,984»50 | —»75 | 1,966»—0 | 1»— | 11,572»30 |
| 1855 | 51,628,400 | 2,655,500 | 11,704,400 | 1»50 | 77,442»60 | 2»25 | 5,974»88 | 3»— | 35,113»20 |
| 1856 | 54,596,300 | 2,679,900 | 11,817,000 | —»50 | 27,298»15 | —»75 | 2,009»93 | 1»— | 11,817»— |
| 1857 | 57,157,800 | 2,684,100 | 11,832,900 | —»50 | 28,578»90 | —»75 | 2,013»07 | 1»— | 11,832»90 |
| 1858 | 60,923,700 | 2,753,200 | 12,028,400 | 1»— | 60,923»70 | 1»50 | 4,129»80 | 2»— | 24,056»20 |
| 1859 | 66,950,100 | 2,932,500 | 12,814,900 | —»50 | 33,475»05 | —»75 | 2,199»38 | 1»— | 12,814»33 |
| 1860 | 70,605,000 | 3,003,500 | 12,998,000 | 1»— | 70,605»— | 1»50 | 4,505»25 | 2»— | 25,996»— |
| 1861 | 73,914,800 | 3,082,200 | 13,154,700 | 1»— | 73,914»80 | 1»50 | 4,623»30 | 2»— | 26,309»40 |
| 1862 | 85,073,600 | 13,756,000 | 11,088,000 | 1»50 | 127,610»40 | 2»25 | 30,951»— | 3»— | 33,264»— |
| 1863 | 86,636,400 | 13,829,300 | 10,951,100 | —»50 | 43,318»20 | —»75 | 10,371»98 | 1»— | 10,951»10 |
| 1864 | 87,955,800 | 13,908,900 | 10,918,400 | 1»— | 87,955»80 | 1»50 | 20,863»35 | 2»— | 21,836»80 |
| 1865 | 89,191,100 | 13,977,700 | 10,889,800 | 2»— | 178,382»20 | 3»— | 41,933»10 | 4»— | 43,559»20 |
| | 916,715,900 | 83,033,700 | 164,293,000 | | 897,468»85 | | 137,342»04 | | 302,932»73 |
| | 83,033,700 | 2 ^{me} classe. | | | | | 2 ^{me} classe..... | | 137,342»04 |
| | 164,293,000 | | 3 ^{me} classe. | | 1 ^{re} classe..... | | | | 897,468»85 |
| | 1,164,042,600 | Total. | | | | | Total | | 1,337,743»62 |
| | | | | | | | Frais de perception | | 16,466»— |
| | | | | | | | Total | | 1,354,209»62 |
| | | | | | | | Taux annuel moyen d'assurance | | 1 fr. 16 ⁵ / ₁₀ c. |
| | | | | | | | Indemnité annuelle moyenne d'incendie | | 96,730 francs. |

On voit par le tableau ci-dessus que la somme totale d'assurance, pendant 14 ans, dès 1852 à 1865 inclusivement, monte à la somme de 1,164,042,600 fr.; que la somme totale des quotes d'assurance perçues pendant ce même laps de temps, s'élève à fr. 1,337,743»62

Si à ce dernier nombre nous ajoutons la somme de » 16,466»—

environ pour frais de perception, nous aurons fr. 1,354,209»62

pour la somme totale réclamée aux assurés pendant ces 14 ans. —

Nous n'avons rien porté pour frais d'évaluation de bâtiments, en dehors des comptes annuels, attendu que, dans la plupart des cantons, ces frais, ne se portent pas dans les frais d'assurance.

Si nous divisons la somme de fr. 1,354,209»62 par 1,164,043 fr. représentant le nombre de 1000 francs du capital assuré, nous trouvons pour taux annuel moyen d'assurance des 14 dernières années, 1 fr. 16 $\frac{3}{10}$ centimes par 1000 fr.

Si nous divisons la somme de fr. 1,354,209»62 par 14, nous aurons l'indemnité annuelle moyenne d'incendie, y compris les frais de perception, à 96,730 fr.

Recherchons quel aurait été le taux d'assurance et l'indemnité annuelle moyenne d'incendie, si l'on n'eut fait aucune retenue aux assurés, savoir: $\frac{1}{8}$ jusqu'en 1860 et ensuite $\frac{1}{10}$ depuis 1861.

| | |
|--|--|
| Contributions de 1852 à 1860 | 386,287»45 1 ^{re} classe. 28,599»31 2 ^{me} » 167,042»23 3 ^{me} » |
| | 581,898»99 |
| Ajoutons pour le $\frac{1}{8}$ retenu aux incendiés | 83,128»45 |
| Total | 665,027»44 |
| Contributions de 1861 à 1865 | 511,481»40 1 ^{re} classe. 108,742»73 2 ^{me} » 135,920»50 3 ^{me} » |
| | 755,844»63 |
| Ajoutons pour le $\frac{1}{10}$ retenu aux incendiés | 83,982»74 |
| Total | 839,827»37 |
| Premier total ci-dessus | 665,027»44 |
| Second total ci-dessus. | 839,827»37 |
| Frais de perception | 16,466»— |
| | 1,521,320»81 |
| Taux annuel moyen d'assurance | 1»30 $\frac{7}{10}$ |
| Indemnité annuelle moyenne d'incendie | 108,666»— |
| sans aucune retenue aux incendiés. | |

On voit, par le dernier tableau, que si l'on n'eût point fait de retenue aux incendiés, de 1/8 jusqu'en 1860, et de 1/10 dès 1861, le taux annuel moyen d'assurance se serait élevé à 1 fr. 30 7/10 centimes, et l'indemnité annuelle moyenne d'incendie à 108,666 fr.

Recherchons quel résultat aurait donné l'assurance neuchâtoise, pendant les quatorze dernières années, si l'on eût introduit les huit classes que nous avons proposées à la page 149 ci-devant, avec les prix assignés à ces classes.

Pour faire ce travail, avec les éléments que nous possédons, nous serons amenés à partager le capital total de la 1^{re} classe actuelle, en trois parts égales, ce qui nous donnera trois catégories nouvelles; nous partagerons le capital de la 2^e classe actuelle en deux parts égales; nous en ferons autant du capital de la 3^e classe actuelle, ce qui fait que nous aurons sept catégories nouvelles. Nous n'avons pas besoin de la 8^e, attendu que nous supposons qu'il n'y a point de bâtiments couverts en chaume dans le Canton de Neuchâtel.

| | Sommes assurées. | Quotes. | CONTRIBUTIONS. | |
|---------------------------------|---------------------------------|----------|----------------|--|
| 1 ^{re} catégorie. | 305,571,967 | 0»50 | 152,786 | Taux d'assurance 1 fr. 20 ² / ₁₀ |
| 2 ^{me} » | 305,571,967 | 0»75 | 229,179 | |
| 3 ^{me} » | 305,571,966 | 1»10 | 336,129 | |
| 4 ^{me} » | 41,516,850 | 1»55 | 64,351 | Indemnité annuelle d'incendie |
| 5 ^{me} » | 41,516,850 | 2»10 | 87,186 | |
| 6 ^{me} » | 82,146,500 | 2»75 | 225,903 | |
| 7 ^{me} » | 82,146,500 | 3»50 | 287,713 | |
| 8 ^{me} » | point de bâtiment de chaume. | 5»— | — | |
| Frais de percept ⁿ . | | | 16,466 | |
| Totaux. | 1,164,042,600 | | 1,399,513 | 99,965 francs. |

On voit, par le tableau ci-dessus, que si l'on eût établi ces huit catégories en 1852, en leur appliquant les quotes proposées à la page 149 ci-devant, on serait arrivé à une contribution totale de fr. 1,399,513

tandis que la contribution réelle totale a été, de 1852 à 1865, de » 1,354,209

Boni sur les 14 ans fr. 45,304

Boni annuel, en faveur des 8 catégories proposées,
de » 3,236

Le boni que nous venons de constater, de 3236 fr. par an, au moyen des nouvelles quotes proposées, pourrait être changé, si l'on appliquait ces prix et ces classes au capital actuel d'assurance, en opérant le calcul à futur et non rétroactivement, ce qui nous conduit à calculer le produit annuel des nouvelles quotes et des nouvelles classes, avec le capital d'assurance de l'année 1865.

| Années | Anciennes classes. | Valeurs assurées. | Nouvelle classification. | Valeurs assurées. | Quotes. | Contribution. |
|--|-------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---------|---------------|
| 1865 | 1 ^{re} classe. | 89,191,100 | 1 ^{re} catég. | 29,730,367 | 0»50 | 14,865 |
| | | | 2 ^{me} » | 29,730,367 | 0»75 | 22,297 |
| | | | 3 ^{me} » | 29,730,366 | 1»10 | 32,703 |
| 1865 | 2 ^{me} » | 13,977,700 | 4 ^{me} » | 6,988,850 | 1»55 | 10,832 |
| | | | 5 ^{me} » | 6,988,850 | 2»10 | 14,677 |
| 1865 | 3 ^{me} » | 10,889,800 | 6 ^{me} » | 5,444,900 | 2»75 | 14,974 |
| | | | 7 ^{me} » | 5,444,900 | 3»50 | 19,057 |
| | | | 8 ^{me} » | — | 5»— | — |
| | | 114,058,600 | | 114,058,600 | | |
| Contribution annuelle future d'assurance, par la nouvelle classification | | | | | | 129,405 |
| Indemnité annuelle d'incendie, dans le rapport de 1 fr. 16 ³ / ₁₀ pour 1,000 fr. sur le capital d'assurance de l'année 1865, de 114,058,600 francs | | | | | | 132,692 |
| Déficit de contribution annuelle | | | | | | 3,287 |
| A déduire les frais de perception annuelle, compris dans la somme de 132,692 francs | | | | | | 1,176 |
| Reste pour déficit éventuel, par la nouvelle classification | | | | | | 2,111 |

On voit, par ce tableau, que nous avons calculé l'indemnité annuelle d'incendie à la haute gamme, en la portant à 132,692 fr. par an, compris les frais d'administration et de perception, tandis que l'indemnité annuelle moyenne, de 1852 à 1865, était de 96,730 francs, frais compris.

Le taux d'assurance, dans ce tableau, est donc le même que celui de la page 157, soit de 1 fr. 16 ³/₁₀ par 1000 fr., basé sur le capital assuré en 1865, de 114,058,600 fr.

Comme la répartition que nous avons faite du capital assuré, entre les 7 premières catégories, a été un peu arbitraire, il pourrait arriver que la classification qui serait faite définitivement, répartit ce capital un peu différemment, ce qui fait qu'on pourrait avoir une légère augmentation ou diminution du déficit de 2,111 fr.

Cependant l'inspection du tableau ci-dessus démontre une répartition assez juste entre les 7 classes productives, ensorte que nous pouvons considérer notre proportion dans le taux des huit catégories comme bonne, et que le léger déficit signalé disparaîtra par le bon effet que produira la classification, par l'émulation qu'elle donnera à construire toujours mieux, et à faire des réparations qui diminueront les chances du feu, en cherchant à changer d'une catégorie dans une autre.

Si nous cherchons quel résultat donnerait l'assurance libre, avec le capital de l'assurance de l'année 1865, en employant le tarif des compagnies françaises, pour le comparer au dernier tableau ci-dessus, nous admettrons que la première classe des bâtiments neuchâtelois sera partagée en trois parts égales, auxquelles nous appliquerons les primes de 40 centimes, 50 cent. et 1 fr. 50 centimes.

A la deuxième classe neuchâteloise nous appliquerons le prix de 4 fr. et à la troisième classe le prix de 7 francs. Nous ne comptons pas pour le moment l'augmentation des primes, qui résultera des vocations aggravant les chances d'incendie, dans les bâtiments où elles s'exercent, ni l'augmentation résultant des *risques contigus ou communiquant*.

| Années | Classification neuchâteloise. | Valeurs assurées. | Classes. Compagnies françaises. | Valeurs assurées. | Quotes. | Contribution |
|--|-------------------------------|-------------------|---|-------------------|---------|--------------|
| 1865 | 1 ^{re} classe. | 89,191,100 | 1 ^{re} cl. 1 ^{er} risq. | 29,730,367 | 0»40 | 11,892 |
| | | | » 2 ^{me} » | 29,730,367 | 0»50 | 14,865 |
| | | | » 3 ^{me} » | 29,730,366 | 1»50 | 44,595 |
| 1865 | 2 ^{me} » | 13,977,700 | 2 ^{me} cl. 1 ^{er} » | 13,977,700 | 4»— | 55,911 |
| 1865 | 3 ^{me} » | 10,889,800 | » 2 ^{me} » | 10,889,800 | 7»— | 76,229 |
| | | 114,058,600 | | 114,058,600 | | |
| Frais de polices, annuellement | | | | | | 2,000 |
| Total | | | | | | 205,492 |
| A déduire, indemnité entière d'incendie, sans retenue, à raison de 1 fr. 30 ⁷ / ₁₀ par 1,000 fr. (voir page 158) | | | | | | 149,075 |
| Reste pour boni en faveur de la compagnie assureur | | | | | | 56,417 |

Il résulte du tableau ci-dessus que la quote d'assurance, après des compagnies françaises monterait à 1 fr. 80 ¹/₁₀ cent. par 1000 fr. et que ces compagnies feraient un bénéfice annuel de 56,417 fr.

A ces résultats il faudrait ajouter l'augmentation qui résulterait des vocations aggravant les chances d'incendies et des risques contigus ou communiquant.

Etablissons enfin le tableau de l'assurance d'après les quotes indiquées par la *Gazette de Neuchâtel*, dans son numéro 93 du 3 août 1865, afin de compléter nos comparaisons.

| Année. | Anciennes classes. | Valeurs assurées. | Quotes. | Contributions. |
|--|-------------------------|-------------------|---------|----------------|
| 1865 | 1 ^{re} classe. | 89,191,100 | 0»30 | 26,757 |
| 1865 | 2 ^{me} » | 43,977,700 | 1»— | 13,978 |
| 1865 | 3 ^{me} » | 10,889,800 | 2»50 | 27,225 |
| | | 114,058,600 | | |
| Frais de polices, annuellement | | | | 2,000 |
| Perte à éprouver par la compagnie assureur | | | | 69,960 |
| Indemnité entière d'incendie, comme au tableau ci-contre | | | | 79,115 |
| | | | | 149,075 |

Il résulte du tableau ci-dessus que la compagnie assureur perdrait annuellement 79,115 fr. en assurant les bâtiments neuchâtelois avec les quotes indiquées et que la quote moyenne d'assurance serait de 61 3/10 centimes par 1000 fr.

Récapitulation des divers tableaux ci-devant.

| | Francs. | Taux. |
|--|-----------------|-----------------------------------|
| Page 161. Assurance par les compagnies françaises, avec bénéfice en leur faveur de | 56,417 | 1»80 ¹ / ₁₀ |
| Page 158. Assurance neuchâteloise, avec indemnité complète, sans retenue du ¹ / ₈ ou du ¹ / ₁₀ , soit assurance supposée de 1852 à 1865, avec indemnité annuelle | 108,666 | 1»30 ⁷ / ₁₀ |
| Page 157. Assurance neuchâteloise, réelle, dès 1852 à 1865, avec retenue du ¹ / ₈ et du ¹ / ₁₀ , avec indemnité annuelle d'incendie, de | 96,730 | 1»16 ³ / ₁₀ |
| Page 159. Assurance neuchâteloise supposée, avec 7 catégories, dès 1852 à 1865, indemnité annuelle Avec bénéfice annuel de | 99,965 3,236 | 1»20 ² / ₁₀ |

| | | |
|--|---------|--|
| Page 160. Assurance neuchâteloise supposée, avec 7 catégories, dès 1865 à futur, déficit | 2,111 | } 1 [»] 16 ⁵ / ₁₀ |
| Avec indemnité annuelle d'incendie, à | 132,692 | |

| | | |
|--|--------|--|
| Page 162. Assurance neuchâteloise recommandée par la <i>Gazette de Neuchâtel</i> , perte | 79,115 | 0 [»] 61 ⁵ / ₁₀ |
|--|--------|--|

D'après le tableau ci-dessus, le choix d'une assurance est facile à faire.

Nous donnons la préférence à l'assurance proposée par la *Gazette de Neuchâtel*, qui ne coûterait, à futur, qu'une prime soit quote d'assurance fixe de 0 fr. 61 $\frac{3}{10}$ centimes par 1000 fr., basée sur le capital d'assurance de l'année 1865 à 114,058,600 fr.; mais qui accuse une perte à faire, par la ou les compagnies patronnées par la *Gazette*, de 79,115 fr. annuellement. Mais il reste à savoir si des compagnies sérieuses ont fait des offres avec les quotes fixes de 30 centimes, 1 fr. et 2 fr. 50 pour les trois classes actuelles de l'assurance neuchâteloise.

Si l'on faisait choix de l'assurance auprès des compagnies françaises, ces dernières feraient un bénéfice annuel de 56,417 fr. à quoi il faut ajouter une augmentation d'environ 20,000 fr. pour les bâtiments dans lesquels on exerce une vocation qui augmente les chances d'incendie, ainsi que les usines et fabriques quelconques, même celle d'horlogerie, sans omettre ce que les compagnies libres appellent « *risques contigus ou communiquant* », qui font élever la quote d'assurance suivant le voisinage du bâtiment à assurer. Au lieu de laisser faire aux compagnies un bénéfice annuel de 70,000 fr. environ, sur le canton de Neuchâtel, ne ferait-on pas mieux de modifier l'assurance actuelle, d'élever de 5 ou de 10 centimes le taux de chacune des huit catégories proposées, afin de former un fonds de réserve, qui parerait chaque année davantage au danger des grands sinistres.

IV.

MESURES A PRENDRE, EN VUE DU MAINTIEN DE L'ASSURANCE MUTUELLE.

a) Pour réviser utilement l'assurance mutuelle neuchâteloise, il conviendrait d'étudier les différentes lois cantonales sur l'as-

surance et sur la police du feu, en recherchant les causes qui font que telle assurance donne des résultats bien différents d'une autre institution du même genre.

Ces différences peuvent provenir :

1^o des habitudes d'ordre et de prudence inhérentes à telle population plutôt qu'à telle autre ;

2^o de la nature des bâtiments, en pierre, bois, couverts en bois ou en chaume, etc. et du genre de construction intérieure ;

3^o du mode de séparation entre maisons contiguës ;

4^o de la situation topographique du pays, qui permet plus ou moins de porter secours aux incendiés ;

5^o de la taxe plus ou moins élevée des bâtiments ;

6^o de la retenue plus ou moins forte qui est faite à l'incendié, dans l'indemnité qu'il reçoit en cas d'incendie ;

7^o de l'assurance plus ou moins élevée du mobilier et de la retenue ou de l'absence de retenue qui est faite à l'incendié, sur l'indemnité de ce mobilier, etc.

b/ Il faudrait encourager la création d'un corps de pompiers dans chaque commune ; réunir de temps en temps ces différents corps, pour les faire manœuvrer, les passer en revue, comme on le fait à Genève (ce qui peut avoir beaucoup contribué à maintenir dans ce canton une quote faible d'assurance, de 25 à 62 1/2 centimes par 1000 fr.), dans le but de stimuler leur zèle ; donner souvent des récompenses et les publier dans les journaux ; indiquer dans chaque incendie les noms des pompes arrivées sur le lieu du sinistre et dans quel ordre.

Pour cela il faudrait provoquer une loi donnant au Conseil d'Etat assez de compétence et d'initiative pour stimuler le zèle des communes, au lieu d'un règlement émanant du Conseil d'Etat, ce qui n'est peut-être pas suffisant.

c/ La caisse d'assurance devrait publier chaque année sous forme de brochure le compte annuel d'assurance mutuelle en mentionnant avec les noms des incendiés les causes connues ou présumées de l'incendie. Cette brochure répandue dans tout le canton, ferait d'abord connaître les causes diverses des incendies, ce qui prémunirait les négligents contre les fautes semblables, mais elle aurait surtout pour but de stigmatiser la négligence qui serait mise publiquement en évidence, ensorte que chacun

devrait redouter de figurer dans le livre noir, avec une note, sinon flétrissante, du moins peu flatteuse.

d) Il nous paraît qu'il est urgent et indispensable, dans l'intérêt du public en général, et surtout en vue d'arrêter le taux ascendant de l'assurance, provenant de l'augmentation des incendies, de limiter aux trois quarts de la valeur du mobilier l'assurance qui porte sur cet objet, qui n'est pas directement lié au crédit hypothécaire.

C'est surtout en vue des locataires que cette mesure doit être réclamée. Le locataire dont le mobilier est assuré largement est plus en sûreté que le propriétaire du bâtiment, auquel on fait actuellement une retenue de $1/10$; le locataire devrait être beaucoup moins assuré pour son mobilier que le propriétaire du bâtiment pour sa construction, parce que le locataire est déchargé plus ou moins de la responsabilité du bâtiment qu'il occupe tandis qu'on devrait l'y intéresser en le rendant son propre assureur d'une partie de son mobilier.

La loi pourrait toutefois autoriser l'assurance complète du mobilier, moyennant certaines formalités et garanties déterminées par elle.

La loi fribourgeoise n'autorise l'assurance du mobilier qu'aux $3/4$ de sa valeur. L'assurance entière du mobilier a fait un grand tort au canton de Vaud depuis 1850 par une augmentation notable des incendies.

e 1^o) La loi devrait interdire la vente des allumettes phosphoriques, qui pourraient être remplacées par les allumettes amorphes. Ce point est traité dans le projet de concordat qui suit.

2^o) La loi devrait être beaucoup plus sévère, en général, contre les incendiés par négligence, imprévoyance ou autrement.

Tout habitant d'un bâtiment incendié devrait être considéré comme prévenu et être renvoyé devant le tribunal compétent, qui, quel que soit le résultat de l'enquête, aurait à fixer la retenue à faire à l'assuré sur l'indemnité d'incendie, sans préjudice des droits des créanciers hypothécaires, en expiation de sa

faute ou de sa négligence, même très-légère. La loi devrait atteindre aussi les domestiques négligents.

L'effet moral de ces condamnations serait excellent, car toute faute doit recevoir un châtiment correspondant à cette faute. Il est plus dans la règle que la retenue soit fixée par un tribunal que par l'administration.

3^o/ La loi neuchâteloise devrait revenir à la retenue du $\frac{1}{8}$ de l'indemnité d'incendie, au lieu du $\frac{1}{10}$, ce qui procurerait une économie sans diminuer les contributions. Cela tendrait enfin à augmenter la surveillance en intéressant davantage le propriétaire à la conservation de son bâtiment.

f/ Quant à une réassurance des bâtiments neuchâtelois, auprès des compagnies libres, on croyait ne plus pouvoir y songer, quand on apprit dernièrement que les Etats de Glaris et de Saint-Gall venaient de conclure la réassurance de leur établissement dans une mesure que nous ignorons encore.

Plusieurs tentatives faites dans ce but avaient échoué, parce que ce mode devenait trop onéreux. Les compagnies ne peuvent assurer des groupes de maisons qu'à la condition d'en faire la répartition immédiate entre plusieurs autres compagnies, qui chacune doivent avoir leur part dans le bénéfice, ce qui fait hausser la prime d'assurance.

La caisse d'assurance neuchâteloise doit chercher par des réformes à faire baisser sa quote d'assurance qui est bien élevée à 1 fr. 16 $\frac{3}{10}$, malgré une réduction de l'indemnité d'incendie, et de 1 fr. 30 $\frac{7}{10}$ sans réduction d'indemnité, soit avec indemnité entière. Une réassurance qui est toujours onéreuse ne ferait qu'aggraver sa position, à moins qu'elle ne marche de front avec des réformes.

Le canton de Saint-Gall a proposé le système des réassurances partielles, dont voici le mécanisme. Le canton de Neuchâtel, par exemple, se rendrait assureur au nom de son établissement d'assurance de 100 bâtiments dans le canton de Soleure, au taux d'assurance usité dans ce canton. Par réciprocité, l'assurance soleuroise se rendrait assureur de 100 bâtiments dans le canton de Neuchâtel, qui représenteraient à peu près la même valeur et présentant environ les mêmes chances à l'égard du feu. Comme ces bâtiments seraient choisis dans différentes localités, chaque

canton assureur ne courrait jamais les risques d'une grande perte locale, puisque ce serait procéder à la façon des compagnies libres. Mais pour répartir suffisamment les chances contre l'incendie, il faudrait que le canton de Neuchâtel procédât de même avec plusieurs autres cantons, ce qui occasionnerait des règlements de comptes avec tous les Etats de la Confédération si ce système était généralisé. Ce mode pourrait être essayé si le concordat projeté ne réussissait pas.

Avec ce système, qui est excellent, il faut créer une uniformité que nous réclamons.

g) On a agité la question d'un établissement fédéral d'assurance mais une institution de ce genre, attribuant au pouvoir central un levier de plus contre l'autonomie des cantons, n'aurait aucune chance de réussite.

Si l'on créait un établissement suisse d'assurance au moyen d'une société par actions, il devrait se constituer sur les principes des autres assurances libres, et il n'y aurait rien de changé que le nom. Quoique cette société suisse eût pour mission l'assurance des bâtiments dans le pays, elle serait forcément appelée à opérer aussi dans les pays voisins, puisque toutes ces sociétés sont liées entr'elles d'intérêt par les réassurances.

h) Il nous reste encore une planche de salut, le concordat projeté de réassurance, sur des bases nouvelles.

Le projet de concordat élaboré par la commission des délégués des cantons a échoué par le fait qu'il n'a pu concilier les intérêts des grands et des petits cantons. Celui proposé par M. Kolb, malgré sa grande simplicité dans son introduction, en venant en aide à chaque canton du concordat, pour tous les sinistres dépassant 200,000 fr. d'indemnité, en répartissant entre tous les cantons l'excédant en sus de 200,000 fr., présente cependant l'inconvénient signalé par M. Heer, de Glaris, savoir : qu'un grand canton pourrait se trouver indemnisé pour un sinistre, alors que sa quote d'assurance n'atteindrait pas le 1 pour mille, tandis que parmi les cantons qui contribueraient à payer, il pourrait s'en trouver dont la quote s'élèverait, dans la même année, à 4 pour mille, par exemple, et qui ne recevraient rien, parce qu'ils n'auraient point eu d'incendie dépassant 200,000 fr.

i) Vient maintenant le tour de dire un mot d'un fonds de ré-

serve, qui peut se constituer soit que l'assurance neuchâteloise reste isolée, soit qu'elle entre dans la voie d'un concordat, car ce fonds de réserve trouverait aussi son application dans le concordat projeté.

En haussant légèrement la quote d'assurance de chaque catégorie, on peut arriver à obtenir un excédant, en moyenne de 25,000 fr., qui, mis en réserve chaque année à intérêt composé à 4 % l'an, ferait au bout de 50 ans 3,969,344 fr.
et au bout de 100 ans 32,178,219 »

k/ Si enfin aucun projet de concordat ne réussit et si le canton de Neuchâtel ne veut pas soutenir et appuyer son établissement d'assurance en créant un fonds de réserve, il ne reste plus qu'à attendre le 30 avril 1871, terme fixé à la loi actuelle, à moins qu'il ne décrète la liberté d'assurance comme à Genève, avec les précautions nécessaires en faveur des créanciers hypothécaires.

Pour le cas où la liberté d'assurance serait proclamée, nous proposerions en faveur des créanciers hypothécaires, outre les mesures renfermées dans la loi genevoise, les suivantes :

1^o L'assureur ne peut dénoncer ni accepter de l'assuré la résiliation du contrat d'assurance sur un bâtiment hypothéqué, pour une cause prévue ou non prévue dans la police, ni laisser expirer le terme de l'assurance qu'après trois mois dès l'avertissement qu'il doit en donner au créancier hypothécaire, à moins que ce dernier ne l'y autorise avant ce laps de temps, sous peine de répondre de toute perte que pourrait éprouver le créancier hypothécaire.

2^o L'assuré ne peut dénoncer à l'assureur la résiliation du contrat d'assurance sur un bâtiment hypothéqué, pour une cause prévue ou non prévue dans la police, ni laisser écouler le terme de l'assurance qu'après trois mois dès l'avertissement qu'il doit en donner au créancier hypothécaire, à moins que ce dernier ne l'y autorise avant ce laps de temps.

L'assuré, dans les six semaines dès l'avertissement donné au créancier hypothécaire, doit produire à ce dernier la nouvelle police d'assurance sur le bâtiment hypothéqué, remplaçant l'ancienne, à ce défaut, le créancier hypothécaire aura le droit d'as-

surer le bâtiment hypothéqué, pour la valeur fixée par experts, d'en payer les primes et tous accessoires, qu'il pourra réclamer au débiteur avec l'intérêt annuel de la créance.

Pauvre débiteur, où est ta liberté tant respectée par les partisans de l'assurance libre? C'était, paraît-il, aussi un mirage!

PROJET DE CONCORDAT

DE

RÉASSURANCE DES BATIMENTS CONTRE L'INCENDIE, EN SUISSE

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Considérant :

1^o Que l'assurance mutuelle obligatoire des bâtiments contre l'incendie, si elle est bien organisée, si elle est basée sur la justice et si elle repose sur un ensemble de mesures bien ordonnées et éprouvées par l'expérience, peut produire les résultats économiques les plus avantageux.

2^o Que cette assurance, au contraire, si elle est mal organisée :

a) parce qu'elle reposerait sur un capital trop faible d'assurance;

b) par le fait de l'évaluation trop élevée des bâtiments, ou d'une indemnité trop complète d'incendie;

c) par le fait de l'assurance du mobilier, à une valeur trop élevée ou d'une indemnité trop complète de l'incendie de ce mobilier, jointe au fait de l'assurance des bâtiments;

d) par l'absence d'un nombre suffisant de catégories de bâtiments;

e/ par l'absence d'une proportion équitable dans les quotes à payer par les diverses catégories de bâtiments, dont le taux d'assurance ne serait pas en rapport avec les chances d'incendie des catégories ;

f/ par l'absence de bons règlements sur la police du feu et de leur incomplète exécution ;

g/ par l'absence d'une bonne organisation des corps de pompiers et des engins propres à combattre les incendies, etc.

peut dégénérer en mesure inique et même en spoliation légale, contraire à la justice, à la morale et à la dignité d'une autorité législative, en imposant, sans nécessité absolue, des obligations onéreuses et aléatoires à des personnes qui ne les ont pas contractées, ou qui ne peuvent remplir les engagements qu'on leur a imposés, qu'en les dépouillant plus ou moins de leur fortune.

Un exemple puisé dans le fait d'une assurance reposant sur un trop faible capital en bâtiments assurés, est l'incendie de Glaris, dans le cas où l'on aurait dû payer, immédiatement et complètement, les indemnités d'incendie de ce grand sinistre, en vertu de la loi d'assurance de ce canton, ce qui aurait été impossible.

Une loi qui ne peut s'appliquer, dans le moment où elle aurait le plus besoin de recevoir sa pleine exécution, est une absurdité.

3^o Qu'un concordat, entre les divers Etats confédérés, sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie, ne pourra aboutir, ni être durable, qu'autant que les charges et les avantages seront également répartis entre tous les Etats du concordat, soit qu'ils possèdent un fort ou un faible capital d'assurance.

4^o Qu'un concordat, pour être accueilli favorablement par les divers Etats confédérés, doit être dépouillé de toute centralisation actuelle et éventuelle, en écartant, dès son origine, toute influence des grands corps constitués dans la Confédération, sauf l'action du tribunal fédéral, et l'approbation du concordat par les chambres fédérales, en laissant au concordat sa pleine liberté d'action, ainsi qu'aux Etats l'entière liberté de se retirer de ce concordat, pour le cas où celui-ci ne répondrait pas à leur attente, et où l'on prendrait des mesures qu'ils estimeraient mauvaises et contraires à leurs intérêts particuliers comme Etats.

5^o Qu'un concordat, dans l'état actuel des choses, doit être organisé de telle manière qu'il puisse entrer immédiatement en

vigueur, malgré la grande divergence d'organisation des établissements cantonaux d'assurance, en accordant, aux divers Etats du concordat, un nombre d'années suffisant après lequel leur législation et les règlements qui régissent leur établissement particulier d'assurance, devront être mis sur un pied plus ou moins uniforme, tout en laissant à chaque Etat sa liberté d'action pour l'organisation et la gestion de son établissement d'assurance.

6° Que l'organisation du concordat doit être telle que chaque Etat soit, en tout temps, directement intéressé à rechercher, par tous les moyens en son pouvoir, à faire diminuer le nombre des incendies et à les combattre efficacement lorsqu'ils ont éclaté.

7° Qu'il serait impolitique et contraire à la prudence que la caisse commune du concordat, qui pourrait être fondée, admit en réassurance la totalité du capital d'assurance des divers Etats du concordat, ce qui donnerait une trop grande sécurité dans l'institution commune au détriment de la surveillance dans leur propre canton et dans leur établissement d'assurance, c'est pourquoi il importera que cette réassurance soit limitée, par exemple, aux $\frac{3}{4}$ du capital d'assurance des établissements cantonaux, c'est-à-dire en ne garantissant aux Etats le remours que des $\frac{3}{4}$ des indemnités payées par eux pour incendies, en laissant à leur charge l'autre quart.

8° Que l'assurance contre l'incendie, en général, doit constituer une garantie mutuelle contre le malheur et les accidents imprévus occasionnés par le feu ; qu'elle doit être un moyen de moralisation, au lieu d'augmenter une coupable sécurité, d'où naît l'absence de surveillance et même quelquefois le crime.

9° Qu'il est contraire au principe même de l'assurance, que l'assuré puisse jamais trouver un avantage, même minime, par le fait d'un sinistre dont il serait atteint ; que plus ses bâtiments seront assurés pour une somme se rapprochant de la valeur vénale, plus la surveillance et la sollicitude à l'égard du feu diminueront de la part du propriétaire, et plus les chances d'incendie augmenteront, d'où il résulte la nécessité que l'indemnité d'incendie ne doit jamais être complète, et qu'elle ne devrait jamais dépasser les $\frac{9}{10}$ de la valeur vénale ou peut-être les $\frac{7}{8}$.

10° Que l'assurance du mobilier, quand celui-ci est assuré pour la totalité de sa valeur vénale, jointe au fait de l'assurance du bâtiment renfermant ce mobilier, augmente la sécurité du propriétaire au détriment de la surveillance du feu, laquelle diminue en

raison directe d'une assurance élevée ; que les effets mobiliers sont, de leur nature, d'une valeur très variable et d'un contrôle difficile ; que leur assurance pour la totalité de leur valeur augmente notablement les chances d'incendies des bâtiments, surtout de la part des locataires, qui seraient assurés en plein sans soucis de la valeur des bâtiments. C'est pourquoi il importe qu'il soit fixé une limite à l'assurance du mobilier, pour qu'elle ne puisse jamais atteindre la valeur vénale.

11° Que l'assurance mutuelle obligatoire des bâtiments contre l'incendie, n'entrave point la liberté individuelle, et ne restreint en rien la libre disposition des bâtiments de la part des propriétaires, pas plus que l'impôt n'enlève la liberté du contribuable, d'où il résulte que les attaques dirigées contre le prétendu despotisme des assurances cantonales obligatoires des bâtiments, ne sont fondées qu'en ce qui concerne leur organisation plus ou moins vicieuse, tandis que le principe fondamental de l'assurance mutuelle et obligatoire est bon.

12° Qu'il n'est ni juste ni prudent que les établissements d'assurance mutuelles réclament à leurs assurés des quotes trop faibles, pendant une série d'années heureuses qu'on traverse sans sinistre important, pour être obligés, lorsqu'un grand malheur arrive, de recourir à l'emprunt, en grevant les générations futures ou en recourant à l'assistance confédérale. C'est pourquoi il y a nécessité, et même urgence, à former, pour chaque établissement cantonal d'assurance, ainsi que pour le concordat en particulier, un fonds de réserve, afin de répartir, si possible, sur plusieurs générations la moyenne réelle des sinistres d'une grande période d'années, qui seule est juste, en tenant compte soit du passé, soit de l'avenir.

13° Qu'il y a de grands avantages, économiques et moraux, à faire payer aux assurés des quotes aussi fixes que possible, soit afin d'accoutumer le contribuable à mettre en réserve, chaque année, la somme qui lui est nécessaire pour l'assurance, soit afin de ne pas réclamer une quote élevée à un Etat ou à un propriétaire, qui a été éprouvé par une perte momentanée ou par de mauvaises récoltes, ou par une crise industrielle coïncidant avec un grand sinistre. Il en est de l'assurance comme de l'impôt, on a de la peine à l'introduire, mais, une fois établie sur le mode d'une prime fixe, ou à peu près, il n'y a plus de plainte, pas plus que

l'individu civilisé ne se plaint de la perte d'une partie de ses libertés d'homme à l'état sauvage.

14° Que toutes les classes de la société, l'agriculteur, l'industriel, le négociant, le petit propriétaire, sont hautement intéressés au crédit foncier, pour trouver facilement à contracter des emprunts hypothécaires au taux le plus bas possible, non seulement sur le sol, mais aussi sur les bâtiments, tant de la campagne que de la ville ; que le capitaliste et le rentier sont intéressés, au même degré, au crédit foncier et hypothécaire, pour la sûreté de l'argent qu'ils ont prêté ; que la société a un intérêt direct à ne nuire, ni directement, ni indirectement, au crédit foncier, qui s'acquiert à la longue, lorsqu'il est basé sur une bonne législation, mais qui pourrait tomber en un jour, par une mesure législative imprudente, ce qui fait qu'il y a tout intérêt à fonder solidement l'assurance mutuelle obligatoire des bâtiments contre l'incendie, à la seule condition qu'elle ne puisse pas être attaquée sous le rapport de son organisation et de la juste répartition des quotes, suivant les chances d'incendie, dans les différentes catégories de bâtiments.

15° Qu'il y a des établissements cantonaux d'assurance présentant des résultats beaucoup plus satisfaisants que d'autres établissements cantonaux semblables, par le fait d'une bonne législation, d'une bonne organisation, de règlements bien entendus et bien appliqués sur la police du feu, etc., d'où l'on peut conclure qu'il y a de bons exemples à suivre et des mesures efficaces à adopter ; enfin, qu'un établissement plus ou moins central de réassurance, constitué sous forme de concordat, et entouré d'Etats dont les établissements cantonaux d'assurance auraient adopté, insensiblement, des règlements plus ou moins uniformes, pourrait prospérer et rendre de très grands services aux Etats qui se seraient réunis en concordat dans ce but.

16° Que l'assurance des bâtiments doit être établie de telle manière qu'elle tende à diminuer, de plus en plus, le nombre et l'intensité des incendies, en encourageant les bonnes constructions, en réclamant des assurés une quote d'assurance en rapport avec les chances d'incendie de chaque catégorie de bâtiments. Cela aura pour résultat de diminuer, de plus en plus et graduellement, les constructions vicieuses, par le fait que chaque propriétaire aura un intérêt direct à augmenter légèrement son capital de construction, pour payer, dans la suite, une quote moindre d'assurance.

17° Que l'usage des allumettes phosphoriques ordinaires à fric-

tion est la cause évidente d'un nombre notable d'incendies, non seulement par le fait des grandes personnes et des fumeurs de tabac à la pipe et en cigares, mais surtout par le fait des enfants qui s'en servent d'amusement, en faisant du feu. Il importe que l'usage de ces allumettes soit défendu, pour n'autoriser la vente que des allumettes amorphes, d'où le feu ne jaillit que par la friction contre une plaque revêtue d'une préparation spéciale, ainsi que cela a déjà été ordonné dans quelques cantons.

18° Que les propriétaires de bâtiments de 1^{re} classe, quant à la bonne construction et à leur faible chance d'incendie, dans les établissements cantonaux d'assurance, où il n'y a qu'une classe unique de bâtiments, sont victimes d'une criante injustice, puisqu'ils pourraient être assurés auprès de sociétés privées d'assurance, pour la moitié de la quote moyenne qui leur est imposée par leur établissement cantonal d'assurance ; que dans les établissements cantonaux, en général, où il y a des catégories de bâtiments, leur nombre en est trop restreint ; que, dans ces établissements, la 1^{re} catégorie paie presque toujours une quote beaucoup trop forte, relativement aux classes inférieures, ce qui amène du mécontentement et des demandes d'abandonner l'assurance mutuelle, pour lui substituer l'assurance libre. On attaque l'institution, au lieu de s'en prendre aux points vicieux.

19° Que l'assurance, quand elle est basée sur un faible capital en bâtiments assurés, si elle n'a pas à sa disposition un fond de réserve assez puissant, constitué de longue date, et amassé au moyen de quotes fixes assez élevées, pour parer aux besoins courants, tout en augmentant ce fonds de réserve présente l'inconvénient majeur de réclamer, aux assurés, des quotes annuelles très-variables, suivant que l'on traverse une série d'années sans sinistre majeur, pour exiger, d'autres fois, des quotes élevées, ou pour tomber ensuite dans une impasse, comme cela est arrivé à l'Etat de Glaris, à la suite de son grand incendie.

20° Qu'une assurance mutuelle, dans un grand Etat comme la France, par exemple, d'une population de 37,382,225 âmes, en évaluant le prix vénal des bâtiments à 900 fr. par âme de population, donnerait un capital d'assurance de 33,644,002,500 fr., soit 33½ milliards, qui serait tel qu'au moyen d'une quote supplémentaire de 1 pour mille, on pourrait indemniser un sinistre extraordinaire de 33,644,000 fr., soit 33½ millions, dans une des grandes villes de France, soit au moyen d'une quote supplémentaire de

25 cent. pendant quatre ans, en sus de la quote d'assurance annuelle ordinaire, supposée à 1 pour mille, ce qui ferait 1 fr. 25 cent. pendant quatre ans, pour reprendre ensuite la quote ordinaire de 1 fr.

21° Qu'une assurance mutuelle obligatoire, dans chacun des Etats de la Confédération suisse, qui serait réunie en un tout homogène par un concordat, donnerait un capital d'assurance se rapprochant de celui du tableau ci-dessous :

| CANTONS. | POPULATION. | ESTIMATION supposée des BATIMENTS. | Valeur supposée des bâti- ments, par âme de po- pulation. | Valeur des bâti- ments assurés par âme de po- pulation. | CAPITAUX officiels d'assurance des BATIMENTS. |
|--------------------------------|-------------|---|---|---|--|
| Zurich. | 266265 | *349556945 | *1313 | *1313 | 1864 *349556945 |
| Berne. | 467141 | 444000000 | 950 | 555 | 1864 259030900 |
| Lucerne | 130504 | 111000000 | 850 | 704 | 1864 91915946 |
| Uri | 14741 | 11000000 | 750 | | |
| Schwitz | 45039 | 34000000 | 750 | | |
| Unterwald (haut) | 13376 | 9000000 | 700 | | |
| id. (bas) | 11526 | 9000000 | 750 | | |
| Glaris | 33363 | 33000000 | 1000 | 778 | 1865 25944530 |
| Zug | 19608 | *20000000 | *1079 | *1079 | 1865 *21148400 |
| Fribourg | 105523 | 95000000 | 900 | 561 | 1864 59223220 |
| Soleure | 69263 | 69000000 | 1000 | 662 | 1865 45835915 |
| Bâle (Ville) | 40683 | *86000000 | *2114 | *2114 | 1862 *86000000 |
| id. (Campagne) | 51582 | *48928050 | *949 | *949 | 1864 *48928050 |
| Schaffhouse | 35500 | 36000000 | 1000 | 903 | 1865 32062650 |
| Appenzell (Intérieur). | 12000 | 10000000 | 850 | | |
| id. (Extérieur). | 48431 | 39000000 | 800 | 784 | 1861 37980700 |
| Saint-Gall. | 180411 | 180000000 | 1000 | 936 | 1865 168878225 |
| Grisons | 90713 | 82000000 | 900 | | |
| Argovie | 194208 | 194000000 | 1000 | 514 | 1864 99950000 |
| Thurgovie. | 90080 | 90000000 | 1000 | 784 | 1865 70682000 |
| Tessin. | 116343 | 105000000 | 900 | | |
| Vaud | 213157 | *268270185 | *1258 | *1258 | 1865 *268270185 |
| Valais | 70792 | 42000000 | 660 | | |
| Neuchâtel. | 87369 | *114058600 | *1305 | *1305 | 1865 *114058600 |
| Genève | 82876 | *163341000 | *1971 | *1971 | 1861 *163341000 |
| | 2510494 | 2643154780 | | | |

Que ce capital d'assurance de 2,643,154,780 francs, soit 2 1/2 milliards, serait tel qu'au moyen d'une quote supplémentaire de

(*) Les valeurs marquées de l'astérisque sont celles où il y a accord entre les valeurs supposées et les valeurs réelles et officielles d'assurance.

1 fr. par 1000 francs de bâtiments assurés, on pourrait parer à indemniser un sinistre égal à celui de Glaris, qui montait à 2,640,000 francs, soit, en 4 ans, au moyen d'une quote supplémentaire de 25 centimes par 1000 fr. et par an, à payer en sus des indemnités annuelles d'incendie.

On peut conclure, de là, que le capital d'assurance des bâtiments de la Suisse entière serait tel qu'il fournirait la garantie la plus solide à une assurance mutuelle entre les différentes assurances cantonales, quand celles-ci seraient reliées par un concordat comme celui qui est proposé ci-dessous.

22° Que l'assurance, quand elle est basée sur un grand capital en bâtiments assurés, présente ce précieux avantage de pouvoir réclamer, aux assurés, une quote à peu près fixe d'assurance, parce qu'il faut qu'il survienne un sinistre assez considérable pour faire varier la quote sur l'ensemble d'une quantité notable.

Il suit, de là, que plus le capital d'assurance est grand et moins on aura besoin d'un puissant fonds de réserve. Un pays comme la France, avec ses 33 1/2 milliards de bâtiments, peut s'en passer sans grand inconvénient. Parcontre, on voit, dans plusieurs établissements cantonaux d'assurance en Suisse, des exemples frappants de variation dans la quote, dans le rapport de 1 à 4, sans avoir éprouvé de sinistre supérieur à 300,000 francs.

CONCORDAT.

Les Etats confédérés de . . . , ayant chacun en vue de maintenir, d'améliorer et de consolider leur établissement cantonal d'assurance des bâtiments contre l'incendie, au moyen d'une caisse commune de réassurance, ont conclu le concordat suivant :

ARTICLE 1^{er}.

Le but du concordat est de se soutenir mutuellement, pour le paiement des indemnités d'incendies, grands ou petits, au moyen d'une caisse commune de réassurance, qui, percevant une quote fixe de chaque Etat du concordat, garantit à ceux-ci les trois quarts

des indemnités d'incendies à payer aux propriétaires de bâtiments, en laissant à la charge de chaque Etat où un sinistre a eu lieu, le dernier quart de l'indemnité.

ARTICLE 2.

Le concordat sera constitué dès qu'il aura réuni l'adhésion de quatre Etats, quel que soit leur capital d'assurance, qu'il sera revêtu des signatures des Etats du concordat et qu'il aura été approuvé par les Chambres fédérales. D'autres Etats pourront y être admis en suivant les prescriptions du présent concordat.

ARTICLE 3.

Le concordat est géré par un comité, dont la nomination, les attributions et l'action, dans les Etats du concordat, relèvent de l'assemblée générale des Etats du concordat.

L'assemblée générale se compose des délégués nommés par les Etats du concordat, au nombre d'un ou de deux délégués par Etat.

Chaque Etat ne dispose que d'une voix dans l'assemblée générale, quoique tous les délégués puissent prendre part aux délibérations.

Tout ce qui n'est pas réglé par le présent concordat rentre dans les attributions de l'assemblée générale.

Toute contestation, entre les Etats du concordat et l'assemblée générale, ou entre les Etats entr'eux, relativement à un objet du concordat, relève du Tribunal fédéral.

ARTICLE 4.

Les Etats faisant partie du concordat se rendent, chacun pour ce qui le concerne, garants des obligations contractées par eux, au nom de leur établissement cantonal d'assurance des bâtiments contre l'incendie, ainsi que de toutes les charges et conséquences qui résulteront du présent concordat.

ARTICLE 5.

Les Etats paient, à la caisse du concordat, une quote fixe de 1 pour mille, de la valeur réellement assurée (1) des bâtiments com-

(1) On entend par valeur réelle d'assurance, celle qui est payée en cas d'incendie. Ainsi, l'Etat qui n'indemnise que des $\frac{3}{4}$ de la valeur d'un bâtiment,

pris dans leur établissement cantonal d'assurance, sans distinction de catégorie de bâtiments, sur la somme portée dans leur dernier compte annuel d'assurance.

Toutefois, pour les Etats qui demanderaient à entrer dans le concordat, et dont le nombre des bâtiments de catégories inférieures dépasserait la proportion existant dans les autres Etats du concordat, ou dans lesquels les dangers du feu seraient plus grands, il pourra être convenu une quote supplémentaire à celle du 1 pour mille, ou telle autre condition permanente et temporaire, tendant à rétablir l'équilibre.

ARTICLE 6.

La caisse du concordat rembourse, à chaque Etat, les $\frac{3}{4}$ de la totalité des valeurs réellement payées par eux aux propriétaires de bâtiments incendiés. L'autre quart reste à la charge de l'Etat dans lequel les sinistres ont eu lieu, qui réclame à ses assurés une contribution suffisante pour solder la quote fixe en faveur du concordat, le quart de ses sinistres et ses frais d'administration et accessoires.

Les frais d'expertises et taxes de sinistres, d'enquêtes, de procès entre les assurés et les établissements cantonaux d'assurance, gratifications, récompenses, frais de perception, d'impression et autres quelconques, n'entrent pas dans le rembour des $\frac{3}{4}$ à faire par la caisse du concordat aux Etats qui font partie de ce concordat.

Les valeurs payées aux assurés, pour l'incendie de leurs bâtiments, par les établissements cantonaux d'assurance, seront publiées d'office, par chaque Etat, dans un journal qui sera envoyé gratuitement au comité et à chaque Etat du concordat. Si cette formalité n'a pas été remplie, le paiement des $\frac{3}{4}$ n'est pas dû par le concordat, sur les valeurs payées pour sinistres, mais non publiées.

ces $\frac{3}{4}$ représentent la valeur réelle d'assurance, tandis que l'autre $\frac{1}{4}$ représente la valeur fictive d'assurance. Le capital nominal d'assurance est celui qui est inscrit dans les établissements cantonaux d'assurance et qui comprend la valeur réelle et la valeur fictive d'assurance.

Comme quelques établissements cantonaux n'indemnisent leurs assurés que des $\frac{2}{5}$, $\frac{3}{4}$, $\frac{4}{5}$, etc., des valeurs nominales d'assurance, ce qui devra être régularisé plus tard d'après l'article 14, §. 5, ces Etats, pour le moment, ne paieront à la caisse du concordat, la quote fixe du 1 pour mille, que sur les $\frac{2}{5}$, $\frac{3}{4}$, $\frac{4}{5}$, etc., de leur capital nominal d'assurance.

Si la caisse du concordat, avant la constitution d'un fonds de réserve ou après, n'était pas en mesure de solder aux Etats les $\frac{3}{4}$ des valeurs payées par eux pour sinistres, il serait fixé, par l'assemblée générale, un supplément à la quote à payer par les Etats, à la caisse du concordat.

Les incendies provenant de fait de guerre et de révolte, tant civile que militaire, ne seront, dans aucun cas, indemnisés par la caisse du concordat.

ARTICLE 7.

Les Etats possédant un capital relativement faible d'assurance et qui estimeraient que le quart de la valeur totale des sinistres laissé à leur charge constitue encore pour eux une charge trop lourde ou dangereuse, auront la faculté de conclure un concordat de réassurance, pour la répartition entr'eux de ce quart, afin que ces Etats, réunis dans ce but social, soient ramenés à une condition aussi favorable que celle des Etats représentant un capital relativement fort, d'assurance.

Ce concordat de réassurance, pour être valable, devra être approuvé par l'assemblée générale du concordat et par les chambres fédérales.

Chaque Etat, du reste, pourra se constituer un fonds de réserve particulier.

ARTICLE 8.

L'année comptable du concordat commence au 1^{er} janvier et finit au 31 décembre.

L'incendie qui éclate, entre le 31 décembre et le 1^{er} janvier, appartient à l'année comptable du concordat, dans laquelle le premier appel au feu aura été signalé, sans égard à la durée de l'incendie.

ARTICLE 9.

Le paiement annuel de la quote fixe à faire par les Etats, à la caisse du concordat, après déduction des $\frac{3}{4}$ des indemnités de sinistres dus par cette caisse à chaque Etat, aura lieu, au plus tard, le 1^{er} avril de chaque année, pour l'année comptable précédente du concordat, tout en fournissant un double détaillé du dernier compte annuel de leur établissement cantonal d'assurance.

Si la caisse du concordat redoit un solde à un des Etats, il sera de même payé au 1^{er} avril.

Le paiement à faire, par la caisse du concordat, pourra être anticipé, dans les cas de grands sinistres, sur décision de l'assemblée générale et aux conditions fixées par elle.

ARTICLE 10.

Comme la caisse du concordat percevra le 1 pour 1000 des valeurs réellement assurées dans les établissements cantonaux d'assurance, et qu'elle ne remboursera aux Etats que les $\frac{3}{4}$ des valeurs payées aux propriétaires pour sinistres, elle sera en mesure de se constituer un fonds de réserve, qui ne devra pas dépasser dix millions de francs.

Quand ce but sera atteint, la quote fixe de un pour mille, en faveur de la caisse du concordat, pourra être abaissée suivant les besoins, pour être reportée au taux primitif du un pour mille dès que le fonds de réserve redescendrait en-dessous de dix millions.

ARTICLE 11.

Chaque Etat pourra, en tout temps, se retirer du concordat.

Chaque Etat faisant partie du concordat pourra en être exclu, lorsque sa négligence ou celle de ses assurés, dans l'accomplissement de leurs devoirs, paraîtrait de nature à pouvoir compromettre le but du concordat, sans qu'il soit nécessaire, pour cette exclusion, de formuler ou de justifier des griefs quelconques contre l'Etat à exclure.

Si la déclaration de sortie ou l'exclusion est prononcée avant le 1^{er} octobre, la sortie déploiera ses effets, en ce qui concerne l'Etat sortant ou exclu, à l'expiration de l'année comptable suivante du concordat.

Si, au contraire, la déclaration de sortie ou l'exclusion est prononcée après le 1^{er} octobre, la sortie déploiera ses effets, en ce qui concerne l'Etat sortant ou exclu, à l'expiration de la seconde année qui suivra le 1^{er} octobre, de manière à avoir toujours un avertissement réciproque de quinze mois, au moins, précédant la sortie, à la fin d'année comptable du concordat.

Toutefois, l'Etat sortant ou exclu présentera son solde de compte avec le concordat, au 1^{er} avril qui suivra sa sortie, pour l'année comptable précédente du concordat, et prendra part aux délibé-

rations de l'assemblée générale seulement pour ce qui concernera son règlement de compte avec le concordat et le partage du fonds de réserve,

ARTICLE 12.

Afin de calculer la part du fonds de réserve revenant à l'Etat sortant ou exclu du concordat, on fera la balance de ce que chaque Etat aura livré et de ce qu'il aura reçu, depuis son entrée dans le concordat.

Si la balance de l'Etat sortant ou exclu est active, il obtiendra, du fonds de réserve, une part proportionnelle à son actif, comparé à celui des autres Etats, sans aucun égard aux balances passives qui pourraient se trouver.

Si, au contraire, la balance de l'Etat sortant ou exclu est passive, cet Etat remboursera à la caisse du concordat la moitié de la somme représentant sa balance passive, sans toutefois que cette somme puisse dépasser 200,000 francs.

Si un nouvel Etat est admis dans le concordat, il devra verser, dans la caisse de celui-ci, une somme proportionnelle à son capital réel d'assurance, comparé au total de ceux des autres Etats, par rapport au fonds de réserve existant au moment de son entrée dans le concordat. Par ce versement, l'Etat admis devient copropriétaire du fonds de réserve, à l'égal des anciens membres du concordat.

Dans le cas de dissolution du concordat, le fonds de réserve se partage entre les Etats qui présentent une balance active, dans une part proportionnelle à ces balances. Mais, avant ce partage, les Etats qui présentent une balance passive, devront verser, dans la caisse du concordat, le quart de la somme représentant leur balance passive, sans que cette somme puisse dépasser 100,000 francs.

ARTICLE 13.

Pour modifier un point quelconque du concordat, prononcer sa dissolution, exclure un Etat du concordat ou en admettre un nouveau, il faut le concours réuni des $\frac{3}{4}$ des Etats et des $\frac{3}{4}$ du capital total réel d'assurance des Etats du concordat, d'après les comptes présentés dans la dernière année comptable du concordat.

Une modification du concordat étant décidée, elle ne pourra être

mise en vigueur, ni déployer son effet, qu'après les délais fixés aux 3^{me} et 4^{me} paragraphes de l'article 11, suivant que la modification aura été prononcée avant ou après le 1^{er} octobre, afin de donner le temps de se retirer aux Etats qui n'approuveront pas la modification du concordat, avant l'entrée en vigueur de cette modification. Par contre, moyennant l'unanimité des Etats du concordat, la modification pourra entrer immédiatement en vigueur.

Le concordat sera dissous de plein droit dès que le nombre des Etats du concordat sera réduit à trois.

ARTICLE 14 et dernier.

Les Etats du concordat s'engagent, *dans le terme de cinq ans*, dès leur entrée dans le concordat, à adopter des règlements aussi uniformes que possible sur la police du feu, et à modifier leur législation sur l'évaluation des bâtiments et l'assurance de ceux-ci et du mobilier, contre l'incendie, sur les points suivants :

1^o Un règlement sur la police du feu sera soumis à l'examen de chaque Etat du concordat, qui pourra le modifier, mais il ne pourra être mis en vigueur que lorsqu'il aura été sanctionné par l'assemblée générale du concordat.

2^o L'année comptable des établissements cantonaux d'assurance partira du 1^{er} janvier au 31 décembre, comme celle du concordat.

3^o La vente des allumettes phosphoriques ordinaires, d'où le feu jaillit par la friction contre une matière sèche quelconque, sera interdite, pour être remplacée par la vente des allumettes amorphes, qui ne prennent feu, par la friction, que contre une plaque revêtue d'une préparation, sans laquelle le feu ne peut en sortir.

4^o L'assurance du mobilier ne sera permise, dans les Etats du concordat, que jusqu'aux trois quarts de leur valeur réelle, dûment constatée et contrôlée, non par des préposés de commune, mais d'une autorité supérieure.

Toutefois, la loi pourra autoriser exceptionnellement l'assurance complète du mobilier, moyennant certaines formalités et garanties déterminées.

5^o Les bâtiments ne pourront, dans aucun cas, être taxés, pour l'assurance contre l'incendie, au-delà du prix de revient de

la construction, ou de la valeur vénale, ou de la valeur utile du bâtiment, déduction faite de la valeur du sol et autres accessoires de position, *en choisissant, pour valeur d'assurance, le prix le plus bas entre le prix de revient, la valeur vénale et la valeur utile (1) du bâtiment, dégagée de la valeur du sol et accessoires.*

Toutefois, comme il existe beaucoup de bâtiments auxquels on ne peut fixer une valeur vénale, on choisira, dans ce cas, le prix le plus bas entre le prix de revient et la valeur utile, aussi dégagée de la valeur du sol, etc.

La valeur du sol, sur lequel repose un bâtiment, sera, dans tous les cas, distincte de celle de la construction ; cette dernière pouvant seule faire partie de l'assurance et en payer les charges, comme étant seule susceptible de dommage par incendie et de servir de base à l'indemnité en cas de sinistre.

Les cours et places d'aisances, attenantes aux bâtiments, ne pourront, de même, dans aucun cas, faire partie du prix d'assurance d'un bâtiment.

6° L'indemnité d'incendie, dans les établissements cantonaux d'assurance des bâtiments des Etats du concordat, ne pourra être supérieure aux 9/10 de la valeur d'évaluation portée dans l'assurance, comme il est dit aux deux premiers paragraphes du 5° ci-dessus.

Cette indemnité des 9/10 s'entend aussi bien, quand il s'agit de la destruction totale d'un bâtiment, dont l'évaluation sert de base, que quand la destruction est partielle, ou même d'une minime valeur, et dont l'évaluation du dommage sert de base.

7° Il sera créé huit catégories de bâtiments, suivant leur plus ou moins grande chance d'incendie.

La 1^{re} catégorie paiera le moins et la 8^{me} le plus, dans la proportion suivante :

| 1 ^{re} cl. | 2 ^e cl. | 3 ^e cl. | 4 ^e cl. | 5 ^e cl. | 6 ^e cl. | 7 ^e cl. | 8 ^e cl. |
|---------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 0»50 | 0»75 | 1»10 | 1»55 | 2»10 | 2»75 | 3»50 | 5»00 |

(1) On entend par valeur utile d'un bâtiment, celle qu'on peut déduire de l'utilité et de l'emploi spécial du bâtiment ou de la location qu'on pourrait en retirer en capitalisant la valeur locative. Une église, par exemple, n'aura pas un prix de vente, mais bien une valeur utile. On peut difficilement fixer un prix de vente à un bâtiment de ferme, mais on peut en connaître la valeur utile, par le prix de location qu'il faudrait payer, si ce bâtiment, n'appartenant pas au domaine, devait être pris à bail.

La 1^{re} catégorie des bâtiments, payant le moins, se composera des habitations isolées, à portée des secours en cas d'incendie, construites, en entier, en pierres ou briques, couvertes en tuiles, ardoises ou métal, distantes de 40 à 80 pieds, suivant les dangers du feu, de tout autre bâtiment de 1^{re} catégorie, ou de plus de 80 pieds de tout autre bâtiment de catégorie inférieure, excepté les petites dépendances du bâtiment lui-même, telles que grenier, bucher, lessivier, rucher, etc.

La 2^{me} catégorie se composera des habitations en pierre le mieux construites, isolées, moins à portée de secours que celles de la première catégorie; des habitations en pierre les mieux construites, contiguës, mais ne présentant pas de parties vulnérables par le feu venant des bâtiments voisins.

La 3^{me} catégorie se composera des habitations en pierre, le mieux construites, contiguës, mais présentant quelque point vulnérable par des lucarnes, galeries et autres saillies en bois.

La 4^{me} catégorie se composera des habitations en pierre et bois, contiguës, couvertes en tuiles; des habitations en bois isolées, couvertes en tuiles; des granges, fenils et écuries, construites en pierre, non contiguës, couvertes en tuiles.

La 5^{me} catégorie se composera des fenils, granges et écuries en pierre et bois, contiguës, couvertes en tuiles; des habitations isolées, en bois, couvertes en bois.

La 6^{me} catégorie se composera des habitations en bois, contiguës, couvertes en bois; des fenils, granges, écuries, en bois, non contiguës, couvertes en bois.

La 7^{me} catégorie se composera des fenils, granges, écuries, en bois, contiguës, couvertes en bois; des bâtiments quelconques couverts en chaume, isolés de deux cents pieds de tout autre bâtiment.

La 8^{me} catégorie se composera des bâtiments quelconques contigus, couverts en chaume ou éloignés de moins de 200 pieds de tout autre bâtiment, et d'autres bâtiments présentant des chances d'incendie.

8° Tous les bâtiments, dans lesquels on exercera une vocation augmentant les chances d'incendies, qui seront désignés par l'assemblée générale du concordat, seront portés dans l'une des catégories correspondant aux risques du feu.

Il en sera de même des bâtiments renfermant des marchandises et matières facilement inflammables.

Les Etats du concordat auront la faculté de créer d'autres catégories au delà de la huitième pour les bâtiments dont les chances d'incendies seraient plus grandes que pour les bâtiments contigus couverts en chaume, à moins que leur assurance ne soit laissée libre.

9° Les toitures en chaume, sur des bâtiments neufs, seront interdites; la réparation des anciennes ne pourra avoir lieu, si l'autorité locale s'y oppose, et, dans tous les cas, sans une autorisation spéciale.

Les toitures en bardeaux, bois ou clavins, ne seront autorisées que pour les fenils, chalets et les bâtiments isolés en général, mais elles seront interdites dans les villes, villages et hameaux.

10° Pour le classement des bâtiments dans les huit catégories, les Etats du concordat auront égard aux circonstances suivantes :

a) Si un bâtiment est séparé de celui du voisin par un mur mitoyen allant jusqu'au faite; si l'habitation est séparée des granges, fenils et écuries, par un mur s'élevant aussi jusqu'au faite.

b) Si, dans un groupe de plus de six maisons, il existe de distance en distance un mur mitoyen dépassant de quelques pieds le toit le plus élevé des deux maisons contiguës, ce qui est le seul moyen de parer aux grands incendies.

Ce mur de séparation devrait être terminé en escaliers, de manière à permettre aux pompiers de circuler librement et en toute sécurité du devant au derrière du bâtiment.

c) Si les portes communiquant d'un appartement à une grange, fenil ou écurie ont été mises à l'abri du feu par une doublure en tôle des deux côtés pour retarder la communication du feu pendant un certain temps; si le bois de ces portes a été rendu incombustible par les moyens connus qui ne sont pas coûteux; si toute poutre passant de l'habitation dans la grange ou ses dépendances a été mise à l'abri du feu en la garnissant et en l'entourant de petits morceaux de briques, fixés par des vis, ainsi que les poutres de faites de toits, les filières, etc., qui communiquent d'une portion de bâtiment dans une autre, ou dans un bâtiment voisin.

d) Si, dans les rues et ruelles étroites et dans les maisons rapprochées les unes des autres, il existe des fenêtres et lucarnes

ouvertes, des volets, des parois en bois, des bouts de poutres faisant saillie, des bordures de toits, etc., par lesquels le feu pourrait communiquer d'une maison à l'autre; si ces objets ont été mis à l'abri du feu par une doublure en tôle ou en fer-blanc, ou par tout autre moyen.

e/ Si les planchers des galetas ont été couverts en briques; si aucune pièce de bois ne communique du galetas à l'étage inférieur; si la porte d'accès au galetas est doublée en tôle des deux côtés et si elle se couche horizontalement, de manière à empêcher la communication du feu du galetas à l'étage inférieur et de celui-ci au galetas.

f/ Si les cheminées du bâtiment sont bien construites; si les auvents qui couvrent les cheminées en bois sont garnis en fer-blanc des deux côtés; si chaque appartement est muni des objets déterminés par la police du feu.

g/ Si le bâtiment possède, dans le galetas, un réservoir à eau en zinc, que les eaux pluviales alimenteraient et dont le trop-plein retournerait sur le toit, ce qui devrait être exigé par la police du feu, dans les usines, fabriques de divers genres, ateliers, auberges, édifices publics, etc.

h) Si les villages et hameaux sont à proximité d'une eau permanente ou d'un réservoir d'eau proportionné au nombre des bâtiments de la localité; s'ils sont pourvus des engins reconnus indispensables pour combattre le feu, et d'une bonne organisation du corps des pompiers.

i/ Si les bâtiments sont pourvus d'un paratonnerre, de pompe portative à incendie, d'un réservoir particulier ou étang, d'une fontaine, d'un puits, etc.

TABLE DES MATIÈRES.



| | Pages. |
|---|--------|
| Rapport du Jury | III |
| I. Mémoire présenté par M. <i>Henri DuPasquier</i> , à Cortaillod | 1 |
| II. Mémoire présenté par M. <i>John Moschell</i> , ingénieur, à Genève | 57 |
| III. Mémoire présenté par M. <i>Jules-F. Piccard</i> , commis- saire général, à Lausanne | 103 |



OUVRAGES EN VENTE

à la Chancellerie d'Etat.

Recueil officiel des lois de la République.

Code pénal.

Code civil (la table analytique se trouve dans toutes les librairies du canton).

Bulletins de la discussion du Code civil.

Bulletins des assemblées constituantes de 1848 et de 1858.

Bulletins du Grand-Conseil de la République,

Recueil des arrêts de la Cour d'appel.

Recueil des arrêts du Juge d'ordre.

Lois diverses.

Bulletins du Corps Législatif, T. I, II, III, IV, VII. VIII, IX et X.

Monuments de l'Histoire de Neuchâtel, par G.-A. Matile, Dr en droit.

NOTE.

On peut réclamer *gratuitement* le présent volume à la Chancellerie d'Etat et dans les six Préfectures du Canton.

